

GENERAL LIBRARY  
EB 3 1922  
UNIV. OF MICH.

# REVUE HISTORIQUE

FONDÉE EN 1876 PAR GABRIEL MONOD

DIRECTEURS :

CH. BÉMONT

ANCIEN ÉLÈVE DE L'ÉCOLE DES CHARTES  
DIRECTEUR A L'ÉCOLE PRATIQUE DES HAUTES-ÉTUDES  
MEMBRE DE L'INSTITUT

CHR. PFISTER

ANCIEN ÉLÈVE DE L'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE  
PROFesseur à LA FACULTÉ DES LETTRES  
DE L'UNIVERSITÉ DE STRASBOURG  
MEMBRE DE L'INSTITUT

*Ne quid falsi audeat, ne quid veri non audeat historia*  
Cicéron, *de Orat.*, II, 15.

## 46<sup>e</sup> ANNÉE. — TOME CXXXVIII.

II. — Novembre-Décembre 1921.

SOMMAIRE.

|   | Pages |
|---|-------|
| Louis Batifol. Richelieu et la question de l'Alsace . . . . .   | 161   |
| Robert Vivier. La grande ordonnance de février 1351 : les mesures anticorporatives et la liberté du travail . . . . . | 201   |
| Commandant Weil. Saint-Jean de Latran. La chapelle de sainte Pétronille et les priviléges de la France . . . . .      | 214   |
| Bulletin historique. Histoire de France. Le moyen âge jusqu'aux Valois, par Louis HALPHEN . . . . .                   | 224   |
| Comptes-rendus critiques. ( <i>Pour le détail, voir au verso</i> ). . . . .   | 243   |
| Notes bibliographiques . . . . .  | 265   |
| Recueils périodiques et sociétés savantes . . . . .   | 285   |
| Chronique . . . . .   | 305   |
| Index bibliographique . . . . .   | 309   |



LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108

PARIS, 6<sup>e</sup>

275

Renouvellement d'abonnement au 1<sup>er</sup> Janvier 1922.

Ce numéro étant le dernier de l'année 1921, nous prions nos abonnés de bien vouloir nous adresser dès maintenant le montant de leur renouvellement pour l'année 1922 (*voir au verso les prix d'abonnement pour 1922*).

**AVIS IMPORTANT.**

Les demandes de tirages à part d'articles doivent être adressées au secrétaire de la Revue en même temps que les premières épreuves.

**OUVRAGES ANALYSÉS DANS LES COMPTES-RENDUS  
DE LA PRÉSENTE LIVRAISON.**

|   | Pages |
|---|-------|
| V. SCHERL. Recueil de lois assyriennes ( <b>G. Contenau</b> ) . . . . .   | 242   |
| E. PAIS. Fasti triumphales populi romani ( <b>E. Cavaignac</b> ) . . . . .  | 245   |
| Fritz KERN. Gottesgnadentum und Widerstandsrecht im früheren Mittelalter ( <b>Marc Bloch</b> ) . . . . .                                | 247   |
| B. SAINT-JOURS. Le littoral gascon ( <b>Ch. Bémont</b> ) . . . . .  | 253   |
| Gustave COHEN. Écrivains français en Hollande dans la première moitié du XVII <sup>e</sup> siècle ( <b>F. Baldensperger</b> ) . . . . . | 256   |
| Correspondance de saint Vincent de Paul, publiée par P. Coste, tomes I-IV (abbé A. Degert) . . . . .                                    | 260   |

**LES PROCHAINS NUMÉROS CONTIENDRONT :**

- G. Bourgin.** Le Comité central de 1871.  
**Fr. Bräesch.** La pétition du 17 juillet 1791.  
**E. Cavaignac.** Les 1,250 talents de Messène et leurs valeurs à l'époque hellénistique.  
**Paul Cloché.** Les dernières années de l'athénien Phocion, 322-318 av. J.-C.  
**Colonna de Cesari Rocca.** Les sources de l'*Histoire de la Corse de Filippini* et de la *Cronica corsasca* de Giovanni Della Grossa.  
Abbé A. Degert. Le mariage de Gaston d'Orléans et de Marguerite de Lorraine.  
**G. Fagniez,** de l'Institut. La politique de Vergennes et la diplomatie de Breteuil.  
**Ch. Fililâtre.** Gerberon, bénédictin janséniste du XVII<sup>e</sup> siècle.  
**Émile Gabory.** Les patriotes réfugiés de la Vendée.  
**Paul Gaffarel.** L'alliance turco-française et l'intervention turque en Provence, 1541-1544.  
**J.-C. Gerock.** Les lignes de Wissembourg sur la Lauter et la frontière septentrionale de l'Alsace.  
Commandant Herlaut. Les enlèvements d'enfants à Paris en 1720 et en 1750.  
**S.-T. Lascaris.** L'Église catholique en Grèce; essai d'histoire et de droit public.  
**L. Lévy-Schneider.** L'autonomie administrative de l'épiscopat français à la fin de l'Ancien régime.  
**Georges Lizerand.** Philippe le Bel et l'Empire au temps de Rodolphe de Habsbourg.  
**Inna Lubimenko.** Les marchands anglais en Russie au XVII<sup>e</sup> siècle.  
**Marcel Marion.** Les fugitifs alsaciens sous la Révolution.  
**Paul Marmottan.** La grande-duchesse Élisa et Fouché.  
**Roberto Michels.** Etude sur les relations historiques entre la France et les pays rhénans.  
**Frank Puaux.** Napoléon et les protestants français.  
**A. Rebillon.** Les États de Bretagne au XVII<sup>e</sup> siècle; organisation et fonctionnement.  
**Paul Robiquet.** Un sauveur de Louis XVI dans la journée du 20 juin 1792 : le chevalier Jean de Canolle.  
**Lucien Romier.** La littérature historique et les témoignages sur les guerres de religion.  
**Édouard Rott.** Le secret de l'Empereur (fin du XVII<sup>e</sup> siècle).  
**Henri Sée.** Bossuet et la doctrine de l'autorité souveraine.  
**Ch. Terlinden.** La politique économique de Guillaume I<sup>er</sup>, roi des Pays-Bas, 1815-1830.  
**G. Zeller.** Deux mémoires inédits du grand Condé sur l'Alsace.  
**Pierre Waltz.** Les artisans et leur vie en Grèce, des temps héroïques à l'époque classique. I. Les corps de métiers.

N.-B. — *La Direction de la Revue historique n'est pas responsable des manuscrits non insérés.*

**REVUE HISTORIQUE**

BIMESTRIELLE

**CONDITIONS DE LA SOUSCRIPTION :**

A partir de 1922, les prix sont ainsi modifiés :

Un an, France et Colonies : 45 fr. — Union postale : 53 fr.

Le numéro : 9 fr.

Les années écoulées se vendent également aux nouveaux prix.

**AVIS IMPORTANT.**

Les demandes en duplicata de numéros non arrivés à destination ne pourront être admises que dans les quinze jours qui suivront la réception du numéro suivant.

# RICHELIEU

ET

## LA QUESTION DE L'ALSACE

Dans mon livre *les Anciennes républiques alsaciennes*<sup>1</sup>, j'ai exposé que le cardinal de Richelieu n'avait pas eu le dessein de s'emparer de l'Alsace et que celle-ci, pour diverses raisons politiques, s'était donnée d'elle-même à la France. Le cadre de la publication ne comportait ni les développements nécessaires ni l'indication suffisante des références. Il en est résulté certaines hésitations chez les critiques. Il m'a donc paru utile de revenir sur la question et de produire, avec quelque précision, les textes et les preuves qui m'ont amené à conclure que Richelieu, contrairement à l'opinion précédemment admise, n'avait pas pu songer à conquérir l'Alsace et qu'il n'y avait pas songé. Des déclarations nouvelles, empruntées à des documents encore inédits, conservés aux archives du ministère des Affaires étrangères, vont en revanche marquer davantage la sincérité et la force du curieux sentiment qui « jetait les Alsaciens », comme le disait d'Erlach au XVII<sup>e</sup> siècle, « dans les bras de la France»<sup>2</sup>.

Il faut se reporter à l'époque où se place l'entrée des François en Alsace, 1634-1635, et songer à la situation politique générale de l'Europe à ce moment, pour comprendre ce qu'a pu penser et vouloir Richelieu et ce qu'en fait, d'après les documents, il a pensé et voulu.

Richelieu, avant de s'engager dans la grande lutte provoquée par les menaces de la politique d'hégémonie universelle de la maison d'Autriche et l'ambition entreprenante de l'empereur

1. Paris, E. Flammarion, in-18. Bibliothèque de philosophie scientifique.

2. Lettre datée du 22 janvier 1644 à Mazarin : Archives Affaires étrangères, Alsace 9, fol. 252 r°.

Ferdinand II, avait fait ce qu'avaient fait ses prédécesseurs, il s'était allié avec les princes protestants allemands révoltés contre leur souverain, les avait soutenus, passant des traités avec eux, les subventionnant. Il faut remarquer avec attention ce point : ces alliés germaniques, gens indociles, très peu fidèles, jaloux, susceptibles, constamment occupés à réclamer, prêts à trahir, et d'ailleurs, dans un sens, soucieux de l'intégrité du Saint-Empire, seront le plus grand obstacle à toute velleité de la France, si elle en a, de s'emparer de la moindre parcelle des territoires germaniques : on va en avoir d'abondants témoignages.

Lorsque après avoir, pendant plus de dix ans, occupé les forces de l'empereur « en mettant la main à la bourse et non aux armes », Richelieu sera enfin obligé, « ses alliés ne pouvant subsister seuls<sup>1</sup> », de jeter l'épée de la France dans le conflit, en 1635, on voit par les documents que deux idées concrètes dominent la politique française : la première, de maintenir le contact avec les princes allemands confédérés pour les empêcher d'abandonner l'alliance et pouvoir continuer à leur porter secours ; la seconde, de préserver le territoire du royaume de l'invasion. On s'assurera à quel point ce double objectif s'imposait à Richelieu si l'on songe aux événements tragiques de 1635-1636, et comment, dans le courant de 1635, l'armée de Louis XIII était à ce point battue en Lorraine que Feuquières écrivait à la cour le 4 juillet : « Les affaires empirent de moment à autre ; il est à craindre que, dans peu de jours, le siège de la guerre soit sur la Moselle et peut-être jusqu'à la Marne<sup>2</sup> » ; que Louis XIII, angoissé, devait concentrer une armée à Château-Thierry afin de couvrir Paris<sup>3</sup> ; ou qu'en 1636 avait lieu la terrible invasion qui amenait l'ennemi, descendant l'Oise, sur Noyon, Berry-au-Bac, Pontavert, jetant « l'épouvante dans le royaume<sup>4</sup> ».

Il n'y a qu'un moyen, disent les conseillers politiques et mili-

1. *Succincte narration*, dans *Maximes d'État ou Testament politique... du cardinal de Richelieu* (éd. Foncemagne). Paris, 1764, in-8°, p. 45.

2. *Lettres et négociations du marquis de Feuquières*, 1753, in-12, t. III, p. 128. En octobre, Gallas et le duc Charles de Lorraine avançaient à ce point que « leurs soldats se promettoient de venir prendre leurs quartiers d'hiver à Paris » (*Mémoires du cardinal de La Valette*, 1771, t. I, p. 77).

3. *Mémoires de Richelieu*, éd. Michaud, t. II, p. 639.

4. Le mot est dans une lettre de Chavigny à La Valette du 23 juillet 1636 : Aubéry, *Mémoires pour l'histoire du cardinal de Richelieu*, 1660, t. I, p. 659. Voir aussi Arch. Aff. étr., Alsace 10, fol. 185 r°.

taires de Richelieu, pour éviter de pareils désastres et atteindre les deux buts fixés plus haut : c'est d'abord de tenir quelque bonne place sur le Rhin par où se fera la liaison avec les confédérés allemands, puis, surtout, de constituer du Rhin une barrière derrière laquelle le roi contiendra les armées impériales et empêchera l'invasion du royaume. Le roi de France, concluent-ils, doit occuper des têtes de pont sur le Rhin. Il ne s'agit, observons-le, que d'occupation militaire et non de conquête.

Ces idées remplissent la correspondance du cardinal, celle des secrétaires d'État ou de ses conseillers durant tout le règne. Si l'empereur ne vise qu'à porter la guerre au cœur du royaume, afin d'isoler les rebelles de son empire, dont, après, il viendra plus facilement à bout, Richelieu prescrit ou fait prescrire à ses généraux de s'accrocher à tout prix au Rhin afin de parer aux deux dangers. « Défendez-nous des Allemands sur le Rhin », dit le P. Joseph au cardinal de La Valette<sup>1</sup>. « On couvre la France le long du Rhin », mande le Hollandais allié Aersen au maréchal de Châtillon<sup>2</sup>; et Louis XIII répète : il faut avant tout « assurer les bords du Rhin, la garde du Rhin<sup>3</sup> ».

Dès janvier 1632, les confédérés allemands qui, d'abord, comprennent et semblent admettre, en principe, cette politique, conseillent à Richelieu d'envoyer en effet des troupes à Philippsbourg, Mannheim. Le moment n'est pas encore venu, Richelieu décline<sup>4</sup>. Après la mort de Gustave-Adolphe, tué sur le champ de bataille de Lützen en 1632, les circonstances étant plus menaçantes, les confédérés allemands reviennent à la charge et considèrent que la présence d'un corps d'armée français d'observation sur la rive gauche du Rhin serait indispensable. Richelieu consulte ses généraux, La Force, Brézé. Ceux-ci sont d'avis d'occuper Spire, Philippsbourg ou Mannheim, et, notons ceci, ne conseillent pas d'aller en Alsace<sup>5</sup>. Louis XIII et Riche-

1. Dans une lettre du 23 août 1636, Aubéry, *Mém.*, t. I, p. 685 : « Toute la pensée des ennemis est de porter la guerre déjà le Rhin, dans la croyance qu'ils ont qu'en éloignant le secours de S. M. les villes et États d'Allemagne se porteront volontiers à traiter avec l'empereur. » Lettre de Feuquières à Bouthilier du 7 avril 1635, dans *Lettres et négociations*, t. III, p. 42.

2. Lettre du 24 avril 1638 : Aubéry, *Mém.*, t. II, p. 125.

3. *Lettres et négociations*, t. II, p. 28, 60, 332; t. III, p. 40 et 218.

4. L'électeur de Trèves parle de Philippsbourg, Bavière de Mannheim, Avenel, *Lettres de Richelieu*, t. IV, p. 254.

5. *Mémoires du duc de La Force*, éd. La Grange, t. III, p. 417.

lieu, en effet, se prononcent pour Philippsbourg<sup>1</sup>. Les discussions relatives à l'occupation de cette ville vont remplir les documents à partir de 1632. Car, à mesure qu'on approche de l'éventualité de cette occupation, par un phénomène de réaction bien explicable, les confédérés allemands éprouvent maintenant une instinctive répugnance à laisser la France mettre la main sur une place germanique<sup>2</sup>. Le 26 avril 1633, l'assemblée des confédérés d'Heilbronn, obligée d'avouer « avec combien moindre danger on éteint le feu dans la maison de son voisin que dans la sienne<sup>3</sup> », paraît cependant disposée à accepter ce qu'on appelle « le traité de la garde du Rhin<sup>4</sup> »; puis Louis XIII a beau parlementer avec le possesseur de Philippsbourg, l'électeur de Trèves, et les Suédois qui sont dans le pays, il ne parvient pas à occuper Philippsbourg.

C'est pendant que durent ces discussions, début de 1634, que les Alsaciens, ruinés par les guerres, révoltés contre les violences de l'empereur et des Suédois, demandent au roi de France de les prendre sous sa protection. Les premiers traités de protectorat avec Neuwiller, Ingwiller, Bouxwiller, Saverne, Haguenau, origine des autres traités qui mettront l'Alsace sous la protection de Louis XIII, sont de janvier et février 1634. On voit dans quelles circonstances occasionnelles, fortuites, au milieu d'une politique générale que poursuit Richelieu orientée autrement, cet événement se produit. Louis XIII, d'abord hésitant, a accepté parce que les populations réclamaient son appui. Il n'a vu là qu'un incident momentané analogue au fait que l'électeur de Trèves ou la ville de Bâle se sont mis aussi sous sa protection<sup>5</sup>. Nous constaterons plus loin qu'il ne pouvait songer dès

1. *Lettres et négociations*, t. II, p. 275 et 333.

2. Mémoire à ce sujet de M. de Gournay, envoyé de Louis XIII en Allemagne : Arch. Aff. étr., Allemagne 10, fol. 31 r°.

3. Lettre de l'assemblée d'Heilbronn à Louis XIII, *Lettres et négociations*, t. I, p. 218.

4. Mot de Bouthillier à Feuquières : Arch. Aff. étr., Allemagne 10, fol. 182 r°.

5. Cf. *Lettres et négociations*, t. I, p. CLXXXV. Louis XIII avait fait occuper Trèves par une garnison française. On ne soutient pas aujourd'hui qu'il pensât garder la ville, pas plus que celle de Bâle, par conquête. Le prince régent du comté de Montbéliard avait également mis Montbéliard et les possessions alsaciennes du comte, Horbourg, Riquewihr, sous la protection de la France dans les mêmes conditions. Ce dernier fait momentané n'a pas eu d'action sur la question générale qui nous occupe.

ce moment à garder le pays et l'annexer au royaume. Suivons les développements des faits.

Dès le mois de mai 1634 des confédérés allemands, le marquis de Bade, le landgrave de Hesse-Cassel, voyant les Français en Alsace, suggèrent l'idée que la France, du moment qu'elle doit veiller au Rhin, au lieu de Philippsbourg, occupe en effet des villes alsaciennes. L'envoyé français, La Grange aux Ormes, saisi par le landgrave de la question, répond qu'il n'a pas d'instruction sur ce point. Hesse-Cassel réplique que la diète de Francfort pourrait dans ce cas faire la proposition elle-même à Louis XIII et qu'il en parlera à l'assemblée. Mais, et faisons attention à ceci, les alliés germaniques de la diète se récrient aussitôt : ils entendent encore bien moins laisser venir les Français en Alsace qu'à Philippsbourg. Le chancelier de Suède, Oxenstiern, intervenant, déclare à son tour à La Grange aux Ormes que les Suédois occupent des villes d'Alsace, qu'ils comptent à la paix générale s'en servir comme de gages et qu'ils ne les céderont certainement pas aux Français. On voit les difficultés<sup>1</sup>. Louis XIII ne donne pas suite aux propositions du marquis de Bade et du landgrave de Hesse-Cassel. Le 21 juin, son ambassadeur en Allemagne, Feuquières, parlant à la diète de Francfort, ne nomme toujours que Philippsbourg<sup>2</sup>, et les confédérés allemands, butés contre toute idée de voir occuper un territoire germanique quelconque par la France, refusent d'accorder Philippsbourg, sous prétexte que « c'est trop risquer » que de mettre le roi en Allemagne<sup>3</sup>. On le voit : la France est encore loin de pouvoir songer à s'emparer de l'Alsace.

À-là-dessus on annonce que les Espagnols s'apprêtent à envoyer des secours à l'empereur à travers la Franche-Comté et l'Alsace, afin de prendre à revers les confédérés<sup>4</sup>. Sous l'effet de cette menace qui les effraie, les alliés consentent enfin à ce que le

1. *Lettres et négociations*, t. II, p. 269, 278, 282.

2. D'après l'instruction à Feuquières du 26 mai 1634 : Arch. Aff. étr., Allemagne 10, fol. 100 r°, 125 r°, 166 r° : « Et ne point accepter le change qu'on lui pourroit offrir » (en Alsace), ajoute le texte.

3. *Lettres et négociations*, t. I, p. CL.

4. Cf. l'instruction au maréchal de La Force du 30 août 1634 : *Mémoires du duc de La Force*, t. III, p. 409, 410, et un mémoire à Feuquières du 28 juin sur le même sujet : Arch. Aff. étr., Allemagne 10, fol. 149 r°.

roi de France occupe Philippsbourg. Mais que de précautions ils prennent dans le traité passé avec lui à ce sujet, la place ne sera bien qu'en dépôt provisoire entre ses mains; la France s'engagera à la rendre au moment de la paix générale: elle ne changera rien au statut de la ville ni à sa situation par rapport à l'empire<sup>1</sup>. Feuquières écrit le 5 septembre: « Le duc de Saxe s'est montré le plus passionné contre nous<sup>2</sup>. » Les circonstances vont devenir ensuite de plus en plus critiques: l'empereur avec ses forces marchant contre les confédérés les atteindra à Nördlingen, leur infligera une sanglante défaite, et les confédérés, désespérés, se retourneront vers Louis XIII, le suppliant de venir à leur secours à tout prix, et ici se modifiera la question d'Alsace qui nous occupe.

Car l'Alsace, en effet, à ce moment, prend au point de vue militaire une importance grandissante<sup>3</sup>. Si le roi de France a le souci d'arrêter au Rhin l'envahissement de son royaume, si les confédérés comptent sur le roi pour les aider contre leurs ennemis, la plaine alsacienne devient pour tous un grave sujet de préoccupation. Nous venons de voir qu'en 1634 il est question que les Espagnols arrivent par la Franche-Comté et l'Alsace prendre à revers les ennemis de l'empereur. Déjà, en 1633, il avait été agité dans les conseils impériaux de faire de l'Alsace « la principale place d'armes », où se réunirait un corps puissant formé de troupes venant de Souabe, de Thuringe, d'Italie, de Franche-Comté<sup>4</sup>. Aux heures tragiques de 1636, l'empereur imaginera d'envahir la Bourgogne en passant en Alsace par le pont de Brisach<sup>5</sup>. Ce pont de Brisach, le seul sur le Rhin après celui de Kehl dans la région alsacienne, constitue une position stratégique de premier ordre, dangereuse pour le roi de France et les confédérés. Dans les plans successifs de campagne

1. Arch. Aff. étr., Allemagne 10, fol. 26 r<sup>e</sup> et suiv. Le traité est du 26 août.

2. *Lettres et négociations*, t. II, p. 408.

3. Au moment de Nördlingen, « les Espagnols tiraient vers l'Alsace ». Récit de la bataille de Nördlingen par le maréchal suédois Horn : Arch. Aff. étr., Allemagne 10, fol. 191 v<sup>r</sup>.

4. *Lettres et négociations*, t. I, p. 190; Arch. Aff. étr., Allemagne 10, fol. 226 v<sup>r</sup>. Instruction à Feuquières du 13 juin 1633 : « S. M. est avertie de toutes parts et de lieux fort certains que le dessin des Espagnols est de former promptement un corps puissant dans l'Alsace, composé de quelques troupes qui passent d'Italie et d'autres qu'Aldringer fait filer par la Souabe et par Brisach, que l'on fait aussi des levées en la Franche-Comté... », etc.

5. *Mémoires du cardinal de La Valette*, 1771, t. I, p. 177.

des Français, il sera nécessaire de prévoir des armées d'observation surveillant le passage de Brisach. Peu à peu la place de Brisach devient aussi importante pour Richelieu, sinon davantage, que Philippsbourg, et derrière Brisach il y a l'Alsace, où il faut tenir les voies de communication, faire attention aux villes fortifiées qui ne doivent pas tomber aux mains de l'ennemi, sous peine de désastre pour les corps isolés. Richelieu, qui écrit à Servien le 19 juin 1635 : « M. de La Force demeurera dans l'Alsace pour boucher les passages de ce côté », en arrivera à mander un an plus tard à des intendants : « De l'Alsace dépend le bon succès de la guerre ou de la paix<sup>1</sup>. »

On voit donc comment peu à peu s'est posée aux yeux de Louis XIII et de son ministre l'importance de l'occupation de l'Alsace, c'est-à-dire sous la forme d'une question d'ordre purement militaire, mais combien difficile et compliquée, puisque, d'une part, les Suédois, tenant déjà une partie du pays, ne veulent pas qu'une autre puissance vienne sur leurs brisées, et que, d'autre part, les confédérés allemands ne peuvent se faire à l'idée de laisser un prince étranger mettre la main sur un territoire germanique !

Entrant en Alsace au début de 1634 par les traités dont nous avons parlé passés avec Haguenau, Saverne et autres places, puis entraîné petit à petit à accroître cette occupation, Richelieu, maintenant, avait-il l'intention secrète, une fois dans le pays, de n'en plus sortir et de le garder ? Les circonstances que nous venons de dire ne s'accordent guère avec cette hypothèse. Mais les documents vont répondre encore plus précisément. Nous allons voir : 1<sup>e</sup> qu'en principe Richelieu, étant donné les idées du temps, ne pouvait pas songer qu'il pût réclamer au futur congrès de la paix la possession de l'Alsace ; 2<sup>e</sup> qu'en fait, devant les soupçons des confédérés germaniques à ce sujet, leurs récriminations violentes, leurs menaces, il a dû, d'avance, prendre position et répondre négativement sous toutes les formes à la question qui vient d'être posée ; 3<sup>e</sup> que, pour des motifs qui vont être indiqués, n'ayant fait nul mystère durant son administration de ses « buts de guerre », il en a exclu expressément l'Alsace.

Il est difficile de bien comprendre les idées d'un temps diffé-

1. Avenel, *Lettres de Richelieu*, t. V, p. 61 et 440.

rent du nôtre et volontiers nous prêtons aux gens du passé nos propres préoccupations. Il faut cependant faire effort pour entrer dans leurs modes de raisonnement et tâcher de considérer les questions telles qu'elles se présentaient à leurs yeux et non telles que nous croyons les voir.

Richelieu, engagé dans la guerre de Trente ans, a eu très vite l'idée d'aboutir à la paix et a désiré constamment cette paix. Les dangers courus par la France en 1635, les désastres de 1636, les embarras financiers au milieu desquels se débattait Bullion, les campagnes violentes menées contre le cardinal parce que l'opinion l'accusait de prolonger volontairement la lutte, eussent été suffisants pour l'y décider. Dès novembre 1635, le secrétaire d'État Chavigny, dépositaire de ses pensées, écrivait : « Nous aurions grand besoin d'un grand succès pour faire la paix<sup>1</sup>. » Richelieu répète : « Je désire la paix avec une passion indicible<sup>2</sup>. » Il mandera au nonce le 24 décembre 1637 : « M. le nonce sait bien que Sa Majesté a tout tenté pour la paix<sup>3</sup>. » Dans ses instructions à ses agents à l'étranger, il proteste « de la sincérité de la France dans le désir de la paix », au point, ajoute-t-il, « que je ne crains point de désirer malédiction à ceux qui, par des prétentions injustes, l'empêcheront<sup>4</sup>. » « Redoublez vos prières », dira-t-il à un religieux le 8 novembre 1638, « pour la paix, que je souhaite avec tant de sincérité et d'ardeur que je ne crains point de prier Dieu qu'il punisse ceux qui l'empêchent<sup>5</sup>. » Et il confiera, découragé, à Bullion le 14 juillet 1640 : « Je suis las de la guerre<sup>6</sup> ! »

Dès lors, il a accepté toutes les occasions qu'on lui a offertes de négocier. Au début d'août 1636 on lui parle de conférences à engager à Cologne. Il s'empresse de désigner les plénipotentiaires, d'Avaux et Feuquières, dresse l'instruction générale, réunit l'argent. L'affaire n'aboutit pas<sup>7</sup>. On lui propose de

1. Aubéry, *Mém.*, t. I, p. 557.

2. Septembre 1637, Avenel, *Lettres*, t. V, p. 852. Richelieu écrivait le 28 mars : « Dieu sait si nous trouverons facilité en la paix ! » *Ibid.*, p. 763.

3. *Ibid.*, t. VIII, p. 321. Le 5 mars 1638, Louis XIII écrit aux évêques pour leur demander des prières publiques afin d'obtenir de Dieu la paix : *Ibid.*, t. VII, p. 185.

4. *Ibid.*, t. VII, p. 1030; t. VI, p. 243.

5. Lettre au P. Bernard, *Ibid.*, p. 235.

6. *Ibid.*, t. VI, p. 709.

7. Bibl. nat., ms. fr. 10212; Avenel, *Lettres*, t. VI, p. 114, 256, 459, 521, 603, 632, 660.

nouveaux colloques à Hambourg. Il envoie d'Avaux<sup>1</sup>. Le projet traîne; le cardinal est crispé : « Plus on approche du terme où doit commencer la négociation, écrit-il à d'Avaux, plus on prévoit de difficultés<sup>2</sup>. » En juin 1641, les lieux de conférences sont changés et reportés à Münster et Osnabrück; à la fin de janvier 1642, Richelieu désigne le plénipotentiaire chargé de défendre les intérêts de la France, Mazarin<sup>3</sup>; il a su où devait se signer la paix; il faudra encore six ans pour la conclure. Il n'a pas dépendu de lui qu'elle fut décidée plus tôt.

S'il a pensé constamment à la paix, il a non moins constamment songé à ses conditions. Cette paix qu'il souhaite, il la veut juste, « honorable », dit-il, afin qu'elle soit sûre; ce sont les termes qui reviennent toujours sous sa plume<sup>4</sup>. « On veut traiter de bonne foi », écrira-t-il à un agent en Espagne, Pujol, le 8 novembre 1637, « et sans prétendre autre avantage que celui que la raison doit accorder à un chacun. » Il faut que les ennemis se résolvent « à vouloir une juste paix<sup>5</sup> ». Mais qu'appelle-t-il une juste paix? Qu'entend-il par les avantages que « la raison » doit accorder à la France?

Contrairement à ce qu'on pourrait croire, jusqu'à la fin de sa vie, Richelieu a prétendu expliquer avec franchise et loyauté ses intentions : « J'ai pour maxime », a-t-il écrit, « de dire franchement ce que je veux faire et ne vouloir que la raison... Les caracols inutiles ne sont plus bons pour un homme de mon âge qui va droit à ses fins<sup>6</sup>. » Certes, il n'entend point faire la guerre de façon désintéressée : le roi de France doit être dédommagé des lourds sacrifices qu'il a consentis par des acquisitions territoriales.

1. Bougeant, *Histoire du traité de Westphalie*, t. II, p. 39.

2. Avenel, *Lettres*, t. VIII, p. 363.

3. *Ibid.*, t. VII, p. 141, 898; t. VIII, p. 371.

4. « Il faut buter à contraindre l'empereur d'accorder une paix raisonnable et sûre. » Mémoire à Feuquières : Arch. Aff. étr., Allemagne 10, fol. 24 r°. On souhaite une paix qui soit « sûre, juste et raisonnable » : Aubéry, *Mém.*, t. I, p. 566.

5. Avenel, *Lettres*, t. VII, p. 779, 780, 817. « Quand je dis vouloir la paix, j'entends à consentir aux conditions justes et raisonnables sans lesquelles elle ne peut être faite » (lettre à d'Avaux du 27 février 1642, *Ibid.*, p. 904).

6. *Ibid.*, t. VII, p. 833; t. VI, p. 730. Bouthillier écrit à Feuquières le 17 août 1634 : « On est si bien informé par deçà (en Allemagne) de la sincérité de nos intentions et de la prudence et retenue avec laquelle vous agissez pour le service du roi » (Arch. Aff. étr., Allemagne 10, fol. 182 r°).

Mais, en fait d'acquisitions territoriales, « la France », mande Richelieu à un agent en Espagne le 15 février 1639, « ne veut que ce qu'elle peut prétendre avec justice<sup>1</sup> ». Il écrit au maréchal d'Estrées le 8 octobre 1636 : « Nous n'avons à posséder que ce qui nous appartient<sup>2</sup>. » Seulement, qu'est-ce qui nous appartient? Et Richelieu répond : ce à quoi des titres juridiques certains donnent au roi le droit de prétendre. Le xvii<sup>e</sup> siècle, héritier des conceptions féodales du moyen âge, veut qu'un prince invoque pour prendre un territoire, comme un particulier pour revendiquer un bien, des titres légitimes : héritage, donation, achat, traité, privilège de souveraineté. Les juristes de la couronne, les Godefroy, les Dupuy, les Lebret, les Delorme, ont établi dans de savants mémoires quels étaient les territoires que Louis XIII pouvait réclamer. Richelieu s'inspire de ces mémoires. Il les a fait contrôler, au point de vue de la conscience, par « les autorités de l'Écriture, des Pères et des docteurs, pour faire voir si clairement la vérité qu'on n'en puisse douter<sup>3</sup> ».

Or, ces mémoires citent nombre de pays que peut revendiquer la France : la Lorraine, la Franche-Comté, la Savoie, le Milanais, Naples, la Sicile, des régions des Flandres : *ils ne mentionnent jamais l'Alsace*<sup>4</sup>. Pour les juristes, il n'existe aucun

1. Avenel, *Lettres*, t. VIII, p. 352.

2. *Ibid.*, t. V, p. 613.

3. *Ibid.*, t. VIII, p. 266.

4. Voir les volumineux dossiers constitués par les Godefroy établissant « les droits du royaume de France sur plusieurs royaumes et seigneuries » : Bibl. de l'Institut, collection Godefroy, 292 à 298. On y trouve encore mentionnés le Piémont, Nice, la Navarre, l'Aragon, Gênes, le Montferrat, Orange, Avignon et le Comtat, l'Artois, etc. La thèse de Godefroy est celle-ci (*Ibid.*, 335, fol. 19 v) : « C'est une loi générale et indubitable, tenue et gardée en tous les royaumes et monarchies, autant en Allemagne qu'en France, que les rois ne peuvent renoncer aux royaumes et provinces qui font partie et portion de leurs couronnes, et nommément quand il est question d'en quitter la souveraineté, pour ce qu'ils ne sont pas propriétaires ains, tant seulement, gardiens et administrateurs de leurs royaumes. » Les Dupuy ont imprimé les mémoires qu'ils avaient préparés sur le même sujet pour Richelieu, conjointement avec Le Bret et Delorme, dans les *Traitéz touchant les droits du Roi Très Chrestien sur plusieurs Estats et seigneuries possédées par divers princes voisins*. Paris, A. Courbe, 1655, in-fol., 1018 p. Un magistrat, avocat du roi au siège présidial de Béziers, avait, dès 1632, publié des conclusions identiques : J. de Cassan, *la Recherche des droits du royaume et de la couronne de France sur les royaumes, duchés, comtés, villes et pays occupés par les princes étrangers*. Paris, F. Pomeray, in-4°. Cassan invoque les principes de l'indivisibilité du

acte dans les âges passés conférant aux ancêtres du roi très chrétien le droit de réclamer l'Alsace. Sans doute, les lettrés, à travers les siècles, rappelant qu'autrefois les limites de l'ancienne Gaule allaien jusqu'au Rhin, ont souhaité le retour à cet état ancien du royaume, et un jésuite, le P. Labbé, après la mort de Richelieu, écrira même un soi-disant *Testamentum politicum* du cardinal qui eut quelque fortune auprès des historiens du XIX<sup>e</sup> siècle et dans lequel sera attribuée à Richelieu l'intention de porter à ces limites romaines les frontières de la France<sup>1</sup>. Mais, aux yeux des juristes de la couronne et des politiques qui s'inspirent de leurs conclusions, le fait que les Romains ou les Francs ont, il y a huit siècles, possédé la rive gauche du Rhin, ne constitue pas un titre juridique dont ils puissent faire état dans les discussions futures d'un congrès avec les plénipotentiaires du Saint-Empire. Ils n'en parlent pas. Il reste bien, il est vrai, « la conquête ». Les gens du temps connaissent, certes, « le droit de conquête » ou de guerre et Richelieu le connaît aussi. Mais il déclare dans une lettre au maréchal d'Estrées du 8 octobre 1636 qu'il ne le considère comme « ni fondé, ni plausible<sup>2</sup> ». La conquête est pour lui un acte violent. Ministre du roi très chrétien auquel on a donné le surnom de « Juste », il ne croit pas devoir conseiller à son maître des procédés que sa conscience, l'honneur du roi, la dignité et l'intérêt de l'Etat lui interdisent<sup>3</sup>.

royaume, de la souveraineté qui ne peut ni se céder, ni s'aliéner, du caractère inaliénable du domaine du roi et qu'il n'y a pas de prescription avec la souveraineté, etc. En 1665, D. Godefroy et H. de Lionne maintiendront les mêmes théories dans leurs *Mémoires et instructions pour servir dans les négociations*. Paris, in-12. Le fait que l'Alsace n'est jamais nommée dans ces travaux est une chose tout à fait remarquable.

1. Voir le *Testament politique latin du cardinal de Richelieu*, dans *Mémoires de la Société des sciences morales, des lettres et des arts de Seine-et-Oise*, t. XV, 1887, p. 117-145. Malherbe écrivait de Richelieu à M. de Men-tin le 14 octobre 1627 (*Oeuvres*, éd. Lalanne, t. IV, p. 109) : « L'espace d'entre le Rhin et les Pyrénées ne lui semble pas un champ assez grand pour les fleurs de lys ; il veut qu'elles occupent les deux bords de la mer Méditerranée et que de là elles portent leur odeur aux dernières contrées de l'Orient. »

2. Avenel, *Lettres*, t. V, p. 613.

3. Hugues de Lionne écrivait au baron de Boineburg le 7 juin 1659 (dans Valfrey, *Hugues de Lionne*, t. II, p. 269) : « Je veux venir à une autre remarque que peut-être vous n'aurez pas encore faite, qui est que depuis les conquêtes de Charlemagne la France, en aucun traité qu'en celui-ci (la paix des Pyrénées), n'a rien retenu au seul titre de conquête, et si, dans les autres,

Voilà du moins ce qui se dégage des documents. Maintenant, Richelieu est-il de bonne foi? On ne le croira pas, étant donné l'opinion que nos habitudes d'esprit, les romanciers et les dramaturges ont imposée à l'histoire du personnage de Richelieu, et on jugera qu'au fond le cardinal a dû avoir certainement la pensée que l'Alsace, qui s'offrait à lui, était bonne à prendre et à garder. Serrons donc de plus près le problème.

Richelieu eût-il eu de pareilles intentions que, d'abord, les infinies difficultés suscitées par les confédérés allemands à ce sujet, difficultés de nature à compromettre à tout instant la situation générale, l'obligerait à contenir ses ambitions. Puis ces difficultés vont l'amener à des déclarations catégoriques qui constitueront comme des engagements formels, absous, sur lesquels je ne saurais trop insister.

Ces princes confédérés allemands sont des gens, ainsi que l'écrit Feuquières, « passionnés, superbes, avaricieux, glorieux, brutaux, grands ivrognes, méfiants, hâsi et méprisés de leurs sujets<sup>1</sup> ». On ne les tient qu'à force d'argent : le marquis de Brandebourg, un Hohenzollern, touche 20,000 pistoles de pension, un prince de Saxe 12,000 écus<sup>2</sup>. A tout instant ils sont sur le point de trahir. Richelieu doit agir avec eux de façon extrêmement circonspecte, les ménager, prendre garde à leurs susceptibilités. Lorsque après la mort de Gustave-Adolphe à Lützen, en novembre 1632, il envoie Feuquières à l'assemblée d'Heilbronn avec mission de maintenir le faisceau fragile de l'alliance, l'ambassadeur français a une campagne très difficile à conduire, tellement ces Germaniques sont de caractère ombrageux et irritable<sup>3</sup>. Nous avons vu la résistance qu'a rencontrée Richelieu, ne fût-ce que pour occuper une ville comme Philippsbourg. Imagine-t-on quel accueil eût reçu l'idée de prendre l'Alsace entière et de l'annexer à la France? Or, précisément, voyant

elle a eu parfois quelque avantage, c'a été toujours à des choses qui se trouvoient d'ailleurs appartenir à nos rois par succession, confiscation, échange ou même par achat. »

1. Relation du voyage de Feuquières en Allemagne en 1633, Aubéry, *Mém.*, t. I, p. 399. De Noyers, écrivant à La Valette en juillet 1636, dit : « Ces gros ivrognes », *Ibid.*, p. 651.

2. *Lettres et négociations du marquis de Feuquières*, t. I, p. 97, 106, 109; t. II, p. 217. En 1634, Feuquières fait pour une fournée un total de 89,000 livres (Arch. Aff. étr., Allemagne 10, fol. 434 r<sup>e</sup> et suiv.).

3. *Lettres et négociations*, t. I, p. 3 et suiv. La nomination d'ambassadeur de Feuquières est du 3 février 1633.

les Français entrer en Alsace, les confédérés sont convaincus que Louis XIII a certainement l'intention de s'emparer du pays. Il n'est que de suivre dans les documents le dialogue qui s'établit entre eux et Richelieu, dès le début.

Lorsque en février 1634 les premières villes alsaciennes s'offrent au protectorat de la France, Saverne, Haguenau, Richelieu, prévoyant les protestations violentes que vont formuler les confédérés, écrit au maréchal de La Force le 10 février qu'il accepte le projet de traité pour diverses raisons, mais il veut qu'il y soit bien spécifié que « Haguenau et Saverne ont été mis en dépôt au roi sous la condition de les rendre à l'empereur au traité de paix ». C'est la formule de Philippsbourg<sup>1</sup>. L'occupation des villes d'Alsace est, pour Richelieu, analogue à celle de Philippsbourg : une occupation provisoire militaire. Malgré cette précaution, les alliés allemands se troubent et protestent. Richelieu, allant au-devant de leurs préventions, s'empresse de répondre que le roi de France ne songe pas « à accroître ses États de ce côté<sup>2</sup> ». Il confirme à son ambassadeur Feuquières, dans ses instructions et ses dépêches, sa ferme pensée sur ce point. Il est indispensable, dit-il, de rassurer les Allemands. La France sait ce qu'elle veut : elle ne veut pas s'emparer de l'Alsace. Il mande le 1<sup>er</sup> février 1634 à Feuquières, lui parlant de l'électeur de Saxe : « Il faut surtout lui ôter la créance que le roi ait intention de s'agrandir dans l'Allemagne, s'assurant que Sa Majesté n'a pris à autre intention la sauvegarde et manutention des villes et des places (alsaciennes) qu'avec promesse et volonté de les rendre par le traité de paix générale<sup>3</sup>. » Les Allemands n'ajoutent pas foi à ces affirmations. L'effervescence s'accroît outre-Rhin. Les alliés en viennent à menacer de rompre et s'entendre avec l'empereur. Le chancelier de Suède, Oxenstiern, homme remarquable d'intelligence, mais faux, brutal, plein de malveillance pour nous, au dire de nos ambassadeurs, les excite<sup>4</sup>. Richelieu se décide alors à faire faire par Feuquières,

1. L'instruction de Louis XIII au maréchal de La Force, du 10 février 1634, est dans les *Mémoires du duc de La Force*, éd. La Grange, t. III, p. 395, et aux Arch. Aff. étr., Lorraine 14, fol. 182 v°.

2. *Ibid.*

3. Arch. Aff. étr., Allemagne 10, fol. 12 v°.

4. *Ibid.*, fol. 50 r°, et *Lettres et négociations*, t. II, p. 277. Richelieu trouvait les manières d'Oxenstiern « un peu gothiques et beaucoup finnoises » (Avenel, t. VIII, p. 200).

au nom du roi, une déclaration catégorique. Pesons-en les termes, car sous la forme lourde et embarrassée du temps elle contient la réponse de Louis XIII et de Richelieu à la question qui nous occupe en ce moment.

« Si, sur le sujet des places que le roi tient en Alsace, comme sont Haguenau, Saverne et autre lieux », est-il dit dans les instructions à Feuquières du 26 mars 1634, « les confédérés témoignent ouvertement du mécontentement et de la jalousie, y ajoutant les menaces de faire la paix, le sieur de Feuquières leur dira qu'ils ne la désirent pas (la paix) plus que le roi et que, pour leur faire connaître qu'il n'a prétention quelconque de s'agrandir à leurs dépens, il leur déclare être tout prêt à leur remettre lesdites places (d'Alsace) aussitôt que, par un bon accommodement, cessera l'obligation qu'il a de conserver ceux qui ont imploré sa protection pour éviter le péril de leur ruine dans les agitations des deux partis... Qu'au reste le roi étant entré en alliance avec les Suédois et lesdits confédérés pour la liberté et le soulagement de l'Allemagne, spécialement de ses alliés et voisins, chacun ne peut trouver étrange s'il met à couvert ceux qui ont eu recours à lui... Sa Majesté, étant fort assurée que tous ses déportements passés lui ont acquis un si public et certain témoignage de sa justice et modération en toutes les occurrences qui se sont présentées d'étendre ses limites, qu'elle n'a point de peur qu'aucuns, bien affectionnés au public, le puissent mettre en doute ; qu'elle ne tient aucun lieu avec la plainte et le regret de ceux qui les lui ont mis entre ses mains, n'ayant point usé de force, combien qu'elle ne manque pas de pouvoir... Que, ne voulant pas garder les places qu'elle a dans l'Allemagne (l'Alsace), elle ne peut que trouver de l'avantage, quand le temps viendra, de les rendre, et qu'elle n'y apportera aucune difficulté, se promettant qu'on aura foi à ses paroles confirmées par tant de précédents effets<sup>1</sup>. »

L'excitation des esprits est telle que, bien entendu, cette déclaration, pourtant très nette, ne produit pas l'effet désiré. Bernard de Saxe-Weimar écrit à Feuquières : « Les plaintes sont

1. Cet important document se trouve aux Arch. Aff. étr., Correspondance politique, Allemagne 10, fol. 42 r° et suiv. Le compilateur des Mémoires de Richelieu l'a eu entre les mains (éd. Michaud, t. II, p. 556). Les affaires d'Allemagne étaient délibérées entre Richelieu, le P. Joseph et Bouthillier. J'ai des raisons de croire que ce texte a été rédigé par le P. Joseph.

continuelles de l'entrée que l'on donne aux étrangers en Allemagne contre les constitutions de l'empire<sup>1</sup> », et Louis XIII est obligé de répondre à son ambassadeur « quels justes sujets il a de reconnaître avec déplaisir les jalouxies et les soupçons qu'on a de lui<sup>2</sup> ». Il ordonne alors à cet ambassadeur de se rendre devant l'assemblée de Francfort et là, dans un discours public, de renouveler les déclarations solennelles de la France. Feuquières s'exécute le 21 juin 1634 : « J'ai ordre très exprès de vous déclarer de la part de Sa Majesté Très Chrétienne », dit-il à l'assemblée, « qu'elle continue d'affectionner de telle sorte votre bien et votre repos que vous ne devez nullement apprêhender qu'elle fasse jamais difficulté aucune de *remettre à l'empire par le traité de paix générale toutes les places du pays d'Alsace* dont elle se trouvera saisie. » Il proteste avec hauteur de « la sincérité et généreuse conduite qui accompagnent toutes les actions royales de son maître ». Il estime qu'elles doivent suffire pour « dissiper les ombrages que l'artifice des ennemis pourrait faire prendre de cette sienne protection à quelques-uns de ses alliés ». Richelieu engage donc l'honneur du roi sur cette affirmation qu'il ne veut pas s'emparer de l'Alsace<sup>3</sup>.

Les appréhensions et l'agitation des princes germaniques ne cessent pas. Richelieu s'impatiente. Du moment que la simple occupation de Philippsbourg va tellement « à contre-cœur » aux confédérés, qu'elle leur laisse « un tel dépit dans l'âme » qui les « irrite si fort », qu'elle provoque des jalouxies « qu'on ne peut surmonter<sup>4</sup> », il décide brusquement en août 1634 de renoncer même à Philippsbourg et il notifie à Feuquières de ne plus

1. *Lettres et négociations*, t. II, p. 274.

2. Arch. Aff. étr., Allemagne 10, fol. 147 r°. Cf. fol. 87 r°.

3. *Ibid.*, fol. 125 v°. « Proposition de la part de Louis XIII<sup>e</sup>, royaume de France, par le sieur de Feuquières à l'assemblée... à Francfort-sur-le-Main. » Le *Mercure françois* donne le texte de ce document comme ayant été lu à l'assemblée le 24 mars (*Mercure françois*, 1634, p. 467). C'est une erreur. Pour ce qui est de l'importance qu'attache Richelieu à la sincérité des déclarations du roi, il n'est que de se rappeler ce mot de la *Succincte narration (Testament politique*, éd. Foncemagne, p. 54) : « Je sais bien que, si V. M. eût manqué à sa parole, elle eût beaucoup perdu de sa réputation et que la moindre perte de ce genre fait qu'un grand prince n'a [ensuite] plus rien à perdre. »

4. Lettre de La Grange aux Ormes à Richelieu : Arch. Aff. étr., Allemagne 10, fol. 158 r°.

rien demander aux confédérés<sup>1</sup>. Lorsque à ce moment quelques-uns de ceux-ci, contrairement à l'opinion irritée de leurs compatriotes, parlent d'offrir à la France, en échange de Philippsbourg, l'occupation de villes alsaciennes, Richelieu refuse séchement : « Le roi », écrit-il le 17 août 1634, « ne fait pas grand cas des places qu'on pourrait lui bailler en échange de Philippsbourg, en Alsace : cela ôterait la créance qu'elle veut qu'on ait qu'elle ne prétend rien en Allemagne<sup>2</sup>. »

Dès lors, on comprendra son extrême irritation quand, le 9 octobre suivant, l'envoyé français à Strasbourg, Melchior de l'Isle, agissant de son autorité privée, sans instruction, sans autorisation, conclut avec Colmar le traité qui mettait en fait l'Alsace entière, en dehors et à l'insu des confédérés, sous le protectorat de la France<sup>3</sup>. C'est « à ce coup » que les alliés allemands vont se soulever contre les ambitions françaises, déclarer justifiées leurs craintes, malgré les affirmations contraires de Louis XIII, et accuser celui-ci de duplicité ! De là la lettre très vive écrite par Richelieu à Melchior de l'Isle. Le roi désavoue publiquement son envoyé par une déclaration officielle à la diète germanique<sup>4</sup>, puis ordonne au maréchal de La Force de retirer toutes les troupes qu'il a envoyées dans les villes alsaciennes à la suite du traité avec Colmar<sup>5</sup>. Pouvait-il proclamer plus clairement la loyauté de ses intentions ? Feuquières, qui est allé expliquer à Oxenstiern la convention de Melchior de l'Isle et le désaveu formel du roi, écrit à Bouthilier, devant l'extrême mécontentement que lui manifeste le chancelier de Suède : « Il serait à désirer que cela ne fût pas arrivé dans les conjonctures présentes, ne pouvant être expliqué avantageusement ni des amis, ni des ennemis<sup>6</sup>. »

On a dit que, si Richelieu repoussa le traité de Melchior de l'Isle, c'était non qu'il le trouvât aventureux, mais qu'il le

1. Arch. Aff. étr., Allemagne 10, fol. 177 r°, dépêche à Feuquières du 16 août.

2. *Ibid.*, fol. 180 r°.

3. Voir mes *Anciennes républiques alsaciennes*, p. 209.

4. Arch. Aff. étr., Alsace 6, fol. 80 r°. « Le roy ayant su le traité qui a esté fait par le sieur de l'Isle estant pour le service de Sa Majesté à Strasbourg... », etc.

5. Lettre de Louis XIII au maréchal de La Force du 1<sup>er</sup> novembre 1634, dans *Mémoires du duc de La Force*, éd. La Grange, t. III, p. 415. Remarquons cette date du 1<sup>er</sup> novembre.

6. Arch. Aff. étr., Allemagne 10, fol. 379 v°.

jugeait insuffisant et faisant trop de concessions aux Colmariens. Cette explication ne s'accorde guère avec les faits et les textes qui précédent. On a ajouté que le cardinal aimait mieux lui substituer un traité infiniment plus fructueux pour la France, qui fut signé le 1<sup>er</sup> novembre 1634 suivant avec les princes confédérés, et par lequel, au nombre des places de l'Alsace mises en dépôt aux mains de Louis XIII, se trouvaient celles qu'occupaient les Suédois, nommément Benfeld, Brisach, traité qui, par surcroît, ne parlait pas d'assurer de garanties aux Alsaciens pour l'exercice de la religion protestante et ne stipulait pas la restitution du pays après la guerre à l'empire. Le traité du 1<sup>er</sup> novembre, dit-on, représenterait donc bien la véritable pensée de Richelieu entendant s'emparer de l'Alsace<sup>1</sup>. Il n'est pour répondre que de voir de près ce document du 1<sup>er</sup> novembre 1634 et les circonstances dans lesquelles il a été rédigé.

L'écrasement des confédérés allemands à Nördlingen a eu lieu le 5 septembre 1634. Cette défaite produit un effet considérable en Allemagne. Les alliés sont atterrés. Feuquières écrit à d'Avaux le 19 septembre : « La susdite déroute a tellement étonné d'abord tous les confédérés, que sans cette espérance qu'il leur reste du côté de Sa Majesté (le roi de France), de laquelle j'ai cru devoir leur donner encore de plus grandes espérances que je n'avois lieu d'espérer pour eux, ils se fussent laissé, sans doute, emporter aux propositions d'accordement (avec l'empereur). » Il va voir Oxenstiern qu'il trouve « dans l'affliction ». Oxenstiern, abattu, déclare à l'ambassadeur français qu'il ne compte plus que sur Louis XIII<sup>2</sup>. Dans l'affolement général, l'assemblée des confédérés adresse une députation à Feuquières pour supplier le roi de France de déclarer la guerre à l'empereur, afin de venir les sauver, et ils demandent, par une seconde députation, à quelles conditions le roi consentirait à relever leurs affaires. Feuquières répond que le mieux serait d'envoyer à Paris un ambassadeur avec pouvoir de traiter. Ainsi en est-il décidé<sup>3</sup>. Philippe Streiff de Lauenstein est désigné et les Suédois y adjoignent leur vice-chancelier, Jacques Löffler. Oxenstiern parle même de retirer les Suédois de partout et de laisser occuper par la France toutes les places qu'il détient

1. Cf. *Rev. histor.*, t. CXXIX, p. 323.

2. *Lettres et négociations*, t. II, p. 228, 425.

3. *Ibid.*, p. 422.

jusqu'à l'Elbe<sup>1</sup>. Dans un mémoire spécial du maréchal suédois Horn, il est émis l'avis que les Français devraient occuper immédiatement l'Alsace entière pour empêcher les impériaux de venir s'y installer et d'y faire la récolte<sup>2</sup>, et, sans attendre les ordres d'Oxenstiern, le rhingrave Otton-Louis, qui commande les contingents suédois en Alsace, veut livrer aux régiments du maréchal de La Force les places qu'il détient<sup>3</sup>.

A Paris on a été très ému de la défaite de Nördlingen. L'écrasement des alliés germaniques rapproche de plus en plus le moment où il faudra que la France entre en guerre. Richelieu, à contre-cœur, prévoit qu'il devra s'y décider pour le printemps suivant. Il se prépare. Il écrit à Feuquières dès le 14 septembre que le roi de France est bien obligé de venir au secours des confédérés, mais que, devant leur ruine, il lui faut les coudées franches, afin de protéger le territoire du royaume, c'est-à-dire, et il revient à la thèse indiquée plus haut, les confédérés allemands doivent enfin accepter que la France puisse défendre ses frontières sur la ligne du Rhin. Il répète qu'il doit assurer « la défense du Rhin ». A cet effet, et en raison des menaces que présente la place de Brisach, il faut qu'il puisse assiéger Brisach, et, quand il l'aura, l'occuper. En attendant, afin de faciliter les opérations militaires, « les confédérés mettront présentement au dépôt du roi les places de l'Alsace et notamment Benfeld<sup>4</sup> ». Feuquières explique à Richelieu qu'à son avis les confédérés accepteront que la France assiège Brisach, mais que, même dans leur détresse, ils ne céderont pas sur Benfeld et les autres places d'Alsace<sup>5</sup>. Le 26 septembre il annonce le départ des ambassadeurs pour Paris. Le 5 octobre il écrit qu'il vient de voir Oxenstiern et qu'il l'a trouvé plus bas que jamais : « Il commença par me dire qu'il ne me vouloit rien celer et qu'ainsi il me diroit franchement que les affaires générales étoient

1. Arch. Aff. étr., Allemagne 10, fol. 223 <sup>r°</sup>. Oxenstiern, affolé par la tourmente que prenaient les événements, avait fait cette proposition dès le 29 août. Dépêche de Feuquières au P. Joseph de cette date.

2. *Ibid.*, fol. 221 <sup>r°</sup>.

3. Le Vassor, *Histoire de Louis XIII*, p. 37. Cf. *Lettres et négociations*, t. I, p. CIX.

4. Mémoire à Feuquières : Arch. Aff. étr., Allemagne 10, fol. 275 <sup>r°</sup> et 277 <sup>r°</sup>.

5. *Ibid.*, fol. 257 <sup>r°</sup>. « Benfeld et les autres places d'Alsace, je doute que nous les puissions avoir. »

encore en beaucoup plus mauvais état que ce que j'en voyois ne me le pouvoit faire croire<sup>1</sup> ».

Quand les deux ambassadeurs arrivent à Paris « avec ample pouvoir de traiter et de conclure ce qui sera jugé nécessaire pour le bien général », on leur explique nettement les idées du gouvernement français : il s'agit de convenir de conditions militaires éventuelles dans le cas où le roi romprait avec l'empereur et entrerait en guerre contre lui et il ne s'agit que de cela. Les ambassadeurs acceptent, et voici les clauses de ce traité du 1<sup>er</sup> novembre 1634<sup>2</sup>. Le roi de France et les confédérés allemands, avec les Suédois, confirment à nouveau leur alliance. En cas de rupture, Louis XIII (art. IV) « tiendra en deçà du Rhin une armée considérable pour s'y en servir offensivement et défensivement, selon les occurrences, contre les ennemis communs de Sa Majesté et des confédérés » ; donc nécessité pour lui d'aller librement en Alsace et de détenir les places fortifiées du pays<sup>3</sup>, et, en effet (art. XI) : « Au cas que Sa Majesté entrât en rupture ouverte contre les ennemis communs qui sont dans l'empire ou ailleurs (allusion à la Franche-Comté), lesdits confédérés, considérant les incommodeités et périls de la guerre auxquels Sa Majesté expose sa personne et ses États en leur faveur, consentent, dès à présent, sous ladite condition de rupture de la part de Sa Majesté, pour lui témoigner la confiance qu'ils ont en elle et à ce qu'elle ait plus de lieu d'éloigner les ennemis communs de ses propres États, comme aussi pour mieux assurer le pays d'Alsace contre leurs efforts (que d'explications et de précautions!), que ledit pays d'Alsace au delà du Rhin soit mis en dépôt en la protection de Sa Majesté, avec les places et villes qui en dépendent, qu'ils ont prises sur leurs ennemis, et spécialement Benfeld et Schlestadt, qui seront mises ès mains du roi aussitôt que Sa Majesté aura déclaré être en rupture, comme aussi généralement tout ce qui dépend d'Alsace en deçà du Rhin. » La

1. Arch. Aff. étr., Allemagne 10, fol. 310 r°. Lettre de Feuquières à Bouthillier datée de Spire.

2. Dans Du Mont, *Corps diplomatique*, t. VI, 1<sup>re</sup> partie, p. 79-80. Il existe plusieurs copies manuscrites du document aux Arch. Aff. étr., Allemagne 10, fol. 336 et suiv.

3. Louis XIII explique à Feuquières, dans un mémoire du 28 juin 1634, comment, si on a une armée en Alsace, il faut « avoir des retraires pour sa sûreté », c'est-à-dire tenir des places : Arch. Aff. étr., Allemagne 10, fol. 147 r°.

convention étant générale et d'ailleurs éventuelle, on n'entre pas dans le détail minutieux de l'occupation, notamment de la question de religion. Néanmoins, il est bien stipulé à l'article XI que les alliés germaniques « seront maintenus en leurs possessions légitimes et ne sera rien entrepris au préjudice de leur juridiction et de tous leurs droits », ce qui implique, en fait, les libertés religieuses<sup>1</sup>. Enfin, la question de l'évacuation future et de la restitution à l'empire des territoires alsaciens occupés, au moment de la paix générale, y est parfaitement spécifiée à l'article XII : « Le roi (de France) promet de bonne foi de retirer ses garnisons de Brisach et autres lieux susdits depuis et delà le Rhin (c'est-à-dire l'Alsace) sans aucune restitution de frais, pour en être disposé selon qu'il sera convenu au traité de la paix générale. »

En définitive, les alliés allemands, étant dans une situation très critique, sont venus supplier Louis XIII de déclarer la guerre à l'empereur pour les tirer d'affaire. Louis XIII répond : dans le cas où je la déclarerais, sur quoi puis-je compter de votre part ? J'entends défendre mes frontières au Rhin, entre autres en Alsace : vous soulevez des chicanes perpétuelles à ce sujet ; consentez-vous, oui ou non, à me laisser amener mes troupes sur la ligne que je considère comme la meilleure pour protéger le royaume et vous porter secours ? Et les alliés accèdent, à condition que Louis XIII promette d'évacuer le pays à la paix, ce que Louis XIII accorde. On ne voit donc pas en quoi ce traité du 1<sup>er</sup> novembre 1634 est meilleur pour Richelieu que celui de Melchior de l'Isle, sinon parce que le cardinal tient des confédérés et non plus seulement des Alsaciens le droit d'entrer en Alsace ; en quoi surtout il donne l'Alsace à la France et la donne mieux ou plus sûrement que celui du 9 octobre avec Colmar. Richelieu n'a d'ailleurs considéré ce traité que comme un renouvellement de celui d'Heilbronn « pour les soutenir (les confédérés) et empêcher leur déroute », dit-il<sup>2</sup>.

1. En effet, Louis XIII dira, dans un document du 2 avril suivant, qu'il veut qu'on maintienne en Alsace « la religion catholique en toute liberté et selon qu'il est porté par le dernier traité fait à Paris » (B. Rose, *Herzog Bernhard der Grosse von Sachsen-Weimar*. Weimar, 1829, in-8°, t. II, p. 465).

2. Lettre de Richelieu à Oxenstiern du 21 novembre 1634, Avenel, *Lettres*, t. IV, p. 789. Un commis de Bouthillier, résumant le traité du 1<sup>er</sup> novembre, écrit (Arch. Aff. étr., Allemagne 10, fol. 349 v°) : « Les confédérés consentent qu'en cas que S. M. entre en rupture ouverte contre l'ennemi, que le pays

Puis, ce qui achève d'enlever à ce traité l'importance qu'on lui attribue, traité qui, répétons-le, était uniquement une convention militaire éventuelle ne constituant pas une cession de territoire et n'aurait dû jouer d'ailleurs que lorsque, en 1635, Louis XIII entra en guerre contre la maison d'Autriche, c'est que les Allemands ont mis une mauvaise volonté extrême et un temps infini à le ratifier et que les Suédois ne le ratifièrent pas<sup>1</sup>. Louis XIII ne pourra donc pas en faire état : il invoquera seulement le fait que les gens du pays d'Alsace ont sollicité sa protection et, comme il se prépare à la lutte inévitable, ses troupes en attendant resteront dans la plaine de l'Ill.

En effet, le traité du 1<sup>er</sup> novembre provoque des réclamations infinies en Allemagne, tellement les préventions contre l'entrée des Français en Alsace sont violentes. Le 26 novembre 1634, Brézé écrit au P. Joseph, d'Ogersheim, près Mannheim : « L'opinion, dans les esprits de tout le monde, est que nous n'avons dessein que d'envahir l'Alsace<sup>2</sup>. » Le 9 décembre, le duc de Rohan a beau répéter à Bernard de Saxe-Weimar : « Sa Majesté n'a aucune intention de s'accroître au préjudice des princes et États Allemagne<sup>3</sup> »; Richelieu recommander à Feuquières « d'ôter l'opinion que le dessein du roi soit de démembrer l'empire et de se prévaloir d'une partie<sup>4</sup> »; lui répé-

d'Alsace du deçà du Rhin et ses dépendances, nommément Benfeld et Schlestadt, soient mis en dépôt ès mains du royaume, eux étant maintenus en leurs possessions légitimes; les gens des dits lieux prêteront serment aux uns et aux autres. » De son côté, le compilateur des *Mémoires de Richelieu*, parlant du même traité, dit que Richelieu a fait décider « que les places de deçà le Rhin seroient mises entre les mains du royaume », uniquement « afin qu'il pût secourir ses alliés avec sûreté de ses armées ». Des contemporains assez bien placés ne voient donc nullement, dans ce traité du 1<sup>er</sup> novembre, une cession de l'Alsace à la France.

1. Il y a toute une correspondance à ce sujet entre Feuquières et la cour : Arch. Aff. étr., Allemagne 10, fol. 382 r<sup>e</sup>, 406 v<sup>e</sup>, 415 v<sup>e</sup>; 11, fol. 120 v<sup>e</sup>, etc. Ce fut Oxenstiern qui provoqua l'attitude des Allemands : « Le chancelier a reçu et traité les ambassadeurs extraordinaires comme des traitres » (dans B. Röse, *Herzog Bernhard der Grosse*, t. II, p. 445; lettre de Feuquières à Bouthilier). Devant le refus d'Oxenstiern de ratifier, Louis XIII déclara qu'il ne se considérait pas comme lié par le traité de Paris (*Ibid.*, p. 446). C'est parce que ce traité s'est trouvé, en fait, inexistant que je n'en ai point parlé dans mes *Anciennes républiques alsaciennes* pour ne pas allonger mon récit, déjà étendu, de détails qui n'étaient pas essentiels.

2. Arch. Aff. étr., Allemagne 10, fol. 391 v<sup>e</sup>.

3. Dans B. Röse, *op. cit.*, p. 451.

4. Arch. Aff. étr., Allemagne 10, fol. 373 r<sup>e</sup>.

ter le 28 janvier 1635, au moment où celui-ci se rend à l'assemblée de Worms : « Sa Majesté ne s'attribue ledit pays (d'Alsace) que comme en dépôt jusqu'à la paix et pour le garantir des oppressions de l'un et de l'autre parti<sup>1</sup> »; que la France n'est sur le Rhin que « pour empêcher le passage de ladite rivière aux ennemis, défendre tous ensemble les villes situées sur le Rhin, d'ôter aux ennemis celles qu'ils y ont<sup>2</sup> », les passions sont à ce point montées qu'on reste convaincu que la France veut conquérir l'Alsace.

Et la preuve cependant qu'elle ne veut pas garder le pays pour elle, c'est qu'elle l'a promis à ce moment à un Allemand, Bernard de Saxe-Weimar, et qu'elle s'est engagée à lui faire reconnaître le landgraviat d'Alsace à la paix générale : Bernard devra le posséder dans le cadre de l'empire, comme terre germanique, à l'exclusion de toute ingérence française.

On a dit que si, le 27 octobre 1635, Richelieu céda à Bernard de Saxe-Weimar l'Alsace, c'était que la situation militaire était à ce moment si critique dans le pays qu'il fallait un général énergique pour le sauver ; l'Alsace était perdue pour la France : le duc de Lorraine, Charles IV, descendu des Vosges, avait mis la main sur plusieurs villes de la plaine, les impériaux étaient entrés à Andlau<sup>3</sup>. Mais, quelle que soit d'abord la cause qui aurait décidé Richelieu à donner l'Alsace à un prince allemand, le fait qu'il l'abandonnait à un tiers impliquait bien qu'il ne comptait pas la garder. Puis il n'est encore ici que de préciser quelques dates et quelques faits pour se rendre compte de la portée de l'argument.

Depuis longtemps, depuis 1633 au moins, Richelieu cherchait à gagner Bernard à la cause des alliés<sup>4</sup>. Feuquières avait reçu l'ordre « d'ouvrir tous les moyens qu'il trouverait plus convenables pour acquérir l'amitié et la confiance du duc Bernard<sup>5</sup> ».

1. Arch. Aff. étr., Allemagne 12, fol. 29 v°.

2. *Lettres et négociations*, t. II, p. 451.

3. *Rev. histor.*, loc. cit.

4. Aubéry, *Mémoires*, t. I, p. 384. Feuquières avait cherché, en 1633, à causer avec lui à Würzburg, lui offrant une pension du roi. Bernard avait décliné, disant qu'il était engagé au service de la Suède. Feuquières rend compte dans une dépêche du 9 mars 1633.

5. Le 26 mars 1634 : Arch. Aff. étr., Allemagne 10, fol. 41 v°. La France avait cherché à gagner de même Wallenstein et Jean de Werth (*Ibid.*, fol. 17 r°, 18 r°; Avenel, t. IV, p. 471; t. V, p. 381, 382; *Lettres et négociations*, t. II, p. 1).

Les tractations avaient passé par des alternatives diverses, puis, brusquement, le 4 décembre 1634, le marquis de La Force et Brézé écrivaient à Louis XIII qu'ils avaient reçu la visite d'un envoyé de Bernard, le colonel Gassion, lequel, « Sire », annonçaient-ils, « nous a dit qu'il croyoit que ledit duc Bernard — en l'estime et confiance duquel il a beaucoup de part — seroit pour s'attacher au service de Votre Majesté, et s'est comme laissé entendre qu'étant homme de grand cœur, il seroit bien aise d'y être convié, ce que nous avons jugé devoir mander à Votre Majesté<sup>1</sup>. » Le 3 janvier 1635, Bernard envoie de nouveaux confidents aux maréchaux de La Force et Brézé, le colonel Hébron et d'Espenan, pour renouveler et préciser ses offres de service<sup>2</sup>, et c'est le 30 janvier que le roi de France décide de donner l'Alsace à Bernard ! Un mémoire à Feuquières de cette date le dit expressément : « Sa Majesté consentira que le duc Bernard de Weimar jouisse du landgraviat d'Alsace<sup>3</sup>. » C'est donc en janvier 1635 que Louis XIII a résolu de remettre l'Alsace à Bernard, et ce n'est pas la situation militaire de l'Alsace en octobre suivant, comme on le dit, qui a provoqué cette cession. Il faut remarquer avec quelle facilité la France a cédé, sans discussion, à la demande, je crois, du duc. A la fin de janvier 1635, d'ailleurs, Louis XIII n'avait nul besoin de Bernard en Alsace, où le duc de Rohan se trouvait avec une armée<sup>4</sup>. Louis XIII écrira quelques semaines plus tard à Rohan, en l'envoyant en Valteline : « Maintenant que l'Alsace est entièrement délivrée

1. Arch. Aff. étr., Alsace 6, fol. 215 v<sup>e</sup>.

2. *Ibid.*, fol. 244 r<sup>v</sup>. Sur un ton d'ailleurs aigre-doux et en menaçant, si l'on refuse de l'écouter, de traiter avec l'empereur. Lettre des maréchaux au roi. Richelieu constatait chez Bernard « la dureté de son naturel qui est fort attaché à ses intérêts particuliers » (Avenel, t. VI, p. 427). Le colonel Hébron était un Anglais dont le vrai nom était John Hepburn (Gustave Clanché, *Sir John Hepburn*. Toul, in-8°).

3. Dans *Lettres et négociations du marquis de Feuquières*, t. II, p. 447. Louis XIII s'engage à laisser à Bernard les droits de la maison d'Autriche sur le landgraviat d'Alsace, mais, « d'autant que S. M. ne s'attribue le dit pays que comme en dépôt jusqu'à la paix et pour le garantir des oppressions de l'autre parti, S. M. est obligée de se réservier la principale autorité en icelui pays ». Ceci indique bien la position de la France en Alsace sous Louis XIII. Pour ce qui est du landgraviat d'Alsace, possessions de la maison d'Autriche, n'oublions pas que c'est précisément ce landgraviat promis par Richelieu à Bernard que Mazarin fera donner à Louis XIV au traité de Westphalie.

4. X. Mossmann, *Matériaux pour servir à l'histoire de la guerre de Trente ans*, dans *Revue d'Alsace*, 1878, t. VII, p. 471 et suiv.

de troupes ennemis<sup>1</sup>... » Les événements militaires auxquels il a été fait allusion plus haut, progrès des Lorrains, des impériaux, prise de la ville d'Andlau, sont d'avril, mai, juin<sup>2</sup>.

Puis, Bernard ayant présenté de nouvelles exigences, les tractations reprennent avec lui. Un deuxième traité est signé le 2 avril à Worms. Bernard se met au service de Louis XIII et des confédérés, et, pour la peine, le roi consent, toujours, à ce qu'il jouisse du landgraviat d'Alsace et du bailliage de Haguenau : ceci ne fait pas discussion. Un exemplaire du texte, signé par Bernard, porte cette variante : « Qu'il jouisse du landgraviat d'Alsace et du bailliage de Haguenau avec tous les droits et autorités conformes à celles qu'ont eues ceux de la maison d'Autriche<sup>3</sup> ». Le parti de Richelieu semble donc bien pris : il laisse l'Alsace à Bernard sans arrière-pensée. En effet, dans une instruction du 24 mai pour M. de Vignoles qui va trouver Bernard, Louis XIII, expliquant qu'il veut empêcher les ennemis de passer le Rhin, soit vers Brisach, soit vers Spire — toujours l'idée qui hante le gouvernement — prie son envoyé de décider le duc à le seconder dans ces deux directions, entre autres, pour « aider à conserver l'Alsace, *laquelle lui doit appartenir* ». L'expression est formelle<sup>4</sup>. Dans une lettre à l'abbé de Coursan du 2 juin, Richelieu, parlant de Bernard, écrit : « Le duc Bernard, *auquel le roi laisse l'Alsace*<sup>5</sup> », et, dans une autre lettre du 23 juillet au cardinal de La Valette, il répétera, parlant toujours du duc, « vu que Saverne est compris dans l'Alsace *qui lui a été laissée par le roi*<sup>6</sup> ».

Si la situation est particulièrement critique quelque part de

1. Arch. Aff. étr., Alsace 6, fol. 294 r°. Le duc de Lorraine avait battu en retraite.

2. X. Mossmann, *op. et loc. cit.*; *Lettres et négociations*, t. III, p. 88 et suiv.

3. Dans B. Röse, *op. cit.*, t. II, p. 465. L'exemplaire signé de Bernard est daté de Metz. Mêmes stipulations que plus haut : « D'autant que S. M. ne s'attribue le dit pays que comme en dépôt jusques à la paix et pour le garantir de l'oppression des deux partis... », etc. Feuquieres annonce la signature de ce traité dans une lettre à Bouthilier du 7 avril (*Lettres et négociations*, t. III, p. 38).

4. Texte dans B. Röse, *op. cit.*, p. 462.

5. Avenel, *Lettres*, t. V, p. 47.

6. Aubéry, *Mém.*, t. I, p. 657. Cf. *Ibid.*, t. II, p. 426, 427. « Le roy ayant donné l'Alsace au dit duc comme il le reconnaît par son testament... Par le traité par lequel le roy lui a laissé l'Alsace... »

juillet à octobre 1635, ce n'est pas en Alsace, c'est en Lorraine, où les armées impériales avancent, menacent Nancy, font redouter une invasion de la Champagne. On se figure mal l'émotion qu'a éprouvée à ce moment le gouvernement de Louis XIII<sup>1</sup>. Il ne pensait guère alors à l'Alsace ! Il y pensait si peu que Richelieu, préoccupé de s'assurer tous les concours possibles, écrivait à La Valette, le 19 juillet, de maintenir à tout prix Bernard à notre service, et que, « si l'Alsace venoit à manquer, je me fais fort de lui procurer dans la Lorraine un notable revenu pour soutenir sa dignité ; et quand la Lorraine manqueroit, la bonne volonté du roi pour lui est telle qu'elle lui donneroit en France, sur son propre revenu, la même chose<sup>2</sup> ». Et c'est en Lorraine, le point dangereux, qu'on veut employer Bernard pour arrêter l'invasion, non en Alsace.

Mais Bernard est un homme difficile, inquiet, s'affectant outre mesure des déceptions, découragé, prêt à tout abandonner, au surplus besogneux et quémandeur. Feuquières multiplie à son sujet les avertissements. Profitant de la situation critique des affaires, Bernard envoie son confident, Ponikau, faire de nouvelles demandes à Louis XIII, le 17 juillet : il faut, dit-il, que la France lui donne quatre millions de livres ; il voudrait avoir une armée de 20,000 hommes de pied et de 8 à 10,000 chevaux<sup>3</sup>. La France se récrie. On discute. Louis XIII offre un million de livres ou 1,200,000 au plus et ne tient qu'à une armée de 12,000 hommes de pied et de 6,000 chevaux. Pour ce qui est de l'Alsace, affaire secondaire, elle lui est promise, Louis XIII n'y revient pas. La discussion continue des semaines et des semaines uniquement sur la question d'argent : alarmes, inquiétudes du côté français, où l'on a absolument besoin de conserver l'aide de Bernard ; récriminations, colères, menaces et pleurs du côté de Bernard, où l'on a absolument besoin d'argent. Il n'est pas question de l'Alsace dans toutes ces discussions<sup>4</sup>.

1. Le P. Griffet, *Histoire de Louis XIII*, 1758, in-4°, t. II, p. 600 et suiv. On suit cette émotion et le caractère dramatique des événements dans la correspondance de Feuquières, qui à ce moment commandait une armée en Lorraine.

2. B. Rose, *op. cit.*, p. 467.

3. *Lettres et négociations*, t. III, p. 194. Les demandes de Bernard s'accompagnent naturellement de menaces (lettre de Feuquières du 17 juillet, *Ibid.*, p. 191).

4. On suit les discussions dans les *Lettres et négociations*, t. III, p. 196 et

L'Alsace, du reste, n'a pas besoin de Bernard, où, en août et septembre, le duc d'Angoulême et le maréchal de La Force poursuivent Lorrains et impériaux, battent Jean de Werth, chassent le duc de Lorraine vers Brisach<sup>1</sup>. Le 28 septembre, Richelieu écrit à La Valette qu'il faut en finir avec Bernard, et il cède sur les quatre millions de livres, « qui est une somme immense », dit-il<sup>2</sup>. S'il cède, il va nous le dire lui-même, ce n'est nullement à cause de l'Alsace, mais à cause de la Lorraine et de la situation critique, de ce côté, de l'armée de La Valette menacée par Gallas sur la frontière : « Quand on vous a donné pouvoir de traiter avec le duc de Weimar jusqu'à quatre millions », écrit-il le 5 octobre au cardinal de La Valette, « vous étiez en péril et on l'a cru nécessaire pour vous sauver<sup>3</sup>. » Le traité est signé le 20 octobre, les articles secrets le 26 qui reprennent le passage relatif à l'Alsace<sup>4</sup>. L'Alsace joue donc ici un rôle très peu important, si peu important que l'auteur des *Mémoires de Richelieu*, analysant le traité, néglige l'article relatif à l'Alsace et ne parle pas d'elle<sup>5</sup>.

Et c'est enfin si peu pour défendre et sauver l'Alsace qu'on a traité avec Bernard, et qu'on lui a donné le pays, qu'après le 5 octobre, date du jour où Richelieu a accepté les conditions du duc, l'Alsace se trouvant envahie par l'armée de Gallas, c'est

suiv., 276 et suiv. La France ne tenait pas à ce que Bernard eût une trop forte armée, en raison de la défiance qu'il inspirait.

1. *Lettres et négociations*, t. III, p. 239, 281. Dans un mémoire au roi du 30 août, Richelieu explique que, « pouvant employer les grandes forces qui, de jour à autre, s'amassent sur la frontière », il a quatre objectifs à choisir : Picardie, Lorraine, Moselle, Alsace ; il n'hésite pas : « Il croyoit qu'il ne les devoit employer (ces forces) qu'en la Lorraine », parce que « les ennemis avoient destiné d'y faire des efforts extraordinaires contre la France et que, s'il arrivoit le moindre accident, la Champagne et la Bourgogne demeuroient tout ouvertes » (*Mémoires de Richelieu*, éd. Michaud, t. II, p. 630). « Au lieu que si nous envoyions toutes nos forces en Alsace, outre qu'elles s'y déferoient d'elles-mêmes, elles n'y feroient pas plus d'effet que mille chevaux de renfort » (*Ibid.*, p. 616).

2. Avenel, *Lettres*, t. V, p. 941; *Lettres et négociations*, t. III, p. 287.

3. Avenel, *Lettres*, t. V, p. 945 et ailleurs (p. 94) : « En l'estat que M. le cardinal de La Valette et les affaires du roi sont, le roi lui donne pouvoir de traiter avec le duc Bernard. »

4. Aubéry, *Mém.*, t. I, p. 551. Aubéry date le traité du 27 octobre, le recueil de Dupin du 26 ; j'ai adopté avec le P. Griffet (*Histoire de Louis XIII*, t. II, p. 636) les dates du recueil de Léonard, 20 et 26 octobre.

5. *Mémoires de Richelieu*, éd. Michaud, t. II, p. 642.

le cardinal de La Valette qui se chargera d'aller la délivrer, non Bernard. L'expédition ne semble être ni bien compliquée, car La Valette ne réunit qu'un corps de 3,200 hommes de pied et de 1,600 chevaux, ni bien urgente, puisqu'il ne part qu'à la fin de janvier de 1636, ni enfin bien périlleuse, car il la termine en trois semaines en une campagne qui n'est qu'une promenade militaire<sup>1</sup>. Le 20 décembre, Manicamp a écrit au maréchal de La Force qu'il n'y a pas plus de 2,000 hommes de troupes ennemis en Alsace, lesquelles sont « foibles et écartées ... de cela, je vous en réponds sur ma vie<sup>2</sup> ». Le 6 janvier 1636, Bullion écrit à La Valette de la part de Richelieu : « Il n'y avoit que vous seul qui pût entreprendre ce voyage d'Alsace<sup>3</sup> » : la Valette seul et non Bernard. Ce n'est donc pas pour délivrer l'Alsace que Louis XIII a donné le pays à Bernard.

On a ajouté que Richelieu surveilla extrêmement le duc de Weimar, ce que la défiance qu'inspirait le personnage justifiait amplement ; que le cardinal soutint n'avoir pas cédé à Bernard le territoire de l'Alsace, mais les droits des landgraves autrichiens, la seigneurie, non la souveraineté, ce qui est exact, et on ne voit pas trop, d'ailleurs, ce que, dans le droit compliqué du temps, Richelieu aurait pu promettre au duc de lui faire donner de plus<sup>4</sup> ; qu'enfin Bernard étant mort le 18 juillet 1639, Richelieu s'empressa de remettre la main sur le pays. Richelieu s'empressa de remettre la main sur l'Alsace parce qu'ayant con-

1. *Mémoires du cardinal de La Valette*, 1771, t. I, p. 115 et suiv.

2. Dans Aubéry, *Mém.*, t. I, p. 586. Manicamp était le gouverneur français de Colmar.

3. *Ibid.*, t. I, p. 584.

4. Louis XIII écrivait le 6 novembre 1635 à d'Hocquincourt (B. Röse, *op. cit.*, p. 478) : « J'ai accordé à mon cousin le duc Bernard de Weimar... qu'il jouisse de tous les droits et revenus qui appartenient ci-devant à la maison d'Autriche en Alsace, ce que je vous fais savoir par la présente, afin que vous les laissez percevoir à ceux qu'il commettra pour cet effet, les assistant de tout ce qui dépendra de vous. » Cette lettre précise bien la question. Richelieu occupant l'Alsace laisse pratiquement Bernard se substituer à la maison d'Autriche pour jouir des revenus de celle-ci dans le pays et exercer ses droits, et il promet au duc de tâcher, à la paix générale, de faire consacrer cette substitution par l'Europe. C'est cette substitution, je le répète, que Mazarin fera consacrer au traité de Münster, mais au profit de Louis XIV. Étant donné la situation juridique de l'Alsace et de Bernard dans l'empire, il n'est pas facile de comprendre, je ne saurais trop le redire, ce que, en droit politique du temps, Richelieu pouvait faire de plus.

senti à y installer Bernard seul et nommément, il n'avait pas de raison d'étendre cette faveur à des héritiers qu'il ne connaissait pas et qui, en effet, traitèrent avec l'empereur, lorsque dans son testament le duc lui-même avait spécifié qu'à défaut de ses frères, ce qu'il avait en Alsace reviendrait à la France<sup>1</sup>; et qu'enfin Richelieu, à ce moment, tenait à l'Alsace, non pour la garder à titre de conquête, mais *comme un gage* pouvant servir au moment des discussions de la paix; il va nous le dire lui-même abondamment. Et c'est ici sur ce point essentiel, en dernière analyse, qu'il faut insister.

Car, dira-t-on, jusqu'à présent nous avons bien entendu Richelieu faire les déclarations que nécessitaient les circonstances. Mais que de fois n'a-t-on pas vu des gouvernements, pour ne pas alarmer leurs adversaires, protester de leurs sentiments désintéressés, quitte à ce que la suite démontre la vanité de leurs affirmations mensongères! Richelieu a dissimulé sa pensée : il a tenu le langage de la diplomatie de tous les temps. Il s'agit donc de pénétrer plus avant, si c'est possible, et de savoir si les intentions du cardinal étaient sincères, si vraiment l'on peut connaître ses sentiments réels. On le peut.

Richelieu, dans les infinis documents que nous avons de lui, n'a point fait mystère des conclusions qu'il voulait voir donner à la guerre en ce qui concernait les bénéfices que devait en retirer la France. Il les a répétées de façon si constante, dans ses correspondances privées, ses dépêches confidentielles, voire même dans des traités passés avec des tiers, constituant ainsi des engagements formels, qu'il est difficile de douter de ses intentions. Nous avons de lui des lettres chiffrées adressées à des agents diplomatiques secrets, dans lesquelles, pour faciliter à ceux-ci leurs négociations, il leur révèle nettement ce qu'il

1. Pour être, bien entendu, rendue à l'empire au moment de la paix : le texte du testament est dans le ms. fr. Bibl. nat. 3737, fol. 53-63. Cf. Legrelle, *Louis XIV et Strasbourg*, p. 121. Voir, dans une lettre de Guébriant à de Noyers du 25 juin 1639, une curieuse conversation de Bernard avec le premier (B. Röse, *op. cit.*, p. 545) : « Monsieur, ce me dit-il (Bernard) pour conclusion, je ne souffrirai jamais que l'on me puisse justement reprocher que j'aise été le premier à démembrer l'empire. — Comment? Monsieur, lui dis-je aussitôt, démembrer l'empire? Et qui vous en prie?... etc. » Richelieu avait fait expliquer par M. d'Oysonville au duc ce même mois que « l'intention de S. M. étoit de le maintenir en Alsace, afin que ce soit une perpétuelle barrière entre la France et les ennemis » (Avenel, *Lettres*, t. VI, p. 410).

appelle « le fond du pot<sup>1</sup> », c'est-à-dire ses idées de derrière la tête, et nous avons les minutes de ces dépêches corrigées de sa main, témoignages précieux, puisqu'elles pourraient, sous les ratures, révéler les intentions cachées. Or, il n'y a pas de doute, jamais Richelieu n'a dit vouloir garder l'Alsace.

Dans un mémoire à Feuquières du 1<sup>er</sup> février 1634, cherchant à gagner Wallenstein, il consent à ce que son ambassadeur avoue au condottiere quelles sont les visées de la France relativement aux conditions de la paix, et il les énumère : « Les intérêts que Sa Majesté désire estre compris et décidés dans le traité de paix générale » sont : la confirmation du protectorat de la France sur Metz, Toul et Verdun ; l'abandon par l'empire de la Lorraine, sur laquelle le roi a des droits très anciens, incontestables, et dont le duc irrite Louis XIII par sa politique agitée antifrançaise; la reconnaissance de la possession de Pignerol, le règlement des affaires de Mantoue, les Grisons laissés maîtres de la Valteline : voilà ses « buts de guerre »; il va les répéter vingt fois; il n'est pas question de l'Alsace<sup>2</sup>.

Deux mois et demi après, le 15 avril 1634, Richelieu conclut à La Haye un traité d'alliance avec les Pays-Bas où sont indiquées les clauses que les nouveaux alliés s'engagent à soutenir en faveur de la France dans le congrès futur de la paix générale. Nous sommes ici en présence d'un engagement diplomatique important, essentiel, qui va fixer l'avenir. Quelles sont les acquisitions territoriales que les Pays-Bas consentent à reconnaître à la France? La Lorraine, les Trois-Évêchés, Pignerol, nullement l'Alsace<sup>3</sup>. Et Richelieu se considérera comme si étroitement lié par cette convention qu'il écrira à La Haye en 1636 : « Le roi mourra plutôt que de ne pas garder religieusement à Messieurs les États tout ce à quoi il est obligé<sup>4</sup> ». Il répétera au

1. Dans une lettre à La Valette du 10 juillet 1635 : B. Röse, *op. cit.*, p. 467.

2. Arch. Aff. étr., Allemagne 10, fol. 19 r<sup>e</sup> et suiv. Le 26 mars suivant, Richelieu énumère à nouveau à Feuquières ses conditions de paix (*Ibid.*, fol. 39 r<sup>e</sup>) et dit expressément qu'il évacuera les villes d'Alsace qu'il pourra se trouver occuper. En revanche, il désire la réunion à la France de Metz, Toul et Verdun. A la fin de mars, Richelieu dit à M. de Saint-Georges, qu'il envoie à Vienne en mission officieuse, qu'il évacuera l'Alsace même comme conditions d'une trêve (Avenel, t. IV, p. 547).

3. *Ambassades et négociations de M. le comte d'Estrades*, 1718, in-12, t. I, p. 87.

4. Avenel, *Lettres*, t. VIII, p. 295.

gouvernement de La Haye, allant au-devant des accusations dont il est l'objet de vouloir faire des conquêtes : « Le roi ne prétend pas étendre les limites de son royaume en Allemagne<sup>1</sup>. » Pour l'Alsace, il dit et fera redire à tout le monde que le pays n'est entre ses mains *qu'un gage* en vue de ce que la France veut obtenir à la paix, c'est-à-dire la Lorraine. Le secrétaire d'État de Noyers, recommandant au cardinal de La Valette, le 19 novembre 1636, de bien assurer la défense des villes alsaciennes, ajoute : « Ces places étant d'importance pour la paix, comme Votre Éminence le sait mieux qu'aucun<sup>2</sup>. » Lorsqu'il est question de pourparlers de paix générale à Cologne, en 1636, Richelieu, dans les instructions qu'il dresse pour ses plénipotentiaires, répète « ses buts de guerre ». Les questions que la France veut voir traiter à son avantage sont : celles de la Lorraine, Pignerol, Mantoue, la Valteline, et voici ce qu'il dit de l'Alsace : « Pour ce qui est de l'Alsace, Sa Majesté ne fait nulle difficulté de remettre toutes les places à ceux à qui elles appartiennent<sup>3</sup>. » Le 6 décembre de cette même année 1636, demandant au juriste Godefroy de préparer les dossiers de pièces nécessaires aux revendications de la France, qui seront soumises à la conférence de Cologne, il énumère ces revendications, toujours les mêmes : il ne parle pas de l'Alsace<sup>4</sup>. A la fin de janvier 1637, il fait répéter à Oxenstiern par M. de Rorté : « Le roi tient plusieurs places en Alsace, lesquelles elle est prête de rendre par la paix pour le bien commun, n'ayant point dessein de s'agrandir en tout ce que dessus<sup>5</sup>. » A la même date, il envoie un provincial des Minimes, le P. Bach, en mission secrète en Espagne, afin de chercher à joindre le duc d'Olivarès et tâcher

1. *Mémoires de Richelieu*, éd. Michaud, t. II, p. 666. Il fera dire, le 4 mai 1634, par Feuquières à l'assemblée de Francfort : « S. M. souhaite de voir ses affaires réduites à ce point que, remettant les places où elle tient de ses troupes pour la seule défense et protection de ceux qui l'ont requise, elle fasse voir clairement qu'elle n'a point d'autre intérêt que le bien commun, ce qui peut servir dès cette heure pour dissiper les soupçons et réfuter les calomnies de ceux qui publient le contraire » (*Arch. Aff. étr., Allemagne* 10, fol. 75 r°).

2. *Aubéry, Mém.*, t. I, p. 718.

3. Bibl. nat., ms. fr. 10212, fol. 55 r°. « Instruction pour Mrs les ambassadeurs envoyés à Cologne pour le traité de la paix générale. » Cf. lettre de Richelieu au maréchal d'Estrées du 8 octobre 1636, Avenel, *Lettres*, t. V, p. 612.

4. *Ibid.*, p. 706. « Mémoires pour la conférence de Cologne. »

5. *Ibid.*, p. 743.

de s'entretenir avec lui des conditions possibles de la paix. Il donne au P. Bach ses conditions : « Pour bien faire », dit-il dans ses instructions au religieux, « il est nécessaire qu'il (le P. Bach) ait une connaissance plus que générale des conditions auxquelles on peut faire la paix ». Et il parle ainsi de l'Alsace : « Il (le P. Bach) doit savoir que la France tient plusieurs places en Alsace, lesquelles *elle est prête de rendre* par la paix pour le bien commun »; la même formule que plus haut pour Oxenstiern<sup>1</sup>. Le 10 février 1637, Richelieu redit au marquis de Saint-Chamond, autre envoyé diplomatique : « Le roi tient plusieurs places en Alsace qu'il veut bien restituer dans l'intérêt de la paix<sup>2</sup>. » Ces répétitions sont formelles, décisives. Suivons toujours les textes, année par année. La doctrine ne va pas varier.

En avril 1638, le cardinal promet à la Suède de s'employer à lui assurer au moment de la paix générale la possession de la Poméranie, à condition qu'en retour la Suède promette son concours pour assurer à la France : quoi, l'Alsace? non! la Lorraine<sup>3</sup>.

En septembre 1638, discutant une proposition des ambassadeurs d'Angleterre qui offrent de se joindre à la France et à la Suède afin de demander la paix à l'empereur et leur expliquant ses conditions, le cardinal insiste sur la Lorraine, « que nous ne voulons pas rendre », dit-il; il ne parle pas de l'Alsace<sup>4</sup>. A la fin de novembre, il envoie un nouvel agent secret en Espagne, Pujol, pour, encore, sonder le terrain et voir si l'on peut traiter

1. Avenel, *Lettres*, t. V, p. 739.

2. *Ibid.*, t. VIII, p. 309. A ce moment, Richelieu sent que la possession même de la Lorraine va lui être vivement contestée; il fait dire à Oxenstiern : « Le roi consentira à ce qu'elle lui demeure seulement en la mesme façon que la couronne de Suède pourra conserver ce qui lui demeurera de ses conquêtes. »

3. *Ibid.*, t. VIII, p. 143, et t. VI, p. 28.

4. *Ibid.*, t. VI, p. 136. « Les Anglois, qui ne songent qu'à avoir leur compte, estimeront juste la restitution de la Lorraine et mesme celle de la Poméranie, pourvu qu'on leur rende le Palatinat. Nous nous moquerons d'une telle proposition... La maison d'Autriche... témoignera, pour les attirer de son côté, ne faire aucune difficulté de rendre le Palatinat, pourvu que nous rendions la Lorraine, et elle fera cette offre sans bourse délier, parce qu'elle sait bien que nous ne voulons pas rendre la Lorraine... Les intérêts de la Suède et de la France requireront la conservation de la Poméranie et de la Lorraine à divers titres justes..., etc. » On voit autour de quels sujets tourne le débat. Le nom de l'Alsace n'est pas prononcé.

de la paix ; il lui dévoile ses conditions : toujours la Lorraine, et ceci sur l'Alsace : « Bien que la France eût pu prétendre retenir quelques-unes des places qu'elle tient en Allemagne, elle est disposée de les rendre en cas de paix<sup>1</sup>. »

L'année suivante 1639, mêmes affirmations. L'Alsace n'est toujours entre les mains de la France *qu'un gage* qu'elle tient afin d'obtenir la Lorraine en échange, c'est ce que répète Richelieu à Bernard qui voudrait que Louis XIII lui abandonnât toutes les villes qu'il occupe dans le pays : « En lui remettant ces places (alsaciennes) », écrit le cardinal, « on n'auroit plus rien pour obliger l'empereur à la paix, en ce qu'on donneroit au duc tout ce dont l'empereur peut espérer la restitution par un traité de paix générale ; on se priveroit par ce moyen d'un des meilleurs expédients pour conserver la Lorraine, ce que la raison veut qu'on garde. » Le texte est catégorique<sup>2</sup> ! Cette même année 1639, le cardinal examine « divers projets selon lesquels on peut accommoder les différends qui sont entre la France et la maison d'Autriche ». Il y a six mémoires, œuvres de plusieurs conseillers. L'un d'eux propose au roi de garder tout ce qu'il a conquis, y compris l'Alsace : « Le roi gardera toutes les places conquises, tant ès Pays-Bas que Luxembourg, Bourgogne, Rousillon, Alsace et Allemagne », et que répond Richelieu, qui sait l'impossibilité de faire accepter pareilles conditions aussi énormes aux adversaires comme aux alliés ? Ceci : « A la suite de tous ces projets, après les avoir bien considérés, on peut dire avec vérité que maintenant on n'en sauroit faire aucun qui ne soit *chimérique*. » *Chimérique !* voilà le seul mot qu'il ait trouvé pour qualifier, la première fois où on la lui propose, l'idée d'annexer l'Alsace<sup>3</sup>.

Et jusqu'à sa mort il ne changera pas. Vers la fin de 1640, l'empereur réunit une diète à Ratisbonne. Richelieu s'arrange pour y faire répéter ses « buts de guerre » et affirmer à nouveau que la France « n'a d'autre pensée que de conserver ou de recouvrer ce qui lui appartient », c'est-à-dire nullement de s'emparer de l'Alsace qui ne lui appartient pas<sup>4</sup>. Deux mois avant sa

1. Avenel, *Lettres*, t. VI, p. 242. Les difficultés relativement à la Lorraine augmentant, Richelieu parle d'offrir un dédommagement au duc.

2. *Ibid.*, p. 409.

3. *Ibid.*, t. VII, p. 802.

4. *Ibid.*, t. VIII, p. 169. On ne peut donc, comme cela a été essayé, voir

mort, le 4 octobre 1642, il fait rappeler au prince d'Orange, par le comte d'Estrade, son ambassadeur, les conditions que les Pays-Bas se sont engagés, le 1<sup>er</sup> avril 1334, à soutenir en faveur de la France et à obtenir pour elle au congrès de la paix; ces conditions restent les mêmes qu'il y a huit ans : « Messieurs les États », dit-il, « ne peuvent faire la paix sans que Pignerol demeure au roi paisible, sans que les traités faits avec l'empereur et l'Espagne sur le sujet de Mantoue ne soient entièrement exécutés, sans que les Grisons demeurent seigneurs de la Valteline et sans que le roi d'Espagne abandonne le duc de Lorraine »; rien sur l'Alsace<sup>4</sup>. Nous n'avons pas une ligne de la main de Richelieu qui permette de supposer que ses idées, relativement à l'Alsace, se soient jamais modifiées avant sa mort et aient été autres que celles qu'il vient de nous affirmer tant de fois de manière si ferme. A moins de renverser les fondements de la critique historique et de dire que cent témoignages positifs, directs, dont la sincérité est confirmée par toutes les raisons politiques, juridiques et morales que nous avons indiquées, ne peuvent compter devant une « supposition », une « croyance » invérifiable, on peut conclure que Richelieu, dans la mesure où il est humainement possible à l'histoire d'avoir une certitude sur les intentions d'un homme d'État, n'a jamais eu la pensée de conquérir l'Alsace.

Mais, alors, quel intérêt prennent pour nous les manifestations des Alsaciens venant d'eux-mêmes à la France et se donnant librement à elle! S'il est prouvé que Louis XIII ne songeait pas à s'emparer du pays, c'est-à-dire qu'on ne puisse accuser Richelieu d'avoir provoqué et soudoyé le mouvement des Alsaciens

l'expression des intentions contraires de Richelieu dans une lettre du roi à d'Avaux du 27 octobre 1640, où il est dit (*Ibid.*, p. 366) : « On a su par voie secrète... que plusieurs princes d'Allemagne se résoudroient à laisser la Poméranie à la Suède et l'Alsace avec Brisach à la France, que les électeurs verroient volontiers des députés de la France et de la Suède à la diète de Ratisbonne... Agir d'après ces informations. » Cette note n'a eu aucune suite, et il est difficile de penser que dans sa forme vague elle suffise à rendre caducs tous les autres témoignages opposés. Ce qu'on peut seulement en inférer, c'est que l'idée de donner l'Alsace à la France aurait été exprimée d'abord en Allemagne; j'ai dit ailleurs qu'elle avait été émise en premier lieu à Strasbourg, en 1639 (*Anciennes républiques alsaciennes*, p. 220).

1. *Ambassades et négociations de M. le comte d'Estrades*, 1718, in-12, t. I, p. 87.

vers la France, ce mouvement garde une spontanéité et présente à nos yeux, étant donné les idées actuelles, une importance dont on ne saurait exagérer la valeur. Je terminerai en signalant à ce sujet quelques faits nouveaux et des témoignages jusqu'ici inutilisés.

Lorsque les Français entrent en Alsace en janvier 1634, les officiers informent Louis XIII de l'empressement avec lequel les populations s'offrent à la France. Les notables leur disent que ce sont les bourgeois eux-mêmes qui sollicitent le protectorat français et non les gouverneurs des places et qu'il faut, par conséquent, traiter avec les bourgeois<sup>1</sup>. Non seulement Louis XIII acquiesce, mais il spécifie expressément qu'il entend, en effet, avoir l'assentiment des populations. En effet, les habitants de Haguenau et de Saverne dressent eux-mêmes l'acte officiel par lequel ils agrément et approuvent « estre entre les mains et la protection de Sa Majesté le roi de France<sup>2</sup> ». Le 5 février, le marquis de La Force écrit à Richelieu : « Les habitants insistent toujours que c'est leur volonté, nul ne les pouvant garantir que Sa Majesté » ; et le duc de Lorraine ayant protesté, le marquis répond n'avoir fait que « ce de quoi les habitants m'avoient requis<sup>3</sup> ». Louis XIII

1. Lettre du colonel de La Bloquerie au maréchal de La Force lui rendant compte des événements, 11 janvier 1634 (Arch. Aff. étr., Lorraine 14, fol. 58 r°). « Le chancelier (de Saverne) me vient trouver et parler encore de Haguenau, me disant... qu'il fallait que les bourgeois appellassent le roi... » Le maréchal de La Force rendait compte de son côté à Richelieu (fol. 50 r°), demandant des instructions.

2. Le marquis de La Force écrit à Richelieu le 1<sup>er</sup> février 1634 (Arch. Aff. étr., Alsace 6, fol. 97 r°) : « Le chancelier (de Saverne), qui a toujours témoigné avoir de l'affection pour le service de S. M., m'a envoyé un acte que tous les habitants ont fait par lequel ils agrément et approuvent le traité fait par M. le comte de Salm et désirent grandement estre entre les mains et la protection de S. M. »

3. *Ibid.*, fol. 101 r°. Le 20 mars, le maréchal de La Force, proposant de mettre la main sur Brisach, en raison de l'importance stratégique de la place, Richelieu répond que cela n'est possible que « s'il y a disposition qu'elle se veuille mettre en la protection de S. M., ce qu'il (La Force) reconnaîtra avec prudence » (*Ibid.*, Allemagne 10, fol. 28 r°). « S. M. lui donne ordre (à La Force) précisément » qu'il n'envoie de troupes « qu'ayant traité avec le gouverneur et les habitants et estant bien assuré qu'ils désirent se remettre entre les mains du roy » (*Ibid.*, Lorraine 14, fol. 372 r°). La Force envoie des Coutures à Brisach avec l'injonction répétée de Richelieu : « Il sera nécessaire que le dit maréchal soit assuré de la volonté de ceux de dedans, laquelle ne soit pas changée depuis qu'ils l'auront fait savoir au marquis de Bourbonne » (*Ibid.*, fol. 460 v°, 8 mai), et Richelieu ajoute : « Il les recevra en la protection du

recommande à ses soldats d'être humains envers ces populations qui font appel à la France : « Le roi seroit bien marri », mande un ministre le 16 avril 1634 au gouverneur français de Saverne, « de leur donner (aux Alsaciens) sujet de mécontentement. Il importe de ménager toutes choses avec prudence<sup>1</sup>. » De Paris on prescrit aux gouverneurs de « faire vivre lesdits habitants en union et concorde les uns avec les autres et lesdits gens de guerre en bonne discipline et police<sup>2</sup> »; surtout de ne pas toucher aux questions religieuses : « Il faut éviter que les protestants n'aient fondement de se plaindre que Sa Majesté préfère les catholiques à eux-mêmes<sup>3</sup>. » « Jusqu'ici, » répond le 12 septembre 1634 M. de Saint-Simon, gouverneur de Saverne, à Bouthilier, « j'ai vécu avec ces peuples sans avoir aucune difficulté<sup>4</sup>. »

Et, en effet, les bons résultats de l'occupation française fortifient les sentiments signalés. Le maréchal de La Force, qui écrivait le 12 janvier dans quel état de misère, suite des guerres, il avait trouvé l'Alsace : « Il n'est point croyable la grande désolation qui se voit par tout le pays, estant toute la campagne abandonnée, les maisons désertes, les terres incultes, les peuples réfugiés dans les villes<sup>5</sup> », et qui, dans une sorte de proclamation du 9 février, disait aux Alsaciens : vous avez fait

roy, avec promesse de remettre la place aux légitimes seigneurs au temps de la paix générale en Allemagne et généralement aux mêmes conditions qu'Haguenau et Saverne » (fol. 461 r°). L'affaire n'aboutit pas.

1. Arch. Aff. étr., Alsace 6, fol. 137 r°.

2. *Ibid.*, Alsace 10, fol. 12 r°.

3. Instruction au maréchal de La Force du 10 février 1634 (*Ibid.*, Lorraine 14, fol. 183 r°). Il y a dans ce document cette phrase : « Il faut... leur donner assurance (aux nobles) que S. M. ne désire que leur conservation et ne prétend accroître ses *Estats*, mais se joindre avec eux pour les maintenir en la possession de leurs biens et franchises. »

4. *Ibid.*, Alsace 6, fol. 162 r°. Saint-Simon ajoute, parlant des Alsaciens : « Ces Allemands sont un peu pesants, il les faut avoir avec méthode. » Les Français de ce temps ne croient donc pas revenir en terre française en rentrant en Alsace, mais ils se croient en pays allemand. Il est à remarquer que les bibliothécaires à la Bibliothèque du roi ont continué, au XVIII<sup>e</sup> siècle, de classer, jusqu'à la Révolution, les ouvrages relatifs à l'Alsace dans l'histoire d'Allemagne. En revanche, après 1871, leurs successeurs ont continué à les classer dans l'histoire de France.

5. *Ibid.*, Lorraine 14, fol. 191 r°. Le duc de Rohan écrivait le 11 décembre 1634 à la cour : « L'Alsace est un pays ruiné où il faut faire porter la plupart des blés pour la nourrir » (*Ibid.*, Alsace 6, fol. 229 r°).

appel à la protection de la France; vous reconnaîtrez « l'assurance et douceur de cette protection »; rentrez dans vos foyers, reprenez la culture de vos terres, jouissez « de la même douceur et repos que jouissent tous ceux qui sont sous la protection de Sadite Majesté<sup>1</sup> », note, au bout de peu de temps, avec quelle confiance « les Alsaciens commencent à se remettre aux champs, avec de grandes bénédictions qu'ils donnent à Sa Majesté<sup>2</sup> ». Partout le peuple d'Alsace affiche les panonceaux de France. Lorsque les soldats français entrent dans une ville, les « principaux » accourent les recevoir à la porte, leur déclarent leurs « grandes soumissions envers le roi de France, témoignant un si grand contentement de se voir en la main et protection de Sa Majesté qu'ils louent Dieu d'un si grand bonheur qui leur est arrivé<sup>3</sup> ». Rendant compte de ces manifestations, le maréchal de La Force écrit, étonné, à la cour : « Il n'est pas croyable le contentement du peuple de se voir en la protection du roi et les bénédictions qu'ils donnent à Sa Majesté dans les villes et aux champs<sup>4</sup>! »

Avec empressement, les Alsaciens s'offrent à servir la France. Dès février 1634, La Force signale le désir d'un grand nombre d'entre eux de s'enrôler dans les troupes françaises : il y a 400 demandes à Haguenau<sup>5</sup>. En août, des Alsaciens proposent à d'Aiguebonne, gouverneur de Haguenau, de lever des compagnies entières d'infanterie ou de cavalerie « pour le service du roi, s'il lui plaît de se servir d'eux<sup>6</sup> ». Colmar prend l'initia-

1. Arch. Aff. étr., Alsace 6, fol. 104 r°.

2. Ibid., Lorraine 14, fol. 191 r°.

3. Rapport du maréchal de La Force à la cour du 12 février 1634 (*Ibid.*, fol. 190 r°).

4. Ibid., fol. 170 v°, 7 février 1634. Lorsqu'en 1640, Louis XIII nomme un lieutenant général pour l'Alsace, voici l'effet produit par la mesure sur les Alsaciens : « Ils ont dit d'un consentement général qu'ils avoient désiré il y a longtemps de savoir à qui ils estoient, mais, par cet établissement, ils reconnoissoient qu'ils avoient pour maistre un si grand roy de la bonté duquel ils se promettoient le rétablissement de la religion et de la justice... Il ne se peut exprimer avec quelle joie et contentement les habitants ont entendu cette nouvelle et comment ils ont remercié deçà publiquement. » Ils désirent même que ce lieutenant général, qui n'est là que pour commander aux gouverneurs français des garnisons des villes, soit nommé « gouverneur général de l'Alsace » (*Ibid.*, Alsace 9, fol. 298 v°, rapport au roi). Ce lieutenant général est le baron d'Oysonville.

5. Ibid., Lorraine 14, fol. 171 r°, 7 février.

6. Mémoire de d'Aiguebonne à la cour du 19 août, *Ibid.*, Alsace 6, fol. 155 r°.

tive d'armer 300 hommes, afin de « les employer pour le service du roi lorsque l'occasion s'en présentera<sup>1</sup> ». Le 22 juillet, d'Aiguebonne écrit à Bouthilier qu'il peut trouver à Haguenau de quoi former un régiment, et, le 13 octobre, Servien se croira en mesure de mander au cardinal de La Valette de lever dans le pays deux régiments entiers<sup>2</sup>.

La noblesse, d'abord inquiète et hésitante, se tenant sur la réserve, finit par suivre le mouvement. Elle écrira au roi de France, sous la plume de M. de Ribaupierre, qu'elle est « entre les clients de Sa Majesté Très Chrétienne, possible des plus grands, quant au désir et à l'affection au service de Sa Majesté<sup>3</sup> »; elle lui déclarera qu'elle va « faire afficher les panon-ceaux portant vos armes, et, par ainsi, faire verdir les fleurs de lys dans ces quartiers », et elle remercie avec effusion le roi d'avoir pris sous son protectorat ce qu'elle appelle « notre chère patrie<sup>4</sup> ».

Le mot qui revient le plus souvent sous la plume des officiers et des intendants parlant des sentiments des Alsaciens à ce moment est celui « d'affection pour la France », « bonne volonté pour la France » : notons le mot *France*, ici employé, et non le roi. Du chancelier de la ville de Saverne, l'intendant Gobelin écrira à Bouthilier le 12 février 1634 : « C'est un homme fort affectionné à la France », qui offre à prouver, « par quantité de titres qui sont dans la chancellerie de Saverne, que la plupart des villes d'Alsace sont de la fondation des rois de France. » Ainsi cet Alsacien veut retrouver les origines fran-çaises de l'Alsace et s'en glorifie<sup>5</sup>. De Paris on répond : « Sa Majesté lui sait bon gré (au chancelier en question) de l'affection qu'il a pour la France<sup>6</sup>. » L'intendant de Thou écrit, le 7 février 1636, de Josias Glaser, secrétaire du conseil des Quinze

1. Lettre de la ville de Colmar à Richelieu, *Ibid.*, Alsace 9, fol. 205 v°.

2. *Ibid.*, Alsace 6, fol. 333 r°, et Allemagne 11, fol. 275 r°. Les paysans alsaciens se prêtent volontiers à M. de Manicamp pour aller espionner chez l'ennemi (Aubéry, *Mém.*, t. I, p. 589).

3. Arch. Aff. étr., Alsace 10, fol. 33 r°.

4. Mémoire d'elle à Louis XIII de 1635, *Ibid.*, Allemagne 12, fol. 123 r°. Cf. fol. 121 r°, où les chefs et députés de la noblesse de la Basse-Alsace expriment leur gratitude « de tant de faveurs royales et bienfaits dont Sa Majesté très chrestienne nous a comblés jusques ici, desquels nous demeure un perpétuel ressentiment ».

5. *Ibid.*, Lorraine 14, fol. 188 r°.

6. *Ibid.*, fol. 245 r°.

de Strasbourg : « Il ne se peut dire l'assistance que j'ai reçue de M. Glaser : c'est un homme intelligent, extrêmement passionné pour tous nos intérêts<sup>1</sup>. »

Il faut surtout consulter la correspondance de la ville de Colmar, la cité centrale alsacienne, celle qui, à défaut de Strasbourg, très particulariste, se tenant à part, a conduit le groupe des petites républiques de la vallée de l'Ill, parlé et agi en son nom et représente véritablement le cœur, la tête de ce vaillant petit peuple<sup>2</sup>. Ecouteons ses déclarations si curieuses et si émouvantes !

Colmar déclare dans ses lettres qu'elle s'est donnée à la France librement, en vertu d'un traité voulu par ses bourgeois. On lui en fait un crime au delà du Rhin, dit-elle. Qu'a-t-elle cherché après les misères dont elle a été accablée, sinon à se soustraire aux violences de l'empereur et à ses attentats contre ses libertés ? « L'on nous reproche, après avoir tant souffert, que nous sommes en meilleur état que nos voisins et plusieurs villes impériales dans l'empire... La principale raison qui nous a portés à faire ledit traité (avec la France) et nous déclarer entièrement pour le roi (Louis XIII) a été d'éviter les mauvais traitements de la maison d'Autriche et être maintenus dans nos priviléges<sup>3</sup>. » On répète en Allemagne que la ville a été conquise de force par les Français : Non ! « La ville n'a pas été prise par force, répondent énergiquement les gens de Colmar, mais s'est mise d'elle-même et par affection sous la protection de la France. » Retenons ces expressions décisives : *La ville s'est mise d'elle-même et par affection sous la protection de la France*<sup>4</sup>. Maintenant elle ne cache pas « le zèle particulier » qu'elle déploie « pour le service du roi de France ... de tout son pouvoir<sup>5</sup> » ; elle entend être en Alsace « la place principale pour le service du roi de France, la ville la plus considérable ».

1. Aubéry, *Mém.*, t. I, p. 595.

2. « Colmar est la plus considérable des villes libres de la Haute-Alsace pour sa grandeur et pour son affection à nostre parti » (le parti de la France) : Arch. Aff. étr., Alsace 9, fol. 290 v°.

3. Lettre de la ville de Colmar à Chavigny du 12 décembre 1641, *Ibid.*, fol. 210 v°.

4. Mémoire de la ville de Colmar au roi, non daté, *Ibid.*, Alsace 6, fol. 340 r°.

5. *Ibid.*

Elle sera sur le Rhin « *la sentinelle de France*<sup>1</sup> ». Que lui importent la colère et la haine des Allemands ! Elle le sait : « Nous sommes la ville la plus haïe du monde des ennemis (elle appelle les Allemands *les ennemis*), à cause du traité fait avec Sa Majesté ». Elle s'en réjouit. Elle sera aux Allemands « l'aiguillon de l'œil<sup>2</sup> ». Elle n'a rien à regretter. « La France fait voir combien favorablement et avantageusement elle traite tous ceux qui se jettent entre ses bras et dans sa protection<sup>3</sup> ! » Elle proteste à Louis XIII et à Richelieu de sa reconnaissance infinie pour tout le bien que la France lui a fait et dont les générations futures alsaciennes, héritières de ses sentiments, garderont une éternelle gratitude : « Le traitement favorable, comme celui que la ville a reçu jusqu'ici de Sa Majesté et de Votre Eminence, non seulement le magistrat et les bourgeois d'à présent, mais aussi leur postérité se rendra reconnaissante par ses très humbles services envers *la France* ». Toujours *la France*<sup>4</sup> ! Voilà ce que pense et dit l'Alsace du XVII<sup>e</sup> siècle<sup>5</sup>.

1. Arch. Aff. étr. Alsace 9, fol. 47 r°. Elle dit : « Estant la sentinelle de France, place frontière... » Lettre de la ville de Colmar à Richelieu du 13 septembre 1636 : on remarquera le mot « place frontière », frontière de la France évidemment.

2. *Ibid.*

3. Lettre du baron d'Erlach à Mazarin du 22 janvier 1644 lui rappelant les sentiments des habitants de Colmar, *Ibid.*, fol. 252 r°. Les gens de Colmar rendaient justice eux-mêmes aux bienfaits de l'occupation française, écrivant à Richelieu le 2 décembre 1641 (*Ibid.*, fol. 212 r°) : « Nos bourgeois... se remettent autant qu'aucuns de leurs voisins. »

4. Lettre à Richelieu du 12 décembre 1641, *Ibid.*, fol. 212 r°.

5. On pourrait relever dans ces précieux dossiers des Archives des Affaires étrangères relatifs à l'Alsace, jusqu'ici peu utilisés, pour différentes raisons, bien d'autres témoignages sur ce que les Alsaciens appellent « leur fidélité et affection » à la France, « et nous sommes résolus de vivre et mourir en telles intentions, constamment », disent-ils (*Ibid.*, fol. 71 r°). C'est Colmar qui répète à Louis XIII, le 8 juillet 1636 (*Ibid.*, Alsace 9, fol. 37 r°) : « Nous rechercherons éternellement toutes les occasions de faire paraître nos très humbles et très obéissants services et affection » envers la France; ou qui parle à Richelieu le 6 octobre 1641 (fol. 201 r°) de « l'affection très fidèle que nous avons toujours eue et témoignée par effet au service du roi »; de sa « constante fidélité et affection pour le service de leurs majestés » (*Ibid.*, Alsace 10, fol. 105 r°) et fait cadeau de vingt charrettes de vin à un corps de soldats français « par présent et de pure affection » (12 décembre 1641, *Ibid.*, Alsace 9, fol. 210 r°). C'est Wissembourg qui se plaît à rappeler au gouvernement français que le collège de la ville a été fondé par « le très glorieux Dagobert, roi de France » (*Ibid.*, fol. 233 r°). C'est Schlestadt qui se targue de « sa

Il n'y a rien à ajouter à ces déclarations; elles ont par elles-mêmes leur éloquence et attestent des sentiments qu'il est superflu de vouloir davantage prouver.

Lorsque, donc, le 29 mai 1919, le comte de Brockdorff-Rantzau a dit, dans ses *Remarques sur les conditions de la paix*, au nom de la délégation allemande venue à Versailles pour le traité que l'on sait, ces paroles qui traduisent la thèse germanique : « Les parties allemandes de l'Alsace ont passé au XVII<sup>e</sup> siècle sous la suzeraineté française par voie de conquête, sans la consultation de la population et, la plupart du temps, malgré leur résistance déclarée », il n'a rien affirmé qui ne soit, mot pour mot, en ce qui concerne le temps de Richelieu, contredit par les documents !

Louis BATIFFOL.

[P.-S. — La *Revue historique* n'a pas hésité à accueillir l'article de M. Louis Batiffol où, avec sa haute autorité et son grand talent, il défend cette thèse : le cardinal de Richelieu n'a songé à aucun moment à réunir l'Alsace à la France. La Direction estime que cette thèse soulève de sérieuses objections et elle se réserve le droit d'examiner à nouveau le problème.]

fidélité et obéissance au roi » (13 novembre 1640, Arch. Aff. étr., Alsace 9, fol. 194 r<sup>e</sup>). C'est un abbé de monastère qui se félicite de voir « ce pays en la puissance du roi », parce qu'il va pouvoir enfin être libre et réformer son abbaye (*Ibid.*, fol. 282 r, etc.)

---

## MÉLANGES ET DOCUMENTS

---

LA GRANDE ORDONNANCE DE FÉVRIER 1351 :

### LES MESURES ANTICORPORATIVES

ET

### LA LIBERTÉ DU TRAVAIL<sup>1</sup>

---

Est-il vrai que l'ordonnance bien connue de février 1351 était dirigée contre les corporations? Est-il vrai qu'elle a assuré la liberté du travail? Ces questions ont soulevé de vives discussions entre les historiens. Quelques-uns n'ont voulu voir dans cette grande ordon-

1. SOURCES : Grande ordonnance du 1<sup>er</sup> février 1351, dans Secousse, *Ordonnances des rois de France de la troisième race*, t. II, p. 350-380. — R. de Lespinasse, *les Métiers et corporations de la ville de Paris du XIV<sup>e</sup> au XVII<sup>e</sup> siècle* (3 vol., Paris). T. I, 1886, p. 2-44, et t. II, 1897. — Ordonnance inédite de Philippe le Bel du 7 juillet 1307, publiée par Jean-Marie Richard dans les *Mémoires de la Société de l'histoire de Paris et de l'Ile-de-France* (1875). — *Livre des métiers d'Étienne Boileau*, publié par Depping (Collection des documents inédits de l'Histoire de France, 1837). — G. Fagniez, *Documents relatifs à l'histoire de l'industrie et du commerce en France* (2 vol. in-8°, Paris, 1898-1900). — *Chronicon Henrici de Knighton vel monachi Leycestrensis*, edited by Joseph Rawson Lumby (*Rerum Britannicarum medii aevi Scriptores* (2 vol., 1889).

OUVRAGES GÉNÉRAUX OU SPÉCIAUX : L. Biollay, *les Anciennes halles de Paris*, dans les *Mémoires de la Société de l'histoire de Paris* (1876, p. 293-355). — Boutaric, *la France sous Philippe le Bel* (Paris, 1861). — Eberstadt, *Das französische Gewerberecht und die Schaffung staatlicher Gesetzgebung und Verwaltung in Frankreich von 1300 Jahrhundert bis 1581* (t. XVII des « Staats- und Socialwissenschaftliche Forschungen »). Leipzig, 1899-1900). — Lecaron, *Origines de la municipalité parisienne*, dans les *Mémoires de la Société de l'histoire de Paris* (1880 et 1881). — Levasseur, *Histoire des classes ouvrières en France avant 1789* (2 vol. Paris, Rousseau, 1900, 2<sup>e</sup> édition). — Martin-Saint-Léon, *Histoire des corporations de métiers depuis les origines jusqu'à leur suppression en 1791* (Paris, 1897). — Morisseaux, *la Législation du travail* (Bruxelles, Weissenbruch, 1895). — E. Picarda, *les Marchands de l'eau. Hanse parisienne et Compagnie française* (Bibliothèque des Hautes-

nance de législation industrielle et commerciale que les atteintes au monopole corporatif et ont prétendu que le roi Jean avait voulu détruire les corporations et fonder le régime de la liberté du travail. Résumons les diverses théories émises à propos de cette grande ordonnance avant d'en indiquer la véritable portée?

*Théorie de Morisseaux.* — Dans son ouvrage sur la *Législation du travail*, Morisseaux a soutenu d'une façon systématique que la royauté voulait la liberté du travail<sup>1</sup>. « La royauté », dit-il, « est hostile à l'indépendance et au monopole des corporations. » Elle s'est fait, comme il convient au gouvernement d'un grand État, « une religion économique, et cette religion c'est la liberté du commerce et de l'industrie ». Morisseaux ne voit dans l'ordonnance que le fait politique : c'est à ses yeux le résultat de la politique des Valois qui s'unissaient à la noblesse pour combattre la bourgeoisie, et ce serait pour abattre la puissance politique des corporations que Jean le Bon aurait institué la liberté de l'industrie et du commerce.

*Théorie de Pigeonneau.* — L'ordonnance est de même considérée comme une conséquence de la lutte entre la royauté et la féodalité bourgeoise. La royauté est guidée par l'intérêt général, supérieur aux intérêts particuliers. Le roi est juge et gardien de l'intérêt commun ; c'est la politique d'État substituée à la politique de fief<sup>2</sup>. « Au XIV<sup>e</sup> siècle, les corporations, de plus en plus riches, fortes, fermées, constituent une aristocratie, une féodalité bourgeoise presque aussi redoutable que la féodalité militaire et territoriale, et la royauté lutte contre elles. » L'ordonnance du roi Jean marque un épisode de cette lutte, et si l'ordonnance a établi la liberté du travail c'est pour faire échec aux corporations.

*Théorie de Levasseur.* — Selon Levasseur, le roi Jean<sup>3</sup> prétendit rédiger un code général et uniforme de l'industrie dans la vicomté de Paris et tout régler, jusqu'au taux des salaires. Il admet que la crise économique fut la cause directe de l'ordonnance. Mais il attribue au roi Jean trop de part dans la rédaction de l'ordonnance et lui prête des idées trop absolues. « Le roi Jean », dit-il, « voulut chan-

Études, fascicule 134. Paris, 1901). — H. Pigeonneau, *Histoire du commerce de la France jusqu'à Richelieu* (2 vol. Paris, in-8°, 1885-1889). — André Réville, *le Soulèvement des travailleurs en Angleterre en 1381*. Études et documents publiés avec une introduction historique par Ch. Petit-Dutailly (Paris, 1898. Mémoires et documents publiés par la Société de l'École des chartes, t. II). — Thorold Rogers, *Salaires en Angleterre depuis le XIII<sup>e</sup> siècle* (traduction Castelot. Paris, 1897).

1. Morisseaux, *la Législation du travail*, t. I, p. 28.

2. Pigeonneau, *Histoire du commerce*, t. I, p. 284-285, 347-348.

3. Levasseur, *Histoire des classes ouvrières*, t. I, p. 500 et 501.

ger par sa volonté cet état de choses. » Il n'affirme pas que l'ordonnance a fondé la liberté du travail. La royauté prétendait abattre la forteresse corporative, et l'ordonnance de 1351, sans supprimer le corps de métier, s'appliquait à en détruire l'esprit exclusif. Pour cet historien, la crise économique, consécutive à la guerre et à la peste noire de 1348, n'est qu'un incident qui a provoqué l'exaspération de la lutte entre la royauté et la bourgeoisie corporative.

*Théorie d'Eberstadt*<sup>1</sup>. — Eberstadt s'élève avec force contre l'opinion de Morisseaux et de Pigeonneau, contre ce qu'il appelle la littérature historique et une interprétation erronée de quelques lambeaux de phrase de l'ordonnance de 1351. « On la considère », dit-il, « comme une création originale et possédant des éléments qui lui sont propres » ; par son ordonnance le roi Jean, après avoir reconnu les défauts des corporations, aurait tenté de les abattre. Pour Eberstadt, l'ordonnance n'a rien d'original ; elle n'a pas été créée en une seule fois et repose<sup>2</sup> sur l'ordonnance de Philippe le Bel du 7 juillet 1307. Elle n'innove rien, le roi applique les vieilles règles de droit. Eberstadt fait une part aux conditions économiques et aux circonstances accidentnelles qui ont motivé l'ordonnance : peste de 1348, guerre étrangère et ruine du pays. Il étudie minutieusement le texte et ne voit pas ce qu'ont de nouveau les articles relatifs à la non-limitation des apprentis et à l'établissement d'étrangers comme artisans. Il s'attache à démontrer que la taxation des marchandises et des salaires n'a rien d'hostile aux corporations, mais s'explique par la situation exceptionnelle du moment. Le roi Jean<sup>3</sup> n'a donc pas proclamé la liberté du travail : même dans cette ordonnance il n'y a pas la moindre innovation, encore bien moins une pensée en faveur de la liberté du travail. L'ordonnance de 1351 est la continuation de celle de 1307.

Même Eberstadt exagère dans le sens opposé ; il affirme<sup>4</sup> que l'ordonnance de 1351, bien loin de libérer le travail industriel, fortifie l'exploitation corporative sous toutes ses formes. Eût-elle proclamé la liberté du travail, elle n'aurait pas, d'après lui, instauré un régime de liberté. La destruction des priviléges corporatifs n'était pas à ce moment une règle absolue qui entraînait un régime de liberté, mais plutôt un acte d'oppression des droits des cités (« *bürgerliche Rechte* »). Pour Eberstadt, l'ordonnance est surtout

1. Eberstadt, *Das französische Gewerberecht...*, p. 163.

2. *Ibid.*, p. 168, et *Mém. Soc. hist. de Paris*, 1875 (ordonnance inédite de Philippe le Bel de juillet 1307).

3. *Ibid.*, p. 172.

4. *Ibid.*, p. 172-173.

un fait juridique, une compilation, un relevé d'ensemble du droit en cours. Avec l'ordonnance de 1351, la réglementation d'État arrive à une action indépendante et arbitraire. Le droit industriel va désormais reposer non plus sur les usages corporatifs fixés dans les statuts, mais sur la volonté royale. L'ordonnance contient la première tentative d'ensemble<sup>1</sup> d'unir les droits corporatifs dans une réglementation d'État et d'introduire l'industrie dans l'administration de l'État. Sans négliger les conditions économiques, Eberstadt ne leur réserve pas une part assez grande et réduit trop l'ordonnance à la création de la législation d'État en matière industrielle.

D'autres historiens ont fait une part plus grande aux phénomènes économiques et considèrent l'ordonnance comme une œuvre de circonstance.

*Théorie de Martin-Saint-Léon*<sup>2</sup>. — L'idée dominante de la royauté fut de favoriser le relèvement du commerce, bien moins dans l'intérêt des marchands que dans celui du public. La taxe des marchandises et des salaires, la non-limitation du nombre des apprentis ont pour but de provoquer la baisse des prix. Protéger les forains contre les tracasseries des jurés, assujettir les métiers à la surveillance rigoureuse du prévôt, voilà des mesures qui dénotent l'intention d'empêcher les marchands d'exploiter le public. « On respecte sans doute le privilège des corporations, mais on sent déjà poindre la défiance que leur puissance croissante a éveillée et que leur participation à la révolution de 1358 allait bientôt justifier<sup>3</sup>. »

*Théorie de Fagniez*<sup>4</sup>. — Il voit surtout dans l'ordonnance de 1351 une œuvre de circonstance contre la cherté de la vie et une tentative pour remédier à la crise économique et au malaise général qui pesait sur tout le pays. La royauté aurait voulu établir pour la main-d'œuvre, les produits fabriqués et les denrées de toute sorte un tarif limitant la hausse, que à l'épidémie, et abolissant toutes les restrictions à la liberté des contrats d'apprentissage. Le roi Jean posa le principe de l'accession à tous les métiers des artisans capables de les exercer, « sans déterminer d'ailleurs les preuves de capacité qui devaient être désormais exigées ». Mais on ne saurait lui prêter la pensée de laisser le public livré à lui-même pour faire à ses dépens la distinction des bons et des mauvais ouvriers.

De toutes ces opinions diverses que faut-il conclure? N'est-ce pas

1. Eberstadt, *op. cit.*, p. 175.

2. Martin-Saint-Léon, *Histoire des corporations de métier*, p. 208-209.

3. *Ibid.*, p. 209.

4. Fagniez, *Documents relatifs au commerce et à l'industrie*, introduction, t. II, p. 28-29.

la marque d'un exclusivisme historique étroit que de réduire l'ordonnance à n'être qu'un fait politique, épisode de la lutte entre la bourgeoisie et la royauté? Pourquoi, comme Morisseaux et Pigeonneau, séparer ce texte des circonstances et de la crise économique dont il dépend? C'est encore interpréter trop littéralement le texte de l'ordonnance que de croire à la volonté du roi Jean d'assurer la liberté du travail. MM. Fagniez, Martin-Saint-Léon, Levasseur ont mieux tenu compte des causes économiques; Eberstadt réagit contre l'interprétation insuffisante d'un texte sans qu'il soit tenu compte des conditions naturelles et des circonstances qui l'expliquent.

En réalité, l'ordonnance de février 1351 est avant tout une œuvre d'opportunité, inspirée par la crise économique et les circonstances. C'est une œuvre de défense du bien public où l'intérêt des consommateurs et l'approvisionnement du marché de Paris sont les préoccupations dominantes et initiales de la royauté : « Et ainsi est-il ordonné, tout pour le prouffit commun<sup>1</sup>. » En 1307<sup>2</sup>, Philippe le Bel invoquait aussi l'intérêt public : « Pro utilitate reipublicae et communi bono. » Le roi Jean édicte ses règlements<sup>3</sup> sur la plainte des consommateurs, cherche à prévenir les fraudes, reproche aux jurés des poissonniers de mer d'avoir trop négligé les intérêts du public. Le redoublement de précautions prises pour obliger les jurés à une sévérité rigoureuse, les pénalités qu'elle leur inflige : amendes, privations de métier, ce sont là des preuves évidentes de la sollicitude de la royauté pour le consommateur. Il y a urgence pour elle à remédier à une crise économique très grave, résultant des maux et calamités qui se sont abattus sur le royaume depuis une dizaine d'années<sup>4</sup> : ruines et conséquences funestes de l'invasion anglaise et de la peste de 1348, impôts excessifs et mutations de monnaie. Le péril le plus immédiat c'est le renchérissement des vivres, des produits fabriqués et la hausse des salaires : la royauté essaie d'y parer tout d'abord par la taxation des marchandises et des salaires<sup>5</sup>. Eberstadt affirme donc avec raison que cette taxation s'explique par des circonstances économiques exceptionnelles. Ce sont des expédients déjà employés par Philippe le Bel en 1307 pour remédier à une crise économique analogue, mais moins grave<sup>6</sup>.

1. R. de Lespinasse, *Hist. gén. de Paris*, t. I, ordonnance de 1351, p. 2 à 44. Titre II, art. 2; titre V, art. 1.

2. Fagniez, *Doc. relatifs au commerce et à l'industrie*, t. II, pièce n° 9.

3. Titre IV, art. 1, et titre VIII, art. 49.

4. Voir *Une crise économique au milieu du XIV<sup>e</sup> siècle (Revue d'histoire économique et sociale)*, 1920, n° 2).

5. Eberstadt, *ouvr. cité*, p. 168.

6. Cf. art. 3, 4, 37 et 42, et Boutaric, *la France sous Philippe le Bel*, p. 305.

L'ordonnance se présente aussi comme une *loi du maximum*, moyen empirique des heures de crise. Parfois ces mesures sont quelque peu illogiques et incohérentes, en contradiction avec l'intention initiale de parer à la crise : la royauté va jusqu'à ramener les salaires au taux antérieur à la crise économique<sup>1</sup>. Visiblement, la royauté est débordée par les circonstances et la place énorme accordée à la taxe prouve cependant qu'elle considérait ce procédé comme très efficace, s'inspirant d'ailleurs des traditions et des ordonnances antérieures. Certes, la royauté légifère à la place des corporations, intervient dans la fixation des prix de vente, veut établir un tarif de salaires, mais cette méthode n'est pas anticorporative. Le roi, qui fixe déjà à son gré le cours des monnaies, veut agir de même en matière économique, il voudrait établir un maximum raisonnable qui contribuerait à faire revivre des conditions économiques normales. C'est une politique d'expédients au jour le jour qui n'est pas provoquée par une arrière-pensée à longue échéance de détruire la liberté corporative. D'ailleurs, la royauté ne veut pas se rendre compte que sa politique de variations de monnaie concourt aussi à l'instabilité des prix et à l'inefficacité de la taxe : voilà qui prouve que la royauté de Jean le Bon n'a point de doctrines précises en matière économique.

La corporation, de plus en plus jalouse et restrictive, cherchait avant tout à protéger le commerce local contre la concurrence des marchands forains étrangers à la ville. Mais en 1351, comme déjà en 1307, la corporation se montre incapable de subvenir aux besoins de la consommation et d'assurer l'approvisionnement régulier du marché de Paris. Le roi Jean devait-il borner son idéal à celui de la corporation, uniquement préoccupée des intérêts des artisans ? Peut-il être accusé d'avoir voulu briser le monopole corporatif et établir la liberté du commerce, parce qu'il donne des facilités de plus en plus grandes au commerce forain ? Le roi Jean agit sous l'emprise des circonstances et veut provoquer une concurrence plus âpre entre un plus grand nombre de marchands : concurrence qui aura le double avantage d'augmenter le stock d'approvisionnement des marchés de Paris et de contribuer à la baisse des prix.

En présence de l'hostilité corporative, la royauté assume la protection du commerce forain, donne des garanties aux marchands du dehors en délivrant leur commerce d'une partie des charges qui le grevaient. Elle protège les forains contre les mauvais débiteurs<sup>2</sup>,

1. Titre XXXIX, art. 4; titre XLVIII, art. 1; titre XLIII, art. 1.

2. Titre VIII, art. 10.

augmente le nombre de jours de marché où les forains pourront vendre. Jusqu'au début du XIV<sup>e</sup> siècle, le commerce des forains n'était guère autorisé que le samedi<sup>1</sup>, jour où les marchands de la ville devaient fermer boutiques et aller vendre aux Halles. Mais au XIV<sup>e</sup> siècle le nombre des jours de marché augmente, parce que l'approvisionnement des marchés exigeait des quantités de marchandises de plus en plus considérables<sup>2</sup>. Le roi Jean élargit le monopole corporatif de vente : si par contre-coup il ébranle tout le vieil arsenal de règlements corporatifs et la corporation elle-même, on ne peut cependant en déduire son intention arrêtée de détruire ces règlements<sup>3</sup>. Il s'inspire là encore de l'ordonnance de 1307.

La bienveillance de la royauté pour les forains s'explique par l'hostilité de la corporation, bien que la concurrence des forains soit limitée aux marchés publics. La royauté a le souci de ne pas ruiner le commerce corporatif<sup>4</sup>. La protection accordée par la royauté aux forains vise à empêcher les tracasseries des jurés des corporations parisiennes. Les jurés parisiens gardent leur droit de visite sur les marchandises foraines, mais sous réserve de l'intervention et de la décision de la justice prévôtale ou du prévôt des marchands. Les maîtres des métiers sont réduits au rôle d'accusateurs auprès de la justice royale et les forains relèvent ainsi directement de la juridiction royale, souverain arbitre des affaires commerciales et industrielles. Les forains pourront ainsi<sup>5</sup> « venir seurement et sans aucun doute en la ville de Paris » et faire commerce, à la condition d'avoir « marchandise bonne et loyal ».

La royauté veut réprimer les excès corporatifs, mais n'établit pas la liberté du commerce. Les corporations sont maintenues avec leurs priviléges, leurs jurés, leurs visiteurs, mais le commerce forain est placé sous la tutelle royale. La tutelle corporative sera moins lourde, puisque entre les corporations et « les marchans dehors » intervient un arbitre qui est favorable à ceux-ci : la royauté. Eberstadt a tort<sup>6</sup> de nier les avantages accordés au commerce forain par l'ordonnance et il oublie d'indiquer les restrictions antérieures, qui empêchaient en fait tout commerce des forains. Permettre et élargir la concurrence, ce fut une occasion pour la royauté de restreindre en raison des circonstances le monopole

1. L. Biollay, *Anciennes halles de Paris*, p. 297.

2. *Ibid.*, p. 300.

3. Art. 2, 21.

4. Titre XIV, art. 1.

5. Titre XIV, art. 1, et titre L, art. 1.

6. Eberstadt, *Das französische Gewerberecht*, p. 172-173.

corporatif; mais elle n'a pas voulu briser ce monopole ni établir la liberté du commerce.

L'organisation corporative et en particulier celle du travail industriel avaient pu apparaître contraires à l'intérêt public. Manque de main-d'œuvre, insuffisance de la production : voilà les deux maux auxquels la corporation ne peut remédier. La longue durée de l'apprentissage et la limitation du nombre des apprentis empêchent l'accroissement du nombre des ouvriers et des maîtres. Le petit nombre de maîtres rend impossible l'émulation entre les producteurs. Les artisans, assurés d'un travail suffisant et rémunérateur, souhaitaient la continuation d'une crise économique qui leur était favorable et n'augmentait pas leur production. La royauté se voit dans la nécessité de prendre la défense du public et d'activer la production<sup>1</sup>; elle supprima la limitation du nombre des apprentis, permit aux maîtres et apprentis de conclure à leur gré des contrats d'apprentissage.

Ce ne sont pas là des mesures qui ont pour but d'établir la liberté du travail; elles sont uniquement édictées sous l'empire des circonstances économiques. Une fois la crise passée, le monopole corporatif restera intact et le développement des corporations n'en sera pas entravé<sup>2</sup>. Les mêmes prescriptions édictées par Philippe le Bel en 1307 restèrent lettre morte après la crise et durent être renouvelées en 1322 par Gilles Haquin, prévôt de Paris<sup>3</sup>.

Jean le Bon a renouvelé, développé et amplifié ces expédients. Il ne songe guère à augmenter le nombre d'heures de travail en permettant le travail de nuit. L'ordonnance n'en fait mention qu'une seule fois à propos du travail d'hiver<sup>4</sup> des baudroyeurs : il s'agit surtout de prolonger la journée de travail réduite dans la saison d'hiver. Les prescriptions n'ont rien d'impératif et de vexatoire : le nombre des apprentis peut être illimité, mais aucune durée n'est imposée pour l'apprentissage, et les maîtres et apprentis discuteront librement entre eux les clauses du contrat d'apprentissage. Le dessein de la royauté est de parer à la crise de main-d'œuvre, à la crise de production et de combattre la hausse des prix. « Temps convenable » et prix raisonnable : telles sont les deux expressions de l'ordonnance qui fait appel au bon sens des maîtres des métiers. Former rapidement de mauvais ouvriers n'améliorera pas la situation, et le sens des volontés royales est bien précisé par les prescriptions

1. Titre LI, art. 1.

2. Art. 57.

3. Fagniez, *Doc. relatifs au commerce et à l'industrie*, t. II, pièce n° 2.

4. Titre XIII, art. 2.

relatives aux « courreyaors de cordouan »<sup>1</sup>. La durée de l'apprentissage, fixée à cinq ans par les statuts de 1345, est ramenée à deux ans<sup>2</sup>. La royauté conseille ainsi de ne pas tomber d'un excès dans l'autre et de supprimer complètement les longues et rigoureuses années d'apprentissage.

Une attaque peut-être plus directe au monopole corporatif et qui dut être vivement ressentie par les maîtres des corporations, ce fut de permettre aux ouvriers de tous les métiers de s'établir dans la ville de leur choix. C'est une attaque au principe de la solidarité locale entre les artisans, que les règlements corporatifs maintenaient jalousement. Les étrangers n'étaient admis qu'après un examen sévère des jurés et à des conditions d'honorabilité très rigoureuses. La royauté fait une brèche dans le monopole corporatif en permettant à « toutes manières de gens quelconques qui sauraient eux mesler et entremectre de faire mestier, euvre, labour ou marchandise quelconques », de venir s'établir à Paris, à condition de faire œuvre bonne et loyale<sup>3</sup>. Mais il y a danger à exagérer la portée de cette mesure, à la systématiser : la royauté s'efforce de favoriser l'esprit d'initiative, d'obtenir un abaissement des prix de revient des objets fabriqués et une production plus active en favorisant la concurrence dans le domaine industriel comme dans le domaine commercial.

Pour les artisans comme pour les marchands, ces tentatives pour accroître la concurrence n'ont pas abouti à la création d'un régime de liberté industrielle et commerciale. Si l'ordonnance, par certaines de ses prescriptions, peut être considérée comme la négation des droits corporatifs, on ne peut en conclure que la royauté a eu la ferme volonté d'instituer un régime de liberté économique. C'est une ordonnance contre la cherté de la vie, un remède empirique qui s'adapte aux circonstances du moment. Ce n'est pas seulement, comme l'affirme Eberstadt<sup>4</sup>, un fait juridique ou une simple réédition de l'ordonnance de 1307.

L'ordonnance a une tout autre importance en raison de la gravité de la crise économique. A une crise plus profonde, à une misère plus générale, il faut des mesures plus efficaces et plus généralisées. C'est à peine si l'ordonnance de 1307 a ébauché une taxation des marchandises et des salaires. Au contraire, cette taxe constitue l'ob-

1. Titre XIII, art. 1 (courreyaors de cordouan); titre XIII, art. 2 (bau-droyeors).

2. Léspinasse, t. III (tanneurs hongroyeurs).

3. Titre L, art. 1.

4. Eberstadt, *op. cit.*, p. 164.

jet essentiel de l'ordonnance du roi Jean. Par son ampleur, par la multitude de ses prescriptions, l'ordonnance de 1351 est plus qu'une mesure transitoire, comme le fut celle de 1307. Sans doute, la royauté a pu reproduire certains expédients déjà utilisés par Philippe le Bel, mais il est impossible de considérer les deux ordonnances comme identiques dans leur dessein et dans leurs moyens. L'affirmation<sup>1</sup> d'Eberstadt reste vraie : la royauté n'a pas eu la moindre pensée d'établir la liberté du travail. Jean le Bon, fort occupé par la guerre, ne songea certes pas à suivre une ligne politique aussi réfléchie, se contentant de vivré d'expédients politiques au jour le jour.

L'ordonnance de 1351 ne reconnaît pas d'autre forme de travail que le travail corporatif. Elle fait appel aux règlements corporatifs quand ils sont nécessaires pour réprimer les fraudes et défendre l'intérêt du public ; elle maintient la visite et les jurés sous le contrôle de l'autorité royale : c'est reconnaître la corporation et ses chefs. Dans une ordonnance postérieure de quelques mois, le roi Jean affirme sa volonté de respecter les corporations et de ne pas porter atteinte<sup>2</sup> « aux métiers de ladite ville (de Paris) ne a leurs priviléges, libertez et franchises ».

Cette affirmation si catégorique semble en contradiction avec certaines dispositions de l'ordonnance de février. Mais ce respect des libertés corporatives est énoncé dans une ordonnance financière qui impose aux gens des métiers un lourd impôt sous forme d'une aide perçue sur toutes les marchandises et denrées vendues à Paris ; pour atténuer le mécontentement corporatif, la royauté lui accorde une sorte de satisfaction morale.

Les mesures anticorporatives de l'ordonnance de février 1351 ont toutes le même but : remédier à l'anomalie des conditions économiques et défendre l'intérêt public. Il n'y a pas d'hostilité systématique de la royauté à l'égard des corporations. Nous sommes en présence d'une situation de fait : des mesures comme la suppression de la limitation du nombre des apprentis visent en réalité à restreindre le monopole corporatif.

Dans une ordonnance de 1358, le dauphin Charles précisera l'attitude de la royauté, qui s'est aperçue que la majeure partie des règlements corporatifs sont « faiz plus en faveur et prouffit des personnes de chacun mestier que pour le bien commun<sup>3</sup> ». C'est

1. Eberstadt, *op. cit.*, p. 172.

2. Ordonnance de mai 1351, p. 426 (*Ordonnances des rois de France*, t. II).

3. *Ordonnances des rois de France*, t. III, p. 262.

pourquoi, « depuis dix ans euenga, furent faites et publiées plusieurs ordenances royaux deroganz aus diz registres pour le bien public et contenant entre les autres choses que chascun peut ouvrir en la ville de Paris qui le sauroit faire, en maniere que l'œuvre fut bone, souffisant et convenable ». On ne saurait expliquer de façon plus précise la politique royale : apporter des correctifs au monopole corporatif, même si en fait ils restreignent ce monopole et peuvent paraître l'expression de la défiance de la royauté; combattre en définitive le rigorisme corporatif, quand il est en contradiction avec l'intérêt public.

Si la corporation ne peut être détruite, elle peut tout au moins être subordonnée à l'autorité royale. Il est certain que la royauté voit avec défiance s'accroître la puissance et la richesse de la bourgeoisie corporative. Par le contrôle juridique, la royauté va s'efforcer de faire des corporations des associations dociles et obéissantes à l'autorité royale. Elle soumet au prévôt de Paris les jurés chefs de la corporation. Le prévôt les institue; le tribunal du Châtelet tranche les différends et délits industriels et commerciaux. Il y a une tentative pour subordonner les corporations à l'autorité royale et attraction de tous les droits existants vers un même point : la puissance de l'État, la puissance royale<sup>1</sup>. La vie politique des corporations se réduit à l'élection des jurés sous le contrôle du prévôt de Paris. Parfois, la royauté fait appel à l'élite des corporations pour désigner aux métiers-offices celui qui sera « le plus convenable et expert pour y estre<sup>2</sup> ». La royauté se réserve le droit d'intervenir désormais dans la législation corporative. Au cas où il serait nécessaire de modifier l'ordonnance de 1351, ce seront les commissaires nommés par le roi qui délibéreront à ce sujet et s'entendront avec les « gens du Parlement<sup>3</sup> ». Cette éventualité de révision ou de correction des statuts est répétée à propos des plâtriers, des poissonniers de mer<sup>4</sup>.

L'intention de la royauté est bien nette : elle n'entend pas maintenir des règlements immuables et contraires à l'intérêt public et invite les jurés ou maîtres des métiers à se présenter plusieurs fois l'an devant les agents de l'autorité royale pour faire les correctifs nécessaires, « se mestier est<sup>5</sup> ». C'est un essai de substitution de la réglementation d'État aux règlements corporatifs.

1. Eberstadt, *op. cit.*, p. 175.

2. Titre VIII, art. 18.

3. Titre LXII, art. 3.

4. Titre XXXVIII, art. 1, et titre VIII, art. 48.

5. Titre XXXVIII, art. 1.

Mais ce qui peut étonner de prime abord, c'est la participation de la Hanse et de ses chefs à tous les actes de la politique économique de la royauté. C'est là une exception<sup>1</sup>. La Hanse est pour ainsi dire en dehors des autres corporations; ses membres ne sont pas nécessairement recrutés parmi les artisans et les marchands; on y trouve de simples bourgeois. C'est une association puissante, en possession depuis fort longtemps de nombreux priviléges. Elle participe à l'administration de Paris. Cette collaboration des chefs de la Hanse et du prévôt a donné de bons résultats et la royauté n'a aucun intérêt à mettre fin à cette bonne entente. En continuant à associer la Hanse à l'administration, la royauté s'en fait une alliée; sinon la Hanse serait par sa puissance et la force de ses priviléges une ennemie trop redoutable.

La Hanse finit par constituer une sorte de municipalité parisienne. Elle avait affirmé une partie des métiers-offices, notamment les « criages ». Aussi le prévôt des marchands a-t-il un certain pouvoir sur les détenteurs de ces métiers-offices. Il choisit, de concert avec les échevins, les vendeurs de vin<sup>2</sup>. Il prend part à l'élection et à « l'établissement » des jurés talemeliers (boulanger), des jurés poissonniers d'eau douce et poissonniers de mer, des jurés bouchers<sup>3</sup>. Il fixe le prix du charbon et du bois d'accord avec les vendeurs de bûches<sup>4</sup>. D'accord avec le prévôt royal, il peut obliger les marchands de sel à mettre leur sel en vente après quarante jours de magasin et à un prix raisonnable<sup>5</sup>. En matière d'administration financière, la Hanse joue un certain rôle. Le prévôt des marchands reçoit le cautionnement exigé des mesureurs de grain, des vendeurs et courtiers de vin<sup>6</sup>. Il a une part des amendes infligées aux vendeurs de vin et aux talemeliers<sup>7</sup>. Il exerce certains pouvoirs judiciaires. Il est un des juges à qui les jurés doivent en référer en cas de fraude ou d'infraction aux règlements royaux<sup>8</sup>. Enfin l'ordonnance de 1351 confirme les pouvoirs de la Hanse en matière de travaux publics<sup>9</sup>; le prévôt des marchands est tenu de veiller à l'entretien des chaussées et rues de Paris. La Hanse reste la seule corporation associée par la

1. Cf. Lecaron, *Origines de la municipalité parisienne, et Picarda, les Marchands de l'eau*.

2. Titre VI, art. 12.

3. Titre II, art. 1; titre IX, art. 7; titre VIII, art. 47; titre X, art. 8.

4. Titre XLIII, art. 1 et 17.

5. Titre XXXIX, art. 1.

6. Titre IV, art. 10; titre VI, art. 12 et 17.

7. Titre VI, art. 13; titre II, art. 4.

8. Titre IX, art. 7; titre XIV, art. 1.

9. Titre LXII, art. 2.

royauté à l'administration générale. La royauté, désireuse d'avoir en elle une alliée plutôt qu'une ennemie, a maintenu ses priviléges. Au contraire, l'ordonnance tend à subordonner les autres corporations à l'autorité royale.

En réalité, parmi tant d'intentions plus ou moins réelles prêtées à Jean le Bon et à la royauté, une préoccupation essentielle domine : celle de combler le déficit du trésor royal. Peu nous importe au fond de discuter à l'infini qui, de Jean le Bon ou de ses conseillers, fut l'auteur de l'ordonnance. Le roi semble n'avoir d'idées sur le contrôle royal des corporations qu'en raison de ses besoins financiers. C'est la fiscalité qui explique le maintien presque intégral des règlements corporatifs ou l'insertion dans la grande ordonnance de règlements<sup>1</sup>, simple répétition de règlements antérieurs.

La royauté a multiplié et élevé le tarif des amendes, institué des métiers-offices, précédent et exemple pour les successeurs de Jean le Bon, qui ne manqueront pas d'augmenter outre mesure les métiers-offices pour remplir le trésor royal.

La crise économique du royaume de France ne fut pas un phénomène isolé ; elle atteignit vainqueurs et vaincus, Français et Anglais. La peste de 1348 exerça en Angleterre les mêmes ravages qu'en France, y raréfia la main-d'œuvre, y provoqua une misère générale<sup>2</sup>. La guerre de France n'enrichit que les soudards et leur famille. Malgré le pillage du royaume de France, l'Angleterre n'était pas un grenier d'hommes et d'argent inépuisable. La crise économique sévit donc en Angleterre à la même époque qu'en France et fut surtout désastreuse pour l'agriculture. Comme en France, ce fut sous la forme d'une intervention royale dans le domaine économique que l'on voulut remédier à cette crise : de là le statut des travailleurs du 18 juin 1350. Dans les deux royaumes, les deux ordonnances du roi Édouard et du roi Jean promulguées à la même époque ont été provoquées par la même cause immédiate : la crise économique de 1348-1351. Contre les mêmes maux les deux rois ont employé des moyens analogues, comme la taxe des marchandises et des salaires<sup>3</sup>. Toutes deux s'expliquent par la similitude des événements économiques qui ont affecté les deux royaumes et ne doivent pas être isolées des circonstances exceptionnelles du moment : ce

1. R. de Lespinasse, t. I, p. 409-416. Règlements des poissonniers de mer de 1315, 1318, 1320, 1324.

2. *Chronicon Henrici de Knighthon*, p. 58 et suiv.

3. Thorold Rogers, *Travail et salaires en Angleterre*, p. 199-200, et A. Réville, *le Soulèvement des travailleurs en 1381*, introduction de Petit-Dutaillis, p. 31.

sont avant tout des œuvres d'opportunité édictées à la suite d'une crise économique.

En définitive, la royauté française a voulu provoquer une baisse de prix en prenant toutes les mesures susceptibles de produire cette baisse : appel aux forains, liberté du travail assurée à Paris pendant la période de crise, apprentis plus nombreux. Mais la corporation subsiste ; seulement la royauté met la main sur la corporation, associant à son œuvre la Hanse de Paris qui devient une sorte de municipalité.

Robert VIVIER.

### SAINT-JEAN DE LATRAN

#### LA CHAPELLE DE SAINTE PÉTRONILLE ET LES PRIVILÉGES DE LA FRANCE

Latour-Maubourg écrivait à Guizot, de Rome, le 24 décembre 1840<sup>1</sup> :

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous transmettre, en vous priant de la faire parvenir à sa haute destination, une lettre adressée au roi, au nom du chapitre de Saint-Jean de Latran, à l'occasion de la nouvelle année.

Le chapitre était autrefois possesseur en France de biens qu'il tenait de la libéralité de ses rois. Je fais joindre à cette dépêche une note historique sur l'origine de cette possession qui a cessé depuis 1789, par suite des événements de la Révolution. Dans les dernières années de la Restauration, les revenus des biens, dont le chapitre était propriétaire, furent remplacés par l'assignation annuelle d'une rente de 24,000 francs sur la liste civile. La Révolution de 1830 a fait, à son tour, disparaître les derniers débris de l'ancienne opulence du

1. Rome, volume 982, direction politique, n° 7, fol. 226-228. — Latour-Maubourg (Armand-Charles-Septime, comte de Fay de) (1801-1845), maître des requêtes en service extraordinaire (1821), attaché à Constantinople (1822), à la direction politique (1823), deuxième secrétaire à Lisbonne (1826), à Hanovre (1829), chargé d'affaires sur place (juillet 1830), premier secrétaire à Vienne (octobre 1830), chargé d'affaires à Vienne (14 novembre 1830), envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Bruxelles (juin 1832), ambassadeur à Madrid (septembre 1836), à Rome (mars 1838), pair de France (1841).

chapitre. Toutefois, il n'a pas encore perdu l'espérance de voir revivre, sous une forme quelconque, un revenu qu'il considérait comme une juste indemnité des pertes que lui avait fait éprouver la réunion au domaine de l'État des biens qu'il possédait en France. Aussi cherche-t-il à entretenir et à conserver avec le gouvernement du roi et avec l'ambassade de France à Rome des rapports qui rappellent le souvenir de ceux qui existaient précédemment.

Latour-Maubourg s'intéressait si fort à la requête du chapitre de Saint-Jean de Latran qu'il avait cru pouvoir prendre la liberté de faire connaître à Guizot, sans plus tarder, son opinion personnelle. La cessation de ces paiements lui semblait être un fait très regrettable, parce qu' « ils assuraient, disait-il, à la France, un puissant moyen d'influence ». Avant de terminer sa dépêche et d'y joindre la notice ci-dessous, il n'avait pas manqué, en raison de la considération dont jouissaient à Rome les chanoines du chapitre de Saint-Jean de Latran, d'insister sur « la fréquence des cas et des circonstances où il serait du plus haut intérêt de pouvoir utiliser leur dévouement », et il avait conclu en appelant l'attention sur « les avantages que procurerait au gouvernement le rétablissement des choses sur l'ancien pied ».

*Note sur le chapitre de Saint-Jean de Latran.*

Les bienfaits de la France envers la basilique de Saint-Jean de Latran commencèrent sous le règne de Louis XI, vers 1480.

Ce prince avait recouvré la santé et le ciel lui avait donné un enfant. Par reconnaissance envers saint Jean, à l'intercession duquel il avait eu recours en cette occasion, il fit don à la basilique de Saint-Jean de divers biens consistant en droits de péage, droits sur les offices des syndics et des notaires, biens qu'il prit sur son propre patrimoine. Ces dons furent confirmés par le pape Sixte IV, et le chapitre de Saint-Jean jouit des effets de la munificence royale jusqu'au temps des guerres des huguenots. A cette époque, les biens furent aliénés et les droits perdus.

Après l'avènement de Henri IV au trône de France, le chapitre obtint de ce prince, en l'an 1604, la donation de l'abbaye de Saint-Pierre de Clairac, dans le diocèse d'Agen<sup>1</sup>, le revenu annuel en était

1. Clairac, Lot-et-Garonne, arr. Marmande, cant. Tonneins. Les conditions de la donation ont été déclarées et déterminées dans un acte du 6 juin 1605 par le cardinal François de Joyeuse, protecteur des affaires de France près la cour de Rome, et par le duc de Béthune, son ambassadeur. Voir Mgr Pierre Lacroix, *Mémoires historiques sur l'administration des pieux établissements français de Rome* (Paris, 1868), chap. ix, p. 63; cf. ce qui est dit *Ibid.*, p. 63, des huit « brevisti » ou chanoines à brevet.

alors de 4,000 écus romains ; les améliorations qu'on y apporta le firent monter à plus de 8,000. Le roi se réserva le droit de nommer à perpétuité huit chanoines, qui reçurent le nom de « Brevisti », auxquels il assigna une moitié de la recette annuelle. Il voulut que l'autre moitié, libre de toute charge, fût répartie entre tous les membres du chapitre, y compris les chanoines « Brevisti ». Le pape Paul V confirma cette donation.

Le chapitre éleva dans la basilique une statue de bronze à la mémoire de Henri IV. Une messe solennelle fut instituée pour le salut du roi pendant sa vie. Après la mort du bienfaiteur du chapitre, on établit une messe quotidienne et un service solennel annuel<sup>1</sup>. Ces dispositions ont été constamment suivies et le sont encore aujourd'hui.

Les successeurs de Henri IV assurèrent au chapitre la continuation de ces donations. Louis XV voulut y ajouter encore un nouveau bienfait en donnant à la basilique les prieurés de Marsac et de Clermont<sup>2</sup>. A cette occasion, le chapitre lui éleva un monument en marbre.

Jusqu'en 1789, les rois de France nommèrent les chanoines « Brevisti » et le chapitre continua de jouir des biens qui lui avaient été donnés ; mais, à cette époque, toutes les possessions de l'abbaye et des prieurés furent aliénées comme biens nationaux.

Lorsque le pape Pie VII alla à Paris pour couronner Napoléon, le cardinal Antonelli, archiprêtre de la basilique, fit des démarches pour obtenir quelque dédommagement. L'empereur promit au pape et au cardinal qu'il ferait droit à leurs demandes et le pape, à son retour à Rome, en fit part au consistoire des cardinaux. Mais les événements et les guerres de cette époque firent oublier ces promesses.

Plus tard, Louis XVIII écrivit au chapitre à plusieurs reprises qu'il pensait à lui faire de nouvelles donations, dès qu'on aurait achevé l'organisation des évêchés de France.

Enfin Charles X mit cette promesse à exécution et, en 1825, lorsque le duc de Laval-Montmorency était ambassadeur à Rome, il affecta sur certains fonds assignés à cette destination 24,000 francs annuels, se réservant la nomination des membres du chapitre qui jouirent de cette somme, c'est-à-dire de 500 écus annuels<sup>3</sup> pour le cardinal archiprêtre, 400 pour deux chanoines, 300 pour six autres chanoines, 160 pour un des bénéficiaires et 144 pour les quatre autres. Les 500 écus qui restaient furent laissés à tout le clergé pour le jour de la messe

1. L'ambassadeur de France, représentant du roi en sa qualité de premier chanoine du chapitre de Saint-Jean de Latran, assistait jusqu'en 1830 à la messe solennelle qu'on célébrait le 13 décembre, jour anniversaire de la naissance de Henri IV.

2. Saint-Étienne de Marsac et Clermont-Dessous, au diocèse d'Agen (Dom Besse, *Abbayes et prieurés de l'ancienne France*, t. X, p. 113 et 117).

3. Le scudo valait en général 5 fr. 30.

solennelle qui était célébrée et l'est encore aujourd'hui pour le salut du roi, le 13 décembre de chaque année.

Le roi des Français Louis-Philippe I<sup>r</sup> a continué ce bienfait jusqu'à la fin de 1830 et le chapitre, dans la lettre qu'il a adressée à Sa Majesté au mois de décembre 1830, lui en exprima sa reconnaissance. Depuis cette époque, les payements ont cessé et aujourd'hui se trouvent vacants trois canoniciats et un bénéfice qui jouissaient de la pension du roi, savoir : deux canoniciats de 400 écus chacun et le troisième de 300 ; le bénéfice recevait une pension de 160 écus<sup>1</sup>.

On savait assurément que la fille ainée de l'Église avait porté un intérêt tout particulier à la basilique constantinienne, « omnium urbis et orbis ecclesiarum mater et caput », à celle des églises de Rome où les papes donnaient la bénédiction le jour de l'Ascension ; mais ce qu'on ignorait peut-être, ou ce qu'il n'était en tout cas pas inutile de rappeler, c'est le fait qu'elle eut pour bienfaiteurs précisément ceux de tous les rois de France qu'on ne devait guère s'attendre à voir faire à l'Église romaine de si belles et de si riches donations. Le grand sens politique de Louis XI et du Béarnais pourrait bien avoir été l'une des causes déterminantes de leurs largesses ; et quant à Louis XV, peut-être a-t-il espéré que ses bienfaits l'aideraient à racheter quelques-uns de ses nombreux péchés. Quoi qu'il en soit, ce ne sera pas assurément sans quelque surprise que l'on verra repaire le nom de Louis XI dans une autre dépêche de Latour-Maubourg, relative, celle-là, au droit de jupatronat des rois de France sur la chapelle de sainte Pétronille. Cette fois, il est vrai, l'ermite de Plessis-lès-Tours, que la crainte de la mort a rendu plus superstitieux que jamais, s'il en vient à combler de ses bienfaits intéressés une chapelle perdue au fond de la basilique vaticane, ne fait que suivre l'exemple qui lui a été donné, près de 700 ans auparavant, par les plus illustres de ses prédécesseurs, Pépin et Charlemagne<sup>2</sup>.

1. Par une décision du 2 juin 1863, nous apprend Mgr Lacroix (*loc. cit.*, p. 69), le gouvernement de Napoléon III rétablit en faveur du chapitre de Saint-Jean de Latran l'allocation de 24,000 francs. Le 24 avril, jour anniversaire de la naissance de l'Empereur, une messe solennelle devait être chantée par tout le chapitre et le clergé de l'archibasilique papale, en présence de l'ambassadeur de France et des prélates et notables de la nation française.

2. Mgr Lacroix publie (*loc. cit.*, p. 192-193) un rapport du comte Ernest Armand, premier secrétaire de l'ambassade de France près le Saint-Siège, où il est dit :

« Parmi toutes les fondations françaises créées à Rome par les Français, il n'y en a qu'un certain nombre qui réclament la surveillance administrative de l'ambassade de France. Quelques-unes en effet ne dépendent pas du ministère des Affaires étrangères, telles que la villa Médicis et le chapitre de Saint-Jean de Latran, dotées la première par le ministère des Beaux-Arts, le second par

*Latour-Maubourg à Guizot<sup>1</sup>.*

Rome, 7 janvier 1841.

Monsieur le Ministre,

Les rois de France possédaient autrefois un droit de jupatrontat sur une des chapelles de Saint-Pierre, dédiée à sainte Pétronille. Le temps et les événements politiques ont suspendu l'exercice de ce droit depuis deux siècles; mais il existe toujours et il a été formellement reconnu par le Saint-Siège dans une note officielle du cardinal Albani adressée en 1829 au chargé d'affaires de France, en réponse à un office du vicomte de Chateaubriand, alors ambassadeur de France à Rome.

J'ai renouvelé l'année dernière quelques tentatives pour faire revivre un privilège qu'il serait regrettable de voir se perdre complètement. Les ouvertures confidentielles que j'ai faites à ce sujet ont été favorablement accueillies. Le secrétaire d'Etat et le chapitre de Saint-Pierre se sont montrés disposés à donner leur assentiment au rétablissement de l'ancien ordre de choses, sous la condition toutefois qu'une allocation convenable et assurée pourvoirait à l'entretien du prêtre chargé de desservir la chapelle.

La dotation antérieure consistait en immeubles, dont le revenu appartenait aux chapelains nommés par le roi de France. Il est impossible de penser aujourd'hui à voir renaitre une dotation immobilière. On ne peut pas songer davantage à prendre le traitement à allouer au chapelain sur les fonds de la liste civile ou du trésor. Dans cet état de choses, la difficulté de trouver une combinaison praticable a forcément suspendu mes démarches, et c'est ce qui m'avait également empêché jusqu'à présent d'entretenir de cette affaire le Département des Affaires étrangères, que je ne voulais en occuper que lorsque je pourrais en même temps lui proposer les moyens de la mener à bien.

Après avoir longtemps cherché ce moyen, j'ai pensé qu'une assignation sur les fonds qui appartiennent aux pieux établissements français était celui auquel nous pouvions avoir le plus convenablement recours. La situation financière de ces établissements nous permet de disposer pour cette destination d'une partie de l'excédent de leurs revenus et j'ai tout lieu de croire que cet arrangement, une fois qu'il aurait eu l'approbation du gouvernement du roi, recevrait également celle du Saint-Siège. Le montant de l'allocation annuelle devrait être de 2,000 à 2,400 francs et de plus il y aurait à faire face aux

la cassette de l'Empereur. Sur d'autres, nous n'avons plus que des droits plus ou moins éloignés qu'il faut faire valoir si nous ne voulons pas les laisser périr. Dans cette catégorie est la chapelle de sainte Pétronille à Saint-Pierre du Vatican, fondée et dotée par Pépin le Bref, mais dont les revenus ont disparu dans la suite des siècles. »

1. Rome, volume 983, direction politique, n° 9, fol. 8-10.

dépenses de deux cérémonies religieuses célébrées à l'autel de sainte Pétronille, l'une le 31 mai pour la fête de cette sainte, l'autre le 30 août, anniversaire de la mort de Louis XI, en souvenir de ses largesses en faveur de la chapelle. Je ne puis encore préciser exactement le chiffre de ces dépenses, mais j'ai la certitude qu'il serait peu important et ne dépasserait pas quelques centaines de francs.

Votre Excellence trouvera ci-joint une notice historique qui fera connaître l'origine de cette fondation, ainsi que les diverses interruptions que le temps et les événements lui ont fait subir.

Le rétablissement de la chapelle de sainte Pétronille serait presque une mesure politique qui deviendrait aux yeux de tous un gage éclatant de la bonne harmonie qui existe entre le Saint-Siège et le gouvernement du roi. Aucun autre gouvernement ne jouit d'une telle prérogative et, en ce pays, où le crédit se mesure sur des priviléges de ce genre, le nom français ne pourrait que gagner grandement à une restauration qui attesterait à la fois la pieuse sollicitude de notre famille royale et la haute considération dont elle jouit auprès du Saint-Siège.

*Note concernant les droits de jupatronat du roi de France sur la chapelle de sainte Pétronille dans la basilique vaticane<sup>1</sup>.*

Les monuments historiques les plus anciens cités par Cancellieri dans son grand ouvrage : *De Secretariis Basilicae Vaticanae* (p. 957 et suiv.), et notamment Anastase le Bibliothécaire, attribuent la fondation de la chapelle de sainte Pétronille du Vatican au pape Étienne III, qui jeta les fondements du côté méridional de l'ancienne basilique, l'an 756, à la prière et avec l'aide des libéralités du roi Pépin, père de Charlemagne, lequel portait une dévotion singulière à la fille spirituelle de saint Pierre, qu'il regardait comme sa patronne et sa protectrice spéciale. « Auxiliaris vestrae Petronilae », lui écrit le pape Paul I<sup>er</sup> dans une lettre citée plus bas.

Cette chapelle primitive, qui a été détruite en 1502 par les ordres du pape Jules II pour faire place aux constructions de la nouvelle basilique (dans laquelle elle fut ensuite placée au côté nord comme nous la voyons aujourd'hui<sup>2</sup>), ne fut terminée et dédiée que vers 760 par le pape Paul I<sup>er</sup>, qui y nomma alors au baptême, avec de grandes solennités, la princesse Gisèle, fille du roi Pépin et de la reine Bertrade. Une lettre de ce même pontife au même roi, qui est la vingt-septième dans

1. Jointe à la dépêche de l'ambassadeur de France du 7 janvier 1841, fol. 11-13.

2. L'autel de sainte Pétronille existe toujours; il se trouve au fond du bas côté de droite, à proximité du monument de Clément XIII, au delà de la chapelle Saint-Michel, entre deux colonnes de granit rouge qui encadrent une copie en mosaïque du grand tableau du Guercino placé maintenant au musée du Capitole et qui représente, dans sa partie inférieure, l'exhumation de la sainte, et, en haut, sa réception au ciel par le Rédempteur.

la collection de Duchesne (t. III, p. 752), nous a conservé le souvenir de cet événement<sup>1</sup>.

Cet exemple de piété fut imité par Charlemagne qui, étant venu à Rome avec ses enfants pour les solennités de Pâques de l'an 781, pria le pape Adrien de bien vouloir être le parrain de son fils Karloman. Le Souverain Pontife y consentit avec plaisir et le jeune prince fut baptisé dans la même chapelle de sainte Pétronille, considérée dès lors comme de fondation royale. Charles en conçut une telle satisfaction qu'il commença dès lors à prendre dans ses titres celui de « Romani Pontificis Compater », comme on peut le voir dans la lettre synodique à l'empereur grec de Constantinople.

Les siècles suivants virent se renouveler et se perpétuer les témoignages de dévotion et les libéralités des rois de France envers la même chapelle. Aussi, pendant le moyen âge et plus tard encore, n'est-elle guère citée que sous le nom de « Capella Regum Francorum, Cella Regis Franciae, Templum Galliae Regum » (voir Cancilleri, *op. cit.*, p. 1041), et la cour, qui l'environnait et où est située aujourd'hui la sacristie, s'appelait « Area Regis Franciae ».

Mais, sans nous arrêter plus longtemps à ces divers témoignages historiques, nous avons, pour établir l'existence du droit de jupatrontat des rois de France en qualité de fondateurs et bienfaiteurs de la chapelle de sainte Pétronille du Vatican, des manuscrits bien autrement importants et qui placent la question hors de toute controverse. Le premier de ces monuments, que nous pouvons produire, est une bulle du pape Innocent VIII, en date du 18 juin 1490, commençant par ces mots : « Et si haec supernae », dont la copie que nous possédons est conforme au *Bullarium Basilicae Vaticanae* et à l'exemplaire déposé aux archives des établissements français de Rome. Par ce diplôme, le Souverain Pontife érige canoniquement à l'autel de sainte Pétronille, dans la basilique du Vatican, deux chapellenies dotées à cet effet par le roi de France Charles VIII du revenu de deux maisons sisées à Rome, l'une au lieu dit « Arcus Campi Florae », l'autre près de la chancellerie apostolique, près de la rue qui mène du champ de Flore au pont Saint-Ange, réservant le jupatrontat de ladite chapelle audit roi Charles et à ses successeurs, afin que, dans le cas de vacance de l'une ou l'autre desdites chapellenies, ils présentent, pour les constituer, des sujets dignes, constitués dans l'ordre des prêtres et institués par le Souverain Pontife en qualité de chapelains perpétuels.

Ces dispositions d'Innocent VIII reurent assez longtemps leur exécution et une autre bulle de Clément VIII, dont nous allons bientôt parler, cite en effet des lettres patentes de Louis XIII, datées de Paris le 10 août 1502, où le roi fait mention de la chapelle de sainte Pétri-

1. Voir *Monumenta Germaniae historica*, édit. in-4° : *Epistolae aevi merovingici et karolini*, t. I, p. 511 (Codex Carolinus, epist. 14).

nille au Vatican, fondée par ses prédécesseurs, comme l'un des motifs de l'intérêt qu'il porte au chapitre de ladite basilique.

Mais il paraît que les troubles prolongés de l'Italie, le sac de Rome en 1527, puis les longues discordes civiles survenues en France sous les derniers Valois firent peu à peu s'éteindre le souvenir de ce privilège de la couronne, en sorte que, vers 1600, le roi de France n'exerçait plus son droit de juspatronat. Mais, vers cette époque, le célèbre cardinal d'Ossat, ambassadeur du roi Henri IV, de glorieuse mémoire, ayant recouvré en partie les titres qui constituaient le droit royal, entreprit d'en faire revivre l'exercice. Il s'adressa à cet effet au Souverain Pontife Clément VIII qui, après un examen de l'affaire, donna, le 10 septembre 1601, la bulle : « Decet Romanum Pontificem », dont voici l'analyse :

Le pape, s'appuyant sur les documents recueillis dans les archives de la basilique du Vatican ou puisés à d'autres sources, reconnaît, par cette bulle, l'exercice du juspatronat des rois de France, à titre de fondateurs de la chapelle de sainte Pétronille (qui, dès lors, était déjà transférée au côté ouest de la nouvelle basilique). Il confirme de nouveau ce droit, le distinguant avec soin d'un juspatronat « ex indulto Apostolico » et, par conséquent, révocable, et il déclare qu'il ne pourra, en aucun temps et sous aucun prétexte, être apporté aucune dérogation quelconque qu'en vertu de lettres apostoliques spéciales et de l'exprès consentement des rois de France ou de leurs ambassadeurs *pro tempore* près le Saint-Siège.

« Decernentes », dit la bulle, « illi (*jurispatronatus*) nullo unquam tempore... nisi in litteris desuper conficiendis... ac eorumdem Regum vel suorum oratorum expresso ad hoc assensu derogari aut *derogatum censeri posse neque deberi*. »

Ces lettres ni le consentement requis n'ayant pas été donnés jusqu'ici, il en résulte que le droit de juspatronat dont il s'agit persévere, bien qu'interrompu depuis longtemps dans son exercice par des causes analogues à celles qui avaient déjà amené une semblable interruption antérieurement à 1601, époque de la bulle précitée de Clément VIII. Mais on peut espérer qu'à l'exemple de cet illustre Pontife, Sa Sainteté Grégoire XVI s'empressera d'accéder au rétablissement d'une institution fondée par Charlemagne, renouvelée par Charles VIII, chère à Louis XII, et dont la restauration nouvelle sera digne de la piété de la famille royale actuelle.

La réponse du Département ne se fit guère attendre<sup>1</sup>, mais elle fut loin de répondre aux espérances de l'ambassadeur, de donner gain de cause aux arguments qu'il avait fait valoir, en s'appuyant, d'une part sur la notice historique, de l'autre, sur le consentement que le

1. Rome, volume 983, n° 66, fol. 55. Paris, 9 février 1841, Département à Latour-Maubourg.

Saint-Siège était disposé à donner au rétablissement du juspatronat. Après un examen attentif de la question, il n'avait paru ni légal, ni juste, ni prudent de faire, comme Latour-Maubourg le proposait, supporter les frais de la dotation de la chapelle de sainte Pétronille aux excédents de revenus des pieux établissements français.

Le ministre faisait remarquer qu'une pareille mesure ne serait en réalité rien autre chose que l'aliénation, au profit d'une fondation étrangère aux établissements, d'une portion de leurs revenus, qui ont une destination spéciale, et aurait pour conséquence forcée la réduction de fonds affectés à des œuvres de bienfaisance et de charité nationales. Enfin, comme on créerait de plus un précédent, d'autant plus dangereux qu'il ouvrirait une brèche dans l'emploi des revenus de Saint-Louis-des-Français, ces différentes considérations semblaient assez graves au Département « pour contrebalancer l'avantage qu'il pourrait y avoir à faire revivre l'exercice de l'ancien droit de juspatronat, s'il n'y a pas d'autres moyens de constituer l'allocation exigée ». Ce moyen, le Département l'indiquait à Latour-Maubourg, sans croire toutefois sérieusement à la possibilité d'arriver à en faire usage. Il consistait à retrouver les titres de propriété des deux maisons sises à Rome et dont les revenus avaient été affectés par Charles VIII à la dotation des deux chapellenies érigées par Innocent VIII. Enfin, le Département ajoutait en terminant : « Le droit de juspatronat existe ; il est positivement reconnu par le Saint-Siège ; il ne saurait donc y avoir péril en la demeure relativement au rétablissement de son exercice, quand on considère que cet exercice se trouve suspendu depuis 200 ans ».

Malgré cette phrase, qui devait cependant dissiper les dernières illusions qu'il aurait pu encore conserver sur la possibilité de ressusciter cet exercice, Latour-Maubourg n'en tenta pas moins un nouvel effort. Il avait naturellement commencé par rechercher, mais en vain, la trace des titres de propriété établissant la dotation. Désireux de tout mettre en œuvre pour conserver au gouvernement français le droit qu'il craignait de voir lui échapper le jour « où un tiers se présenterait pour se substituer au roi des Français », il avait fait appel au concours et aux lumières de l'abbé Lacroix, clerc national de France, et de Lasagni, avocat des pieux établissements français de Rome. Ce fut ainsi qu'un peu plus tard, revenant une dernière fois à la charge dans une dépêche en date du 28 janvier 1842<sup>1</sup>, il mandait au Département que, pour des raisons purement canon-

1. Rome, volume 984, direction politique, n° 57, fol. 13-21. Latour-Maubourg à Guizot, Rome, 28 janvier 1842.

niques, l'abbé Lacroix, Lasagni et leurs deux collègues, les députés administrateurs, concluaient dans des rapports ( joints à sa dépêche et placés aujourd'hui dans le dossier spécial des pieux établissements français) au prélèvement de la somme qu'on destinerait à la chapelle de sainte Pétronille sur les revenus, entièrement libres et sans affectation spéciale, de Saint-Claude des Francs-Comtois ou des Bourguignons<sup>1</sup>, qui présentaient un excédent annuel de 7,000 francs. Cette dernière proposition n'eut pas plus de succès que les précédentes. On classa purement et simplement l'affaire du juspatronat et, à partir de ce moment, il ne fut plus question, dans la correspondance de Rome, de la chapelle de sainte Pétronille<sup>2</sup>.

Commandant WEIL.

1. L'église Saint-Claude des Bourguignons fait encore aujourd'hui partie des pieux établissements français. Elle est située sur la place du même nom, à l'extrémité de la Via del Tritone, et à quelques pas de la Piazza Colonna.

2. Bien que le juspatronat ait en fait cessé d'exister, le chapitre de Saint-Pierre a la courtoisie d'inviter chaque année le clergé français à dire la messe à l'autel de sainte Pétronille, et les abbés français y célébrent en effet le saint office le jour de la fête de la sainte. — Enfin, je dois à la bienveillance de M. Caccioli, l'historien de Saint-Pierre, et à la communication qu'il a eu la gracieuseté de faire à mon excellent ami Casanova, l'aimable et savant surintendant des Archives du royaume, la possibilité de pouvoir affirmer qu'aucune autre tentative n'a été faite depuis celle qu'avait ébauchée et proposée Latour-Maubourg.

J'ajoute encore, comme me l'a fort opportunément rappelé un ami qui n'ignore rien des choses de Rome, D. Serruys, que les ambassadeurs de France, au sortir de l'audience au cours de laquelle ils présentaient leurs lettres de créance au Saint-Père, se conformaient à un usage consacré par le temps et allaient faire leurs dévotions à l'autel de sainte Pétronille.

## BULLETIN HISTORIQUE

---

### HISTOIRE DE FRANCE.

#### LE MOYEN AGE JUSQU'AUX VALOIS.

I. PUBLICATIONS DE TEXTES. — MM. KRUSCH et LEVISON ont achevé et fait paraître depuis la fin des hostilités le dernier tome des *Scriptores rerum merovingicarum* dans le recueil des *Monumenta Germaniae*<sup>1</sup>. La préface, signée du nom de M. Krusch seul, rappelle le concours que le savant bollandiste A. Poncelet et le paléographe français H. Lebègue ont apporté avant l'été 1914 à la préparation des divers volumes de la série et se termine par cette phrase, que nous traduisons tant bien que mal, d'un latin très fleuri : « Maintenant que la paix est faite, ce tome VII, intéressant également l'histoire des deux peuples, pourra être feuilleté de chaque côté de la frontière. Dieu fasse que, grâce aux Muses, soient renoués les liens que Mars a cruellement rompus<sup>2</sup>! » Les « Muses » de Louvain, de Reims et autres lieux seront peut-être moins empressées à s'entremettre que ne le pense l'érudit allemand; mais, s'il ne s'agit que de rétablir les communications — nous ne disons pas les relations — scientifiques entre la France et l'Allemagne, nous sommes pleinement d'accord avec lui : on ne voit aucune raison qui puisse justifier la prolongation de l'état d'ignorance mutuelle touchant le travail historique (le seul dont nous ayons à nous occuper ici), dans lequel nous avons vécu de part et d'autre depuis le mois d'août 1914; et nous souhaitons spécialement que les éditeurs allemands reprennent le chemin des revues scientifiques françaises.

Le volume que nous avons sous les yeux renferme : 1<sup>o</sup> la fin des textes hagiographiques de l'époque mérovingienne; 2<sup>o</sup> un copieux supplément et cent cinquante pages de corrections et additions aux

1. *Monumenta Germaniae historica. Scriptorum rerum merovingicarum, t. VII : Passiones vitaueque sanctorum aevi merovingici cum supplemento et appendice*, ed. B. Krusch et W. Levison. Hannover et Leipzig, Hahn, 1920, in-4°, x-902 pages et 5 fac-similés hors texte. Prix : 146 marks.

2. « Pace restituta tomus noster utriusque populi rebus gestis inserviens utrobique evolvi potest, faxitque Deus, ut Musae vincula iterum conectant saeiente Marte crudeliter disrupta » (p. x).

six volumes antérieurs. La méthode des deux collaborateurs est restée semblable à elle-même : sage et pondérée chez M. Levison; pleine d'une assurance souvent téméraire et volontiers dénuée de courtoisie à l'endroit de ses contradicteurs, chez M. Krusch.

Nous n'avons que des éloges à faire de la première partie (p. 1 à 191), due tout entière à M. Levison. Elle se compose de huit textes : les Vies de Pardoux († 737) et d'Eucher, évêque d'Orléans († 738), écrites au lendemain de la mort des saints eux-mêmes, mais dont la substance historique est faible; les Vies de Leufroi, abbé au début du VIII<sup>e</sup> siècle, de Rigobert, évêque de Reims († vers 750), de Gengoul (martyrisé à Varennes-sur-Amance, en Bourgogne, vers le même temps), de Bertuin, reclus à Malonne près Namur (même époque), et de Gamalbert, prêtre à Michaelsbuch en Bavière (date indéterminée), qui toutes sont des œuvres d'époque tardive, soit du milieu, soit même de la fin du IX<sup>e</sup> siècle, voire du début du siècle suivant. La pièce de résistance, dans cette première partie, est la Vie du célèbre Willibord, écrite par Alcuin un demi-siècle environ après la mort du saint († 739). M. Levison n'a pas seulement donné de ce texte, comme de tous les autres du reste, une édition très soignée et accompagnée de notes excellentes ; il a, dans son introduction, tracé de l'apôtre des Frisons une biographie très précise, à laquelle les historiens feront bien de se reporter désormais.

Le Supplément est composé d'abord des morceaux suivants : Passion de sainte Afre d'Augsbourg, au IV<sup>e</sup> siècle; biographies de saint Seurin de Bordeaux par Fortunat et de saint Germain d'Auxerre par Constance, prêtre lyonnais qui écrivait vers 480; Vie de Solemnis, évêque de Chartres au début du VI<sup>e</sup> siècle; réédition de trois œuvres hagiographiques déjà publiées dans des volumes antérieurs (les deux premières au tome III des *Scriptores rerum merovingicarum* et la dernière au tome IV des *Auctores antiquissimi*), savoir les Vies de saint Loup, évêque de Troyes au V<sup>e</sup> siècle; d'Hymnemodus, Ambroise et Achivus, premiers abbés d'Agaune au VI<sup>e</sup> siècle; et celle de saint Germain, évêque de Paris († 576), par le poète Fortunat; puis la biographie de saint Longis, abbé au diocèse du Mans (VII<sup>e</sup> siècle), et la Vie primitive de saint Riquier (VII<sup>e</sup> siècle). Les biographies de saint Seurin, de saint Germain d'Auxerre, de saint Solemnis et de saint Longis ont été publiées par M. Levison, qui les a réduites à leur juste valeur, laquelle est faible; l'édition des autres textes a été assurée par M. Krusch qui s'est plu, selon son habitude, à retrouver presque partout la main de « faussaires » de l'époque carolingienne, ce qui est peut-être aller un peu loin.

A ces œuvres hagiographiques on en a ajouté quelques autres : un inventaire des églises et autels de Clermont en Auvergne au IX<sup>e</sup> siècle (édité par M. Levison) ; une série d'anciens catalogues des rois mérovingiens édités par M. Krusch avec des notes copieuses de son cru sur la chronologie de ces rois ; le fameux texte d'Æthicus sur l'origine des Francs, accompagné d'un fragment analogue extrait d'un manuscrit de Bonn (par M. Krusch). Le Supplément s'achève par un inventaire détaillé (188 pages) des manuscrits hagiographiques utilisés dans ce volume et les précédents.

Nous devons aussi appeler l'attention des historiens sur l'importance des « corrections et additions » aux tomes I à VI qui remplissent les pages 707 à 855. On y trouvera notamment (p. 707-756), comme suite à diverses critiques adressées par M. Bonnet dans sa thèse sur le *Latin de Grégoire de Tours*, une nouvelle étude sur les manuscrits des *Miracles* de Grégoire de Tours, avec un relevé des variantes de deux d'entre eux (par M. Krusch), une meilleure édition (par M. Krusch encore) d'une autre œuvre du même auteur : la *Passion des sept dormants* ; la collation de manuscrits nouveaux du *Liber historiae Francorum* et des Vies d'Arnulf, de sainte Gertrude, d'Eptadius, de saint Loup de Sens ; une longue note sur les *Gesta Dagoberti*, etc. On fera bien de se reporter à ces copieux appendices chaque fois que l'on consultera un des volumes antérieurs de cette longue et précieuse série.

Les deux petites collections des *Scriptores rerum germanicarum in usum scholarum* et des *Fontes juris germanici antiqui*, qui sont comme le prolongement des *Monumenta Germaniae*, se sont depuis 1914 enrichies de plusieurs volumes. Le seul dont nous ayons à parler ici<sup>1</sup> est encore l'œuvre de M. KRUSCH<sup>2</sup>, qui s'est borné, il est vrai, à réimprimer les éditions dès Vies de saint Haimhram, évêque de Ratisbonne au VII<sup>e</sup> ou au début du VIII<sup>e</sup> siècle, et de saint Corbinien, évêque de Freising (+ vers 725), par Arbéon, lui-même évêque de Freising à dater de 763, telles ou à peu près telles qu'il les avait données déjà aux tomes IV et VI des *Scriptores rerum merovingicarum*. Pour la Vie de saint Haimhram toutefois, M. Krusch a pu améliorer légèrement son premier travail en utilisant des manuscrits nouveaux ; pour la Vie de saint

1. Nous n'avons pas reçu l'édition de la Loi saxonne publiée en 1918 par C. von Schwerin.

2. *Arbeonis episcopi Frisingensis Vitae sanctorum Haimrammi et Corbiniani*, ed. Bruno Krusch. Hannover, Hahn, 1920, in-8°, VIII-244 p.; prix : 26 m. 90 (de la collection des *Scriptores rerum germanicarum in usum scholarum ex Monumentis Germaniae historicis separatim editi*).

Corbinien, il a fait l'économie du texte presque entier du remaniement composé au ix<sup>e</sup> siècle et d'un court passage de sa propre préface. Il est commode de trouver ainsi réunies en un petit volume ces deux œuvres, qui ne se distinguent point par des mérites de premier ordre, mais qui sont des échantillons intéressants de la culture littéraire en Bavière vers la seconde moitié du viii<sup>e</sup> siècle.

Notre Académie des inscriptions et belles-lettres a poursuivi l'impression de son grand recueil des *Chartes et diplômes relatifs à l'histoire de France*. Plusieurs volumes sont à la veille de paraître, comprenant la suite des actes de Philippe Auguste, d'Henri Plantagenêt, ainsi que les diplômes délivrés par la chancellerie des rois carolingiens d'Aquitaine; et dès maintenant nous avons en main l'édition préparée par M. Poupardin des actes des trois souverains qui se sont succédé sur le trône « de Provence » depuis la création de ce royaume par l'empereur Lothaire en faveur de son troisième fils, Charles (855), jusqu'à son absorption dans le royaume voisin « de Bourgogne » ou, plus exactement, jusqu'à la mort du troisième roi, Louis l'Aveugle (928)<sup>1</sup>. L'histoire de ce royaume éphémère a été retracée il y a vingt ans en détail par ce même érudit, au labeur diligent duquel est dû le volume que nous annonçons présentement. Nous rappellerons d'après lui que l'expression géographique de « Provence » ne doit pas donner le change sur l'étendue réelle et d'ailleurs très variable d'une souveraineté qui, englobant d'abord à peu près tous les pays sis entre le Rhône, la mer et les Alpes, a même pu, à certains moments, déborder largement sur la rive droite du Rhône et jusqu'au Jura et au Morvan. Les actes publiés par M. Poupardin émanent, d'autre part, de trois princes dont les pouvoirs se sont exercés dans des conditions assez différentes : le premier, Charles (855-863), règne en vertu d'une décision de l'empereur Lothaire ; le deuxième, Boson (879-887), est un usurpateur qui, après seize années, durant lesquelles le royaume a cessé d'avoir une existence propre, finit par se faire proclamer roi, mais doit lutter presque sans arrêt pour défendre l'indépendance de ses États ; le troisième, Louis, fils du précédent, tout jeune encore lors de la mort de son père, n'est reconnu qu'après trois années d'interregne (en 890) et

1. *Recueil des actes des rois de Provence (855-928)*, publié sous la direction de Maurice Prou par René Poupardin. Paris, Imprimerie nationale [et Klincksieck éditeur], 1920, in-4°, LX-157 pages et 3 planches (reproductions de sceaux et monogrammes). Prix : 13 fr. et 75 % de majoration temporaire (collection des *Chartes et diplômes relatifs à l'histoire de France* publiés par les soins de l'Académie des inscriptions et belles-lettres).

se laisse dès l'année 900 entraîner en Italie, où il reçoit (février 901) la couronne impériale<sup>1</sup>. De là l'intérêt très médiocre, il faut bien le dire, de la plupart des documents, au reste peu nombreux (une soixantaine, dont plusieurs faux ou suspects), réunis par M. Poupartin : ce sont en général de simples actes de donations ou de confirmations, presque tous en faveur des églises ou des monastères du royaume ; on y relève cependant deux intéressantes notices de jugements (nos 28 et 52). Comme dans les autres volumes de la collection, la préface de l'éuteur est réservée à l'étude diplomatique des pièces publiées. Cette étude se ressent, comme on pouvait s'y attendre, du caractère inorganique de la chancellerie de ces petits rois, dont l'administration et le pouvoir furent jusqu'au bout précaires et instables.

La Société de l'Histoire de France a pris à tâche de publier une édition critique des *Grandes chroniques de France* et elle a chargé M. VIARD de ce soin. Le premier volume<sup>2</sup>, qui vient de paraître, fait bien augurer de la suite ; mais il ne dépasse pas l'année 585 et il en faudra plusieurs encore avant que l'on atteigne la partie originale de la chronique, qui n'est pour les périodes anciennes qu'une traduction d'œuvres dont le texte original est venu jusqu'à nous. Sans doute eût-il été plus sage, en ce temps de crise du papier et de la librairie, de condenser le début de la compilation, ou tout au moins de recourir à une disposition typographique plus avantageuse que celle qu'on a choisie. L'édition d'ailleurs promet d'être excellente. M. Viard s'est non seulement attaché à nous donner un texte correct, en prenant pour base le manuscrit 782 de la Bibliothèque Sainte-Geneviève, mais il l'a annoté avec le soin dont il est coutumier (sans doute même avec un soin excessif, étant donné le caractère de l'œuvre), a relevé les sources auxquelles le compilateur a puisé (et ici Aimoin a fourni l'essentiel), enfin, en une courte mais substantielle préface, a résumé tout ce que l'on sait présentement de l'origine des *Grandes chroniques*. Il tient à en faire remonter l'inspiration au roi saint Louis lui-même, et peut-être s'exagère-t-il la valeur de ses arguments ; mais il est certain — et c'est en partie ce qui en fait l'intérêt — qu'elles se rattachent au

1. Les actes de Louis l'Aveugle concernant l'Italie ont été exclus du recueil de M. Poupartin. On sait qu'ils ont été publiés par M. Schiaparelli dans la collection des *Fonti per la storia d'Italia* de l'« Istituto storico italiano » (*I diplomi italiani di Lodovico III et di Rodolfo II*. Roma, 1910, in-8°).

2. Les *Grandes chroniques de France*, publ. par Jules Viard; tome I : *Des origines à Clotaire II*. Paris, Société de l'histoire de France, 46, rue Jacob, 1920, in-8°, xxxii-355 pages. Prix : 15 fr. (publication de la Société de l'histoire de France).

grand mouvement de curiosité encyclopédique du XIII<sup>e</sup> siècle, dont Vincent de Beauvais est, dans un autre ordre d'idées, un des plus illustres représentants.

Le tome III du *Recueil de chartes et documents de Saint-Martin-des-Champs*, formé par M. DEPOIN<sup>1</sup>, comprend environ trois cent cinquante pièces du temps de Philippe Auguste et un « Mémoir chronologique des défunts commémorés » à l'abbaye à la fin du XII<sup>e</sup> siècle. Ces documents sont, dans l'ensemble, aussi dignes d'attention que ceux des volumes antérieurs ; l'édition en a été préparée avec le même zèle, mais nous sommes obligés de répéter à propos de cette nouvelle série les critiques que nous avons eu à formuler à propos des deux premières<sup>2</sup>. Les copies n'ont pas toujours été revues avec assez de soin et, par suite, les textes sont souvent défigurés : deux actes de Philippe Auguste que nous avons collationnés sur l'édition de M. Delaborde ne laissent aucun doute à cet égard. En outre, il est souvent difficile de comprendre comment les textes ont été établis ; les variantes sont relevées d'une façon capricieuse ; il arrive qu'on en donne lors même que l'original était sous les yeux de l'éditeur ; il arrive, par contre, qu'on n'en donne aucune quand le texte pourtant n'a pu être dressé qu'à l'aide de plusieurs copies. Ainsi risque d'être gravement compromis le résultat de longues recherches et d'un persévérant effort, qu'on voudrait pouvoir louer sans restrictions.

On n'adressera pas les mêmes reproches à M. MEILLON. Son édition du cartulaire de Saint-Savin, dans la vallée de Cauterets<sup>3</sup>, a été élaborée avec une méthode qu'on serait presque tenté de trouver trop minutieuse. La peine qu'il a prise pour établir la filiation des diverses copies, pour en relever les variantes, pour commenter les moindres détails de ses documents, mène parfois à des résultats un peu compliqués pour un lecteur ordinaire, plus pressé que lui d'arriver au but. Mais nous aurions mauvaise grâce, après tout, à nous plaindre de cet excès de conscience. Les quarante et quelques documents dont son volume reproduit le texte et fournit la traduction sont curieux ; ils nous initient à des coutumes souvent fort originales de

1. *Recueil de chartes et documents de Saint-Martin-des-Champs, monastère parisien*, par J. Depoin; tome III. Abbaye de Ligugé, à Chevetogne (Belgique), et Paris, Auguste Picard, 1917, in-8°, 422 pages. Prix : 12 fr. (*Archives de la France monastique*, t. XVIII).

2. *Rev. histor.*, t. CX (1912), p. 330-331; t. CXVI (1914), p. 82-84.

3. Alphonse Meillon, *Histoire de la vallée de Cauterets (Hautes-Pyrénées)*; tome I : *les Origines. Le cartulaire de l'abbaye de Saint-Savin en Lavedan (vers 975-vers 1180)*, avec une préface de Camille Jullian. Cauterets, Cazaux, 1920, in-8°, xx-486 pages.

ces vallées pyrénées, en même temps qu'à l'histoire féodale, si obscure, du comté de Bigorre au xi<sup>e</sup> et au xii<sup>e</sup> siècle.

II. HISTOIRE GÉNÉRALE. — Le *Saint Sigisbert* de M. l'abbé Guise<sup>1</sup>, écrit en partie à l'intention des élèves de l'école Saint-Sigisbert, que l'auteur dirige à Nancy, est, comme la plupart des volumes de la collection « Les saints », un livre d'éducation plus encore qu'un livre d'histoire. Cependant par le souci dont il fait montre de se reporter aux dernières éditions des textes qu'il utilise et de s'en tenir autant que possible à la lettre de ces textes, M. Guise mérite d'être traité en historien. Son sujet, malheureusement, était maigre : Sigisbert, fils du grand Dagobert, n'a vécu que vingt-six ans et son court règne a été d'un extrême insignifiance ; à peine les chroniques lui consacrent-elles quelques lignes. M. l'abbé Guise lui a consacré tout un volume. C'est dire qu'il a dû parler de bien d'autres choses que de Sigisbert lui-même, accueillir avec un peu trop de complaisance des récits ou des commentaires hagiographiques pour lesquels il ne montre cependant pas toujours lui-même une confiance très grande, et paraphraser trop longuement certains passages d'une œuvre d'autant basse époque que les *Gesta Dagoberti*<sup>2</sup>.

Pour l'époque carolingienne, on nous permettra de signaler d'abord le volume dans lequel ont été rassemblées les études que nous avons publiées ici même sur l'histoire de Charlemagne<sup>3</sup>. Il suffira d'en rappeler sommairement l'ordonnance. Quatre études traitent des sources principales de cette histoire : les Annales royales, les petites annales, dont nous nous sommes efforcé de renouveler le classement et la critique, l'œuvre d'Einhard et celle du Moine de Saint-Gall, dont nous avons tenté de déterminer avec précision l'originalité et la valeur, si étrangement surfaite dans l'un et l'autre cas. La deuxième partie du volume s'attaque à des problèmes proprement historiques : un premier chapitre retrace en détail les péripeties de la conquête de la Saxe ; un second chapitre est réservé à l'histoire du couronnement impérial en l'an 800 ; les deux derniers portent sur l'histoire écono-

1. L'abbé Guise, *Saint Sigisbert, roi d'Austrasie (630-656)*. Paris, Lecoffre, 1920, in-12, x-182 pages. Prix : 3 fr. (collection « Les saints »).

2. P. 10, et ailleurs encore, M. l'abbé Guise semble croire que les « saints » de l'époque mérovingienne étaient tous des modèles de vertu. Il fera bien de se documenter sur leur compte ailleurs que chez les hagiographes. P. 87 et suiv., il a tort de se fier à Kurth et de voir avec lui dans l'histoire de la guerre de Thuringe sous Sigisbert l'origine de toute une famille de légendes épiques. M. Bédier, en dernier lieu, a fait justice de ces fantaisies.

3. Louis Halphen, *Études critiques sur l'histoire de Charlemagne*. Paris, Félix Alcan, 1921, in-8°, viii-314 pages et une carte hors texte. Prix : 14 fr.

mique et étudient respectivement le régime domanial et les théories d'Inama-Sternegg et de M. Dopsh touchant la « renaissance » industrielle et commerciale dans l'Empire carolingien au temps du grand empereur franc.

En présence de l'immense labetur que suppose un volume de dimensions aussi considérables que le *Gerbert* de M. DE LA SALLE DE ROCHEMAURE<sup>1</sup>, on hésite à prononcer des paroles de découragement. On ne peut taire cependant que ses sept cent cinquante pages in-octavo n'apportent pas grand'chose de neuf à l'histoire. Admireur enthousiaste du pontife dont il est le compatriote, l'auteur de ce livre a voulu éléver à son héros un monument digne de lui; mais l'enthousiasme et la bonne volonté ne suffisent pas à faire un historien. M. de Rochemaure, qui puise dans le Larousse et dans l'abbé Darras sa science sur le passé de la Pologne (p. 553-554), n'a qu'une connaissance très imparfaite des travaux consacrés à Gerbert lui-même. C'est seulement vers le milieu de son livre (p. 363), sauf erreur, qu'il découvre le *Hugues Capet* de M. Ferdinand Lot — dont il n'a du reste lu, semble-t-il, que deux pages en tout (p. 102-103) — sans se douter qu'il y aurait trouvé, ainsi que dans les *Derniers Carolingiens* du même auteur, des vues essentielles à son sujet. Il ne semble pas non plus soupçonner l'existence des recherches érudites de Jules Lair; il a renoncé à se faire traduire celles de Boubnov; sur les connaissances mathématiques de Gerbert, des études aussi importantes que celles de Weissenborn lui ont échappé. Et ce ne sont là que quelques oubliés entre beaucoup d'autres. Tout le volume s'en ressent : M. de Rochemaure, qui élargit perpétuellement un sujet déjà assez difficile en soi et qui se plaint aux aperçus généraux, aux tableaux d'ensemble, a, sur l'histoire du x<sup>e</sup> siècle, des idées vraiment trop sujettes à caution — et qui datent; il les exprime, de plus, en un style d'une magnificence excessive<sup>2</sup>. Et puis était-il bien utile de présenter de Gerbert une apologie à jet continu? Le

1. Duc de La Salle de Rochemaure, *Gerbert (Silvestre II). Le savant, le « faiseur de rois », le pontife*. Rome, imprimerie « Editrice Romana », et Paris, Émile-Paul, 1914 (en réalité : 1921), in-8°, 752 p. et de nombreuses planches hors texte.

2. Un seul exemple suffira : « Comme on voit un fleuve se dilater insensiblement et, dans sa course majestueuse vers l'Océan, aller répandre l'abondance et la fécondité jusque dans les contrées les plus reculées, ainsi la Papauté, à travers les crises, tour à tour douloureuses et héroïques des siècles de son histoire, a puisé dans sa divine institution, etc... Si ce fleuve était étroit et resserré à sa source jusqu'au jour où Constantin le laissa s'épandre librement sur le monde, son onde était limpide, etc... » Il y a des pages entières de ce style.

héros de M. de Rochemaure a eu ses tares : il fut un homme de son temps et nous croyons que son biographe eût été mieux inspiré en cherchant à le peindre tel qu'il fut.

Dans un mémoire très étudié et qui ouvre souvent des perspectives nouvelles<sup>1</sup>, M. Auguste DUMAS, professeur à la Faculté de droit d'Aix, a repris l'examen des principales questions soulevées par le regretté Jacques Flach au tome IV de ses *Origines de l'ancienne France*. Les lecteurs de la *Revue historique* se rappellent les conclusions paradoxales auxquelles ce dernier aboutissait : nous les avons exposées et discutées ici même<sup>2</sup>. M. Dumas est d'accord avec nous sur la plupart des points, c'est-à-dire qu'il se rallie à la thèse si brillamment soutenue par M. Ferdinand Lot dans son livre *Fidèles ou vassaux*. Mais il ne se contente pas de montrer la fragilité des raisonnements échafaudés par M. Flach ; à propos des théories de ce dernier, il refait l'histoire du contrat de vasselage, du serment de fidélité, de l'hommage ; il expose avec beaucoup de lucidité comment ces divers éléments se sont rejoints d'abord, puis comment, à partir de la fin du XI<sup>e</sup> siècle, les juristes se sont appliqués à les dissocier ; il développe enfin des considérations fort intéressantes sur l'évolution du pouvoir royal du VIII<sup>e</sup> au XIII<sup>e</sup> siècle, pour conclure qu'on a fait fausse route quand on a voulu établir une distinction entre l'autorité du roi capétien en tant que « souverain » et son autorité en tant que « suzerain ». Peut-être pourrait-on discuter sur ce chapitre et chercher si, en dépit de l'imprécision du vocabulaire des hommes du moyen âge, il n'y a pas lieu, quoi qu'en dise M. Dumas, de croire à la survivance, plus ou moins nette, des idées d'État et de Souveraineté en Occident durant les siècles mêmes où la puissance publique s'affirme le moins dans les faits. Mais une pareille discussion nous entraînerait trop loin. Qu'on partage ou non l'avis de M. Dumas, son mémoire n'en mérite pas moins, même en ces matières, la plus sérieuse attention. Nous ne saurions trop en recommander la lecture.

L'histoire du duché de Normandie depuis sa fondation jusqu'à son incorporation à l'empire des Plantagenêts continue à occuper les érudits. Après les ouvrages de MM. Prentout, Haskins, Valin et Chesnel, dont nous avons rendu compte ces dernières années<sup>3</sup>, voici encore deux volumes d'inégale valeur, l'un de M. DU MOTEY sur

1. Auguste Dumas, *Encore la question « Fidèles ou vassaux ? », à propos du quatrième volume des Origines de l'ancienne France, de M. Flach* (Paris, librairie du « Recueil Sirey », 1921, in-8°, 115 p.; extr. de la *Nouvelle revue historique de droit français et étranger*, t. XLIV, p. 159-229 et 347-390).

2. *Rev. histor.*, t. CXXIX (1918), p. 90 et suiv.

3. *Rev. histor.*, t. C, p. 227; t. CIV, p. 106; t. CXXII, p. 175; t. CXXIX, p. 96.

les origines du duché et son histoire jusque vers la fin du XI<sup>e</sup> siècle, l'autre d'un professeur américain, M. Ch. DAVID, sur le duc Robert Courteheuse. L'ouvrage du premier<sup>1</sup> se divise en trois parties : 1<sup>o</sup> une brève « étude préliminaire » sur le diocèse de Sées depuis Charles le Chauve jusqu'au début du X<sup>e</sup> siècle; 2<sup>o</sup> une série de sept chapitres sur la formation du duché normand depuis Rollon jusqu'à la mort de Richard II (1026); 3<sup>o</sup> quelque deux cents pages sur les seigneurs de Bellême et d'Alençon et leur rôle dans l'histoire de la Normandie depuis le milieu du X<sup>e</sup> siècle jusqu'en 1085. C'est pour préparer cette troisième partie que tout le reste a été écrit, l'auteur, qui est d'Alençon, s'intéressant plus spécialement à l'histoire nobiliaire de sa petite patrie. Nous ne songeons point à lui en faire un reproche; mais son livre se ressent un peu trop de cette préoccupation d'ordre exclusivement local. Quand il veut se hausser à la « grande histoire », comme il dit, et même lorsqu'il s'en tient à celle du pays alençonnais, M. du Motey fait preuve d'une regrettable inexérience. Il se montre médiocrement au courant des éditions et des travaux récents, et il lui arrive de commettre, par suite, d'étranges méprises, par exemple lorsqu'il utilise sans l'ombre d'une hésitation le prétendu diplôme du roi Philippe I<sup>r</sup> confirmant la fondation de l'église Saint-Léonard de Bellême : « Son authenticité, maintenant complètement démontrée, est, dit-il, hors de doute » (p. 125, note 2). Il n'oublie qu'une chose, c'est que M. Prou en a déjà, par deux fois — et la première il y a près de vingt ans — démontré l'absolue fausseté. Cet exemple suffit. M. du Motey fera bien, pour les prochains travaux qu'il annonce sur Robert « le Diable » et sur les comtes d'Alençon et du Ponthieu, de lire de plus près les quelques livres modernes qu'il cite dans ses notes et de se reporter systématiquement, pour tous les textes qu'il utilise, aux dernières éditions qui en ont été données.

L'ouvrage de M. DAVID<sup>2</sup> est autrement solide. Entrepris sur les conseils de M. Haskins, dont on n'a pas oublié les belles recherches

1. Le vicomte du Motey, *Origines de la Normandie et du duché d'Alençon de l'an 850 à l'an 1085*. Paris, Auguste Picard, 1920, in-8°, x-327 pages. Prix : 25 fr. — Le titre que nous venons de transcrire est celui de la couverture du volume. Le vrai titre est : *Origines de la Normandie et du duché d'Alençon. Histoire des quatre premiers ducs de Normandie et des Talvas, princes de Bellême, seigneurs d'Alençon, de Sées, de Domfront, du Passais et du Saosnois, précédée d'une étude sur le diocèse de Sées au IX<sup>e</sup> siècle, de l'an 850 à l'an 1085*. Rien de plus, rien de moins.

2. Charles Wendell David, *Robert Curthose, duke of Normandy*. Cambridge, Mass., Harvard University Press, et Oxford, University Press, 1920, in-8°, xiv-271 pages, 1 carte et 1 gravure hors texte. Prix : 3 dollars (*Harvard historical studies*, t. XXV).

sur les institutions normandes, il nous apporte une biographie critique très étudiée du fils de Guillaume le Conquérant. Robert Courteheuse n'a certes pas joué un rôle très glorieux : son histoire est d'abord celle d'un fils rebelle, puis celle d'un prince incapable ; son règne en Normandie est marqué par de perpétuels désordres ; il ne réussit qu'à affaiblir et compromettre l'autorité ducale et mérite ainsi d'en être dépouillé par son frère Henri Beauclerc lorsque, après son retour de la croisade, il est battu et fait prisonnier à Tinchebray (1106). M. David ne modifie point l'idée que nous nous formions de ce médiocre personnage ; mais il en précise l'histoire et expose avec sagacité le détail des événements auxquels il fut mêlé tant en Normandie que dans le Maine et en Terre sainte. Le dernier chapitre est consacré aux légendes dont Robert Courteheuse est le héros. Il est suivi de notes et d'appendices, qui achèvent de faire de tout le volume un excellent instrument de travail.

On attendait de M. Marc Bloch, aujourd'hui chargé de cours à l'Université de Strasbourg, une étude sur le servage et les populations rurales de l'Ile-de-France au moyen âge. La guerre l'a obligé à différer la réalisation de ce projet, et c'est seulement avec un commentaire des ordonnances royales de 1315 et 1318 sur l'affranchissement des serfs du domaine capétien<sup>1</sup> qu'il est venu demander à la Sorbonne le grade de docteur ès lettres : ce qui devait être une thèse « complémentaire » s'est mué en thèse « principale », et même en thèse unique ; mais le commentaire a pris l'ampleur d'une enquête, neuve et personnelle, sur le servage et les affranchissements en terre capétienne, plus particulièrement en Vermandois et dans les régions voisines, depuis le temps de Louis VI jusqu'à l'avènement de Philippe de Valois. M. Bloch s'est appliqué avant tout à définir d'une façon rigoureuse la condition légale du serf et les charges vraiment caractéristiques qui pesaient sur lui. Ce sont des pages très fouillées, qui font faire à l'examen de la question un progrès marqué, quand bien même on en pourrait discuter quelques points. Mais ce que ce livre renferme de plus original, c'est une étude minutieuse et tout à fait intéressante des raisons, où ni la morale ni la religion n'eurent rien à voir, qui poussèrent les rois capétiens, saint Louis compris, à vendre la liberté aux serfs de leurs domaines. Le procédé était commode, et l'on ne s'étonnera pas que, dès Philippe le Bel, l'administration royale, toujours habile à faire argent de tout, soit entrée résolument dans la voie des affranchissements obligatoires, qui permettaient de remplir dans les moments de détresse les coffres vides du Trésor. Les affranchissements de 1315 et de 1318 procèdent de la

1. Marc Bloch, *Rois et serfs. Un chapitre d'histoire capétienne*. Paris, Champion, 1920, in-8°, 224 pages. Prix : 12 fr.

même pensée, malgré la magnificence du préambule qui ouvre les lettres royales où la mesure est édictée : M. Bloch a sans peine fait justice de cette phraséologie creuse et prouvé également que, pas plus que leurs prédécesseurs, Louis X et Philippe V n'avaient entrepris, comme on l'a écrit mainte fois, d'affranchir *tous* les serfs de *tous* leurs domaines. L'ouvrage de M. Bloch se termine par quelques pièces justificatives et diverses notes, dont l'une, sur les « collecteurs des mainmortes et formariages » et sur leur compatibilité, mérite d'être spécialement signalée<sup>1</sup>.

On saura gré à M. Émile Chénon<sup>2</sup> d'avoir analysé, principalement d'après les *Olim*, avec la compétence qu'on lui connaît, quelque deux cents affaires intéressant sa province natale jugées au Parlement de Paris de 1255 à 1328. Ces affaires sont résumées brièvement dans l'ordre même où elles vinrent en délibéré devant les juges royaux, c'est-à-dire pêle-mêle ; mais M. Chénon n'a pas omis de dégager à la fin de son volume quelques-uns des faits généraux qui ressortent d'une étude attentive de tous ces dossiers de procédure. Il a très justement souligné l'intérêt que ces textes présentent pour l'histoire des progrès de l'autorité et de l'administration royales en Berry à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle et au début du XIV<sup>e</sup>, relevant, entre autres, les empiétements progressifs de la cour capétienne, les mesures prises par le souverain pour rogner les griffes des baillis en les flanquant d'officiers nouveaux, montrant aussi les modifications apportées dans la suite des temps au statut juridique des diverses classes de la population (serfs, bourgeois, nobles, clercs), et les patients mais fructueux efforts faits par les clercs du Parlement pour préciser, compléter et coordonner le droit coutumier de la province<sup>3</sup>.

1. P. 21, 25, et ailleurs encore, M. Bloch tient le mot d'« hôte » pour un simple équivalent de « manant » ou d'homme libre. Historiquement au moins, il a tort. P. 30, il eût été bon d'expliquer la raison d'être du formariage. P. 33, note 2, l'exemple tiré du *Recueil des chartes de Saint-Germain-des-Prés* ne semble pas s'appliquer au cas visé. P. 46, note 1, inutile de parler du « devoir » qui incombe au seigneur de poursuivre les meurtriers de son serf : c'est comme si l'on parlait du « devoir » qui lui incombe de poursuivre le meurtrier de sa vache ou de son cheval ; son intérêt de propriétaire frustré est directement en jeu. P. 46-47, la question du « serf-chevalier » ne semble pas élucidée. P. 68, ligne 20, le mouvement ne peut être dit « nettement régional », puisqu'on suppose en même temps que des faits identiques se sont produits un peu partout.

2. Émile Chénon, *les Jours de Berry au Parlement de Paris de 1255 à 1328*. Paris, librairie de la Société du « Recueil Sirey », 1921, in-8°, 395 p. et 6 tableaux généalogiques, avec un index des noms propres et un index des matières.

3. La courte préface du volume (p. 5-7) appellerait, par contre, quelques réserves de fond et de forme.

III. HISTOIRE RELIGIEUSE. — Dom BESSE, que la mort est venue l'an passé arracher brutalement à son infatigable labeur, a poursuivi jusqu'à son dernier souffle la rédaction du grand inventaire des *Abbayes et prieurés de l'ancienne France* auquel il avait consacré depuis quelque douze ou quinze ans le plus clair de ses efforts<sup>1</sup>. Nous avons déjà eu maintes fois l'occasion d'en expliquer la composition<sup>2</sup>. Le dernier volume paru (le huitième) concerne la province ecclésiastique de Tours. Il est aussi riche que ses ainés en renseignements bibliographiques — presque trop riche même, car, comme dans les volumes antérieurs aussi, on sombre souvent dans la confusion. Il faut déplorer, en outre, que les noms des auteurs cités aient continué jusqu'au bout à être si fréquemment estropiés, au point d'en être méconnaissables. (Notons en passant que dom Besse a continué ici encore à écrire avec un seul t le nom de Potthast, qui revient pourtant presque à chaque page.) Il y a enfin quelques oubliés graves<sup>3</sup>. Mais, dans l'ensemble, l'ouvrage est clair, commode ; la liste des établissements monastiques qu'il renferme est infiniment plus complète que celle de la *Gallia christiana*. C'est, en somme, un monument d'érudition qui, malgré ses très graves défauts, fait honneur à la mémoire de celui qui l'a conçu et presque entièrement réalisé. Nous espérons que ses confrères de l'abbaye de Ligugé auront à cœur d'en assurer l'achèvement.

Le P. DELEHAYE a publié dans les *Analecta Bollandiana* un remarquable mémoire sur saint Martin<sup>4</sup>. Il y attaque très vivement, bien qu'en termes d'une parfaite courtoisie, les conclusions du livre

1. *Abbayes et prieurés de l'ancienne France. Recueil historique des archevêchés, évêchés, abbayes et prieurés de France*, par dom Beaunier; tome VIII : *Province ecclésiastique de Tours*, par le R. P. dom J.-M. Besse. Abbaye de Ligugé, à Chevetogne (Belgique), et Paris, Aug. Picard, 1920, in-8°, 369 pages. Prix : 15 fr. (*Archives de la France monastique*, t. XIX).

2. *Rev. histor.*, t. LXXXVIII (1905), p. 441; t. CI (1909), p. 444; t. CVIII (1911), p. 132; t. CXII (1913), p. 344; t. CXVI (1914), p. 98; t. CXXIII (1916), p. 139.

3. Par exemple, p. 5, note 3, où dom Besse en reste, pour la vie de saint Martin de Sulpice Sévère, à l'édition de la *Patrologie* de Migne et, pour les ouvrages modernes sur le même saint Martin, à celui de Lecoy de la Marche, qui ne nous apporte certes pas le dernier mot de la science. P. 22, note 1, le recueil des chartes de Saint-Julien de Tours de M. l'abbé Denis semble totalement oublié. P. 59, pour la chronologie des évêques d'Angers, la préface du *Cartulaire noir de Saint-Maurice d'Angers* de M. le chanoine Urseau eût dû être citée en toute première ligne. Pas plus que précédemment, dom Besse ne s'est reporté à la deuxième édition des *Fastes épiscopaux* de Mgr Duchesne.

4. Hippolyte Delehaye, *Saint Martin et Sulpice Sévère*, dans les *Analecta Bollandiana*, t. XXXVIII (1920), p. 5-136. Voir, à propos du même ouvrage, l'article de Marc Bloch, *Saint Martin de Tours, à propos d'une polémique*, dans la *Revue d'histoire et de littérature religieuses*, 1921.

de M. Babut, dont nous avons rendu compte ici même<sup>1</sup>. On se rappelle que M. Babut dénialait à peu près toute valeur documentaire à l'œuvre de Sulpice Sévère, prétendait que saint Martin avait été médiocrement honoré de son vivant et soutenait, par surcroit, que le culte de sa mémoire ne s'était implanté en Gaule qu'à une époque tardive. Le P. Delehaye reprend une à une toutes ces thèses, réfute les accusations portées par M. Babut touchant la bonne foi de Sulpice Sévère, établit enfin que saint Martin a bel et bien été vénéré par ses contemporains. Chemin faisant, il s'applique à démêler la chronologie de la vie du saint évêque et apporte ainsi une contribution positive à l'histoire religieuse du IV<sup>e</sup> siècle. Est-ce à dire que toutes les observations naguère présentées par le regretté Babut doivent être tenues pour inexistantes? Pas tout à fait, croyons-nous. Mais le P. Delehaye a souligné avec force les dangers d'une méthode qui fait à la conjecture et à l'ingéniosité personnelle de l'érudit une trop large part et ramené la discussion sur son véritable terrain, celui des documents, auxquels l'historien est en toute occasion obligé de se tenir.

C'est sur ce terrain que se cantonne strictement M. LARDÉ dans le livre<sup>2</sup>, clair et bien composé, où il examine, en remontant jusqu'aux origines mêmes de l'Église, comment s'est formé, en Gaule particulièrement, le « privilège du for ecclésiastique » ou « privilège de clergie », grâce auquel les membres du clergé finirent par échapper dans la majorité des cas, tant au criminel qu'au civil, à la juridiction des tribunaux ordinaires. M. Lardé a arrêté, provisoirement au moins, son enquête à la mort de Charlemagne, dont le règne paraît avoir marqué en effet une étape décisive dans la voie de l'affranchissement judiciaire du clergé des Gaules. L'étude à laquelle il s'est livré et qui est divisée en deux parties — avant et après la conquête franque — est l'œuvre d'un juriste averti et d'un érudit habitué au maniement des textes; elle nous permet de suivre pas à pas les efforts déployés par l'Église pour obtenir le droit de juger elle-même d'abord ses querelles intérieures, puis peu à peu toutes les affaires où les siens étaient impliqués. L'édit promulgué par Clotaire en 614 a dans cette histoire une importance capitale. Aussi M. Lardé en a-t-il fait un examen minutieux. A-t-il réussi à interpréter sainement l'article 4, sur lequel on a déjà tant discuté? Nous n'oserions l'affirmer et nous serions même porté à nous séparer de lui à ce propos sur plusieurs points essentiels. Par contre, les rapprochements qu'il a faits entre l'édit, les capitulaires de Char-

1. *Rev. histor.*, t. CXII (1913), p. 338-339.

2. Georges Lardé, *le Tribunal du clerc dans l'empire romain et la Gaule franque*. Moulius, Imprimerie régionale, 1920, in-8°, 230 pages.

lemagne et les délibérations du grand concile tenu à Paris en cette même année 614 sont des plus suggestifs, et quiconque écrira désormais sur la question du *for ecclésiastique* aura profit à consulter son travail.

Presque en même temps que M. Lardé, M. GÉNESTAL, qui a été son maître à l'École des hautes études, a fait paraître sur une autre partie du même sujet — pour la période qui s'étend du milieu du XIII<sup>e</sup> siècle à la fin du XIV<sup>e</sup> — le tome I<sup>er</sup> d'un ouvrage important sur lequel nous aurons l'occasion de revenir lorsqu'il sera achevé<sup>1</sup>. Pour l'instant, nous en restons encore aux préliminaires, M. Génestal s'étant proposé seulement dans ce premier volume de déterminer avec précision les diverses catégories de personnes qui, en droit, étaient fondées à invoquer le privilège du « *for ecclésiastique* ». Mais cette étude est fort instructive. M. Génestal y montre combien élastique était l'expression de « *clerc* » dans la langue, même juridique, du moyen âge, puisqu'elle s'appliquait, *lato sensu*, à qui-conque avait reçu la tonsure, ce qui avait pour résultat, vu la facilité avec laquelle on pouvait être tonsuré, de permettre à beaucoup d'accusés, fussent-ils mariés, d'échapper aux jurisdictions séculières ; mais il montre aussi comment, dans la pratique et aussi dans la législation — voire dans la législation canonique — on s'appliqua à limiter les inconvénients que devait entraîner l'extension indéfinie d'un privilège, à la longue gênant pour la royauté et parfois pour l'Église elle-même.

Une simple mention suffira pour le livre de M. l'abbé LAHURE sur l'abbaye cistercienne de la Valroy, au diocèse de Reims<sup>2</sup>. Médiocrement documenté, écrit dans un esprit qui n'a généralement rien à voir avec le véritable esprit scientifique, ce livre risque de n'être pas d'un grand secours pour les historiens de métier.

Nous ne citerons, de même, que pour mémoire, le petit volume<sup>3</sup> que M. C. DE WARENGHEN a publié sur son « ancêtre » Michel de Warenghien, évêque de Tournai (1284-1291), et où il s'est appliqué, nous dit-il, à mettre au point et compléter les travaux de deux autres membres de sa famille, magistrats l'un et l'autre au cours du

1. R. Génestal, le « *Privilegium fori* » en France du décret de Gratien à la fin du XIV<sup>e</sup> siècle; tome I. Paris, Ernest Leroux, 1921, in-8°, xx-246 pages (*Bibliothèque de l'École des hautes études. Sciences religieuses*, t. XXXV).

2. L'abbé A. Lahure, *Notre-Dame de la Valroy, abbaye royale de Cisterciens, autrefois située entre Saint-Quentin-le-Petit et Sévigny-Waleppe, au diocèse de Reims, 1147-1789*. Préface de Georges Goyau. Paris, Gabriel Beauchesne, 1920, in-8°, xxiv-233 pages et 9 planches hors texte.

3. Camille de Warenghien, *Un prélat au XIII<sup>e</sup> siècle. Michel de Warenghien, évêque de Tournai de 1284 à 1291*. Paris, E. de Boccard, 1919, in-16, 103 pages et 3 planches hors texte.

xix<sup>e</sup> siècle. L'initiation historique de l'auteur semble encore rudimentaire. Il décrit (p. 22) le sceau de l'évêque de Tournai d'après l'original « conservé de nos jours aux Archives nationales, cabinet des estampes » (*sic*), et le château d'Helchin avant sa démolition en 1382 (p. 24) d'après un écrivain du xv<sup>r</sup> siècle, qui a été jusqu'à dénombrer les moellons employés à sa construction. Enfin la seule lecture de la bibliographie insérée p. 95-96 donne à penser que M. de Warenghiens n'est pas encore aussi familier qu'il conviendrait avec quelques-uns des livres anciens ou modernes qu'il aurait eu profit à manier.

**IV. HISTOIRE DE LA CIVILISATION.** — L'historien de la littérature latine au moyen âge trouvera à glaner dans le troisième et dernier volume des Œuvres de L. TRAUBE<sup>1</sup>, bien qu'il soit composé presque uniquement de notes très brèves portant sur des points de détail. On y relèvera des pages intéressantes sur quelques manuscrits des classiques latins au moyen âge (entre autres, sur des manuscrits de Valère Maxime, Cornelius Nepos, Tite-Live, Ammien Marcellin, Cicéron, Virgile, etc.), sur le rôle des « Scots » à l'époque franque, sur le Comput d'Hilperich, moine de Seligenstadt, et quantité d'observations sur les œuvres littéraires de l'époque carolingienne.

Dans l'histoire de la philosophie scolastique et de l'enseignement théologique en France avant Abélard, le célèbre maître de l'école épiscopale de Laon Anselme (+ 1117) tient, semble-t-il, une place d'honneur; mais son rôle véritable et l'influence réelle de ses idées restent à préciser. M. BLIEMETZRIEDER, qui nous promet pour un prochain fascicule des *Beiträge zur Geschichte der Philosophie des Mittelalters* une étude spéciale sur cette question, nous apporte dès maintenant une édition critique et annotée des deux principaux traités d'Anselme, les *Sententiae divinae paginae* et les *Sententiae Anselmi*<sup>2</sup>. Nous aurons l'occasion d'y revenir quand le travail aura reçu le complément annoncé.

Nous souhaiterions pouvoir donner ici d'une façon régulière un aperçu d'ensemble de l'activité déployée tant en France qu'en Allemagne, en Amérique et ailleurs encore (notamment dans les pays

1. Ludwig Traube, *Vorlesungen und Abhandlungen*, publ. par Franz Boll; tome III : *Kleine Schriften*, publ. par Samuel Brandt. München, Oskar Beck, 1920, in-8°, xvi-344 pages et 2 fac-similés de palimpsestes. Prix : 35 marks. Sur les précédents volumes, voir *Rev. histor.*, t. C (1909), p. 458, et t. CVI (1911), p. 184.

2. *Anselms von Laon Systematische Sentenzen*, publ. par Franz Pl. Bliemetzrieder; 1<sup>re</sup> partie : *Texte*. Münster i. W., Aschendorff, 1919, in-8°, xxvi-38 et 167 p.; 2 fac-similés hors texte. Prix : 12 marks (forme le fasc. 2-3 des *Beiträge zur Geschichte der Philosophie des Mittelalters. Texte und Untersuchungen*, publ. par C. Baeumker, t. XVIII).

scandinaves) pour la mise au jour, la diffusion et l'étude des chefs-d'œuvre de notre littérature française des XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> siècles<sup>1</sup>. Il faut nous borner aux livres qui nous parviennent et nous contenter pour cette fois des trois derniers volumes parus dans la petite collection des *Classiques français du moyen âge*, dont nous avons déjà souvent loué la méthode sûre et sobre et l'élégance de bon aloi. Le premier d'entre eux nous apporte une des chansons de geste les plus connues, le *Couronnement de Louis*, réédité par M. Ernest LANGLOIS<sup>2</sup>, qui l'avait déjà publié il y a près de vingt-cinq ans pour la « Société des anciens textes français ». Le texte, qui date des environs de 1130, a été revu attentivement et précédé d'une rapide, mais suffisante introduction. — M. WALLENSKÖLD<sup>3</sup> a donné, à son tour, une édition nouvelle de l'œuvre lyrique de Conon de Béthune, un des croisés de 1189 et de 1202. Ce sont surtout des chansons d'amour, banales d'ordinaire, avec de-ci de-là cependant des traits assez piquants et dés allusions à quelques personnages notables du règne de Philippe Auguste. Un seul regret : la biographie de l'auteur eût gagné à être étudiée de plus près. — Le troisième volume, dont nous ayons à parler, est dû à la collaboration de MM. JEANROY et LÅNGFORS<sup>4</sup>. Il est presque tout entier réservé aux chansons de langue d'oïl des satiristes français du XIII<sup>e</sup> siècle : satires contre le siècle, satires contre le clergé, satires contre l'amour, satires contre les femmes, telles sont les grandes sections entre lesquelles se répartissent les pièces de ce recueil dont quelques-unes sont célèbres — comme la fameuse *Chanson des ordres* de Rutebeuf — dont quelques-unes aussi sont publiées ici pour la première fois. Ce sont toutes des satires d'ordre général, les chansons satiriques qui visent des événements ou des personnages déterminés ayant été réservées pour un recueil ultérieur. MM. Jeanroy et Långfors ont complété celui-ci en y annexant un petit groupe de chansons bachiques. Les historiens de la société française au temps de Philippe Auguste et de saint Louis liront le tout avec profit.

Nous ne terminerons pas cet article sans signaler la suite de la réé-

1. La *Revue historique* ne reçoit, malheureusement, qu'une faible partie des ouvrages consacrés à notre littérature du moyen âge.

2. *Le couronnement de Louis, chanson de geste du XII<sup>e</sup> siècle* éditée par Ernest Langlois. Paris, H. Champion, 1920, in-16, xviii-169 p. (de la collection *Les classiques français du moyen âge* publiés sous la direction de Mario Roques); prix : 6 fr.

3. *Les chansons de Conon de Béthune* éditées par Axel Wallensköld. Paris, H. Champion, 1921, in-16, xxiv-39 p. (même collection); prix : 3 fr.

4. *Chansons satiriques et bachiques du XIII<sup>e</sup> siècle* éditées par A. Jeanroy et A. Långfors. Paris, H. Champion, 1921, in-16, xiv-143 p. (même collection); prix : 5 fr.

dition que M. ENLART donne de son important *Manuel d'archéologie française*<sup>1</sup>. On sait qu'il a entièrement refondu le tome I<sup>e</sup>, consacré à l'architecture religieuse, et ce volume a pris de telles proportions qu'il a fallu le couper en trois. La première partie a été appréciée dans notre précédent Bulletin<sup>2</sup>; la deuxième, qui a paru récemment, renferme l'histoire de l'architecture religieuse depuis la fin du XII<sup>e</sup> siècle jusqu'à la Renaissance inclusivement; la troisième sera réservée à un index général, qui sera le bienvenu. Mais il ne faut pas se dissimuler que cette crise de croissance et ce découpage, peut-être un peu exagéré, entraînent une augmentation parallèle du prix de vente, qui finit par devenir presque prohibitif<sup>3</sup>. Le dernier volume paru, qui correspond aux pages 434 à 806 de la première édition (soit un gain d'une centaine de pages<sup>4</sup>), nous apporte des chapitres très remaniés. L'historien s'arrêtera de préférence à ceux qui traitent des origines du style gothique, auquel M. Enlart tient, non sans d'assez bonnes raisons après tout, à rendre son vieux nom de style « français » (*opus francigenum*). Il y tire parti des recherches nouvelles de l'archéologue américain Kingsley Porter sur l'architecture lombarde. Ailleurs, M. Enlart ajoute des détails instructifs tant sur le rayonnement de l'art gothique hors de France que sur les influences étrangères qui peu à peu finirent, à leur tour, par amener une transformation décisive de l'art gothique lui-même. Le répertoire des églises françaises de la période étudiée dans ce volume a été en grande partie refait et s'est enrichi de notes très précises sur les édifices les plus célèbres et sur les maîtres d'œuvres qui en ont dirigé la construction (Pierre et Eude de Montereau, Villard de Honnecourt, Raymond du Temple, etc.). Ces quelques exemples suffiront à indiquer le soin avec lequel M. Enlart a préparé cette nouvelle édition d'un livre, qu'on pourrait souhaiter parfois moins compact, mais auquel on s'accordera à reconnaître le mérite d'une information remarquablement riche et neuve.

Louis HALPHEN.

1. Camille Enlart, *Manuel d'archéologie française depuis les temps mérovingiens jusqu'à la Renaissance*; tome I : *Architecture religieuse*; 2<sup>e</sup> édition revue et augmentée, 2<sup>e</sup> partie : *Période française dite gothique, style flamboyant, Renaissance*. Paris, Auguste Picard, 1920, in-8°, pages 459-937. Prix : 25 francs.

2. *Rev. histor.*, t. CXXXIII (1920), p. 102-104.

3. Le tome I<sup>e</sup> seul coûtera désormais 25 + 25 + 5 francs, soit 55 francs, alors qu'il était vendu 15 francs sous sa première forme avant la guerre.

4. Il est vrai que près de quarante planches hors texte ont disparu pour faire place à des figures dans le texte (pas toujours aussi bien venues qu'en le souhaiterait).

## COMPTES-RENDUS CRITIQUES.

---

V. SCHEIL, membre de l'Institut, directeur d'études à l'École pratique des Hautes-Études. **Recueil de lois assyriennes.** Texte assyrien en transcription, avec traduction française et index. Paris, Geuthner, 1921. 1 vol. gr. in-8°, 125 pages.

« On peut dire sans exagération que, depuis la trouvaille du Code de Hammurabi (1901-1902), publié et traduit en 1902, rien de comparable n'a été mis au jour en matière de législation antique. » Cette phrase, extraite de l'avant-propos de l'auteur, caractérise au mieux l'importance de cette nouvelle publication. En 1901, la Délégation française en Perse trouva, à Suse l'ensemble des lois de Babylone, gravées par l'ordre du roi Hammurabi vers 2000 avant notre ère. L'année suivante, le P. Scheil, dans le tome IV des *Mémoires de la Délégation*, donnait la traduction de ce monument unique. Depuis, on a reconnu que Hammurabi, roi sémité dont la dynastie prit pour capitale Babylone, n'était pas absolument un novateur. Les Sumériens, race rivale des Sémites, et qui nous apparaissent déjà mélangés à ceux-ci dès le début de l'histoire mésopotamienne, avaient un code de lois avant l'an 2000, et à plusieurs reprises on en a découvert des fragments. Le P. Scheil en a traduit un certain nombre dans la *Revue d'assyriologie*. Nous n'avions encore aucun recueil des lois de l'Assyrie, limitrophe de la Babylonie, occupée comme elle par un mélange de Sémites et de Sumériens non sémités, mais dont la population, composée en grande partie de montagnards et ayant reçu en outre d'Asie Mineure des éléments ethniques que nous qualifions encore mal, offre un caractère plus rude que celui des Babyloniens. Les fouilles allemandes effectuées sur le site d'Assur, l'ancienne capitale de l'Assyrie, mirent au jour trois tablettes faisant partie du Recueil des lois assyriennes, dont le P. Scheil nous donne la première transcription et la traduction. Nous avons ainsi en une sorte de triptyque : sumérien, babylonien, assyrien, un tableau de la législation et par suite des mœurs et des usages de l'ancienne Mésopotamie ; nous saisissons sur le vif les traits caractéristiques de chacun de ces peuples. C'est ainsi que la loi babylonienne, qui reproduit la plupart des dispositions de la loi sumérienne, corrige ce qu'elle peut avoir d'imprécis, de façon à y introduire plus d'équité, mais aussi plus de rigueur, car elle tend à devenir inexorable. La loi assyrienne agrave encore, si faire se peut, les pénalités ; nous y remarquons cette cruauté dont feront si souvent étalage les monarques assyriens dans leurs annales.

ou sur leurs monuments; et, puisque les codes de lois reflètent le caractère de ceux pour qui ils ont été rédigés, nous nous rendons compte, par la teneur de ces documents, de la violence des instincts et de la rudesse des mœurs de la société assyrienne à la fin du second millénaire avant notre ère.

C'est, en effet, de cette époque que datent les tablettes d'Assur traduites dans ce volume, et leur importance générale s'accroît, pour les assyriologues, de leur intérêt philologique; c'est un texte extrêmement intéressant tant par sa grammaire que par son lexique, dont la valeur linguistique est de premier ordre, et qui présente de grandes difficultés d'interprétation. C'est un point qu'il convient de signaler à ceux qui ne sont point familiarisés avec les études d'orientalisme; il rend encore plus précieuse cette traduction qui ouvre à tous l'accès de la législation assyrienne.

La première tablette, de beaucoup la mieux conservée, semble une compilation de la jurisprudence concernant « la femme » en général. En même temps que les légistes se sont préoccupés de réunir ses droits et ses devoirs sociaux, ils ont joint à ce chapitre les dommages qu'elle peut subir ou les délits qu'elle peut commettre à l'égard de la morale. Il se manifeste un certain disparate dans la rédaction qui traite tour à tour de la femme qui a volé dans un temple, de celle qui profère des injures, qui vend quoi que ce soit à l'insu de son mari, de la femme adultère, de l'avortement, des entremetteuses, de la femme qui s'enfuit du domicile conjugal. Puis la tablette énumère ce qu'il advient des propriétés de la femme et de son avenir, en cas de mort du conjoint ou de son absence prolongée. Nous voyons, comme en droit babylonien, que, à l'occasion du mariage, il y a plusieurs sortes de donations : le *dumaki*, apport du mari entrant en ménage chez son beau-père (la *tirhatou* du Code de Hammurabi); le *biblou*, objets mobiliers donnés à la future par son beau-père; le *chirqou*, apport de la femme entrant en ménage (la *cheriqto* du Code de Hammurabi, véritable dot); le *noudounou*, don révocable du mari à la femme. Le scribe intercale ensuite certaines prescriptions vestimentaires applicables aux femmes de condition. Le port du voile, aujourd'hui encore général en Islam, était déjà en usage. Les paragraphes 41 et 42 nous apprennent que les femmes mariées, quelle que soit leur origine, ou les filles d'homme libre, sortiront voilées; par contre, interdiction sévère du port du voile aux prostituées ou aux servantes, et obligation, pour qui saurait la transgression, de les dénoncer. Puis la tablette revient à l'héritage et termine par la répression des sévices infligés à une vierge. Chemin faisant est intercalé un long paragraphe (n° 48) consacré à la révélation des actes de sorcellerie, qui sont punis de mort; le Code de Hammurabi débute de même par deux articles contre les maléficiers; le sorcier est également passible de mort, s'il a jeté à tort le sort sur sa victime; les preuves qu'il produira ou, à leur défaut, le jugement par le fleuve en décideront.

Nous ne pouvons préciser ce qu'était exactement ce jugement par

le fleuve. Nous savons qu'au moyen âge, pour décider dans certains cas de l'innocence d'un inculpé, on le jetait, les membres liés, dans un fleuve dont l'eau avait été bénite; s'il surnageait et était rejeté par le fleuve, il était réputé coupable; s'il enfonçait on le déclarait innocent. Dans l'épreuve du fleuve, en Mésopotamie, c'était le contraire, mais c'est toujours le fleuve qui extermine le coupable ou relaxe l'innocent. En effet, la tablette nous dit: « S'il revient du fleuve » (paragraphe 25), et elle nous apprend que tantôt le prévenu était chargé de liens (paragraphe 17), que tantôt il n'en portait pas (paragraphe 23).

Les châtiments, dans les lois assyriennes, sont variés et parfois barbares; à côté de l'amende, payée le plus souvent en plomb, il y a la bastonnade et la corvée royale, puis les mutilations; celles-ci, par exemple: l'abscision de doigts, du nez, des oreilles, des seins, n'ont plus que la valeur de châtiments, mais à l'origine elles étaient une application du principe: l'organe qui a péché sera détruit, que l'on retrouve dans le Code de Hammurabi, paragraphes 218, 226, où le chirurgien maladroit aura les mains coupées, et paragraphe 192, où la nourrice ayant laissé mourir son nourrisson alors qu'elle élevait un autre enfant aura les seins coupés. En général, les lois assyriennes, pour tout ce qui concerne la femme, suivent le Code de Hammurabi lorsqu'il a traité de la question; elles en diffèrent par le luxe de détails concernant les délits contre la moralité et par la cruauté de la répression. Il y a, des lois sumériennes aux lois assyriennes, une complication croissante dont l'épanouissement se trouve dans les codes des sociétés modernes. Cette complication semble un fait purement humain, qui n'a rien de particulier à la société assyrienne.

La seconde tablette traite de questions de propriétés, champs, maisons, etc. Elle expose tout au long la procédure à suivre dans les contestations, la juridiction à laquelle il conviendra d'avoir recours et la composition du tribunal. Ces contestations peuvent naître de diverses causes: culture du champ d'autrui à l'insu ou avec le consentement du propriétaire, partage des eaux d'arrosage, etc.

La troisième tablette, assez mutilée, traite de ventes illicites de personnes ou d'animaux. Là encore, ainsi que dans la seconde tablette, on remarque que le juge ne s'est plus contenté d'émettre des principes généraux comme dans la loi sumérienne ou même dans le Code de Hammurabi; il s'est efforcé d'envisager les différents aspects de la question. Il s'en faut donc que nous ayons dans ces tablettes le recueil complet des lois assyriennes; nous n'en possédons qu'une partie, et d'après la façon dont un chapitre a été traité: les droits et devoirs de la femme et les relations entre l'homme et la femme envisagées au point de vue de la morale, on peut présumer que le Code assyrien dans son entier devait exiger un nombre considérable de tablettes semblables à celles qui sont parvenues jusqu'à nous et dont nous devons la connaissance au P. Scheil.

Nous ne pouvons mieux faire, en terminant le compte-rendu de

cette publication si importante non seulement pour l'assyriologie, mais aussi pour la connaissance de la haute antiquité, que de transcrire le dernier paragraphe du volume ; il nous montrera que l'Assyrie d'il y a trois mille ans a souffert des abus dont nous pâtissons aujourd'hui : « (Paragraphe J.) Si [quelqu'un les prix] à son prochain exagère, on lui fera la preuve, on le convaincra,... et, comme le roi voudra, on le punira. »

G. CONTENAU.

**E. PAIS. Fasti triumphales Populi Romani.** Rome, Nardocchia, 1920. In-8°, 546 pages en 2 vol. Prix : 75 l.

M. Pais vient de nous donner une nouvelle édition, complète et élégante, du fameux document. Elle lui vaudra une grande reconnaissance de la part de tous ceux qui ont à en faire usage. On ne saurait faire un compte-rendu digne de l'ouvrage qu'en abordant successivement les nombreuses questions de détail qu'il soulève et étudie. Je me propose simplement ici, pour donner une idée de l'intérêt qu'il présente, de consacrer quelques mots à une de ces questions : la chronologie romaine primitive, j'entends la chronologie jusqu'à l'époque de l'invasion gauloise, vers 383 av. J.-C.

Je suppose un historien moderne ne disposant que des documents orientaux ou grecs antérieurs à l'annalistique romaine, n'ayant aucune notion de cette annalistique, et chargé de présenter un tableau de l'histoire d'Italie jusqu'au IV<sup>e</sup> siècle. Ce tableau serait évidemment sommaire. Cependant, il y aurait plusieurs grands faits à mettre en lumière. Les voici :

Rien jusqu'au VIII<sup>e</sup> siècle ; les documents orientaux mentionnent parfois l'Espagne, mais non l'Italie. Avec la fondation des villes grecques du Sud, aux VIII<sup>e</sup> et VII<sup>e</sup> siècles, commencent les premières lueurs de l'histoire. Les Grecs, parmi les peuples indigènes, distinguent déjà les « sauvages » Tyrrhéniens et les Latins, au VI<sup>e</sup> siècle ; leurs récits mentionnent très nettement l'essor des Étrusques, leur victoire navale sur les Phocéens, leurs attaques contre Cumes. Ils mentionnent non moins nettement la réaction grecque qui suit, la victoire de Hiéron à Cumes (474), l'apparition des Syracuseins à l'île d'Elbe et jusqu'en Corse. A l'époque où les Athéniens fondent Thurii (444), on ne signale aucun événement d'importance dans la péninsule, malgré que, parmi les colons de Thurii, se soit trouvé précisément l'historien Hérodote. Mais, peu après, commencent les attaques des peuples de l'Apennin, la prise de Capoue (438) et de Cumes (421), enfin les grands succès des Lucaniens contre les Grecs italiotes (vers 393). Nous arrivons ainsi aux incursions gauloises, qui ont été parfaitement connues des Grecs.

Je suppose maintenant qu'à notre historien soit brusquement révé-

lée l'existence de documents indigènes sur les villes d'Italie au v<sup>e</sup> siècle, par exemple les Annales de Rome telles qu'elles sont présentées par Tite-Live. Se précipitant sur ce document précieux, il y trouvera, en gros, les faits suivants :

Rome a été une colonie d'Albe qui, très vite, a supplanté la métropole dans la direction des Latins. Elle a subi une longue domination étrusque, que ses annalistes ont palliée et travestie, mais sans pouvoir effacer complètement le souvenir des Tarquins et de Porsenna. Puis commence une série continue de magistrats éponymes, sous lesquels reviennent, année par année : au dedans, des querelles civiles prenant généralement la forme de grèves de soldats ; au dehors, des luttes contre les peuples montagnards, Éques ou Volsques. Les Annales marquent fortement la promulgation de la première législation écrite, puis, après un intervalle, la prise de la grande ville étrusque de Véies. Enfin elles arrivent à l'invasion gauloise.

Notre historien ne sera ni surpris ni mécontent. En somme, les grands faits que les indications des Grecs lui donnaient pour l'histoire générale de l'Italie, il les retrouve à leur poste dans l'histoire particulière de Rome. Une seule chose le déconcerte, la chronologie. S'il suppose les dates résultant de la liste des éponymes, il remarquera : que l'écroulement de la domination étrusque est placé vers 510 av. J.-C., soit trente ou quarante ans avant la bataille de Cumæ ; que les guerres contre les montagnards commencent aux environs de 480, soit une quarantaine d'années avant la chute de Capoue ; que la première législation écrite est placée antérieurement à la fondation de Thurii.

L'accord ne se rétablit avec la chronologie grecque qu'à l'époque des invasions gauloises.

On dirait que la chronologie des annalistes romains a été décalée d'une quarantaine d'années vers le haut. On ne peut se défendre du soupçon qu'il y a là le résultat d'un artifice ou d'une confusion, et la tentation naît de rajeunir les premiers événements dont le souvenir ait été conservé à Rome. L'objection grave serait que, ce faisant, il ne resterait plus de place pour les événements compris entre la législation décemvirale et l'invasion gauloise. Or, par un hasard significatif, ces événements n'existent pas. Il y a, justement à l'époque générante, un moment où l'histoire romaine semble vide de faits importants. J'ai signalé ceci ailleurs, en parlant du livre IV de Tite-Live. L'examen scrupuleux auquel viennent d'être soumis les Fastes triomphaux fournit un moyen de contrôle et une confirmation.

On sait que la période 437-361 manque dans le document. Mais (et c'est presque le principal), M. Païs a calculé exactement l'étendue de la lacune.

Voici ce que donne un rapide examen des proportions : la partie 4, sur 179 lignes, devait contenir environ 80 triomphes pour un intervalle de plus de 100 ans (correspondant en gros au 1<sup>er</sup> siècle

av. J.-C.); la parastate 3, 176 lignes, environ 80 triomphes pour moins de 100 ans (en gros II<sup>e</sup> siècle av. J.-C.); la parastate 2, 179 lignes, plus de 65 triomphes pour 80 ans (III<sup>e</sup> siècle); le bas de la parastate 1, qui est conservé, 74 lignes, 36 triomphes pour une soixantaine d'années (361-301); la lacune, 26 lignes, une douzaine de triomphes pour 76 ans (437-361) : cf. Païs, p. 42 et suiv., 331 et suiv.; le haut de la parastate 1, 33 lignes, 16 ou 17 triomphes pour 59 ans, si l'on part de 496 — ou 50 lignes, 24 ou 25 triomphes pour 73 ans, si l'on part de 509 (je laisse les triomphes royaux). Bref, la période comprise dans la lacune présenterait un triomphe tous les six ou sept ans, tandis que la période précédente en présente un tous les trois ou quatre ans, et la suivante un tous les deux ans au moins.

M. Païs n'a pu être frappé du fait, parce que, comme on sait, il est entièrement sous l'influence de l'idée qu'il n'y a rien à tirer des annales romaines pour le V<sup>e</sup> siècle. Je suis de ceux qui ne peuvent se résigner à cette amputation radicale. Alors, la constatation que je viens de faire illustre merveilleusement l'allongement artificiel qu'ont subi les annales pour la période comprise entre l'invasion gauloise (vers 385-380) et les décemvirs, qui se sont trouvés rejetés ainsi vers 450 av. J.-C. J'ai dit ailleurs (*Hist. de l'Antiquité*, t. I, p. 488) comment s'expliquerait, à mon avis, cet allongement, et pourquoi il fallait, en réalité, ramener les décemvirs vers 415, le début des annales vers 470-460. Je persiste à croire l'explication juste dans l'ensemble. Il va de soi que je suis prêt à faire bon marché de certains détails (cf., sur le triomphe de Cossus, Païs, *loc. cit.*, p. 333). Avec cette correction, la période correspondant à la lacune est seulement d'une quarantaine d'années. Douze triomphes, dans cet intervalle, c'est exactement la proportion de la période antérieure. J'ajoute qu'il est probable que la période se rapprocherait déjà du type postérieur, sans la perturbation trop explicable apportée dans les Fastes triomphaux par la catastrophe gauloise.

E. CAVIGNAC.

Fritz KERN. *Gottesgnadentum und Widerstandsrecht im frühen Mittelalter. Zur Entwicklungsgeschichte der Monarchie.*

Leipzig, K.-F. Köhler, 1914. In-8°, xxxii-444 pages. (*Mittelal-*  
*terliche Studien herausgegeben von Fritz Kern. Bd. I, H. 2.*)

Le livre de M. Kern, dont on peut traduire le titre ainsi : *la Royauté de droit divin et le droit de résistance des sujets pendant le haut moyen âge : contribution à l'histoire de l'évolution de la monarchie*, apparaîtra tout d'abord aux historiens comme un recueil très précieux. Il témoigne d'une lecture immense et d'une érudition qui ne cherche point à se dissimuler. Ses nombreuses notes, bourrées de renvois et de citations, ses trente-huit appendices feront la joie de ceux

d'entre nous qui auront le courage de le « mettre en fiches<sup>1</sup> ». Sans doute un procédé d'exposition différent aurait eu plus d'attrait. En certains endroits, l'abondance des renvois aux ouvrages de seconde main semble un luxe inutile. Et puis, à lire d'une part le texte proprement dit, d'autre part les notes, on a souvent l'impression d'une sorte de discordance : en haut les « idées générales », en bas des pages les faits ; l'art eût consisté dans une fusion plus harmonieuse. Mais, devant tant de richesses dont chacun profitera, il y aurait bien de l'ingratitude à se plaindre.

Surtout prendre cet ouvrage seulement pour un répertoire serait souverainement injuste. Une intelligence très pénétrante s'y donne carrière. Il mérite d'être connu, médité et discuté.

Son objet est très clairement défini. « Du XVII<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle », deux conceptions se sont disputé la prééminence dans les États de l'Europe occidentale et centrale : d'une part le droit divin des rois, d'autre part le droit de résistance des peuples ; leurs luttes retentissent encore dans la mémoire des hommes d'aujourd'hui. Or, les origines de ces deux grands principes sont anciennes. Pendant le haut moyen âge, inconnus encore, ils vivaient déjà dans les consciences. Comment ils se sont formés d'éléments empruntés à des traditions diverses ; quels furent leurs premiers combats et les incidents de leur développement : voilà ce que M. Kern s'est proposé de rechercher. Il arrête son étude à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, au moment où, dans les différents pays, le type d'État que caractérise la présence d'assemblées limitant les pouvoirs du souverain ou bien s'établit ou bien s'essaye à la vie : régime parlementaire anglais, tentatives des États généraux en France, *ständische Verfassung* dans les territoires allemands.

Prenons d'abord la royauté de droit divin. Sous ce terme commode on groupe trois concepts différents : valeur absolue du gouvernement monarchique, à l'exclusion de toute autre forme politique ; — droit au pouvoir reconnu à un monarque déterminé, le roi « légitime », personnellement désigné à la fois par l'hérédité et par une consécration religieuse ; — irresponsabilité du souverain, autrement dit « absolutisme ». Il convient de distinguer soigneusement ces trois notions, ces trois croyances.

A l'origine des sociétés médiévales, qu'apportaient avec eux les Germains ? Non pas précisément le principe monarchique — car ils ne se haussaient pas jusqu'à des principes politiques clairement définis — mais (du moins depuis les invasions) une « habitude monarchique » fortement établie. En outre, une conception de la légitimité très puissante, mais très différente de la conception moderne. Dans chaque peuple german une seule famille — élevée au-dessus des autres par

1. On trouvera en tête du livre une bibliographie très riche, malheureusement sans classement méthodique. Il n'y a ni index, ni, pour les appendices, tables d'aucune sorte.

une sorte de vertu religieuse ou magique — pouvait fournir les rois; à l'intérieur de cette race sainte (qu'aux temps païens l'on considérait d'ordinaire comme issue des dieux : telles les familles royales anglo-saxonnes, nées de Wotan), le peuple choisissait comme roi le plus digne. Ainsi la royauté était à la fois héréditaire et soumise à l'élection : double idée si profondément enracinée dans les consciences que M. Kern, ingénieusement et sûrement, a pu en suivre le développement et les survivances pendant tout le haut moyen âge.

En face de l'apport germanique, celui de l'Église. On y voit se mêler, de façon à peu près indiscernable, aux éléments proprement chrétiens ou bibliques des emprunts faits à la civilisation antique. Pénétrée du respect de la hiérarchie, formée d'ailleurs à la vie sociale en un temps où l'Empire romain dominait le monde, l'Église, au début du moyen âge, est naturellement monarchique, sans discussion, presque sans réflexion; elle ne conçoit pas d'autres formes politiques. Mais non pas monarchiste à la façon germanique. Pour elle le droit de la race n'existe pas : peut-être (et ce point paraît avoir échappé à M. Kern) parce que les sentiments, liés à tout un système de représentations religieuses primitives, qui soutenaient un tel droit chez les Germains lui étaient naturellement étrangers. Il faut un roi; mais le vrai roi, le roi selon Dieu, sera celui — quelle que soit sa naissance — qui gouverne bien, c'est-à-dire qui gouverne conformément aux règles religieuses ou morales du catholicisme ou conformément aux intérêts du clergé : la nuance est difficile à saisir. En France, l'Église a reconnu successivement les usurpations carolingienne et capétienne. En Allemagne — si nous en croyons M. Kern — d'accord avec les grands, elle a si bien réussi à obscurcir la vieille notion germanique de la légitimité familiale qu'à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle on en était arrivé à estimer « contraire à la justice et à la raison » que le fils d'un roi succédaît à la couronne.

Tels étaient les principes originels de l'Église : monarchistes, non légitimistes. Mais son attitude, ou plutôt l'attitude de ses différents représentants vis-à-vis de la royauté, a été au cours du moyen âge plus hésitante, plus variable, moins une, en un mot, qu'on ne se le représente généralement; et cette complexité s'exprime assez bien dans l'histoire d'une cérémonie, à la fois politique et religieuse, qui a tenu une grande place dans la vie des États médiévaux : le sacre royal<sup>1</sup>. M. Kern, utilisant largement les travaux antérieurs, notamment ceux de M. Schreuer, mais les complétant par endroits et sur-

1. Ces vicissitudes de la pensée ecclésiastique se reflètent aussi avec exactitude dans l'histoire d'une pratique, quasi magique, dont l'étude tient de très près à celle du « droit divin » : le toucher des écrouelles par les rois de France et d'Angleterre. M. Kern ne lui a consacré qu'une mention assez superficielle. J'espère pouvoir prochainement présenter, sur ce sujet, un travail plus complet.

tout les interprétant librement, a repris à son tour l'étude du sacre et de son évolution. Parmi les rites divers qui componaient cette solennité, il s'est attaché particulièrement, comme il était naturel, au rite religieux par excellence : l'onction. Née à l'origine de souvenirs bibliques, introduite dans l'État franc par les Carolingiens, l'onction royale prit rapidement une importance extrême. Les clercs l'assimilaient volontiers à un sacrement; par elle le roi devenait un personnage quasi sacerdotal; ainsi la vieille royauté germanique, un moment dépouillée par le christianisme de la parure divine dont l'avaient ornée les croyances païennes, recevait du clergé catholique une nouvelle consécration religieuse. Par là, sans doute, elle marquait sa soumission envers l'institution dont elle acceptait de tenir son caractère sacré; elle s'insérait dans le système ecclésiastique, et cela pouvait passer pour une victoire de l'Église. Mais, oints comme les prêtres et comme les évêques, « christs du Seigneur » comme eux, les rois ne risquaient-ils pas de concevoir un orgueil dangereux? Ne pouvait-on craindre qu'ils en arrivassent à se considérer, même du point de vue religieux, comme les égaux ou les supérieurs du sacerdoce? Ce fut ce qui se produisit en effet. On connaît la phrase fameuse qu'un chroniqueur liégeois prête à l'empereur Henri III : comme l'évêque de Liège le sommait de respecter en lui la dignité sacerdotale et l'onction sainte : « Moi aussi », répondit-il, « j'ai été oint avec l'huile sacrée et j'ai reçu par là le pouvoir suprême.»

Contre de pareilles prétentions, l'Église réagit. Ce fut l'œuvre de la réforme grégorienne. Les polémistes s'efforcèrent d'abaisser le *magnum* devant le *sacerdotium*. La dogmatique sacramentaire se fixa; et au nombre des sept sacrements, désormais immuablement déterminés, l'onction royale ne fut pas comprise. On ne pouvait empêcher que par la pratique même de l'onction, commune aux deux rites, le sacre royal ne se rapprochât de l'ordination des prêtres; on s'appliqua du moins à accuser, dans le détail du cérémonial, les différences entre les deux actes. Théoriciens, hommes d'action, liturgistes, s'accordèrent à marquer l'abîme qui devait séparer des dignités spirituelles toute charge temporelle. Malgré tout, sur les rois l'empreinte sacrée demeura.

Vers le milieu du moyen âge, l'idée monarchiste s'était donc fortifiée d'éléments provenant de sources diverses : les vieilles habitudes germaniques et les vieilles habitudes romaines, adoptées par l'Église, — la notion de la légitimité dynastique, legs de la Germanie, transformée dans certains États, et surtout, grâce à un heureux concours de circonstances, dans l'État français, en un droit héréditaire de mâle en mâle fermement établi, — la consécration religieuse, héritage lointain de David et de Salomon ; — on peut ajouter, depuis la renaissance du droit écrit, une nouvelle influence des conceptions plus qu'à demi-orientales du Bas-Empire romain, transmises directement par la lecture des Codes. La grande royauté de droit divin des temps modernes préparait son apogée.

Mais était-ce déjà l'absolutisme? Non certes. Deux traditions encore très fortes s'opposaient à son avènement. La tradition germanique mettait au-dessus du roi, comme d'ailleurs au-dessus de la nation, le droit, ou mieux la coutume sacrée des ancêtres. Par exemple, elle ne concevait pas qu'un roi, non plus qu'une assemblée, créât une loi nouvelle; légitérer à ses yeux ce ne pouvait être que donner forme à une loi jusque-là inexprimée, mais ayant vécu avant toute législation d'une existence immémoriale au sein du peuple. Pour elle le souverain n'était donc pas absolument tout ce qu'il faisait de contraire au droit ancestral passait pour nul. Quant à l'Église, elle soumettait tout pouvoir à un code divin qu'elle se chargeait d'interpréter.

Si un roi commettait un acte interdit par les « bonnes coutumes » ou par les préceptes religieux ou moraux du catholicisme, que pouvaient faire les sujets? On s'habitua à leur reconnaître le droit ou même le devoir de résister; et cela, comme le dit fort nettement le *Sachsenspiegel*, sans que leur rébellion, en pareil cas, dût paraître un manquement à la fidélité. C'était une vieille notion germanique. L'Église ne l'accepta pas sans quelques difficultés. Ne devait-elle pas plutôt écouter la leçon du Nouveau Testament, qui semble bien prêcher la soumission, au moins passive, aux ordres, même injustes, du pouvoir temporel? Mais de bonne heure elle admis une exception à la règle d'obéissance: tout souverain hérétique fut considéré comme déchu et ses sujets comme déliés envers lui. C'était ouvrir la porte au « droit de résistance ». Le mouvement d'idées qui accompagna et soutint la réforme grégorienne fit le reste. Ne reconnaissant plus à la monarchie un caractère divin, les polémistes les plus radicaux allèrent jusqu'à en faire une émanation de la souveraineté populaire; la dignité royale devenait un mandat sans cesse révocable. Ces pamphlets extrémistes, il est vrai, eurent peu d'écho. Cependant, l'idée que la désobéissance pouvait, en certaines circonstances, devenir légitime, avait profondément pénétré dans les consciences religieuses. Sans doute, en l'espèce, les théoriciens ne faisaient guère que mettre en formules l'anarchie médiévale; mais est-il jamais indifférent que des considérations idéologiques viennent au secours d'un état de fait?

L'habitude de la révolte en elle-même n'était guère qu'un germe perpétuel de désordre. Le progrès essentiel fut accompli le jour où les sujets, fatigués de ne pouvoir lutter contre l'injustice royale qu'en refusant, après coup, d'observer ses commandements, imaginèrent de créer des institutions de contrôle chargées, en quelque sorte, de s'opposer par avance aux décisions arbitraires du pouvoir. Au XIII<sup>e</sup> siècle, en Angleterre, le pas fut franchi: Ainsi, dès ce moment, la monarchie constitutionnelle, en même temps que la monarchie de droit divin et en réaction contre elle, faisait son entrée dans le monde. En vérité, c'est elle qui apparut à M. Kern comme la création propre de la pensée médiévale et surtout de la pensée germanique. Le moyen âge, dans l'ensemble, n'a cru ni au droit exclusif des rois, ni au droit exclu-

sif des peuples. Au-dessus des sujets comme des princes il plaçait le droit ou la coutume : conception singulièrement riche et efficace, qui est à l'origine des formes les plus harmonieuses de l'État moderne.

Telles sont les idées directrices essentielles que nous propose M. Kern. J'ai essayé de les résumer, librement sans doute dans l'expression, c'est-à-dire sans m'astreindre à reproduire littéralement les formules mêmes de l'auteur, mais, pour le fond, aussi fidèlement que j'ai pu. Je voudrais maintenant, très brièvement, et en négligeant les détails de pure érudition, indiquer les réserves que, sur quelques points importants, ce livre brillant me paraît devoir appeler.

M. Kern a voulu écrire une étude d'histoire des idées politiques. Non pas seulement des théories politiques. Il ne s'est pas contenté de lire les traités des philosophes et des juristes. Ce qui intéresse l'historien, ce sont les grandes idées collectives par où, en partie du moins, s'explique l'évolution politique des peuples; les œuvres doctrinaires n'en fournissent qu'une image imparfaite; elles s'expriment aussi, souvent avec plus de sincérité, dans les documents législatifs, les lettres, les manifestes, dans les cérémonies, dans les institutions et le droit lui-même. C'est ce qu'a très bien compris M. Kern. Son chapitre sur le sacre restera, dans cet ordre de recherches, comme un modèle de discussion pénétrante. Mais, parmi les sources où il pouvait puiser, il en a négligé une qui lui aurait beaucoup donné. Je veux parler de la littérature de fiction, et, plus particulièrement, pour la France, des textes épiques. Les épopées françaises sont pour l'érudit qui sait les exploiter une mine de renseignements précieux. Il y a plus. Elles furent aussi un admirable véhicule d'idées. Elles ont contribué à maintenir, à répandre, à populariser quelques conceptions très simples touchant la société et l'État. Je ne prendrai qu'un exemple. M. Kern, dans l'ouvrage dont je viens de rendre compte, et plus encore dans un ouvrage antérieur, a fortement insisté sur les tentatives faites par la royaute capétienne pour se rattacher aux traditions de l'Empire carolingien. Ces rois ou leurs ministres eussent-ils conçu pareil dessein, si jamais trouvère n'avait chanté Charlemagne?

M. Kern s'est bien gardé de donner à son étude des limites étroitement nationales. C'est dans toute l'Europe occidentale et centrale et plus particulièrement dans les trois grands États médiévaux : Allemagne, France et Angleterre, qu'il suit, dans leurs vicissitudes, le droit divin des rois et le droit de résistance des sujets. Conception incontestable excellente : nous ne verrons un peu clair dans la vie des sociétés médiévales que le jour où on aura commencé d'en écrire l'histoire comparée. Mais qui dit histoire comparée dit recherches des dissemblances et de leurs causes aussi bien que des analogies. Il n'est intéressant et utile de rapprocher la France, par exemple, de l'Allemagne, que si l'on s'attache à mettre en lumière les raisons qui font qu'en Allemagne les choses se sont passées autrement qu'en France. Une histoire des idées politiques, fondée sur la méthode com-

parative, n'a de sens que si elle repose sur une étude, dirigée selon le même esprit, des faits historiques nationaux qui, dans les différents pays, ont conditionné de façon différente l'évolution des représentations collectives. C'est ce qu'on cherche en vain chez M. Kern. Trop souvent, dans son livre, la France, l'Allemagne, l'Angleterre, apparaissent comme des cadres vides où se jouent les idées. Cette erreur de principe est particulièrement frappante en ce qui concerne l'Angleterre. N'est-elle point la cause de l'importance singulièrement exagérée attribuée par M. Kern à l'article 61 de la Grande Charte? Sans doute cet article, où la notion théorique du droit de résistance cherche à s'exprimer dans une institution stable, est curieux; mais pratiquement rien d'efficace n'en est sorti. Comme M. Kern le sait fort bien, le Parlement anglais, la monarchie constitutionnelle anglaise ne sont pas nés de là.

A vrai dire, si M. Kern témoigne d'un médiocre intérêt pour l'étude des conditions politiques et sociales propres aux différents États médiévaux, c'est qu'il est surtout préoccupé de questions d'origine. Son livre est un perpétuel diptyque, où s'opposent inlassablement deux traditions : la tradition romano-chrétienne et la tradition germanique. Cette tendance d'esprit n'est malheureusement pas une originalité : on dirait qu'aux yeux de quelques historiens tout le moyen âge s'explique par le mélange de deux éléments divers, savamment dosés. Chez beaucoup d'érudits allemands et aussi, il faut l'avouer, dans un sens inverse, chez certains érudits français, cette complaisance excessive pour les problèmes d'origine se rattache aux inspirations, plus ou moins conscientes, d'un patriotisme mal compris. Pour les auteurs allemands en particulier, tout ce qui, dans le moyen âge, n'est pas romain passe trop aisément pour germanique : comme si le mot de médiéval n'avait pas de sens et que tant de siècles de vie sociale n'eussent rien créé. Malgré son honnêteté scientifique, qui est incontestable, M. Kern n'a pas toujours su éviter de tomber dans le travers commun. Cela est surtout sensible dans ses développements sur le droit de résistance. On disait jadis que les libertés de l'Europe moderne étaient sorties des « forêts de la Germanie ». M. Kern ne le dit plus; mais il ne peut se résigner à ne plus le croire : tant les vieux mirages ont encore d'empire sur les plus probes esprits. Quand donc, d'un accord unanime, se décidera-t-on à étudier le moyen âge comme il mérite de l'être : en lui-même?

Marc BLOCH.

---

B. SAINT-JOURS. *Le littoral gascon*. Bordeaux, Mounastre-Picamilh, 1921. In-8°, 418 pages et 19 cartes. Prix : 38 francs.

Dans sa *Géographie de la Gaule romaine* (t. I, p. 261; cf. la carte qui fait face à la p. 272), Ernest Desjardins décrit et figure le

littoral gascon de l'Atlantique comme une ligne sinuuse dentelée d'anses marines largement ouvertes sur l'Océan; pour lui La Teste, Parentis, Mimizan étaient alors autant de ports de mer, et c'est après l'époque classique que les dunes, lentement accrues par la force des tempêtes et des marées, ont fini par transformer le rivage en une ligne droite de sables stériles<sup>1</sup>. Cette opinion a été généralement adoptée; elle a pénétré dans l'enseignement et même dans *La France d'aujourd'hui*, manuel rédigé par des professeurs très au courant des problèmes et de la bibliographie géographiques (Paris, Félix Alcan, 1920), on lit (p. 390): « L'accumulation des sables et leur progression rapide vers l'intérieur du pays ont épaisси le cordon littoral...; le niveau des golfs devenus des étangs s'élève progressivement... » et l'image qui accompagne cette description dessine nettement l'ancien rivage à côté du nouveau. Cette double proposition, présentée comme un fait incontestable, à savoir la formation à une époque récente, c'est-à-dire postérieure aux temps gallo-romains, du littoral rectiligne, et l'invasion des sables vers l'intérieur, a été attaquée par M. Saint-Jours dans une série de mémoires dont plusieurs ont été mentionnés ici même à leur date et dans le présent ouvrage, où sont présentés, sous une forme plus ample, les résultats de recherches poursuivies depuis plus d'un quart de siècle à la fois dans les livres et sur le terrain même. Quelquefois combattu, le plus souvent ignoré, il a trouvé un très chaud partisan dans la personne de M. Camille Jullian et, en maint endroit, il témoigne sa reconnaissance au savant professeur des antiquités de la France pour l'encouragement qu'il a reçu de lui.

Des considérations d'un caractère purement géologique et qui sortent de notre compétence ont conduit M. Saint-Jours à émettre cette hypothèse primordiale que le littoral occidental de la Gascogne, tel que nous le connaissons aujourd'hui, s'est formé de nombreux siècles (cent peut-être) avant notre ère, à la suite d'un cataclysme produit par une rupture d'équilibre entre les deux pôles austral et boréal. D'autre part, il montre, par des faits matériellement établis, que, sur l'emplacement des prétendues baies largement ouvertes sur la grande mer, ont existé des forêts de chênes dont il reste encore de très anciens témoins ensevelis sous les eaux ou dans le sable; mieux encore, on y a découvert des fours avec de nombreux débris de silex taillés et de poteries qui remontent certainement bien plus haut que l'époque gallo-romaine. « Notre littoral », dit-il, « n'a connu ni dentelure, ni anses, ni d'autres entrées de ports que celles de l'embouchure de la Gironde, du bassin d'Arcachon et de l'embouchure de l'Adour » (p. 4). La ligne des lagunes et des étangs est d'une « extraordinaire ancienneté » (p. 49). « La mer se trouve au même niveau qu'il y a cent siècles »

1. Voir p. 260 : « Il est probable que la formation des dunes, datant du moyen âge, a bien pu faire reculer la mer, dont la limite approximative nous serait sans doute indiquée, pour l'époque romaine, par la ligne des étangs, anciennes baies enfermées seulement pendant les âges modernes. »

(p. 54). On a parlé de dunes envahissantes, de villes disparues sous les eaux marines; or, les dunes, pour la plupart perpendiculaires au rivage, paraissent être de formation très ancienne et n'ont pas bougé depuis qu'on peut entrevoir leur histoire dans des documents écrits. Quant aux villes englouties, elles sont le produit de l'imagination populaire; des pêcheurs gascons ont cru en apercevoir les vestiges dans la passe de Cordouan, comme les pêcheurs bretons ont vu la ville d'Ys dans les hauts fonds de Douarnenez. Ou bien on s'est laissé tromper par des noms de lieu déformés, par des erreurs de gravure, comme ce fut le cas pour le port d'« Anchises », nom sous lequel on ne soupçonnerait guère que se dissimule le très réel et vivant Arcachon. Des paysans racontaient à Montaigne « que, depuis longtemps, la mer se pousser si fort vers eux qu'ils ont perdu quatre lieues de terre ». Certains textes d'archives, des observations précises et contrôlées de certains navigateurs et géographes infirment la valeur de ce témoignage. On a bien, il est vrai, énuméré une dizaine de localités rendues inhabitables, disait-on, par les sables que les vents d'ouest ne cessent de chasser devant eux. Prenant chacun des noms inscrits sur cette liste, M. Saint-Jours montre où bien que ces localités ont été mal identifiées, ou bien qu'elles n'ont pas en fait cessé d'exister jusqu'à nos jours, ou encore que leur disparition doit être attribuée non pas au sable en marche perpétuelle, mais aux eaux terrestres qui, dans des terrains aux pentes insensibles et mal drainés, n'ont pas réussi à se creuser un chenal d'écoulement. L'église de Saint-Nicolas de Grave, portée par La Popelinière (1592) comme « disparue sous les flots de l'Océan avec des paroisses entières » (sic), est marquée sur la carte de Claude Masse (vers 1708) entre Soulac et le Verdon, et l'on en a retrouvé des vestiges en 1909 (p. 107). « Noviomagus », mentionné par Ptolémée quelque part dans le Médoc et qu'on s'obstine à rattacher sans preuves à Soulac port de mer, pourrait aussi bien avoir été un simple marché de l'intérieur. Lilhan, petite paroisse connue déjà au XIII<sup>e</sup> siècle par des pièces d'archives, est encore marquée sur la carte de l'État-major comme un lieu dit « dans une région plate, dépourvue de dunes modernes et en regard de laquelle la mer dépose fort peu de sable » (p. 114). Il est vrai qu'à Soulac l'église, qui est de style roman, a été assez fortement ensablée, étant dans le creux d'une dune, mais le village lui-même (qui n'a point de port) n'a été mis en danger que par des tempêtes ou de fortes marées qui ont battu furieusement la falaise. Cette falaise, enfin, est fort ancienne et il faut renoncer à croire qu'à aucun moment de l'époque historique l'îlot de Cordouan ait été rattaché, ou presque, à la terre ferme. « Quand donc on parle de dunes mobiles et envahissantes, on énonce un fait qui n'est nullement fondé. On n'a pas eu à fixer, à arrêter les dunes, on les a simplement ensablées » (p. 78). Ce fut l'œuvre, comme on sait, œuvre bienfaisante, de Charlemont de Villiers, dont Brémontier a usurpé la gloire.

Du moment où les dunes eurent opposé aux flots de l'Océan une

barrière rectiligne et continue, les eaux fluviales de la région landaise, ne pouvant s'écouler aisément vers la mer, formèrent un chapelet d'étangs aussi anciens que la ligne côtière elle-même. Quand elles parvenaient tout de même à s'ouvrir une issue vers la mer, l'embouchure était constamment obstruée et souvent se déplaçait. M. Saint-Jours donne comme exemple le « courant » d'Huchet où se déversent les eaux de l'étang de Léon; un croquis (p. 85) montre avec quelle peine il se traîne le long du littoral avant de rencontrer l'estuaire instable où il se perdra dans l'Océan; mais le cas le plus intéressant au point de vue historique est celui qui concerne l'Adour. M. Saint-Jours, enfant du pays et qui ne l'a jamais quitté, à qui ses fonctions dans le service des douanes (aujourd'hui capitaine retraité) ont imposé le devoir de le parcourir dans tous les sens et à toutes les époques de l'année, lui consacre une longue étude (p. 276-353), où il expose, d'après les documents écrits et l'examen minutieux du terrain, les changements imposés par la mer au cours inférieur et à l'embouchure de ce fleuve. Depuis l'époque gallo-romaine jusqu'au début du XIV<sup>e</sup> siècle, l'Adour alla se jeter dans la mer à Capbreton; puis, sans doute à la suite de violentes tempêtes, cette embouchure fut obstruée et les eaux durent aller vers le nord chercher un nouvel estuaire, qu'elles trouvèrent au Boucau ou Port-d'Albret, aujourd'hui le Vieux-Boucau. Elles suivirent ce chenal jusqu'au XVI<sup>e</sup> siècle où les travaux entrepris par Louis de Foix (1578) percèrent la barre de sable qui arrêtait la ligne droite menant du fleuve à la mer. C'est l'embouchure actuelle qui, on le sait, ne peut se maintenir qu'au moyen de travaux permanents d'entretien ou de dragage. Ce chapitre est un des mieux fournis et des plus convaincants du volume tout entier. L'ouvrage se termine par une longue dissertation sur la jouissance et la propriété des dunes que l'État revendique aujourd'hui au détriment des communes riveraines.

Tel est ce livre dont, sans doute, le plan n'est pas assez rigoureusement établi, où les répétitions sont fréquentes, où l'on regrette de rencontrer ça et là des tentatives malheureuses pour déterminer l'etymologie de certains noms de lieu, mais où l'on ne saurait manquer de reconnaître une méthode vraiment scientifique, une pénétration peu ordinaire et dont les conclusions méritent de retenir l'attention des géologues, des naturalistes, des géographes et des historiens.

Ch. BÉMONT.

---

Gustave COHEN, docteur ès lettres, chargé de cours à l'Université de Strasbourg. *Écrivains français en Hollande dans la première moitié du XVII<sup>e</sup> siècle*. Paris, Champion, 1920. Gr. in-8°, 756 pages, avec 52 pl. hors texte. (Bibliothèque de la *Revue de littérature comparée*.)

Avec un zèle admirable, un goût de la recherche qui ne se laisse

rebouter par rien, et ce zèle pour la résurrection du passé qui est une sorte de piété, M. Cohen a entrepris de retracer la fortune et les destinées des Français intellectuels aux Pays-Bas, à partir du XVII<sup>e</sup> siècle. Naguère encore professeur à Amsterdam, il a pu faire sur place, dans un pays qu'il a souvent parcouru, les investigations les plus poussées au sujet de ses devanciers en Hollande; combattant de la grande guerre, il a mesuré mieux que d'autres l'importance des enjeux qu'il convient de défendre; familier avec divers aspects de l'étranger, il connaît d'expérience les dangers qui y menacent certaines valeurs de l'esprit. Tout cela contribue à donner à ce gros livre, dont la matière est minutieuse et pourrait être pesante, une sorte de vibration caractéristique, parfois un peu imprévue, presque toujours émouvante : *mens agitat molem*, et si cette multiple et parfois vétilleuse chronique est, avant tout, l'aventure d'esprits plus déliés et aiguisés, de Schelandre à Descartes, on peut dire qu'une alerte intelligence opère son office dans le rassemblement, dans la mise en œuvre et en forme d'une documentation considérable<sup>1</sup>.

Bien avant le Refuge, avant l'œuvre principale des nouvellistes de Hollande, les Pays-Bas offrirent à des hommes de chez nous un séjour de prédilection. Des régiments français, d'abord, ont combattu pour le compte des États; mais, tandis qu'un tel service peut aisément se borner à des guerroiemens mercenaires, il est caractéristique de trouver ici (et le livre I établit implicitement le fait) une concorde de vues et une sympathie de principes assez générales avec la cause qu'on défendait<sup>2</sup>. Ne conviendrait-il pas d'établir, plus amplement encore qu'aux pages 27 et 28, que cette collaboration plus consciente semble due à deux raisons principales, l'instinct de lutte contre la domination universelle de l'Espagne menant l'Empire, les affinités spéciales de la principauté de Sedan avec les pays orangistes? M. Cohen, en parlant de « France » et d'« esprit français », est peut-être un peu pressé de donner à ces termes un plein sens moderne, alors que le XVII<sup>e</sup> siècle comportait encore un fractionnement que rien, ici, ne suggère et ne rappelle.

Pareille remarque s'impose au sujet du livre II, *Professeurs et étudiants français à l'Université de Leyde*; si, pour Balzac et Théo-

1. La correction typographique est remarquable pour un livre qui abonde en textes variés; lire *de Leyde*, p. 315. Il y a des redites entre les pages 33, 91 et 131 (mort de Béthune), avec une discordance dans l'indication des sources. Quelques autres redites sont emportées par l'abondance de l'ample matière. Le « ne s'y prête pas » de la p. 194, *le toit et le couvert* de la p. 208 et quelques autres tâches légères surprennent sous la plume averte de l'auteur.

2. Avouerai-je que j'ai été déçu de ne pas trouver au livre I, tout garni de détails militaires et dominé par une bataille de Nieuport, d'indications sur les « chevaux de Frise » (*spanische Reiter* de la grande guerre)? Ce fut, à propos du siège de Woerden que le *Mercure galant* de 1674 (t. IV, p. 51) dut expliquer la nature de ces défenses accessoires — employées depuis quand?

phile, nulle réserve ne semble indiquée, il n'en est pas de même pour un certain nombre d'autres personnages. « Les limites de la France d'aujourd'hui », alléguées dans la note 3 de la page 226, comportent des éléments rétrospectifs assez divers. Un Lorrain comme le fils du pasteur Ferry (p. 347), un Strasbourgeois comme Diedrich (p. 349), nous semblent aujourd'hui dignes d'être mis au même rang que les Parisiens ou les Normands cités : étaient-ils, à leur date, beaucoup plus ralliés que des Genevois ou des Wallons, exclus des relevés de M. Cohen et qui représentaient plus ou moins « le français sans la France » ?

C'est ainsi qu'on pourrait presque reconstituer, avec ce livre lui-même et comme en un sous-chapitre, un côté des rapports de civilisation de Sedan avec les Pays-Bas. Les Bouillons — dont Turenne — ouvriraient la marche, accompagnés de leurs vassaux les Schelandre (rappellerai-je la singulière analogie de ce nom avec le Suédois Scholander?), bientôt suivis de Louis Cappel et de Samuel Desmarests, de Pierre du Moulin et d'Adam Stuart, de M. Justel et de Gassendi lui-même qui touche barres dans la principauté, précédant enfin les nombreux étudiants sedanais inscrits aux universités hollandaises. Sans doute, l'indice religieux, que l'enthousiasme libéral de M. Cohen se plaît si noblement à sacrifier à la tolérance et à un humanisme agnostique, reparaitrait-il plus qu'il n'est disposé à le laisser voir dans la texture réelle de ces plaisants rapprochements franco-hollandais.

Avec le troisième livre, c'est Descartes qui occupe le devant de la scène, et c'est justice. Peut-être y a-t-il cependant, dans le changement de méthode qui distingue cette dernière partie de la précédente, quelque inconvénient. Je n'aurais pas redouté un exposé de l'action de Jean de Labadie, confiné dans une note. Il serait intéressant de savoir dans quelles circonstances un Genevois comme Jean Tronchin se préparait à fonder une *Gazette française* à Amsterdam, où sa famille se fixe vers le milieu du XVII<sup>e</sup> siècle. N'y a-t-il pas surtout, dès la première moitié de ce siècle, un changement marqué dans les affinités franco-hollandaises, et la « galanterie » plus que l'étude n'est-elle pas le terrain de rencontre où s'établissent des relations nouvelles ? Ainsi se nouerait, dans un domaine où l'*Astrée* serait mieux comprise que le *Discours de la Méthode*, un ordre de contacts dont M. Cohen nous entretiendrait un jour pour l'enrichissement de l'histoire littéraire et de la littérature comparée : les vues si piquantes de Le Pays sur la Hollande vers 1660, la *Description d'Amsterdam* en vers burlesques de Pierre Le Jolle (1666), peut-être même la présence imprévue d'observations sur les comédiens flamands dans le *Théâtre français* de Chappuzeau en 1674. Tout cela, qui dépasse par la date les termes que s'assignait l'enquête de M. Cohen, ne laisse pas de supposer, dès avant 1650, une nouvelle forme d'action intellectuelle de la France : est-ce conjecturer à faux que de supposer, comme y ayant part, des représentants, lettrés ou mondains, d'une mentalité nouvelle ?

Quel que soit le bien fondé de cette remarque, c'est toute l'histoire de Descartes en Hollande (et même des va-et-vient qui l'en éloignent) que nous donne ce beau troisième livre, si grave, si fier dans la restitution patiente d'une pensée indépendante en face des pédantismes et des mesquineries. Les découvertes incidentes sont fort nombreuses : le chapitre XI, « le roman de Descartes » repris avec plus de clairvoyance ; le chapitre XXII, consacré à la princesse Elisabeth, ajoutent un pathétique bien humain au récit, minutieusement contrôlé<sup>1</sup>, des démarches et des affaires intellectuelles du grand philosophe en Hollande. On peut dire qu'ici, dans l'exposé de la lutte la plus directe qui se puisse imaginer entre une pensée novatrice et une routine, la patiente chronique se mue en drame sous la plume de M. Cohen ; il ajoute à l'admiration pour une grande pensée qui veut s'affirmer une adhésion absolue — trop absolue, ont dit certains — pour la méthode, l'unité foncière de la science et le principe de l'évidence. Les portraits, autographes, fac-similés qui, dans son volume si riche, multiplient ici l'illustration, procèdent d'un acte de foi où le dévot cartésien double l'érudit.

« Des dates précises substituées aux indications vagues » ; la « Hollande refuge », la « Hollande carrefour » des Scaliger et des Balzac, des Saumaize et des Daneau revivent dans sa réalité, pour le plus grand profit de notre conception du XVII<sup>e</sup> siècle, si varié, si multiple et agité, mais qui eut tôt besoin d'une sorte de *hinterland* de liberté ; la démonstration des liens vivants qui rattachent en Hollande à des présences françaises la vie intellectuelle de mainte université, église, école, de mille entreprises de l'esprit : la moisson est si abondante qu'on s'en veut de souhaiter quelques épis supplémentaires, d'autant qu'il fallait une vraie maîtrise pour lier solidement tant de gerbes. C'est le résultat en France de ces dépaysements ou de ces contacts qu'un lecteur de chez nous se prend à imaginer, comme dans cette *Académie de province au XVII<sup>e</sup> siècle* présentée par A. Delalonde (*National*, 6 mars et 10 juillet 1876) et groupée autour de Moysant de Brieux à Caen. L'« air de la liberté » respiré en Hollande a-t-il aidé vraiment et directement à rafraîchir l'atmosphère de certains milieux français ?

F. BALDENSPERGER.

1. Le portrait donné en tête du volume se trouve au musée de Ny Carlsberg, n° 1232. Les *Histoires tristes et lamentables* alléguées p. 619 évoquent plutôt Gryphius et les drames allemands que les tragédies de Corneille. Le rituel du grand et du petit lever (p. 583) était-il si réglé ? Ce n'est pas M. Thibaudet (p. 682, n° 2) qui a retrouvé le ballet de Descartes. La leçon *bestes*, p. 515, dernière ligne, ne doit-elle pas être vérifiée ?

**Correspondance de saint Vincent de Paul**, édition publiée et annotée par P. COSTE, prêtre de la Mission. Tome I (1607-1639); tome II (janvier 1640-juillet 1646), 644 pages; tome III (août 1646-mars 1650), 1921, 649 pages. Paris, Lecoffre-Gabaldà, 1920-1921. In-8°, xxxvii-624 pages.

Homme d'action avant tout, saint Vincent de Paul n'en écrivit pas moins beaucoup de lettres, car les lettres étaient encore, pour lui, une forme de l'action. Il le fallait bien. Jamais il n'aurait pu mettre sur pied les œuvres multiples à l'aide desquelles son infatigable charité s'évertuait à guérir ou à atténuer tant de misères morales et physiques de son temps, s'il n'avait cherché à susciter ici des générosités, à s'assurer là des concours personnels, à s'enquérir ailleurs des vrais besoins à soulager. Et de ce chef le voilà entraîné à entrer ou à se tenir en relations avec bien des gens vivant loin de Paris et de Saint-Lazare, sa résidence habituelle. Davantage encore, il a à sa disposition un corps d'auxiliaires tout prêts et dressés, ses Prêtres de la Mission et les Sœurs de charité, qu'il a fondés et qu'il dirige pendant près de quarante ans; mais encore lui faut-il rester en contact permanent avec eux. Peu à peu leurs maisons se répandent à travers la France, puis au dehors, en Italie, en Pologne, en Barbarie, à Madagascar, etc. De bonne heure, il prendra donc l'habitude d'écrire toutes les semaines, ou du moins « tous les ordinaires », au supérieur de chacune d'elles et parfois même, au besoin, à quelqu'un de leurs membres.

Pour faire face aux exigences d'une pareille correspondance, il prend sur son repos, sur son sommeil et même sur ses voyages; il écrit « environ la minuit un peu harassé », dit-il à l'un de ses correspondants, « de la ville où je me trouve dans la nuit » ou « en pleine rue », dit-il à d'autres, et plus d'une fois il se plaint « qu'on lui ôte la plume des mains ». Après 1645, il sera obligé de s'aider du secours d'un ou de deux secrétaires, auxquels il indiquera les idées à développer quand il ne dictera pas lui-même ses lettres.

Dans ces conditions, on ne s'étonnera pas que Vincent de Paul ait été amené à écrire plus de lettres peut-être qu'aucun de ses contemporains; au lendemain de sa mort, on en évaluait le nombre à plus de 30,000. On ne s'étonnera pas davantage qu'elles ne soient pas toutes conservées. Au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, quand les Lazaristes voulurent faire écrire par un des leurs, Collet, la vie de leur saint fondateur, ils ne purent en recueillir que 7,000; ils n'en trouvèrent plus que 2,200 quand, près d'un siècle après la Révolution et les dévastations de Saint-Lazare qui en avaient été la suite, ils songèrent enfin à livrer à l'impression les épaves qui leur restaient de cette précieuse correspondance.

Un des membres les plus importants de la congrégation, M. Pémar-

tin, son secrétaire général, fut chargé de la publication. Il s'en acquitta aussi bien que le lui permettait son inexpérience, que compensait mal la plus manifeste des bonnes volontés. Le texte fut peu ou mal établi sur des originaux insuffisamment déchiffrés ou des copies, les premières venues, servilement acceptées, sans comparaison critique, à peine éclairé par quelques notes vagues et rares. Les cinq volumes (quatre en 1880, un cinquième en 1888, Paris) qui composaient l'édition furent réservés à l'usage exclusif de la double famille de saint Vincent. Au public il ne fut donné qu'une édition à part, en deux volumes distincts, de 840 lettres.

C'est à remplacer ces deux éditions épuisées qu'est destinée la présente. Elle a été confiée à M. Coste, prêtre de la Mission. Le choix est heureux. Quelques études remarquables publiées par lui depuis une dizaine d'années sur diverses circonstances de la vie de saint Vincent et sur le texte de ses lettres l'avaient désigné pour une pareille tâche, et la situation qui lui a été faite auprès des archives de la Compagnie l'a mis en état de s'en acquitter au mieux.

Nous parlons déjà d'expérience. A la connaissance de la méthode qui s'impose aujourd'hui à tout éditeur de textes, M. Coste joint la curiosité active, sagace, toujours en quête des traces les plus ténues de leur passage dans l'espace ou le passé. A son appel, près d'un millier de lettres inédites, inconnues, sont déjà sorties de leurs cachettes. Les trois volumes qu'il nous donne aujourd'hui nous apportent ainsi 1,205 lettres, tandis que son devancier, M. Pémartin, en a un bon tiers en moins pour la même période de 1607-1650 (mars). Il est vrai que, parmi ces 1,205 lettres, il s'en trouve environ 400 écrites à saint Vincent; car, à côté des lettres ou des écrits à forme épistolaire de cet auteur, les volumes de M. Coste admettent celles qui lui sont adressées dont il nous reste le texte ou quelque mention. C'est là une nouveauté de cette édition, et elle n'est pas des moins appréciées des lecteurs qui lui sont redoublés d'utiles éclaircissements pour les lettres mêmes du saint.

Mais le meilleur des éclaircissements est encore venu à ces lettres de la lecture correcte du texte. Familiarisé par un long exercice avec l'écriture un peu broussailleuse et souvent surchargée de son auteur — comme le montrent les deux reproductions qui en sont données en tête des volumes — il a déchiffré généralement en toute sûreté les 1,100 et quelques originaux qui nous restent de sa main; quant aux copies, il a pris soin de les confronter et il a su faire un choix judicieux des meilleures leçons quand il existait des variantes. L'indication de la provenance, jointe à chaque texte imprimé, laisse toujours ouverte la possibilité du contrôle. Le nouvel éditeur porte enfin à un trop haut degré le respect de son texte pour ne lui avoir pas épargné les déformations que lui imposèrent les scrupules littéraires ou les préoccupations d'édification des premiers biographes du saint, Abelly et Collet, et les erreurs de lecture du premier éditeur de ses lettres.

Saint Vincent ne fait donc plus ici venir ses missionnaires de Poitou à Tours en « Charente », mais en « charrette », et il peut prémunir en toute liberté ses Filles de la charité, comme en sa vie, contre les « entretiens gaillards » de leurs éventuels compagnons de voyage, tandis que le « moelleux » Abelley l'autorisait seulement à leur signaler les « entretiens qui seraient trop libres ». Guidé par les seules indications du texte, M. Coste n'hésite pas davantage à fondre dans l'unité d'une seule lettre divers tronçons où ses devanciers s'obstinaient à voir autant de lettres distinctes, placées à des dates plus ou moins espacées. Tous les égards réclamés par des soucis d'honneur familial ne l'empêchent pas de dénoncer les ratures faites intentionnellement sur le texte des lettres de saint Vincent par leurs destinataires ou des détenteurs actuels.

Au texte ainsi rétabli en sa forme native s'ajoute enfin une annotation abondante et sûre<sup>1</sup> où trouveront toutes les lumières voulues les lecteurs que pourraient dérouter quelques formes surannées de notre vieille langue ou certaines allusions à des personnages ou des faits historiques peu connus.

Il y aura là, avec la bonne exécution typographique des volumes, un des grands attraits de cette édition. Mais le principal sera toujours dans le fond même des lettres qu'elle contient. Les plus curieuses sont peut-être les premières où le jeune Vincent raconte à M. de Comet de Dax, son bienfaiteur, sa captivité à Tunis, ou bien expose à sa mère, à Pouy, ses espérances d'avenir et ses vues, quelque peu humaines, « d'avancement » et « d'honnête retraite » auprès d'elle. Dans les suivantes, il nous apparaît déjà adonné aux missions des campagnes, en train d'utiliser les bons offices de quelques recrues spontanées « pour gagner de pauvres âmes à Dieu en ce pays de Poitou ou des Cévennes », ou de les « faire appliquer aux pauvres gens de deçà ». Sa vocation est dès lors fixée et la plupart de ses lettres iront désormais à sa collaboratrice dans la fondation des Filles de la charité, Louise de Marillac (360 dans ces trois volumes), ou à ses prêtres en mission ou dans ses établissements de Toul, d'Annecy, de Richelieu, de Marseille, de Cahors, de Rome, de Gênes, d'Alger, de Madagascar, etc. Quelques-unes sont adressées à des cardinaux, à des évêques, à des gens du monde associés ou intéressés à ses œuvres.

A ses correspondants habituels surtout, ses lettres apportent des conseils de direction, des exhortations — accompagnées parfois, mais

1. Il est bien difficile de la prendre en faute : à peine puis-je faire remarquer que le cardinal Antoine Barberini ne fut pas nommé par Louis XIII « protecteur des affaires de France » (t. I, p. 593), mais reçut seulement l'offre de la « comprotection » dont son oncle, Urbain VIII, ne lui permit pas de se charger ; l'épiscopat toulousain du cardinal de Joyeuse ne s'étend pas seulement de 1598 à 1605 (t. II, p. 359), mais de 1584 à 1605 ; le marquis de Poyanne n'est pas mort en mars, mais le 3 février 1667 (t. III, p. 232). *Ibid.*, p. 322, Arnauld d'Anilly a été mis pour Arnauld d'Andilly.

rarement et bien malgré lui, de quelque reproche — des encouragements dans l'accomplissement des tâches qu'il leur a confiées. Tâches ardues, délicates, variées, pour lesquelles la sagesse et la suite dans la direction ne sont pas moins nécessaires que la docilité et l'abnégation personnelle dans l'exécution. Il s'agit ici de missions à prêcher au fond des campagnes délaissées; d'assemblées ou de confréries de grands seigneurs ou de dames de charité à tenir en ville pour provoquer les générosités en faveur des enfants trouvés; des pauvres abandonnés sans assistance à secourir à Paris ou en province; de la formation à donner aux Filles de la charité pour les mettre en état de soigner les malades dans les hôpitaux, de tenir des écoles de filles dans les villages ou d'y assurer aux paysans les secours médicaux indispensables; de séminaires à fonder dans tant de diocèses qui en sont encore dépourvus, des méthodes d'enseignement à y introduire; de forçats à évangéliser dans nos grands ports; des provinces entières, telles que la Lorraine, la Champagne et la Picardie, à relever des ruines entassées par l'invasion des armées espagnoles et impériales; des esclaves à soulager, en attendant de les racheter, en Barbarie; des missionnaires enfin à soutenir en Irlande, en Écosse, à Madagascar, etc.

A la variété, à la multitude des sujets abordés dans cette correspondance, il est aisément de deviner qu'elle constitue par elle-même une précieuse contribution pour l'histoire du temps. Pour l'histoire des mœurs d'abord, qui trouvera ici à glaner des traits singulièrement curieux, et surtout pour l'histoire de la renaissance catholique en France entre cette période de 1630-1660, qui en marque le point culminant. En Vincent de Paul nous voyons à l'œuvre un de ses principaux ouvriers. Nul ne contribue plus que lui à la réforme du clergé par son influence, au Conseil de conscience, sur la nomination des évêques, par la fondation des séminaires, des retraites d'ordinands et des conférences ecclésiastiques. En même temps, par son œuvre des missions, il regagne à la pratique religieuse les populations rurales, et il assure au catholicisme en France et au dehors un nouvel ascendant le jour où il lui assigne le rôle de premier moteur et d'organisateur, à peu près unique alors, de l'assistance publique.

A côté de cet intérêt historique y a-t-il lieu de relever l'intérêt littéraire qui s'attache à cette correspondance? C'est celui dont saint Vincent ne s'est jamais préoccupé. Il n'en avait pas le temps, nous l'avons vu. L'eût-il eu, la seule pensée de se faire valoir par ce qu'il dénonçait à ses missionnaires comme une « parade mondaine et diabolique » eût fait horreur à son humilité. Mais, pour indifférent qu'il soit aux soucis d'art, ce n'est pas impunément qu'un homme dont le cœur est aussi débordant d'affection pour autrui, aussi vide d'amour de soi, se porte à écrire des lettres dans le seul besoin d'exprimer des idées justes et généreuses. Et il s'est trouvé que ce pauvre prêtre, exclusivement soucieux de bien agir, est bien loin d'être resté aussi étranger qu'il le croyait et voulait le faire croire à l'art de bien dire.

Des critiques de nos jours ont cru pouvoir donner place à Vincent de Paul « parmi les maîtres de notre pensée et de notre langue ». Il suffit de lire les citations qu'ils ont données de ses lettres pour constater qu'il n'y fait point mauvaise figure. L'ensemble de sa correspondance confirme et au delà cette première impression. La place nous manque ici pour appuyer par de nouveaux considérants les jugements de M. Strowski ou de M. Lanson, mais il est bien difficile de lire nos trois présents volumes sans être frappé de la noblesse de sentiment de ces lettres toutes dominées par le désir de faire du bien autour de soi. Le fond de la pensée s'y révèle, en toute sincérité et simplicité, dans la bonne langue de son temps, franche, sans pruderie, un peu rude peut-être, mais pas plus archaïque que celle de du Vair ou de d'Urfé. Sa phrase court droit au but, courte et pressée ; en quoi elle est plus près de la nôtre que celle de Balzac, plus dégagée et moins pâteuse que celle de Descartes. De temps à autre, elle se colore ou s'anime de quelque image expressive, de quelque heureuse alliance de mots, ou même de quelqu'un de ces traits de vivacité, de finesse et de bonhomie où se révèle, comme chez Henri IV, l'influence du terrain gascon.

Mais, plus qu'à l'auteur, c'est à l'homme qu'ira l'admiration des lecteurs. A parcourir ces trois volumes, ils joindront au plaisir de la découverte personnelle celui de saisir sur le vif, lettre par lettre, les divers traits dont se compose la physionomie du plus populaire de nos saints modernes. Ou je me trompe fort, ou ils rapporteront de cette lecture la même impression que M. Lanson, qui écrivait naguère : « Il n'y a pas de plus belle âme que celle de saint Vincent... et il y en a peu qui soient plus intéressantes à étudier<sup>1</sup>. »

A. DEGERT.

1. Le tome IV, qui paraît au moment où nous donnons le bon à tirer de la présente feuille, contient la correspondance d'avril 1650 à juillet 1653 (630 p., 1 fac-similé).

---

## NOTES BIBLIOGRAPHIQUES.

---

**Histoire générale.** — La librairie Letouzey et Ané continue avec une méritoire régularité la publication de ses dictionnaires qui, s'adressant tout d'abord au monde ecclésiastique, sont pour tous les historiens d'un précieux secours. Voici de brèves indications sur les derniers fascicules qui nous sont parvenus : 1<sup>o</sup> *Dictionnaire d'histoire et de géographie ecclésiastiques*, publié sous la direction de Mgr Alfred BAUDRILLART; fasc. 14, d'Annianus à Antioche : articles sur *Anseau de Garlande*, par M. LECOMTE; *Anselme de Cantorbéry* (20 col. avec une abondante bibliographie, où ne figure pas encore la thèse de M. Ch. Filliatre), par M. P. RICHARD; *Antilles* (introduction du catholicisme, oppression et défense des indigènes, œuvre du clergé dans les Antilles espagnoles du XVI<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle), par H. FROIDEVAUX; *Antioche* (qui occupe les col. 563-671 et n'est pas encore achevé. On y peut noter un tableau synchronique des églises issues du patriarchat et une carte de ce patriarchat d'après la notice d'Anastase I<sup>er</sup>, au VI<sup>e</sup> siècle). — 2<sup>o</sup> *Dictionnaire d'archéologie chrétienne et de liturgie*, publié sous la direction de dom Fernand CABROL et de dom Henri LECLERCQ; fasc. 41-43, avec lesquels se terminent le tome IV et la lettre E. Principaux articles : *Du Cange*, par M. ESPORITO; *Duel judiciaire*, par H. LECLERCQ; *Eau* (usage de l'eau dans la liturgie, eau bénite), par F. CABROL; *Échos d'Orient* (indication des études d'archéologie chrétienne qui ont paru dans cette Revue de 1897 à 1911); *École* (col. 1730-1883; histoire des écoles fondées dans l'Europe chrétienne d'Occident jusque vers le XI<sup>e</sup> siècle); *Écosse* (origines chrétiennes, épigraphie, symbolisme des monuments; col. 1889-1921); *Écriture* (origine, classements, particularités, paléographie grecque et latine; écritures nationales, avec de nombreux fac-similés et une bibliographie qui ne remplit pas moins de six colonnes); *Édesse* (col. 2058-2110); *Édits et rescripts* (concernant les chrétiens, col. 2119-2214); *Église*, le mot et le symbole, *l'Église et l'État* jusqu'au IV<sup>e</sup> siècle et *les Églises* (31 chapitres, col. 2279-2399, avec de nombreuses illustrations); *Égypte*, du I<sup>er</sup> siècle à la conquête arabe (épigraphie et archéologie, avec de nombreuses inscriptions; la bibliothèque d'Alexandrie; col. 2401-2571); *Élections abbatiales et épiscopales* (col. 2611-2651); *Empereurs* (culte, iconographie, style et titres). Tous ces articles, si variés, d'une érudition si étendue, sont l'œuvre de dom Leclercq dont on ne peut qu'admirer la féconde activité. — 3<sup>o</sup> *Dictionnaire de théologie catholique*, commencé

sous la direction d'A. VACANT et continué sous celle d'E. MANGENOT, professeur à l'Institut catholique de Paris; fasc. 50-52. Art. *Hongrie* (son histoire religieuse jusqu'en 1914), par E. HORN; *Honorius* (biographie des quatre papes de ce nom), par E. AMANN et H.-X. ARQUILLIÈRES; *Hospitaliers*, par J. BESSE; *Hugues de Saint-Victor* (sa vie, ses œuvres, sa doctrine; col. 240-307), par F. VERNET; *Hus et Husites*, par P. MONCELLE; *Hypostase et Union hypostatique* (des deux natures dans l'unique personne du Fils de Dieu, col. 369-567), par A. MICHEL; *Iconoclasme*, par E. EMEREAU; *Idolâtrie, idole* (l'idolâtrie primitive, mosaique et chrétienne; exposé théologique; col. 602-669), par A. MICHEL; *Ignace de Loyola*, par J. BRÜCKER; *Images* (histoire, doctrine et culte; col. 766-845), par V. GRUMEL. Cette énumération, si sèche qu'elle soit, permet tout au moins de donner une idée de la masse prodigieuse de renseignements fournie par ces articles dont certains ont la dimension de gros livres. Ch. BÉMONT.

— Sir Adolphus WARD. *Collected papers historical, literary, travel and miscellaneous*. Vol. I et II. *Historical* (Cambridge, at the University Press, 1921, in-8°, xi-407 et 397 p.). — M. Ward nous apprend (tome I, p. 97) qu'il a passé son enfance en Allemagne : son père fut le dernier ministre résident auprès des villes de la Hanse; son frère, Sir William, a été, pendant plusieurs années, consul général d'Angleterre à Hambourg; lui-même a vécu longtemps à Lübeck et à Brême. Rentré en Angleterre, il fut d'abord professeur à Owen's College Manchester (1866), où il enseigna la langue et la littérature anglaises, l'histoire ancienne et moderne. Plus tard, il passa à l'Université de Cambridge où il occupe aujourd'hui une situation éminente comme « Master » de Peterhouse. Pendant sa longue et féconde carrière, il a écrit dans un assez grand nombre de revues. Il nous donne aujourd'hui un recueil de ses articles, dont les plus anciens remontent à l'année 1864. Il les a groupés en trois séries : histoire, littérature et voyage. C'est la première série que l'on trouvera dans les deux volumes annoncés plus haut.

Un choix pareil est une entreprise délicate. On court le risque d'y admettre des articles vieillis sur des sujets où la science a, depuis, fait de réels progrès. M. Ward a voulu les rééditer aujourd'hui sans changement; à peine a-t-il ajouté ça et là quelques faits ou quelques réflexions en post-scriptum; mais était-il bien utile de reproduire par exemple le compte-rendu de l'*Histoire commerciale de la Ligue hanséatique* par Émile Worms (1864), si l'on ne dit pas au moins que la publication des Procès-verbaux de la Hanse a complètement renouvelé le sujet? On en pourrait dire autant des études sur Tilly, sur Ludlow, même sur Gardiner, que M. Ward défend discrètement contre l'apre critique de M. Roland Usher. D'autre part, c'est avec un vif intérêt qu'on retrouve ici de fins portraits d'Élisabeth de Bohême, fille de Jacques I<sup>e</sup> d'Angleterre, et de sa petite-fille, la princesse palatine, des études poussées assez à fond sur la politique

d'équilibre depuis Charles-Quint jusqu'à Bismarck, sur les effets désastreux de la guerre de Trente ans, sur les idées politiques de Leibnitz.

C'est d'ailleurs aux choses d'Allemagne, surtout au XVII<sup>e</sup> et au XVIII<sup>e</sup> siècle, que M. Ward paraît revenir avec le plus de prédilection. Après avoir touché à la guerre de Trente ans dans son premier volume, il a réuni dans le second toute une intéressante suite d'articles sur le Grand Électeur, l'avènement de Frédéric-Guillaume III comme roi en Prusse, Louis XV et le renversement des alliances, les origines diplomatiques de la guerre de Sept ans, le déclin de la Prusse sous Frédéric-Guillaume II, le second partage de la Pologne, etc. La plupart de ces écrits sont antérieurs à la dernière guerre. Quand il parle des événements récents, M. Ward conserve la sérénité de ton et de jugement qui convient au véritable historien. Les essais qu'il exhume aujourd'hui méritaient, pour la plupart, d'être tirés de l'oubli; ils lui font le plus grand honneur.

Ch. B.

— Le tome XXIV des Monuments et Mémoires publiés par l'Académie des inscriptions et belles-lettres (fondation Eugène Piot), 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> fascicules, n° 43 de la collection (Paris, E. Leroux, 1920, distribué en octobre 1921, in-fol., 213 pages et 14 planches; nombreuses gravures dans le texte), contient les travaux suivants : I. Léon HEUZEY. Le péplos des femmes grecques étudié [sur les monuments et] sur le modèle vivant. II. Georges BÉNÉDITE. Amon et Toutankhamon (groupe en granit noir de la XVIII<sup>e</sup> dynastie. Amon est assis et pose les mains sur les deux bras d'un personnage représenté debout, qui reçoit en même temps l'investiture et la protection du dieu. Ce personnage est le roi Toutankhamon). III. A. MERLIN. Statuette de terre cuite peinte, trouvée à Carthage. IV. Ch. PICARD. Portrait d'homme inconnu; tête de bronze trouvée par Charles Avezou dans la « Vieille palestre » de Délos. V. Louis BRÉHIER. Les miniatures des « homélies » du moine Jacques et le théâtre religieux à Byzance (ces miniatures permettent de reconstituer un drame religieux dont le sujet était l'histoire de Marie avant la Nativité). VI. Camille ENLART. Un tissu persan du X<sup>e</sup> siècle, découvert à Saint-Josse, Pas-de-Calais (on y lit le nom du caïd Nedjtekin, qui paya de sa vie, en l'an 349 de l'hégire, le déplaisir de son souverain Abd el Malik ibn Nouh. Le tissu est donc du X<sup>e</sup> siècle, peu avant l'an 961 de notre ère; il présente des points de ressemblance avec le tissu aux éléphants qui, à Aix-la-Chapelle, enveloppait les reliques de Charlemagne). VII. Comte DURRIEU. «La légende du roi de Mercie dans un livre d'heures du XV<sup>e</sup> siècle (cette légende met en scène trois jeunes filles nues, souvenir sans doute des trois grâces; elle fut bien plus tard transformée en scène du jugement de Paris, transformation qui paraît s'être localisée en Allemagne ou dans les pays immédiatement voisins de l'Allemagne). VIII. Ettore GABRICI. Vase de style campanien à peintures. Polychromes représentant Silène et les nymphes (article rédigé en italien; ce vase, dit

« vase de Falcone », a été trouvé en Sicile, non loin de l'ancien Tyndaris).

— Nous avons reçu un tirage à part de l'article publié par M. Henry Elmer Barnes, professeur d'histoire à l'Université Clark : *The past and the future of history*, paru dans : « The historical outlook » (Philadelphia, février 1921). Il est à recommander, ne serait-ce que pour les indications bibliographiques marquées au bas des pages.

— René Worms. *La sociologie, sa nature, son contenu, ses attaches* (Bibliothèque sociologique internationale. Paris, Giard et Cie, 1921, in-18, 164 p.). — C'est au moment où s'ouvrait à Turin le Congrès international de sociologie que paraissait le livre de M. R. Worms. La disparition de M. É. Durkheim et la décomposition de l'école qu'il avait formée font la partie belle à M. Worms, qui s'était toujours refusé à accepter certaines classifications et certaines définitions du groupe de l'*Année sociologique*, et qui, dans le présent petit livre, s'est efforcé, avec un sens critique qui n'exclut pas la bienveillance intelligente, de préciser la nature et l'objet de la sociologie. Cette science est pour lui la philosophie des sciences sociales particulières, et son existence est justifiée par l'existence même du fait social, irréductible à la notion de l'individuel; elle comporte trois aspects, qui se complètent pour réaliser la synthèse interprétative, selon qu'elle étudie les organes sociaux, le fonctionnement ou la transformation de ceux-ci (anatomie, physiologie, ontogénétique; ou statique, dynamique, cinématique), et M. Worms passe rapidement en revue le contenu de ces trois chapitres essentiels de la sociologie. Quant à la méthode de la sociologie, c'est exactement la méthode inductive, et M. Worms expose avec beaucoup de finesse de quelle nature est la causalité qu'elle prétend atteindre et mettre en lumière (p. 100 et suiv.). A cet égard, son livre est à retenir par les historiens que préoccupe le souci des explications générales applicables aux phénomènes humains. Trop souvent, les disciplines sociologique et historique se sont durablement heurtées; M. Worms prouve qu'elles peuvent collaborer pour la recherche des lois générales auxquelles obéit l'évolution de l'humanité.

G. BN.

— M. Amédée DUNOIS a donné une nouvelle édition de l'*Adresse inaugurale de l'Association internationale des travailleurs, suivie du préambule et des statuts de l'Association* (Paris, librairie de l'« Humanité », 1921, in-18, 45 p.; prix : 1 fr.). — Cette adresse, rédigée par Karl Marx entre les 21 et 27 octobre 1864, ne fut traduite en français qu'en 1866 par le républicain Charles Longuet; imprimée en 1902 par le *Mouvement socialiste*, elle méritait d'être rééditée, parce qu'elle constitue le point de départ de l'activité de la Première Internationale; elle l'a été soigneusement par M. A. Dunois, dont la notice préliminaire raconte très exactement les conditions générales et les circonstances particulières d'où est sorti le mouvement prolétarien d'ensemble.

G. BN.

— *Carnegie Endowment for International Peace. Annual report of Director of the Division of Economics and History, containing Report on the economic and social History of the World War*, by James T. SHOTWELL, General Editor, March 16, 1921 (in-8°, 33 p.). — Dès l'automne de 1916, la dotation Carnegie songeait à faire établir une histoire économique et sociale de la Grande Guerre. Mais c'est dans l'été et l'automne de 1919, après la désignation particulièrement heureuse du professeur Shotwell comme éditeur général, que l'on est entré dans l'ère des réalisations. Avec un très grand sens des possibilités pratiques, M. Shotwell a estimé qu'il fallait d'abord constituer, dans chacun des pays intéressés, un Comité de rédaction qui, sous réserve de l'approbation des « Trustees » de la dotation, dresserait le plan du travail, choisirait les collaborateurs, surveillerait l'exécution des monographies. Le Comité anglais, présidé par Sir William Beveridge, comprend MM. H. W. C. Davis, E. C. K. Goñner, Thomas Jones, J. M. Keynes, F. W. Hirst, W. R. Scott. M. Ch. Gide préside le Comité français, où il a pour collaborateurs MM. Arthur Fontaine, Henri Hauser, Ch. Rist. M. Henri Pirenne dirige le travail pour la Belgique. Le Comité pour l'Autriche-Hongrie a pour président M. Shotwell, assisté par MM. von Wieser, von Pirquet, Gustav Gratz, Richard Riedl, Richard Schüller. Le Comité italien, présidé par M. Luigi Einaudi, comprend MM. Pasquale Jannaccone et Umberto Ricci. La Tchécoslovaquie est représentée par M. Rasin ; les pays baltiques par MM. Harald Westergaard, de Copenhague, N. Rugg, de Christiania, Eli Heckscher, de Stockholm ; les Pays-Bas par M. H. B. Greven. Des organisations sont en préparation pour la Suisse, le Portugal, l'Allemagne, les États-Unis. Une œuvre analogue est en train au Japon.

Le Comité français a élaboré un plan très complet, qui comportera une cinquantaine de monographies, dont la plupart seront des volumes de 200 ou 250 pages in-8°. Les sujets traités seront l'histoire industrielle et commerciale de la France pendant la guerre, l'organisation sociale, la démographie et l'hygiène, les finances. Une place à part est faite aux questions spéciales à la France : régions envahies, Alsace-Lorraine, colonies et Afrique du Nord, armées alliées sur le sol français, etc.

Il est impossible de reproduire ici la liste des collaborateurs qui sont les uns des hommes politiques directement mêlés à la politique économique de guerre, les autres des professeurs, des administrateurs, etc. Disons seulement que le premier volume à paraître sera une *Bibliographie de l'histoire économique et sociale de la guerre*, due à M. Camille BLOCH. Du côté anglais sont déjà parus trois volumes : *War Government in the Dominions*, par M. A. B. KEITH; *Allied Shipping Control*, par M. J. A. SALTER, et *Prices and wages during the war*, par M. A. L. BOWLEY. On espère que cette grande œuvre sera menée vers son terme avec une suffisante rapidité.

H. HR.

— Dans la même section économique et historique ont paru, sous la direction de M. James Brown SCOTT, les ouvrages suivants :

En 1919 : *the Declaration of London, february 1919*, dossier de la conférence navale de 1908-1909, avec introduction par Elihu Root et une précieuse bibliographie (268 p. in-8°).

En 1920 : *Proceedings of the Hague peace conferences*, traduction anglaise des procès-verbaux officiels. Un volume (883 p.) est consacré à la conférence de 1899; un autre (703 p.) aux séances plénières de la conférence de 1907; les séances des commissions et les annexes rempliront encore deux volumes; — *Treaties for advancement of peace (1913-1914)*, recueil des conventions d'arbitrage entre les États-Unis et les différentes puissances, précédé d'une excellente introduction de M. SCOTT (152 p.); — *les Conférences de La Haye, instructions et rapports des plénipotentiaires américains* (texté en français, 146 p.); — *l'Institut du droit international; tableau général des travaux (1873-1913)* (en français également, 366 p., ce recueil sera particulièrement utile aux juristes).

En 1921 : *les Travaux de la cour permanente d'arbitrage de La Haye* (en français, 492 p.), où les historiens trouveront, illustrés d'excellentes cartes, les dossiers complets d'affaires célèbres (pêcheries du Labrador, Dogger bank, Casablanca, *Manouba* et *Carthage*, etc.).

Un recueil spécial, *Manual of the public benefactions of Andrew Carnegie* (Washington, 1919, 321 p. in-8°, nombreuses illustrations), vient rappeler à propos tout ce que l'humanité doit à la générosité du grand industriel américain qui a écrit : *the Man of wealth becomes the mere trustee and agent for his poorer brethren*.

R. GUYOT.

**Histoire de la guerre.** — Abel DUCORNEZ. *Les derniers jours de Longwy* (Paris, Bloud et Gay, 1920, in-16, 230 p.; prix : 5 fr.). — Le récit est introduit par une préface du comte F. de Saintignon, qui est plusieurs fois mentionné dans le volume, d'abord comme mettant son hôtel des Récollets à la disposition de la Croix-Rouge (p. 83), puis à propos d'obus atteignant son propre château (p. 118) et son usine (p. 150), puis comme félicitant, au nom de la population civile, le commandant de la place, colonel Dasche, de sa défense obstinée (p. 159), enfin comme arrêtant une lettre que les dames de la Croix-Rouge voulaient envoyer au général commandant le siège pour intercéder en faveur des hôpitaux (p. 166). Le récit lui-même est un peu gâté par trop de préoccupations littéraires; les faits étaient assez éloquents par eux-mêmes sans qu'il fut nécessaire de les relever par tant d'effets oratoires et par une telle abondance de paroles. L'auteur cède aussi à des préoccupations catholiques; il se laisse entraîner à parler de « rage luthérienne » (p. 211) brisant des statues de la Vierge, sans songer que les Bavarois, si bons catholiques, furent parmi les plus sauvages de nos ennemis. La seule citation en allemand est estropiée : p. 77, lire *Schweinhunde, Sauhunde*.

Toutefois, bien des passages méritent une mention : d'abord celui qui raille notre manie de voir des espions partout, excepté là où ils se trouvent réellement (p. 20), puis la description de l'« indescriptible désarroi à la gare » (p. 38), la légèreté avec laquelle furent recrutés les membres de la nouvelle police municipale (p. 41), puis comment restèrent sans effet les arrêtés préfectoraux (p. 43), se colportèrent les inventions de gens « bien informés » (p. 48), fut différé le départ des conscrits de la classe 1914 (p. 70), quelle artillerie ridicule eurent à leur disposition les défenseurs de Longwy, « dont on renvoyait périodiquement le déclassement aux calendes grecques » (p. 86), comment la guerre trouva absolument vide le « magnifique hangar pour aéroplanes, inauguré, il y a dix mois à peine, en grand tralala et, naturellement, avec ministres présents, passés et futurs » (p. 86), etc. En somme, Longwy n'était ni véritable forteresse, ni déclarée ville ouverte, « situation équivoque... singulièrement dangereuse » (p. 87). La garnison ne comptait que 3,200 hommes, tous « animés du meilleur esprit », mais trop « résignés à une résistance passive ». On ne chercha pas à utiliser le terrain pour augmenter le périmètre fortifié. De plus, les patrouilles allaient en reconnaissance comme on va au tir à la cible, avec l'unique préoccupation de rapporter « des trophées » (p. 90).

L'auteur juge ainsi la bataille qui se livra sous les murs de sa ville le 22 août (deuxième jour du bombardement) : « Quoi de plus inconcevable que l'inconsciente témérité d'une armée qui va à l'ennemi, suivant scrupuleusement un ordre de marche arrêté d'avance comme pour une simple manœuvre et poussant droit devant soi, sans paraître supposer qu'elle peut rencontrer l'adversaire, et éprouvant une surprise indescriptible quand le feu meurtrier de ses mitrailleuses révèle soudain sa présence... Les régiments, exténués de fatigue, vinrent tomber en pleine bataille..., se faisant, sans aucune utilité pour les opérations militaires, massacrer par leur manque de précautions les plus élémentaires... *On n'avait pas oublié la théorie, mais c'est l'ennemi qu'on oubliait* » (p. 131). Th. SCH.

— Georges MOTTE. *Les vingt mille de Radinghem* (Paris, Bloud et Gay, 1920, in-16, 324 p.). — Il s'agit de 20,000 civils du Nord qui, obéissant à un ordre tardif arrivé à la mairie de Roubaix le vendredi 9 octobre 1914 et suivant un itinéraire prescrit officiellement, mais néanmoins déraisonnable, se trouvèrent pris entre les deux lignes de combattants, tombèrent entre les mains de l'ennemi, qui les traita en francs-tireurs. « Nous ignorions tout de la situation réelle », dit l'auteur; « nous ignorions que, déjà le dimanche 4, quand on avait fait évacuer les autos (pourquoi pas les hommes en même temps?) vers Saint-Omer, certaines de ces autos avaient essuyé des coups de feu et que nous allions, de façon presque certaine, nous jeter dans la gueule du loup. » Donc, ce sont encore des victimes de l'incurable optimisme et cachotterie officiels.

L'auteur, grand industriel, dédie son récit à son fils, sous-lieutenant, tué le 12 juin 1918; à son frère André, sous-lieutenant, tué à Verdun; à son beau-frère Roussel, sergent, tué à Hébuterne; à son cousin Joseph Motte, tué à Dinant, bref à la mémoire des sept Motte de Roubaix morts au champ d'honneur. Les tristes étapes du voyage qui mena les 20,000 à leur lieu de détention sont marquées dans le sous-titre : *Douai, Mersebourg, château de Celle*. Dans la première de ces villes, où ils conservèrent jusqu'au dernier moment l'espoir d'être délivrés par une avance franco-anglaise ou d'être renvoyés dans leurs foyers par leurs oppresseurs, ils restèrent quatre jours enfermés dans une église dans des conditions hygiéniques qu'on peut aisément se représenter; le voyage dura soixante-dix-huit heures, dans des conditions tout aussi effrayantes. Voici l'arrivée à Mersebourg : « Des cinquante wagons qui composent notre train, descend pêle-mêle une foule de près de 3,000 pauvres hères à demi inconscients, au regard sans vie... La plupart chancelent et beaucoup tomberont dans la dernière étape de quelques kilomètres à fournir avant d'arriver au camp... Il y a trois jours et demi que nous n'avons pu ni nous laver ni nous peigner; il y a dix jours et demi que nous n'avons pu nous déchausser ni allonger nos membres courbaturés... Les femmes ne peuvent retenir leurs larmes à la vue de ce misérable troupeau de gamins dont le plus jeune a quinze ans, d'hommes et de vieillards dont le plus âgé compte quatre-vingt-deux ans. »

Puis vient la description détaillée du camp, de l'installation intérieure des baraqués, des compagnons russes, belges, anglais, des goumiers, de la nourriture, des occupations et distractions, des rapports avec les Allemands, etc.

Le 20 mars 1915, douze privilégiés, dont l'auteur, furent envoyés au château royal de Celle, où ils trouvèrent une société cosmopolite aussi, mais une vie beaucoup plus supportable, qui dura jusqu'au 24 novembre, où un groupe fut rapatrié avec M. Motte. Celui-ci, réinstallé à Roubaix, se mit à écrire ses souvenirs de captivité « à bâtons rompus, interrompant fréquemment mon travail, cachant mon manuscrit chaque fois que des Allemands apparaissaient ou que des perquisitions devenaient plus menaçantes..., au son du canon, dont les milliers de coups ont ponctué chacun de mes chapitres. » Terminé, le manuscrit reposa « dans un cercueil d'acier, sous d'épaisses voûtes de maçonnerie », pour n'en sortir que le 18 octobre 1918.

Tout y est intéressant; certains passages sont très poignants à divers points de vue : telle la p. 90, où ces pauvres gens pestent « contre le préfet du Nord, à qui ils attribuent la responsabilité de leur villégiature en ces lieux mal odorants »; ou la p. 134, où nous les entendons exprimer « l'espoir de vivre désormais en paix dans une France assagie par l'expérience et assainie par la souffrance »; ou la p. 137, où « tout le monde reconnaît les graves défauts du régime passé qui a gaspillé les énormes ressources de la France et négligé la

défense nationale » ; ou enfin la p. 219, avec sa description enthousiaste des merveilleux lever et couchers de soleil d'hiver à Mersembourg.

Th. SCH.

— Lucien CORNET. 1914-1915. *Histoire de la guerre*, tome V (Paris, Charles-Lavauzelle, in-8°, 436 p.). — Ce tome V est consacré à l'histoire intérieure des belligérants, d'avril à novembre 1915. On y trouvera des renseignements détaillés sur l'œuvre législative du Parlement français, notamment sur les débats relatifs à la loi Dalbiez.

J. ISAAC.

— Henriette CÉLARIÉ. *Le martyre de Lille* (Paris, Bloud et Gay, 1920, in-16, 259 p.; prix : 6 fr.). — L'auteur n'en est pas à ses débuts. Elle a déjà publié au moins deux ouvrages sur la guerre : *Quand « Ils » étaient à Saint-Quentin* et *En esclavage* (cf. Rev. histor., t. CXXIX, p. 149, et t. CXXXVI, p. 422). Ce dernier a même été couronné par l'Académie. Ici, elle s'est proposé de « recueillir les récits de ses compatriotes lillois, en choisissant de préférence ces derniers dans la classe populaire, grouper ces récits, les coordonner, de manière à donner un aperçu de ce qu'a été la vie, à Lille, pendant l'occupation ». Elle a voulu faire raconter surtout « les gens de menue condition », parce que, « pour peu qu'ils aient le don d'observation joint à celui du pittoresque, ils le font avec une saveur où n'atteignent pas les lettrés ». Ajoutons tout de suite que cette saveur populaire est fort atténuée dans le livre et que la préoccupation littéraire nuit parfois à l'intérêt, puissant d'ailleurs, du récit. Celui-ci est parfois effrayant, et l'on a peine à comprendre que des personnes déjà anémiées, voire des vieillards, aient pu supporter des souffrances si intolérables. Beaucoup, il est vrai, sont mortes dans des conditions navrantes. Ce livre n'est pas fait pour des lecteurs trop sensibles. Douze chapitres exposent successivement les différentes faces et phases du martyre de Lille depuis la première apparition des Allemands, le 26 août 1914, jusqu'à la délivrance du 17 octobre 1918, en passant par les amendes, la faim, l'état sanitaire, les réquisitions, les œuvres de secours, l'affaire des sacs, les enlèvements de 1916, les travailleurs dits volontaires, les otages, etc.

Th. SCH.

— Les fascicules 41-44 de l'*Histoire générale et anecdotique de la guerre de 1914*, par JEAN-BERNARD (Berger-Levrault), nous conduisent jusque vers la fin de 1915, aussitôt après la constitution du ministère Briand (septembre 1915) et le meurtre de Miss Cavell (12 octobre). On notera cà et là quelques renseignements inédits que l'auteur a puisés aux meilleures sources.

**Allemagne.** — La librairie Brockhaus, de Leipzig, vient de faire réimprimer le *Trésor des livres rares et précieux*, de GRÄSSE, d'après l'édition originale, parue à Dresde de 1859 à 1869. Les huit volumes sont en vente au prix de 570 francs.

**Antiquité.** — Les travaux effectués par l'École britannique  
REV. HISTOR. CXXXVIII. 2<sup>e</sup> FASC.

d'Athènes ont porté, pendant la campagne 1920-1921, sur Mycènes et le cimetière de Chauchitsa, près Doiran, en Macédoine. Le résultat général des fouilles est que l'ère mycénienne, loin d'être une période de décadence, est une période de progrès technique en matière architecturale et mécanique.

— Ernest BABELON, membre de l'Institut. *Les monnaies grecques; aperçu historique* (Paris, « Collection Payot », n° 9 ; 4 fr. le volume relié). — Petit livre, mais plein de choses, *ingentes animos angusto in corpore versat*. L'auteur y résume les volumes de son *Traité des monnaies*, ses cours du Collège de France. C'est toute une existence de savant qui se présente au lecteur en 160 pages. Mais l'érudition la plus solide est maniée avec une aisance et un goût qui la rendent accessible à tous. Les ignorants liront cet ouvrage avec plaisir, comme les spécialistes avec profit. Les uns et les autres peuvent en toute confiance suivre M. Babelon; se promenant parmi ses médailliers, il s'arrête aux bons endroits : à tous, il fait admirer en artiste informé les plus belles pièces, celles de Syracuse par exemple; aux archéologues, il montre les reproductions de statues ou d'édifices disparus; aux historiens, il conte des détails qui confirment ou complètent les documents littéraires ou épigraphiques. Souhaitons à l'éditeur et au public que tous les volumes de la collection vaillent celui-là. L'impression est excellente. A peine quelques lapsus : p. 55, au lieu de *Conon*, lire *Cimon*; p. 76, écrire *tyrannoctone*. G. G.

— Une 3<sup>e</sup> édition corrigée et mise à jour de la *History of classical scholarship*, par Sir John Edwin SANDIS, a commencé de paraître chez C. F. Clay, à Londres (Cambridge University Press, t. I, xxiv-701 p.; prix : 20 sh.).

— Norman H. BAYNES. *The Year's Work in classical Studies* (Londres, John Murray, 1920, 80 p.). — Le tirage à part du *Bulletin critique*, publié pour le bureau du Journal de l'Association classique par M. Norman H. Baynes, sous le titre *Travail de l'année dans les études classiques* (VIII, *Histoire grecque*, p. 97-126; IX, *Histoire romaine*, p. 127-176), rendra un véritable service aux historiens de l'antiquité grecque et romaine. Car, sauf l'archéologie pure et la numismatique, il embrasse à peu près en réalité toute la production, en livres et en articles de revues, des quatre années 1915-1918, soit par une simple indication nette et précise, soit avec une courte analyse des travaux importants. Ch. LÉCRIVAIN.

**Danemark.** — M. Aage FRØS a fait tirer à part une étude sur les origines de l'article 5 du traité de Prague, qui a paru dans la revue intitulée « *Tilskueren* » de février 1921 (*Ophævelsen af Pragfriedens artikel 5*. Copenhague, 15 p. in-8°).

**Espagne.** — *The letters of saint Teresa. A complete edition translated from the spanish and annotated by the Benedictines of Stanbrook with an introduction by cardinal GASQUET*, vol. II (London, Tho-

mas Baker, 1921, in-8°, VII-325 p.). — Ce second volume des lettres de sainte Thérèse n'est pas en progrès sur le premier (cf. *Rev. histor.*, t. CXXIV, p. 295). Les Bénédictins de Stanbrook continuent à ignorer le *Boletin de la R. Academia de la Historia*, où le R. P. Fita et le marquis de Piedras Albas ont publié une série d'autographes de la sainte. J'ai reçu de l'amabilité du marquis un exemplaire de son discours à l'Académie de l'Histoire, intitulé : *Fray Jeronimo Gracian de la Madre de Dios, insigne coautor de la reforma de santa Teresa de Jesus* (Madrid, 1918), où il y a, non seulement un catalogue des lettres possédées par le marquis et par quelques autres personnages, mais des fac-similés de quelques-unes d'entre elles. Ainsi, à la page 174 de ce discours, nous avons le fac-similé d'une lettre de sainte Thérèse à sa tante Elvira de Cepeda, datée d'Avila, le 6 juillet 1541, qui n'existe pas dans l'édition anglaise.

Sous le numéro 197 (qui ne correspond pas au 354 de La Fuente, mais au 351) il y a une lettre à Doña Yomar Pardo y Tavera (et non Talera, comme il est dit à la page 76 et 157), dont nous nous sommes déjà occupés (*Bulletin hispanique*, t. IX, p. 87-91), et où nous disions que la lettre, mise par La Fuente à la date du 22 octobre 1581, est du 22 octobre 1576. Les Bénédictins de Stanbrook pensent qu'elle est de l'année 1577, mais sans donner aucune preuve à l'appui. Ils montrent qu'ils ont connu l'article du *Bulletin*, mais ils auraient mieux fait d'en discuter les données, qui me paraissent, encore, indiscutables.

Aux pages 106 et 290, il est question de Niccolo Ormaneto, noncé à la cour de Philippe II de 1572 à 1577, qui a été en relation avec sainte Thérèse et qui joua un rôle assez considérable dans les affaires de la Réforme. Il eût mieux valu citer la brochure de Francesco Carini, *Monsignore Niccolo Ormaneto... narrazione fatta sopra documenti inediti dell' Archivio segreto vaticano* (Roma, 1894), plutôt que la dissertation du Rév. Cuthbert Robinson ; les documents fournis par Carini sont très importants.

A. MOREL-FATIO.

**France.** — Henry LEMONNIER. *Le collège Mazarin et le palais de l'Institut* (Paris, Hachette, 1921, in-4°, 112 p. avec 28 gravures). — L'histoire du collège Mazarin et celle de l'Institut ont déjà été écrites ; celle des bâtiments que l'un et l'autre occupèrent successivement restait à faire. Nul n'était mieux désigné pour remplir cette tâche que M. Henry Lemonnier, historien de l'art et membre de l'Académie des beaux-arts. Dans la première partie, consacrée au collège Mazarin, il expose les clauses du testament du cardinal, nous présente son héritier, le duc de Mazarin, qui fut le plus singulier des gouverneurs de l'Alsace, fait la biographie de Louis Le Vau qui dressa le plan des bâtiments, décrit l'édifice, particulièrement la chapelle pour laquelle Le Vau fit trois projets successifs, passe en revue les décosrations sculpturale et picturale, le tombeau du cardinal de Mazarin auquel travailla Coysevox. Le collège fut supprimé en 1792, et, après toutes sortes de péripéties, on installa dans les bâtiments l'École d'architecture qui, du Louvre, s'y transporta en 1804 ; mais, en 1805, un décret de Napoléon I<sup>er</sup> les

donnait à l'Institut avec ses quatre classes créées deux années auparavant, et c'est à l'Institut qu'est consacrée la seconde partie de ce travail. M. Lemonnier expose les changements apportés à l'édifice par l'architecte Vaudoyer : la chapelle fut réservée aux séances solennelles et devint la « Coupole », l'École des beaux-arts — architecture, sculpture, peinture — fut installée de façon très médiocre dans des constructions sur la rue Mazarine jusqu'au jour où elle reçut un asile au dépôt des monuments historiques (Petits-Augustins); le déménagement eut lieu en 1830 et l'Institut put à ce moment s'étendre. Dans cet exposé, l'histoire de l'art a sa place, puisque la façade du palais sur la Seine et la chapelle comptent parmi les monuments les plus notables de Paris; et que de souvenirs évoque la Coupole qui, depuis le 4 octobre 1806, a vu s'entasser aux séances solennelles de l'Institut des générations d'auditeurs, empêtrés à applaudir les académiciens! — C. P.F.

— F. UZUREAU. *Andegaviana* (22<sup>e</sup> série. Paris, A. Picard, 1921, 516 p. gr. in-8°). — Ce nouveau volume de l'infatigable chercheur angevin qu'est M. l'abbé Uzureau contient, comme d'ordinaire, une soixantaine de miscellanées, quelques-unes assez étendues, d'autres fort courtes, se répartissant inégalement sur les XVII<sup>e</sup>, XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles. Nous y relevons une note sur les *Mémoires pour servir à l'histoire ecclésiastique d'Anjou*, rédigés par le sulpicain Joseph Grandel, vers 1715, et restés inédits (p. 7), et des extraits d'une *Histoire d'Anjou* due au bénédictin Barthélémy Roger, également conservée en manuscrit à la bibliothèque d'Angers; ces extraits sont intitulés *l'Anjou au XVII<sup>e</sup> siècle* (p. 106-142). Signalons encore *Un incident à l'Académie d'Angers* (1758) qui relate un curieux conflit entre les amis des Jansénistes et ceux des Jésuites (p. 28), des notices sur les *Représentants du peuple en mission dans l'Ouest* (1793-1795) (p. 339), sur le *Clergé de Beaufort-en-Vallée pendant la Révolution* (p. 199), enfin sur quelques Angevins plus ou moins célèbres du XVII<sup>e</sup> et du XVIII<sup>e</sup> siècle (p. 227-259).

Nous avons reçu en même temps, du même auteur, quelques autres plaquettes relatives à la période révolutionnaire : 1<sup>o</sup> *Les prêtres insermentés du Finistère, 1791-1793* (Rennes, Plihon et Honnay, 1921, 12 p. in-8°), emprisonnés pour refus d'obéissance au décret du 29 novembre 1791 et plus tard déportés; 2<sup>o</sup> *Le décret du 29 novembre 1791 et son application illégale en Maine-et-Loire* (interne pour refus de serment, motivé sur ledit décret, auquel le roi avait refusé sa sanction); extrait des « Mémoires de la Société d'agriculture et arts d'Angers », s. d., 32 p. in-8°.

R.

— Amédée BRITSCH. *Le maréchal Lyautey. Le soldat, l'écrivain, le politique* (Paris, la « Renaissance du Livre », 1921, in-16, 262 p., cartes et fac-similé; prix : 6 fr. 75). — Dans une lettre datée de Paris, 14 juillet 1920, et dont on trouvera le fac-similé à la fin du volume, le général, plus tard maréchal Lyautey, écrit à M. A. Britsch : « Question personnelle à part, vous avez bien jugé tout ce qui fait ma passion

et ma foi, toutes les doctrines auxquelles je suis le plus fermement attaché. » Le général venait d'être reçu le 8 juillet précédent à l'Académie et M. Britsch avait, dans la *Revue bleue*, rappelé les étapes de sa carrière. Déjà, le 10 octobre 1916, il avait raconté dans le *Correspondant* les débuts de ce « maître colonial », puis lui avait consacré d'autres articles dans *l'Opinion* et la *Revue universelle*. Le livre était ainsi déjà écrit par fragments; mais ils s'y trouvent si bien coordonnés et fondus qu'il paraît avoir jailli d'un seul jet. Ce volume, qui nous conduit de la naissance de Lyautey à Nancy, le 17 novembre 1854, jusqu'à sa promotion au maréchalat, le 19 février 1921, et au delà, est tout à fait passionnant. On suit le capitaine, qui avait publié en mars 1891 le retentissant article : « Du rôle social de l'officier », au Tonkin; où, commandant, il est à l'école de Galliéni (1894-1897); à Madagascar (1897-1902), où, colonel, il exerce, toujours sous Galliéni, le commandement dans le sud; en Algérie et à Oran (1903-1910), où il conquiert les étoiles de brigadier et de divisionnaire. Mais le nom de Lyautey est surtout attaché au Maroc dont il a été, dont il est encore, le résident général. Il a défini admirablement la politique que la France devait pratiquer dans ce pays et, à l'heure où se déchaina l'ouragan, il a su y maintenir, malgré les ordres venus de Paris, notre domination; il a réussi à l'étendre, alors que sévissait la guerre mondiale; puis, après trois mois de ministère (12 décembre 1916-14 mars 1917), il a repris son œuvre et, pour la gloire de la France, il la mènera à bonne fin. M. Britsch devra ajouter de nouveaux chapitres à cet ouvrage où il rend justice à un grand Français, et où il nous fait de façon saisissante l'histoire de notre empire colonial, en particulier celle, encore peu connue, de l'entreprise marocaine.

C. PR.

— *Cinquantenaire de l'armée de la Loire et de la victoire de Coulmiers, 9 novembre 1870. Vie du commandant Teissier, 1834-1917* (Limoges, impr. Perrette, 1920, in-8°, 48 p.). — Cet opuscule a été rédigé d'après le livre de raison de la famille Teissier. On se propose d'y prouver que la victoire de Coulmiers doit être attribuée, non pas, comme l'a déclaré le général Barry, aux mobiles de la Dordogne, mais au 38<sup>e</sup> de marche où commandait Teissier. Un autre chapitre se rapporte à la belle conduite de Teissier dans les opérations contre la Commune de Paris en avril et mai 1871. Ch. B.

— Il est curieux que, parmi les nombreux socialistes qui se réclament de Jean Jaurès, il ne s'en soit pas trouvé d'assez audacieux ou d'assez fidèles pour entreprendre d'étudier la vie et les idées du grand leader. L'esquisse de M. Lévy-Bruhl, écrite peu après l'assassinat de Jaurès, les pages satiriques de M. Gustave Téry, le lourd ouvrage de M. Ch. Rappoport renfermaient quelques éléments de cette étude. On en trouvera également dans la *Vie de Jean Jaurès* de M. L. SOULÉ (Paris, « l'Émancipation », 1911, in-18, 241-III p.). M. Soulé a l'intention de consacrer plusieurs volumes à cette biographie, et, de fait, celui qu'il vient de faire paraître ne traite que de Jaurès pré-socialiste (jus-

qu'en 1892) : les origines familiales, la formation intellectuelle, la vie universitaire, le premier séjour au Parlement, d'où Jaurès sortit en 1889, l'action à la mairie toulousaine. Peu approfondi, il ne serre sans doute pas de très près l'évolution de la pensée de Jaurès; surtout, il ne la replace pas dans l'évolution générale des partis et du socialisme français ou international. Tel quel, avec ses nombreuses citations de discours et d'articles de journaux, il rendra quelques services au biographe véritable que nous attendons.

G. BN.

— Georges DELAHACHE. *Les débuts de l'administration française en Alsace et en Lorraine* (Paris, Hachette, 1921, in-8°, xiv-331 p.). — L'Alsace et la Lorraine, dans les inoubliables journées de novembre 1918, s'étaient jetées dans les bras de la France, qui était venue reprendre sa place au foyer où elle était attendue depuis quarante-sept ans. Mais, après ces manifestations d'enthousiasme, il fallut organiser le pays, y substituer à l'administration allemande une administration française, y introduire peu à peu la législation française, tout en conservant certaines institutions locales qui méritent d'être maintenues. Combien la tâche était difficile et délicate, ceux qui liront les divers chapitres de ce volume pourront s'en rendre compte. Ils verront aussi ce que la France a fait pendant les deux années 1919 et 1920 et jusqu'à peu près au milieu de 1921. M. Delahache n'étudie pas le sujet d'ensemble dans un ordre chronologique; il ne distingue pas la période où M. Maringer administrerait le pays avec le titre de haut commissaire de la République, sans pouvoirs bien définis, avec nécessité d'en référer pour toutes les affaires au sous-secrétaire d'État à la présidence du Conseil et aux divers ministres de Paris pour les affaires concernant chacun d'eux — elle s'étend de novembre 1918 au 21 mars 1919 —; celle où M. Millerand, nommé commissaire général, eut véritablement les pouvoirs d'un ministre et crée les directions générales de Strasbourg. M. Millerand quitta l'Alsace au début de 1920 pour succéder à M. Clemenceau dans la présidence du Conseil et, le 11 février, M. Alapetite était nommé à sa place. M. Delahache suit l'ordre des diverses directions : intérieur, finances, justice, commerce, intérieur et mines, instruction publique, beaux-arts, travaux publics, chemins de fer, eaux et forêts, agriculture, travail, législation ouvrière et assurances sociales, postes, télégraphes et téléphones, affaires militaires. Les divers directeurs lui ont fourni les matières des divers chapitres qu'il a coordonnés, en s'efforçant de donner à chacun la proportion voulue et de les faire comprendre même des lecteurs non spécialistes. Dans ces divers rapports, vous ne trouverez aucun nom propre de personnes, mais des faits et rien que des faits précis, indiquant les mesures prises et les résultats. C'est une série de documents d'où l'historien tirera plus tard un tableau de l'Alsace pendant les débuts de l'administration française. Si nous ne nous abusons, il rendra hommage à cette administration pour le travail énorme qu'elle a fourni et pour son dévouement absolu; elle a pu parfois se tromper, mais elle n'a recherché que l'intérêt des provinces recouvrées; elle a tout fait pour gagner le cœur et l'estime de

ses habitants. En réunissant tous ces rapports, en les faisant précéder d'un très beau et très éloquent avant-propos, M. Delahache a rendu un nouveau service à la cause de la France et de l'Alsace.

C. PF.

— Dans l'*Art de nommer les nouveau-nés français*, M. Emmanuel BION a donné quelques observations utiles ou piquantes sur l'onomastique française telle qu'elle a été réglée par l'usage depuis le XVI<sup>e</sup> siècle et enfin par la loi du 2 germinal an XI (librairie Bion-Détrois, à Orsennes, Indre, 1920, 75 p.; prix : 4 fr.).

**Grande-Bretagne.** — Alice Drayton GREENWOOD. *History of the people of England*. Vol. I, 55 B C. to A D 1485 (Londres, Society for promoting christian knowledge, 1921; collection « The Bede histories », 3<sup>e</sup> série, in-8°, XII-381 p.). — Bon manuel d'histoire d'Angleterre, sobrement illustré, muni de tableaux généalogiques et de cartes, écrit pour des adolescents chez qui l'auteur se propose d'éveiller le goût et le sens de l'histoire nationale. Ils y apprendront certainement beaucoup d'utiles notions sur les institutions municipales, la vie sociale dans les campagnes et dans les villes, les rapports de l'Angleterre avec les nations voisines, et peut-être est-ce là, comme il est dit dans la préface, un avantage qui distingue ce précis d'autres ouvrages semblables; encore ne faut-il rien exagérer. Une histoire du « peuple » anglais est une œuvre autrement complexe et qui, sans doute, dépasserait l'effort qu'on peut exiger d'écoliers de quinze ans. Ch. B.

— R. B. MORGAN. *Readings in english social history from contemporary literature*. T. I, to 1272 A D; t. II, 1272-1485 (Cambridge, at the University Press, 1921, xi-117 et xi-109 p.; prix: 4 sh. chaque).

— Ce choix de lectures aurait été plus satisfaisant si M. Morgan, suivant le plan indiqué dans le titre de l'ouvrage, avait esquissé des tableaux d'histoire sociale d'après les contemporains : Holinshed écrivait-il au temps des invasions danoises? John Allen, érudit anglais du XIX<sup>e</sup> siècle, est-il une « source » où nous puissions puiser pour connaître l'institution du « boc-land » et du « folc-land »? Notez que, sur ce dernier point, M. Morgan paraît ignorer que l'interprétation d'Allen est aujourd'hui condamnée par tous les historiens; elle devra disparaître dans une prochaine édition. Les deux exemples qui viennent d'être cités pourraient être aisément multipliés. Même dans un livre de lecture courante, il faut faire à l'érudition sa part. Ch. B.

— Hubert HALL. *A repertory of british archives*. Part I. *England*. (Londres, Royal historical Society, 1920, in-8°, LIII-266 p.). — M. Hall, directeur adjoint du P. Record Office, n'est pas seulement un archiviste modèle; il enseigne, en outre, depuis longtemps déjà à l'Université de Londres, ou, plus exactement, à la School of Economics, qui s'y rattache. Il sait ce qu'il faut apprendre aux jeunes gens qui ont le désir de se livrer à des travaux personnels, les répertoires dont ils ont besoin; la paléographie, la diplomatique, la bibliographie historique sont les constants objets de sa sollicitude. C'est avec la collaboration

de plusieurs de ses élèves et pour la préparation générale des étudiants en histoire qu'il a pris la peine de compiler ce Répertoire des archives anglaises qui rendra aux historiens de signalés services.

Il contient quatre parties. D'abord une introduction où sont indiqués sommairement les principaux dépôts d'archives qui, dans le second tiers du XIX<sup>e</sup> siècle, ont été successivement réunis en un seul établissement (le P. Record Office de Chancery lane), et les lois ou décrets qui ont régi l'administration des archives tant nationales et administratives que locales. Un appendice, rédigé par M. Henry R. Tedder, du P. R. O., analyse les travaux de la Commission instituée en 1910 en vue d'indiquer les meilleures mesures à prendre pour assurer la conservation de ces archives. On n'ignore pas que M. Hall fut un des membres les plus zélés de cette Commission.

Puis vient le corps de l'ouvrage divisé en trois parties contenant : 1<sup>o</sup> un tableau méthodique des archives politiques et administratives; 2<sup>o</sup> un tableau des archives locales, avec une abondante bibliographie qui permettra d'entreprendre des recherches dans un domaine pendant trop longtemps négligé et où, actuellement encore, il est souvent très difficile aux travailleurs d'avoir accès; 3<sup>o</sup> une sorte d'almanach ou bureau d'adresse (Directory) des archives anglaises : archives centrales, archives des administrations publiques et des grandes institutions d'un caractère semi-officiel, archives locales rangées suivant l'ordre alphabétique des comtés.

Tel est cet ouvrage; il ne fait pas, on le voit, double emploi avec le *Guide* de M. Scargill Bird, qui est classé par fonds et qui ne vaut d'ailleurs que pour les Archives nationales de Chancery lane. Le classement de M. Hall est tout différent et se rapporte à des dépôts beaucoup plus nombreux. Il arrive à un moment où, de l'autre côté de la Manche, on s'inquiète beaucoup de réformer le service des archives, souvent sur le modèle fourni par la France; mais il sera difficile de rien faire qui ressemble à notre organisation des archives départementales, communales et hospitalières.

Ch. B.

— On ne consultera pas sans intérêt une plaquette de 16 pages intitulée : *Guide to an exhibition of historical authorities illustrative of British history, compiled from the mss. of Corpus Christi College Cambridge*. Ce guide, rédigé par Sir Geoffrey BUTLER, bibliothécaire du collège, contient la notice sommaire de 24 mss. provenant de la collection formée au XVI<sup>e</sup> siècle par Mathieu Parker, archevêque de Cantorbéry, et légués par lui au collège du Corps-du-Christ.

— James Thayer GOULD. *Sources of English history of the seventeenth century, 1603-1689, in the University of Minnesota library, with a selection of secondary material* (publié par l'Université de Minnesota. Minneapolis, janvier 1921, in-8°; v-565 p.; prix : 4 dol.). — Cette bibliographie contient 4,442 numéros, chiffre important qui indique la richesse de la bibliothèque universitaire du Minnesota. Elle sera la bienvenue et permettra d'attendre la publication, retardée par la guerre, du Répertoire anglo-américain qui doit continuer

l'œuvre de Ch. Gross ; mais on ne doit pas perdre de vue que le présent volume contient uniquement l'indication des livres possédés par cette bibliothèque ; or elle ne possède pas tout, il s'en faut, et les lacunes sont assez nombreuses. M. Gould n'en est pas responsable ; on lui saura gré au contraire d'une compilation aussi considérable pour l'étude de XVII<sup>e</sup> siècle.

Ch. B.

— Dans la collection « Helps for students of history » (Society for promoting christian knowledge), M. R. COHEN a résumé l'histoire des chevaliers de Malte : *Knights of Malta, 1523-1798* (64 p.; prix : 2 sh.); M. William MILLER a exposé la réorganisation du gouvernement turc en Grèce depuis le traité de Passarowitz jusqu'à la fin de la République de Venise : *The Turkish restoration in Greece, 1718-1797* (45 p.; prix : 1 sh. 3 d.); M. John Eyre Winstanley WALLIS a dressé le tableau chronologique des rois d'Angleterre contenant, après une brève introduction sur le début de l'année en usage dans la chancellerie royale, la liste des souverains de 1066 à 1920 avec les années de chaque règne, l'indication sommaire des titres royaux en usage dans la chancellerie depuis le VIII<sup>e</sup> siècle, des listes chronologiques des ducs de Normandie et d'Aquitaine, des comtes d'Anjou, des comtes et ducs de Cornouailles et de Chester, des princes de Galles (depuis Édouard de Carnarvon, qui fut Édouard II), des ducs et comtes de Lancastre, des souverains d'Écosse de 1057 à 1707 et des rois de France de 987 à 1793; une table de Pâques de 532 à 1066 d'après le comput romain et le comput saxon, plus le chiffre de l'indiction ; un tableau marquant le commencement de l'année financière pour chacun des règnes depuis Henri II. Dans les quinze dernières pages sont analysés les éléments essentiels de la diplomatie anglaise en ce qui concerne la rédaction des « chartes » et des brefs ou « writs » royaux. Ce court manuel (*English regnal years and titles, hand-lists, easter dates, etc.*, 102 p.; prix : 4 sh.) rendra des services.

Dans la collection des « Texts for students » (même librairie), le n° 27 est un recueil de morceaux, choisis parmi les écrits du XVI<sup>e</sup> siècle, officiels ou non, qui se rapportent à l'établissement du pouvoir royal en Irlande (*The foundations of modern Ireland, 1<sup>re</sup> partie*, par Constantia MAXWELL, 64 p.; prix : 1 sh. 6 d.). Le règne de Henri VIII a opéré dans cette île deux changements fondamentaux : d'abord ce prince, qui venait de rompre avec le pape, substitua le titre de « roi » à celui de « seigneur » d'Irlande, qui rappelait la charte par laquelle Hadrien IV avait conféré cette seigneurie à Henri II; puis il se fit reconnaître comme « chef suprême », après Dieu, de l'Église en Irlande comme il l'était déjà en Angleterre. Double lien ou, si l'on veut, double chaîne que les Tudors ont imposée à l'Irlande. Les dernières pièces du recueil constatent qu'à la fin du siècle les Irlandais étaient restés réfractaires aux efforts tendant à faire triompher dans l'île l'autorité royale et la foi protestante. Ch. B.

— M. Henri PRENTOUT a fait tirer à part son mémoire *De l'origine de la formule « Dei gratia » dans les chartes de Henri II*, lu

d'abord à l'Académie des inscriptions (22 octobre 1920), puis publié dans les « Mémoires de l'Académie des sciences, arts et belles-lettres de Caen » (Imprimerie caennaise, 1920, 53 p.). On connaît la thèse au moins spéciouse de M. Prentout : l'introduction de la formule de grâce ne se fit pas après la mort de Thomas Becket et l'humiliation d'Avranches en 1172, mais après la révolte du « jeune roi » Henri, qu'appuyaient Louis VII, suzerain du roi d'Angleterre, et les grands vassaux de France. C'est à ce moment et pressé par les circonstances que le roi, qui jusqu'alors n'était désigné dans ses actes que par le titre « rex Anglorum », ajouta la formule « Dei gratia » empruntée à la chancellerie des rois de France. Il estimait sans doute « que l'acte déloyal par lequel son suzerain appuyait la révolte de son fils le dégagait à son égard de tout scrupule et lui permettait de se considérer comme un prince aussi indépendant que lui et traitant sur le même pied. »

— Dans un article sur la mort de Thomas Becket et le sort fait à ses reliques au temps de Henri VIII; qui a d'abord paru dans *The Month*, février et avril 1921, et qui a ensuite paru à part (*King Henry VIII and St. Thomas Becket*. Londres, The Manresa Press, 1921, in-8°, 22 p.; prix : 6 d.), le P. POLLEN, S. J., a entrepris de réfuter la thèse du chanoine Mason. Celui-ci avait, on le sait (*Rev. histor.*, t. CXXXV, p. 268), essayé de démontrer que le crâne découvert en 1888 sous la crypte de la cathédrale de Canterbury était bien celui du martyr de 1170; le P. Pollen estime au contraire que, lorsque fut violée la sépulture du saint archevêque en 1536, le crâne avec le reste des ossements a été entièrement consumé par le feu. Cette profanation a-t-elle été, comme on l'a dit, exécutée en vertu d'une condamnation légale prononcée contre le prélat mort depuis près de quatre siècles? Le P. Pollen ne le pense pas; il incline à croire que le procès intenté à Th. Becket est une invention du P. Crisostomo Henriquez; mais il n'explique pas comment ce peu scrupuleux historien a pu imaginer les détails, si précis, de la procédure.

Ch. B.

— Charles James BILLSON. *Mediæval Leicester* (Leicester, Edgar Backus, 1920, in-8°, XII-232 p.; prix : 21 sh.). — Minutieuse description de la ville de Leicester au moyen âge, d'après les documents imprimés; plusieurs plans, une vingtaine de gravures sur bois font apparaître et jusqu'à un certain point revivre sous nos yeux cette ville, qui intéresse à peine l'histoire générale de l'Angleterre. L'auteur décrit successivement les rues, les faubourgs, les auberges, les prisons, dont la principale, celle qui était dans le donjon du château seigneurial, n'a pas encore complètement disparu, les hôtels de ville ou guildhalls, les douze églises et chapelles qui ont été démolies, les six ponts, les foires et les marchés, les métiers. A l'une des auberges, à l'enseigne de l'Ours bleu, se rattachent plusieurs épisodes qu'on peut retenir : ainsi, deux jours avant Bosworth, Richard III, passant par la ville, y coucha, dit-on; plus tard, dans le bois du lit où il avait

reposé, on découvrit un trésor qui enrichit les tenanciers, un certain Clark et sa femme. Celle-ci fut ensuite assassinée par des malandrins qui s'emparèrent de l'argent; ils furent pris et pendus (1605). Ces faits divers sont racontés tout au long et non sans critique. Un dernier chapitre montre comment disparut peu à peu le vieux Leicester. Les références sont renvoyées à la fin du volume, et il faut se livrer à un certain travail pour en trouver la clé. Ch. B.

— La Société Hakluyt a publié une traduction en anglais par Lady GOODENOUGH de la Chronique de Muntaner (*The Chronicle of Muntaner*, 2 vol., 759 p.).

— Alfonso LAZZARI. *Le prime nozze di Maria Stuarda* (tirage à part du volume : « Miscellanea Pandiani », publié chez Gnecco et Cie, Gênes, 1921, in-8°, 11 p.). — L'auteur a retrouvé dans les archives de Modène et il publie une longue dépêche adressée de Paris, le 27 avril 1558, à son « seigneur et patron », le duc Hercule II, duc de Ferrare, par le comte Teofilo Calcagnini, qui assista au mariage de Marie Stuart avec le dauphin de France. Calcagnini était très en faveur auprès du roi Henri II, qui l'avait en 1556 nommé gentilhomme de la Chambre et capitaine d'une compagnie de cavaliers italiens; retourné en Italie après la mort du roi, il mourut le 5 janvier 1560, traitrusement assassiné au sortir d'un banquet que lui avait offert le cardinal Louis de Guise.

— Colonel J. P. STEEL. *Feet of fines, Cumberland* (chez l'auteur). — Deux brochures contenant des extraits des « feet of fines » ou accords, à la suite d'un procès fictif, pour obtenir du juge le transfert de la propriété foncière, qu'interdisait le droit féodal. Ils se rapportent au xvi<sup>e</sup> siècle et proviennent d'une série de pièces d'archives qui est complète depuis Richard I<sup>r</sup> jusqu'en 1834.

— A l'occasion du cent-seizième anniversaire de la bataille de Trafalgar, le *Times* du 21 octobre publie l'analyse de lettres écrites à sa femme par le capitaine Freemantle qui commandait le *Neptune*, de quatre-vingt-dix-huit canons, à cette bataille, et retrouvées dans les archives de Lord Cottesloe, son arrière-petit-fils, ainsi que le relevé des ordres reçus à bord du *Neptune* le 21 octobre 1805. — A la date du 4 octobre 1921, le même journal a publié des souvenirs curieux, complétés par deux illustrations, du général John Hart Dunne, dernier survivant des Anglais (21<sup>e</sup> fusiliers) qui débarquèrent, le 14 septembre 1854, sur la côte de Crimée. G. BN.

— Pour célébrer le quatre-centième anniversaire de la fondation de l'imprimerie de Cambridge, M. S. C. ROBERTS, de Pembroke College, a publié une *History of the Cambridge University Press, 1521-1921* (Londres, Clay, in-8°, xvi-190 p.; prix : 17 sh. 6 d.). Le fondateur de cet établissement paraît avoir été un certain John Lair, de Sieburg près Cologne, qui prit ensuite le nom de Siberch, et qui a été lié avec Erasme. Le premier livre imprimé à Cambridge

est le texte du discours de Henry Bullock, vice-chancelier de l'Université, lors de la visite faite à l'Université par le cardinal Wolsey dans l'automne de 1520. C'est en 1530 que des lettres patentes du roi Henri VIII établirent officiellement l'imprimerie de Cambridge. Mais l'Université manifesta son activité, dans cette période de son existence, plus en censurant qu'en imprimant les livres, et d'ailleurs elle eut des difficultés corporatives avec la Compagnie des libraires de Londres, difficultés qui génèrent, nécessairement, la fabrication de livres jusqu'au moment où Charles I<sup>er</sup> renouvela, en 1628, et étendit le privilège de 1530. A partir de cette date, l'imprimerie de Cambridge travaille davantage; le Dr Bentley fait fondre en Hollande les caractères splendides qui seront employés dans *l'Horace* de Jacques Talbot; Matthew Prior fait venir de Paris des caractères grecs, et, au XIX<sup>e</sup> siècle, les ateliers sont installés dans les locaux qu'ils occupent, non sans s'être agrandis, encore actuellement. — G. BN.

— Wilberforce JENKINSON. *The royal and bishops' palaces in old London* (Londres, Society for promoting christian knowledge, 1921, in-8°, XII-164 p.). — Le sous-titre de l'ouvrage en définit exactement le caractère. C'est une « topographie littéraire du vieux Londres [avant le grand incendie de 1666] fondée, pour la plus grande partie, sur des citations empruntées aux auteurs du XVI<sup>e</sup> et du XVII<sup>e</sup> siècle ». Donc, ce n'est ni une histoire ni un dictionnaire, mais une anthologie. Prenons-le tel qu'on nous le présente et constatons simplement qu'il est divisé en cinq chapitres consacrés aux palais royaux et à ceux des évêques (archevêques de Cantorbéry et d'York, évêques de Londres, de Winchester, de Rochester, d'Ely, de Durham); aux hôtels habités par des seigneurs, des hommes d'État, des citoyens distingués de la ville; à quelques maisons particulières situées à l'est de la cathédrale de Saint-Paul; enfin aux chambres du Parlement et aux cours de justice. Les citations, généralement brèves, ne sont pas sans intérêt.

Ch. B.

— P. E. ROBERTS. *A historical geography of the British dependencies*. Vol. VII : *India*; part II : *History under the government of the crown* (Oxford, at the Clarendon Press, 1920, in-8°, IV-598 p., 5 cartes; prix : 7 sh. 6 d.). — C'est toute une histoire de l'Inde sous la domination anglaise en Inde depuis la disparition de l'ancienne Compagnie jusqu'au couronnement de Georges V comme empereur des Indes en 1910 et à l'India Bill de 1919. Une « géographie historique » comporte-t-elle d'autant longs développements? Ne devrait-elle pas contenir seulement les notions nécessaires pour faire comprendre le mécanisme administratif qui donna au pays son aspect définitif? Quoi qu'il en soit, l'historien fera certainement son profit d'un aussi bon résumé. Quelques cartes, pas de bibliographie, mais il y a un index.

Ch. B.

## RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES.

---

### FRANCE.

**1. — Annales révolutionnaires.** 1921, juillet-août. — Maurice DOMMANGET. La fête et le culte de l'Être suprême (à Beauvais). — Albert MATHIEZ. La Révolution et les subsistances. Les Enragés contre la constitution de 1793. — Id. Erreurs et légendes de l'histoire révolutionnaire. La constitution civile du clergé était-elle inacceptable pour l'Église? (il est établi que, dans son ensemble, l'épiscopat français est intervenu à plusieurs reprises, tant auprès du roi qu'auprès du pape, pour obtenir l'application régulière des décrets de la Constituante. Si la rupture s'est produite, c'est contre l'attente et la volonté des évêques; c'est surtout pour des raisons politiques, et, après une longue attente, que le pape résolut de condamner la constitution civile). — L. VILLAT. Un placard contre Bonaparte et contre les lycées en 1802 (trouvé à Besançon). — C.-rendus : *P. Renouvin*. Les assemblées provinciales de 1787; origines, développement, résultats (thèse fort bien documentée et présentée avec force et sobriété, mais l'auteur s'est laissé entraîner par le désir de réfuter ses devanciers qui voyaient dans l'institution de ces assemblées le salut de l'Ancien régime; il exagère à son tour quand il veut prouver qu'elles n'ont rien produit de bon ni de durable). — Abbé É. Lavaquery. Le cardinal de Boisgelin, 1731-1804 (biographie très étudie, mais gâtée par une indulgence excessive envers le cardinal). — R. Patry. Le régime de la première séparation, 1795-1802 (réunit et condense une masse considérable de faits et de documents). — G. Pariset. Le Consulat et l'Empire (très remarquable).

**2. — Bibliothèque de l'École des chartes.** 1911, janvier-juin. — Léon LEVILLAIN. Études sur l'abbaye de Saint-Denis à l'époque mérovingienne (étude critique sur les sources narratives concernant la vie de saint Denis et son martyre : la *Passio sanctorum Dionysii, Rustici et Eleutheri* a été composée à la fin du v<sup>e</sup> siècle et rajeunie à la fin du vi<sup>e</sup>; elle est d'une importance primordiale pour l'étude des origines de Saint-Denis; la *Vita Genovefae*, de peu postérieure, en est un précieux commentaire. Deux autres Passions, désignées par les deux premiers mots du texte : *Post beatam*, n'ont aucune valeur historique pour l'époque mérovingienne. Les *Miracula* ont été composés en 835 par un moine de Saint-Denis appelé Hincmar, qui rédigea en outre, peu après, les *Gesta Dagoberti regis*, à l'aide

d'extraits qu'on a réussi à identifier. Ces *Gesta* n'ont donc aucune valeur originale et Julien Havet s'est lourdement trompé en les mettant à la base de son mémoire sur les origines de Saint-Denis). — Henri OMONT. Nouvelles acquisitions du département des manuscrits de la Bibliothèque nationale pendant les années 1918-1920. — R.-N. SAUVAGE. La tapisserie de la reine Mathilde de Bayeux (« la tenture de Bayeux, œuvre de brodeuses saxo-normandes, fut exécutée sur les cartons que fournit un clerc saxon rallié à la domination du vainqueur, attaché à quelque puissant baron anglo-normand ; son ouvrage est l'expression de ses sentiments intimes, à demi dissimulés par nécessité... »). — C.-rendus : H. Tausin. Les devises des villes de France (utile). — Alph. Meillon. Histoire de la vallée de Cauterets (bonne étude critique sur le cartulaire de l'abbaye de Saint-Savin en Lavedan). — P. Leborgne et René Largillièvre. La vie d'un avocat jurisconsulte au XVII<sup>e</sup> siècle : J. M. Ricard, 1622-1678 (excellente thèse sur un homme qui se fit connaître par d'assez nombreux écrits sur des questions et des textes juridiques). — Bartsch. Chrestomathie de l'ancien français, 42<sup>e</sup> édition par Leo Wiese. — G. Cohen. Mystères et moralités du ms. 617 de Chantilly (long et important compte-rendu par Ernest Langlois). — Jos. Anglade. Las leyes d'Amors (bonne édition). — Jos. Casier et Paul Bergmans. L'art ancien dans les Flandres (t. I d'une luxueuse publication destinée à faire revivre l'exposition d'art rétrospective qui fut organisée à Gand en 1913). — Rocheblave. Jean-Baptiste Pigalle (belle monographie). — Charles Bouvet. Une dynastie de musiciens français : les Couperin, organistes de l'église de Saint-Gervais (bon). — Chronique : Loi et décrets concernant les archivistes départementaux. — Rapport adressé au ministre de l'Instruction publique sur le service des Archives 1920-1921. — L'exil de Baluze en 1711 (on publie trois lettres de Baluze suppliant qu'on levât la sentence d'exil prononcée contre lui et qu'on lui permit de rentrer à Paris pour y continuer ses travaux).

3. — **Bulletin hispanique.** 1921, juillet-septembre. — Pierre PARIS. Bas-relief ibérique au Musée provincial de Cordoue (il représente une scène de chasse : jusqu'ici, on y a vu une sculpture wisigothique chrétienne). — J.-J.-A. BERTRAND. Herder et le Cid (le roman-cero du Cid a été publié par un auteur anonyme dans la « Bibliothèque des romans », en 1782, 1783 et 1784 ; ce n'est pas Herder qui l'a découvert). — Catalogue des manuscrits de M. Morel-Fatio ; suite (nos 94-177). — C.-rendus : Général Burguete. Rectificaciones históricas, de Guadalete á Covadonga y primer siglo de la reconquista de Asturias (médiocre). — Américo Castro y Frederico de Onís. F ueros leoneses de Zamora, Salamanca, Ledesma y Alba de Tormes; Galo Sánchez. F ueros castellanos de Soria y Alcalá de Henares (on indique quels principes les éditeurs ont suivis et les influences de ces documents les uns sur les autres). — Eugeniusz Frankowski. Hórreos y palafitos de la península ibérica (l'auteur conclut : les greniers ibériques doivent être

considérés comme des vestiges du temps où régnait l'architecture palafittique qui survit encore en Portugal).

**4. — Comité des travaux historiques et scientifiques.** Bulletin philologique et historique jusqu'à 1715. Année 1919 (Paris, Impr. nationale. Paru en septembre 1921). — Jacques DE FONT-RÉAUX. Lettres apostoliques postérieures à 1198, conservées aux archives départementales de l'Indre (analyse de quatre-vingt-dix-neuf bulles, vingt-et-un brefs et deux signatures en cour de Rome, 1198-1754; en appendice, sept lettres de légats pontificaux de 1246 à 1558. Cinq pièces publiées intégralement à la suite). — J. DEPOIN. Chronologie des évêques de Saintes de 268 à 1918. — M<sup>me</sup> Eugénie DROZ. Jean Castel, chroniqueur de France (petit-fils de Christine de Pisan; recherches sur ses œuvres, en général fort médiocres, mais fort prisées de son temps). — Jacques DE FONT-RÉAUX. Testament d'Isembert Feuille, abbé du Dorat, 17 février 1277. — Comte de LOISNE. Catalogue des actes de Robert I<sup>er</sup>, comte d'Artois, 1247-1250 (comprend 161 numéros. Important pour l'histoire du règne de saint Louis).

**5. — Journal des savants.** 1921, mai-juin. — P. PARIS. Stèles funéraires discoides de l'Espagne (d'après le livre d'Eugeniusz Frankowski; quelques-unes de ces stèles remontent à une période ancienne, un grand nombre sont de l'époque wisigothique, un plus grand nombre sont des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles; elles représentent, en principe, selon Frankowski, la tête du mort; à cette théorie, M. Paris fait des objections). — Ed. CUO. Les pierres de bornage babylonniennes du British Museum; fin (les tablettes de pierre, contenant une copie de l'acte original; les cippes commémoratifs en forme de pierres de bornage : le British Museum en possède deux). — Léon MIROT. La pénétration des étrangers en France; fin (d'après le livre de M. J. Mathorez : les Hollandais, les Allemands, les Italiens). — E. LAVISSE. Le Musée Condé en 1920. — A. MERLIN. L'école britannique d'Athènes en 1918 et 1919 (d'après le XXIII<sup>e</sup> volume de l'*Annual*). — Id. Les papyrus d'Oxyryncus (analyse du t. XII). — C.-rendus : Aug. Longnon. Les noms de lieu de la France (remarquable). — H. Delehaye. Les passions des martyrs et les genres littéraires (pose quelques principes de critique). — Catalogue of the Morgan Collection of Chinese Porcelains (superbe publication). — S. Flury. Islamische Schriftbänder (étudie les bandeaux en écriture koufique sur les monuments d'Amida-Diyarbékir). — C. Autran. Phéniciens (thèse contestable). — Juillet-août. — P. JOUGUET. Les Grecs au temps d'Abydos (d'après le beau volume de Paul Perdrizet et Gustave Lefebvre, les Graffites grecs du Memnonion d'Abydos); ce volume « n'est pas seulement un recueil de documents exactement reproduits, mais une œuvre d'érudition élégante, originale, toute pleine du sentiment de la vie antique ». — J. MATHOREZ. Rapports intellectuels de la France et de la Hollande du XVI<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle (d'après les travaux de A. Germain, K. J.

Riemens et Gustave Cohen; la Hollande n'était pas, comme on le dit, le pays de la liberté; mais, entre la France et elle, il y eut toujours intimité intellectuelle). — L.-A. CONSTANS. Récentes découvertes archéologiques en Italie (à Rome et à Ostie). — C.-rendus : *Sir Paul Vinogradoff. Outlines of historical jurisprudence. I. Introduction* (rapports de la jurisprudence avec la logique, la psychologie, la science sociale et la science politique; méthodes et écoles de jurisprudence aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles). — *R. Cagnat et V. Chapot. Manuel d'archéologie romaine, t. II : peintures et mosaïques. Instruments de la vie publique et privée* (remarquable). — *Ivan M. Linforth. Solon the Athenian* (biographie, édition des fragments de ses œuvres). — *G. Michaut. Plaute* (important et substantiel). — *E. Rodocanachi. La Réforme en Italie* (plein de renseignements, manque d'idées générales). — *Alfred Bel. Inscriptions arabes de Fez* (importante contribution à l'exploration scientifique du Maroc).

6. — **Polybiblion.** 1921, mai-juin. — Publications relatives à la guerre européenne; parmi elles : *Raymond Poincaré. Les origines de la guerre* (livre magistral); *Jacques Bardoux. La marche à la guerre* (montre les fluctuations de la politique extérieure britannique de 1912 à 1914); *Pierre Redan. La Cilicie et le problème ottoman* (replace la question de la Cilicie dans le cadre de la question ottomane); *G. Lacour-Gayet. Guillaume II le vaincu* (biographie complète à l'exception de l'ultime chapitre). — *G. Michaut. Histoire de la comédie romaine*, Plaute (étude complète, traitée avec infiniment de conscience et de goût). — *F. Mourret. Histoire générale de l'église* (grande entreprise, avec quelques défauts). — *Paul Yvon. Traits d'union normands avec l'Angleterre avant, pendant et après la Révolution* (instructif). — *Prince de Ligne. Œuvres posthumes*, publiées par Félicien Leuridan (à lire). — *Frédéric Masson. La vie et les conspirations du général Mallet* (Mallet ne fut ni jacobin ni royaliste, mais un simple aventurier). — *S. Charléty. La Restauration* (pousse à l'extrême ses critiques contre le régime). — *Édouard Driault. La grande Idée. La Renaissance de l'hellénisme* (quinze conférences données à Athènes au début de 1920). — Juillet. Publications relatives à la guerre européenne; parmi elles : *Civrieux. La grande guerre* (bon résumé); une Anglaise à Berlin, notes intimes de la princesse Blücher, traduit de l'anglais par M<sup>me</sup> H. Cavaignac (très intéressant); général Buat, Hindenburg (pendant à son étude sur Ludendorff); Georges-M. Mélas. L'ex-roi Constantin (veut prouver que le peuple grec n'est pas solidaire de son ex-roi; mais l'ex-roi est redevenu roi); Fr. Régamey. La caricature allemande pendant la guerre (en 1914 et 1915; devrait être continué). — *H. Hauser. Travailleurs et marchands dans l'ancienne France* (très clair). — *J. Carcopino. Virgile et les origines d'Ostie* (œuvre d'un érudit et d'un fin lettré). — *G. Lardé. Le tribunal du clerc dans l'empire romain et la Gaule franque* (n'entraîne pas toujours la conviction). — *J. Viard. Les grandes chroniques de France, t. I*

(excellente édition). — *P. de La Gorce*. Histoire religieuse de la Révolution française, t. IV (montre la vitalité du catholicisme pendant la persécution). — *R. de Chauvigny*. La résistance au Concordat de 1801 (à Blois et à Vendôme contre l'évêque d'Orléans Bernier). — *G. Lacour-Gayet*. Napoléon (exposé simple et clair). — *C.-G. Picavet*. Une démocratie historique : la Suisse (important pour la période de 1798 à nos jours). — *D. Guichen*. La crise d'Orient de 1839 à 1841 et l'Europe (instrument de travail de premier ordre). — Août-septembre. *E. Mangenot*. Publications récentes sur l'écriture sainte et la littérature orientale. — Publications relatives à la guerre européenne ; parmi elles : *Erzberger*. Souvenirs de guerre (apologie personnelle) ; *Ch. Le Goffic*. La Marne en feu (émouvant) ; *Ch. Gallet*. Le pape Benoit XV et la guerre (articles écrits au jour le jour pendant la guerre dans l'*Étoile de la Vendée*). — *Jules de Lahondès*. Les monuments de Toulouse (superbe ouvrage publié après la mort de l'auteur par Émile Carthalac). — *J. Laurent*. L'Arménie entre Byzance et l'Islam, depuis la conquête arabe jusqu'en 886 ; Byzance et les Turcs seldjoucides dans l'Asie occidentale jusqu'en 1081 (deux excellentes thèses). — L'expansion belge à Rome et en Italie depuis le xv<sup>e</sup> siècle (trois études : Artistes flamands à Rome pendant la Renaissance, de l'abbé *P. Liebaert* ; les Manuscrits du Fondo Gesuitico, concernant les Pays-Bas ; les Fondations hospitalières flamandes à Rome du xv<sup>e</sup> au xviii<sup>e</sup> siècle, les deux dernières par *Mgr Vaes*, formant le premier bulletin de l'Institut historique belge à Rome). — *Adrien Huguet*. Un grand maréchal des logis de la maison du roi : le marquis de Cavoye, 1640-1716 (excellent). — *E. Babelon*. La grande question d'Occident. Au pays de la Sarre ; Sarrelouis et Sarrebruck (à méditer). — *H. Carré*. La noblesse de France et l'opinion publique au xvii<sup>e</sup> siècle (insiste peut-être trop sur les scandales). — *E. Lavaquery*. Le cardinal de Boisgelin (les deux volumes instruisent plus qu'ils ne récréent). — *Lévy-Schneidér*. Mgr Champion de Cicé, archevêque d'Aix et d'Arles, 1802-1810 (l'auteur « n'est pas de la maison », de là des erreurs). — *D'Ulm* à Iena. Correspondance de *Gentz* avec Jackson, ministre de la Grande-Bretagne à Berlin, 1804-1806, publiée par le commandant *Weil* (important document). — *D. Halévy*. Le courrier de M. Thiers (utile). — *G. Gaillard*. Les Turcs et l'Europe (depuis 1916 ; très partial pour les Turcs).

7. — **La Révolution française**: 1921, juillet-septembre. — *H. Haussé*. De quelques aspects de la Révolution américaine (causes économiques et sociales de cette Révolution ; le rôle du thé et de la mélasse). — Thèse de M. l'abbé *Pommeret*. L'esprit public dans les Côtes-du-Nord pendant la Révolution, résumé fait par le candidat reçu avec mention très honorable. — *R. Durand*. Le personnel judiciaire dans les Côtes-du-Nord pendant la Révolution (publie le « tableau des citoyens juges et autres membres du tribunal civil, avec indication des fonctions

remplies pendant la Révolution », dressé en l'an VIII). — *L. Villat*. L'histoire de la Révolution en Corse (signale les documents sur Buonarroti que vient de publier M. Ambrosi). — Dr J. RASPAIL. Les papiers de Lalande (lettres adressées de Berlin à sa mère en 1752, discours qu'il prononça lors de la fête de la déesse Raison, en novembre 1793, lettres qu'il envoie à sa tante et à sa nièce la duchesse de Saxe-Gotha de 1798 à 1802). = C.-rendus : *H. Sée*. Les idées politiques en France au XVIII<sup>e</sup> siècle (utile). — *M. Pigalle*. Répertoire des archives du département du Doubs (séries M et N) et Inventaire sommaire (série L, n°s 1 à 81). — *L. Abensour*. Histoire générale du féminisme (étude claire, un peu vague). — *Erzberger*. Souvenirs de guerre (très importants et instructifs). — *P. Gilliard*. Treize années à la cour de Russie (montre surtout les beaux côtés de la cour russe).

**8. — Revue critique d'histoire et de littérature.** 1921, 15 août. — *Edm. Perrier*. La terre avant l'histoire. Les origines de la vie et de l'homme (très remarquable). — *Edw. Flinch*. Auguralia und Verwandtes (hypothèses ingénieuses, mais hasardées). — *Max. J. Rudwin*. The origin of the german carnival comedy (utile compilation). — *H. Tronchon*. La fortune intellectuelle de Herder en France. La préparation (enquête minutieuse et prudente). — Les Bouches-du-Rhône, encyclopédie départementale. III. Les temps modernes, 1482-1789 (remarquable). — *C. Rabaud*. Paul Rabaut (biographie du père de Rabaut-Saint-Étienne, qui n'apprend rien de nouveau). — *O. Karmin*. Sir Francis d'Ivernois, 1757-1842 (beaucoup de très utiles renseignements). — *Charles Cestre*. Production industrielle et justice sociale en Amérique (étude très pénétrante et très attachante). — *Ed. Fueter*. Weltgeschichte der letzten hundert Jahren, 1815-1920 (remarquable essai d'une histoire vraiment universelle). = 1<sup>er</sup> septembre. *G. Glotz*. Le travail dans la Grèce ancienne (travail sobre et précis). — *F. H. Marshall*. Discovery in greek lands (élégant résumé des découvertes archéologiques faites en Grèce et dans les pays grecs depuis 1870). — Le Musée du Louvre. Les accroissements de 1919 à 1920; dons, legs et acquisitions (somptueux catalogue, orné de belles héliogravures; on y signale plusieurs signatures d'artistes sur des sculptures du XV<sup>e</sup> siècle). — *V. Gardthausen*. Handbuch der wissenschaftlichen Bibliothekskunde (confus, incomplet et souvent incorrect). — *Marguerite de Valois*. Mémoires. Introduction et notes par *Paul de Bonnefon* (bonne édition; l'introduction donne une biographie complète de Marguerite). — *A. Mathiez*. Robespierre terroriste (l'auteur est vivement pris à partie par M. Welvert). = 15 septembre. *R. Poupartin*. Recueil des actes des rois de Provence, 855-928 (bonne édition). — *G. Mollat*. Les papes d'Avignon, 1305-1378 (3<sup>e</sup> édition qui contient quelques utiles additions). — *Id.* Vitae paparum Avenionensis, edit. Steph. Baluzius (cette nouvelle édition est très supérieure à l'ancienne). — *Nap. de Pauw*. Cartulaire historique et généalogique des Artevelde (excellent). — Abbé *M. Giraud*. Essai sur l'his-

toire religieuse de la Sarthe, de 1789 à l'an IV (intéressante, très solidement bâtie et d'une remarquable impartialité). — *Ch. Seignobos. La Révolution de 1848* (excellent). — *Albert Calmes. Der Zollanschluss des Grossherzogtums Luxemburg an Deutschland, 1842-1918* (solide ouvrage qui intéresse aussi l'histoire générale).

**9. — Revue d'histoire de l'Église de France**, 1921, juillet-septembre. — Eug. WELVERT. Jean-Baptiste Massieu (biographie de ce personnage qui, étant entré dans les ordres, fut professeur dans divers établissements d'instruction secondaire, se fit élire à la Constituante et à la Convention où il vota la mort de Louis XVI. Bibliothécaire-archiviste du ministère de la Guerre en 1797, il resta en fonction jusqu'en 1815 et fit d'excellente besogne; exilé comme récidive, il mourut à Bruxelles en 1818). — Charles DU BUS. L'avenir des sociétés savantes; suite et fin. — Jean VALLERY-RADOT. Notre-Dame de Paris; sa place dans l'histoire de l'architecture médiévale. = C.-rendus : *E.-Ch. Babut. Saint-Martin de Tours* (savante entreprise de démolition). — *Delehaye. Saint Martin et Sulpice Sévère* (le savant bollandiste rétablit avec succès les idoles renversées par E.-Ch. Babut. Réhabilite Sulpice Sévère et donne une chronologie vraisemblable de saint Martin). — *J. Despetis. Nouvelle chronologie des évêques d'Agde*, d'après les cartulaires de cette église (certains points de sa liste épiscopale sont sujets à caution). — Comte *Boulay de La Meurthe*. Pierre Carreau et les travaux sur l'histoire de Touraine jusqu'à Chalmel (monographie très soignée). — *J. Gass. Konsstitutionelle Professoren am Strasburger Priesterseminar* : Dereser, Dorsch, Kämmerer, Schwind (quatre biographies de prêtres fana-  
tiques, tout imprégnés des « erreurs » venues d'Allemagne : rationalisme, fébronianisme, joséphisme, panthéisme).

**10. — Le Correspondant**, 1921, 10 septembre. — Henry COCHIN. Dante Alighieri et les catholiques français : Ozanam, Sainte-Beuve (montre comment et par qui Ozanam fut amené à l'étude de Dante, quelle impression ses travaux sur Dante firent d'abord sur Sainte-Beuve, alors encore romantique, puis très refroidi quand il eut définitivement rompu avec les catholiques). — Paul CLAUDEL. Introduction à un poème sur Dante. — ALTIAR. L'état d'esprit et la situation en Grèce (de janvier 1920 à juin 1921; très intéressant témoignage, vivant, passionné contre Vénizélos et son parti : la Grèce n'a jamais cessé d'être monarchiste. C'est ce sentiment national qui ramena Constantin sur le trône, et cette restauration a rétabli en Grèce la liberté opprimée par la tyrannie vénizéliste. Montre à quel point la presse française a été mal informée des affaires helléniques depuis le début de la grande guerre jusqu'au rétablissement de la dynastie et encore au delà). — Henri BRÉMOND. Pascal, l'abbé de Villars, et la première réfutation des « Pensées » (très curieuse analyse d'un petit opuscule publié en 1671 par l'abbé de Villars, un cousin de Montfaucon; cet

opuscule, intitulé « De la délicatesse », contient une réfutation en règle du traité d'apologétique chrétienne ébauché par Pascal; d'ailleurs cet abbé, qui cherche querelle à Pascal, n'a cessé de l'admirer et de l'imiter). — 25 septembre. Pierre KHORAT. Notes sur la Cochinchine. — LIBER. Hommes du jour : M. Doumer. — A. GUASCO. L'œuvre de la propagation de la foi. Un siècle d'histoire (c'est en 1822 que cette œuvre fut fondée, en un moment où les missions catholiques étaient en pleine décadence; elle est née en France et c'est la France qui a contribué pour la grosse part à constituer les revenus dont elle vit. Jusqu'ici, elle a été administrée par deux conseillers généraux siégeant à Lyon et à Paris. Avant 1914, le gouvernement allemand essaya d'une organisation séparée qui fut aussitôt condamnée par le Saint-Siège; mais, en 1921, le pape Benoît XV a institué un troisième conseil central siégeant à Rome, et sans doute faut-il s'attendre à ce que l'unité de l'œuvre soit encore démembrée au détriment de la France). — L. DE LANZAC DE LABORIE. Une histoire de la monarchie constitutionnelle, 1814-1848 (celle de M. Charléty; beaucoup d'éloges tempérés par quelques restrictions. Intéressantes considérations sur la Restauration et le gouvernement de Juillet). — Comte Jean DE KERGORLAY. Une vieille colonie anglaise : la Jamaïque. — Jean RIVIÈRE. Le catholicisme de saint Augustin (d'après l'ouvrage de Mgr Pierre Batiffol). — 10 octobre. J. MAITRE. Comment garantir efficacement la paix en l'Europe (en organisant une Compagnie internationale des chemins de fer rhénans, de Rotterdam à Bâle). — \*\*\* Avant-propos à la conférence de Washington (à noter surtout ce qui est dit des rapports du Japon avec la Chine, ou mieux avec les différents gouvernements chinois. Quant au gouvernement et au peuple des États-Unis, ce qu'ils veulent, c'est la paix et le désarmement obtenus après un échange de vues honnête, franc, sans détour ni mystère). — Max TURMANN. Les idées et les faits sociaux. — 25 octobre. Comte Jean DE PANGE. Notre politique rhénane. — Edmond RENARD. Un cardinal de curie. Le cardinal Mathieu, 1899-1908 (importance de sa situation et de son rôle dans les relations entre le gouvernement français et la cour de Rome). — Jules VÉRAN. Le septième centenaire de la Faculté de médecine de Montpellier. — Comte Armand DE KERGORLAY. Paris charitable, bienfaisant et social (d'après la 2<sup>e</sup> édit. du volume publié par l'« Office central des œuvres de bienfaisance », avec une préface de son président : René Vallery-Radot).

11. — Études. Revue fondée par des Pères de la Compagnie de Jésus. 1921, 20 juillet. — François DATIN. Avant la Réforme de l'enseignement secondaire; fin le 5 août (approuve tout à fait le projet de M. Léon Bérard). — Pierre MERTENS. La légende dorée en Chine. Maître Song, bonze du Bouddha et catéchiste de Jésus-Christ; fin le 5 août (histoire d'une conversion du bouddhisme au christianisme à la fin du siècle dernier). — Ferd. CAVALLERA. Dante et son œuvre; suite (la Divine Comédie). — Joseph DASSONVILLE. Chez nos cousins les

Canadiens français (la défense de la langue française; la cause française pendant la guerre et le loyalisme des Canadiens envers l'Angleterre). — Edward F. GARECHÉ. Le premier président de la cour suprême d'Amérique : Edward Douglass White. — Lucien ROURE. Littérature franciscaine (l'anthologie franciscaine du moyen âge translatée et annotée par Maurice Beaufreton; l'« Archivum franciscanum historicum », t. XI-XIII). — C.-rendus : *Johannes Joergensen*. Sainte Catherine de Sienne (on ne peut reprocher au livre que l'excès de ses qualités). — *Adolphe Reinach*. Textes grecs et latins relatifs à l'histoire de la peinture ancienne; t. I (la période classique et une partie de la période hellénistique; plus de 550 textes). — Frédéric Masson. La vie et les conspirations du général Mallez (toute sorte de renseignements curieux). — 5 août. Michel d'HERBIGNY. Le malheur russe. Comment le bolchevisme peut-il durer? (contre la barbarie nouvelle l'Église apparaît comme la seule force efficace). — Paul DONCOEUR. La reconstruction spirituelle du pays; III. La défense et l'illustration de l'intelligence française; suite le 20 août et le 5 septembre (grand rôle que le catholicisme doit assumer dans cette reconstruction). — C.-rendus : *Robert de La Sizeranne*. Béatrice d'Este et sa cour (fait revivre l'une et l'autre). — H. Rodocanachi. La réforme en Italie (n'a pas saisi les causes de l'échec du protestantisme dans la péninsule). — H. Carré. La noblesse de France et l'opinion au XVIII<sup>e</sup> siècle (excellent). — Marc Chassaigne. Le procès du chevalier de La Barre (le fameux chevalier était en réalité un jeune libertin). — 20 août. Joseph HUBY. Le problème juif. I. Les Juifs à la conférence de la paix (les Juifs ont été les enfants gâtés à la conférence de la paix. Les clauses relatives au sionisme « sont désordonnées et pleines de péril »). — Michel d'HERBIGNY. Anglicans et Orthodoxes. I. En Grèce et à Constantinople (parle d'un rapprochement entre les orthodoxes de Grèce et les anglicans et de la reconstitution de la seconde Rome, celle de Photius et de Michel Cérulaire, soustraite à l'autorité de la première Rome). — M.-J. ROUËT DE JOURNEL. Le congrès de musique sacrée de Strasbourg (début d'août 1921). — C.-rendus : *Cardinal de Retz*. Supplément à la correspondance, édité par Claude Cochin (important). — René Doumic. Saint Simon (analyses pénétrantes). — Commandant H. Weil. D'Ulm à Iéna (édite des lettres de Gentz à Jackson, 1804-1806, trouvées au Record Office). — E. Lavaquerry. Le cardinal de Boisgelin, 1732-1804 (le cardinal a trouvé un historien digne de lui). — 5-20 septembre. Joseph HUBY. Le problème juif. II. Sionisme et assimilation (le triomphe du sionisme sera une menace pour la paix de la Syrie; il faudrait souhaiter l'assimilation; mais elle est impossible). — Henri DU PASSAGE. La semaine sociale de Toulouse (fin juillet 1921; ses résultats). — 5 octobre. Paul DUDON. Le R. P. Raoul de Scorraille (+ 11 juillet 1921; article nécrologique). — Michel d'HERBIGNY. Anglicans et « orthodoxes ». II. En Yougo-Slavie (insiste sur les progrès faits en Yougo-Slavie par les épis-

copaliens d'Angleterre et d'Amérique : ces progrès favorisent en réalité ceux des catholiques). — C.-rendus : *Ch. Filliatre*. La philosophie de saint Anselme (conscienctieux). — *René Brunet*. La constitution allemande du 11 août 1919 (utile). — *M. Jugie*. Photius et la primauté de saint Pierre et du pape (important). — *Von Pastor*. Geschichte der Päpste seit dem Ausgang des Mittelalters; t. VII et VIII (consacré le premier à Pie IV, 1559-1565, le second à Pie V, 1566-1572; tout à fait remarquable). — *Vitae paparum avenionensium*. Nouvelle édition par l'abbé *Mollat*, t. I (excellent).

**12. — La Grande Revue.** 1921, août. — **A. AULARD**. Un doctorat en Sorbonne : M. Chassaigne et le chevalier de La Barre (montre comment on est admis à présenter et à soutenir des thèses pour le doctorat à la Faculté des lettres de l'Université de Paris, et raconte la soutenance de M. Chassaigne qui, pour son étude sur le chevalier de La Barre, obtint le grade de docteur avec la mention très honorable. En somme, on trouvera ici un exposé détaillé de cette cause célèbre qu'on a eu le tort, paraît-il, de considérer comme un acte d'intolérance imputable au clergé. En toute cette affaire, Voltaire fut léger, haineux et de mauvaise foi ; la conduite de l'évêque d'Amiens au contraire a été irréprochable). — **Augustin HAMON**. La crise du socialisme mondial. — **Eugenio RIGNANO**. La désorientation du socialisme européen. — Septembre. **Paul DEGOUY**. Quelques jours à Wiesbaden. — **Léon LEMONIER**. Baudelaire au lycée Louis-le-Grand, d'après des documents inédits (1836-1838 ; ses plus notables succès scolaires ont été en vers latins ; quant à l'histoire, elle lui paraissait « parfaitement inutile »). — **Victor GASTILLEUR**. La ville des rois et des tombeaux (Hué). — **René LOTE**. L'avenir de l'intelligence.

**13. — Mercure de France.** 1921, 1<sup>er</sup> septembre. — **D<sup>r</sup> Louis HUO**. L'âme noire : les religions et les croyances des nègres centre-africains (l'auteur consigne le résultat d'observations personnelles recueillies pendant plusieurs années de séjour dans le Centre-Afrique ; à noter ce qu'il dit sur l'évolution des croyances religieuses et sur leurs rapports avec les autres religions. Il estime en définitive que le nègre est susceptible de culture intellectuelle et d'éducation morale). — **Georges MAUREVERT**. Généalogies fabuleuses et réalités héréditaires ; suite et fin (amusantes constatations). — **Florian DELHORBE**. Dante critique littéraire (d'après son traité « De vulgari eloquentia »). — **J. W. BIENSTOCK**. Les mémoires du comte Witte (ces mémoires présentent un intérêt considérable). — 15 septembre. **CANUDO**. L'heure de Dante et la nôtre (expose comment l'« humanité nerveuse » de Dante « plaît très particulièrement à notre orgueil moderne par son actuelle précision »). — **André DUBOSCQ**. Les relations sino-françaises en face de la question d'Extrême-Orient. — **Edmond BARTHELEMY**. Gerbert, Sylvestre II (longue analyse et vif éloge de la biographie de ce pape par le duc de La Salle de Rochemaure). — \*\*\* Les limites de la compétence entre la

Société des nations et le Conseil suprême (à propos de l'affaire d'Albanie; expose et discute la thèse présentée par A. F. Frangulis, ministre de Grèce). — 1<sup>er</sup> octobre. Jean TOPASS. La Pologne a-t-elle son art? (oui, un art qui est bien à elle). — Dr Louis HUOT. L'âme noire : la femme chez les primitifs centre-africains (sa valeur au point de vue de l'intelligence, du caractère et des sentiments; sa situation sociale). — Georges MATISSE. La transmutation (sic) de la sociologie. — René DE WECK. Ferdinand Hodler (biographie de ce célèbre peintre suisse, 1853-1918; son œuvre d'après ce qui en a été exposé à Berne). — 15 octobre. Dr Louis Huot. L'âme noire : l'homme primitif centre-africain (étude psychologique dont on pourra tirer profit pour l'intelligence rudimentaire du nègre).

14. — **La Revue de France.** 1921, 15 septembre. — Marianne DAMAD. Souvenirs de famille et d'Orient (l'auteur, arménienne de naissance, mais ayant toujours vécu à Constantinople jusqu'à son départ en 1876 pour la France, qu'elle n'a plus quittée, note les observations qu'elle a recueillies sur ses compatriotes depuis environ l'année 1845 jusqu'à cette date de 1876). — R. RECOULY. Pour mieux défendre nos intérêts (« M. Lloyd George est le politicien le plus adroit, le plus rusé, le plus retors qui soit au monde ». Dans l'affaire de la Haute-Silésie, il a réussi à duper à la fois Wilson et Clemenceau, d'abord hostiles au plébiscite et qui en ont ensuite accepté le funeste principe; puis il a mis à profit les erreurs de notre diplomatie pour faire triompher avant tout les intérêts de l'Angleterre commerçante et financière; et ces intérêts sont liés à ceux de l'Allemagne). — Gustave CHARLIER. Molière et les nouveaux riches (c'est sans doute ces derniers, les « profiteurs » de la Fronde et de la guerre contre l'Espagne, que Molière visait en écrivant les *Précieuses ridicules*; il a noté un des résultats de la crise sociale qui, à ce moment, bouleversa les conditions économiques). — 1<sup>er</sup> octobre. R. RECOULY. L'Angleterre et nous (il faut savoir parler aux Anglais, les mettre au courant de questions vitales pour nous et qu'ils ignorent. Une entente cordiale avec les États-Unis nous mettrait en bonne posture pour discuter avec eux; car, si les Anglais ont le respect de l'honneur et ne renient pas leurs engagements envers la France, ils ont aussi le respect des forts et ils écouteront nos légitimes revendications s'ils nous voient bien appuyés). — Ambroise GOT. Socialistes allemands (Hugo Haase, le docteur Rudolf Breitscheid, Wilhelm Dittmann). — Pierre DU COLOMBIER. Les inspirateurs français de Nietzsche (d'après le livre d'Andler). — Maria TASTEVIN. Les amis oubliés de Port-Royal (d'après le livre de M<sup>e</sup> Julie Berliet). — E. Robo-CANACHI. En marge de l'histoire (d'après M. Catalano : « *Lucrezia Borgia con nuovi documenti* », 1921). — 15 octobre. Raymond RECOULY. Où en est l'Allemagne? (l'Allemagne de 1921 est redevenue un pays d'ordre, de tranquillité, de sécurité, de discipline; désarmée, elle ne paraît pas avoir le désir de recommencer la guerre de sitôt. Tout notre effort doit porter sur les « réparations »). — Charles SCHMIDT. Ce qu'il

faut savoir de la Rhénanie française (c'est qu'elle n'est pas réfractaire à l'influence française ; que, sans briser avec les organisations implantées par la Prusse depuis cent ans, elle trouvera profit à renouer ses rapports économiques et moraux avec la France de la Révolution et de l'Empire).

**15. — La Revue de Paris.** 1921, 15 septembre. — Général MESSIMY. Comment j'ai nommé Gallieni (malgré l'opposition du général Joffre, et la résistance opposée par le gouverneur militaire de Paris, général Michel, Gallieni fut nommé, le 26 août ; il avait d'ailleurs exigé auparavant que l'on mit à sa disposition trois corps d'armée actifs afin de pouvoir défendre Paris. Joffre voulait au contraire que toutes les troupes disponibles lui fussent envoyées, afin d'enfoncer le centre de l'armée allemande et jeter son aile droite à la mer. Joffre traitait Paris de quantité négligeable, Gallieni estimait au contraire qu'il fallait à tout prix défendre la capitale). — Capitaine KOELTZ. Au tournant de la Marne (il s'agit de savoir qui a, le 9 septembre 1914, entre midi et 13 heures, ordonné la retraite des I<sup>e</sup>, II<sup>e</sup> et III<sup>e</sup> armées allemandes et si cette retraite était nécessaire. Plusieurs écrivains militaires allemands ont prétendu qu'elle ne l'était pas. L'auteur de l'article répond : plus la II<sup>e</sup> armée serait restée au sud de la Marne, plus sa défaite aurait été grave. « Von Bülow sauva son armée du désastre en la repliant dès le 9 septembre ; à cette date, il était trop tard pour ramener la victoire sous les aigles allemandes »). — R. DE TRAZ. Henri-Frédéric Amiel (à l'occasion de son centenaire). — Camille PICAVET. La légende de Turenne aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles (expose comment la personne morale de Turenne a été déformée, idéalisée, par les orateurs de la chaire et par les écrivains, notamment Fléchier, Massillon, Ramsay). — Henri D'ALMÉRAS. Dante, étudiant à Paris (il paraît bien avoir passé environ six ans à Paris, de 1308 ou 1309 jusqu'en 1314 ; mais il n'y fut pas étudiant, approchant alors de la cinquantaine ; il s'y adonna simplement à l'étude sans préparer ni subir aucun examen). — 1<sup>er</sup> octobre. Baron BEYENS. La Belgique pendant la guerre (comment elle fut administrée sous la surveillance tracassière de l'autorité allemande, elle-même asservie aux volontés de l'État-major). — Lieutenant-colonel RÉQUIN. L'exécution du traité dans la Sarre (expose comment a été organisée l'administration de ce pays sous l'autorité supérieure de la Société des nations). — Marcel FOSEYEUX. Sages-femmes et nourrices à Paris au XVIII<sup>e</sup> siècle. — Louis LALOY. Un précurseur du drame lyrique : Claudio Monteverdi (d'après sa biographie par Louis Schneider). — 15 octobre. Baron BEYENS. La Belgique pendant la guerre. Les protagonistes du drame (Adolphe Max, bourgmestre de Bruxelles; Théodor, bâtonnier de l'ordre des avocats; le cardinal Mercier, ses rapports avec von der Goltz et avec von Bissing; Émile Solvay, le grand organisateur du Comité national de secours et d'alimentation; Herbert Clarke Hoover, directeur américain de la « Commission for relief »; le ministre d'Espagne, mar-

quis de Villalobar; Jean Jadot, gouverneur de la « Société générale » de Belgique). — Pierre LASSEUR. Renan au séminaire Saint-Nicolas du Chardonnet. 1<sup>er</sup> art. (où il est surtout question du directeur du séminaire, abbé Dupanloup, et de la part qu'il prit à la « rétractation » in-extremis de Talleyrand). — Jacques BOUIS. La dernière bataille de Champagne (notes d'un agent de chasseurs à pied, du 23 septembre au 3 octobre). — Georges WEILL. A propos d'enseignement secondaire. — Maurice VALLIS. Un grand écrivain espagnol : Miguel de Unamuno. — Antoine ALBALAT. La langue française et le style archaïque. — 1<sup>er</sup> novembre. Général MICHEL. Paris en août 1914. Réponse au général Messimy (« le récit publié par la *Revue de Paris* contient des inexactitudes et des lacunes... Je n'ai été ni « limogé » en 1911, ni « débarqué » en 1914; deux fois, sans mot dire, je suis rentré simplement dans le rang, pour continuer à y servir à la place où le Gouvernement jugeait convenable de m'employer »). — IGNOTUS. Études et portraits : M. Alexandre Millerand. — Pierre LASSEUR. Renan au séminaire, II (comment Renan juge dans ses lettres et dans ses souvenirs l'enseignement qu'il reçut à Saint-Nicolas; succès qu'il remporta dans ses classes en latin, en histoire; d'ailleurs médiocre en français). — François DENJEAN. Le mouvement révolutionnaire en Espagne depuis 1918.

**16. — Revue des Deux Mondes.** 1921, 15 septembre. — Maréchal FAYOLLE. Au pays de l'éraflé. Journal de la mission française au Canada. — Paul HAZARD. Les plagiat de Stendhal. — L. PAUL-DUBOIS. Le drame irlandais. I. Les origines, 1914-1918. — André HALLAYS. Jean de La Fontaine. IV (la vieillesse, la conversion et la mort; mort toute chrétienne d'un homme sincère et candide. « Je ne sais s'il a menti de sa vie », écrivit après sa mort son vieil ami le chanoine Maucroix). — Norbert SEVESTRE. Une campagne type de propagande allemande : « La honte noire » (cette campagne, dont un des objets consiste à mettre à profit l'hostilité des Américains contre les nègres et à persuader au gouvernement des États-Unis de retirer le corps d'occupation qu'il entretient encore sur le Rhin afin de maintenir l'union des Alliés contre l'Allemagne vaincue et impatiente de reprendre sa revanche, est un monument de « mensonge, haine et mauvaise foi ». Elle continue d'ailleurs sournoisement ou rageusement, avec la complicité manifeste du gouvernement allemand). — Louis GILLET. Dante à Ravenne (d'après l'ouvrage de Corrado Ricci : « L'ultimo rifugio di Dante »). — 1<sup>er</sup> octobre. Gustave LANSON. L'expansion française à l'étranger. Écrivains français en Hollande pendant la deuxième moitié du XVII<sup>e</sup> siècle (d'après le remarquable ouvrage de Gustave Cohen). — L. PAUL-DUBOIS. Le drame irlandais. II. Le Sinn-fein et la guerre anglo-irlandaise, 1918-1921 (étude précise et impartiale du drame terrible qui se joue actuellement en Irlande). — SAINT-DENIS, dit ALI, second mameluk de l'Empereur; fin : la mort et les funérailles de l'Empereur (très circonstancié et

émouvant). — Henriette CÉLARIÉ. Impressions de Vienne (aspect de la ville depuis l'armistice; les prix; le service d'espionnage exercé par le concierge, « ange gardien » de ses locataires; Budapest et l'équipée du roi Charles). — André BELLESSORT. Un collège d'autrefois : le vieux Louis-le-Grand (d'après l'histoire de ce lycée par G. Dupont-Ferrier, dont le tome I vient de paraître). — 15 octobre. Vice-amiral FOURNIER. Autour du traité de Tien-Tsin. Souvenirs diplomatiques (hommes et choses du Céleste Empire de 1878 à 1880; rapports de l'auteur, alors simple commandant de la canonnière *Lynx*, avec Li-Hong-Tchang, vice-roi du Tchi-li. Situation de la France dans l'Annam et au Tonkin en décembre 1882. Comment se fit le traité de Tien-Tsin, le 11 mai 1884. Vivant et instructif, l'auteur ayant été l'instrument décisif dans l'élaboration et la conclusion de ce traité). — A. AUGUSTIN-THIERRY. Augustin Thierry d'après sa correspondance et des papiers de famille. I. La jeunesse (Thierry, brillant élève au collège de Blois, à l'École normale, professeur à Compiègne, secrétaire de Saint-Simon de 1814 à 1817). — Paul HEUZÉ. A l'aide de l'Italie. La traversée des Alpes en automobile par les troupes françaises, octobre-novembre 1917 (très intéressant). — Raphaël-Georges LÉVY. Saine monnaie et saines finances (véritable nature de la monnaie; inflation de la monnaie de papier après la guerre. Conséquences et remèdes). — Victor GIRAUD. Chateaubriand romanesque et amoureux. — Henry BIDOU. Voyage en Uruguay. — 1<sup>er</sup> novembre. René PINON. Une phase nouvelle de la lutte pour le Pacifique (à propos de la conférence de Washington). — A. AUGUSTIN-THIERRY. Augustin Thierry. II. Une révolution en histoire (expose comment la politique, où l'avait initié Saint-Simon, conduisit Augustin Thierry à l'histoire : secrétaire du *Censeur européen*, où il publie ses *Révolutions d'Angleterre*, prélude à son *Histoire de la conquête*, il accepte d'écrire, pour deux cents francs par mois, les discours de Laffitte. Il est à cette époque un libéral ardent, admirateur de La Fayette. Il donne ses *Lettres sur l'histoire de France au Courrier français*, qui a succédé au *Censeur européen*, brutalement supprimé. Désormais, il est un maître et c'est à ce moment qu'il commence à perdre la vue). — Jean DE SEILLON. Chez les moines de l'Athos un jour de Toussaint (1909). — André BEAUNIER. La jeunesse de Tallemant des Réaux.

17. — **Académie des inscriptions et belles-lettres.** Comptes-rendus des séances. 1921, janvier-février. — Dr A.-E. COWLEY. L'inscription bilingue araméo-lydienne de Sardes (tentative de traduction des deux textes qui ne correspondent pas exactement, comme on l'avait cru jusqu'ici). — Rapport du secrétaire perpétuel sur la situation des publications de l'Académie pendant le deuxième semestre 1920 (le travail des *Pouilliés* a surtout été poussé). — Nicolas IORGA. Fouilles faites à Curteu de Arges (l'église d'Arges n'a été fondée qu'au XIV<sup>e</sup> siècle; influences occidentales qui se firent sentir à cette époque en Valachie). — Th. HOMOLLE. Rapport sur les travaux des Ecoles

françaises d'Athènes et de Rome durant l'année 1919-1920. — Jules BAILLET. Marc-Aurèle, Lucius Vérus et le gouverneur Catulinus à Thèbes d'Égypte (les empereurs Marc-Aurèle et Véron n'ont point visité les Syringes; là où l'on a cru lire leur nom, il s'agit d'autres personnages, particulièrement d'un gouverneur de la Thébaïde, Lucius Aurelius Catulinus).

## AUTRICHE.

**18.** — **Historische Blätter.** Herausgegeben vom Haus- Hof- und Staatsarchiv in Wien, geleitet von Otto H. Stowasser, 1 Jahr. 1921, 1 Heft. — Dans une courte introduction, il est expliqué qu'en principe la Revue nouvelle devait servir à faire connaître les travaux historiques appuyés sur les documents des Archives de cour et d'état de Vienne; ensuite le cadre a été élargi en une revue historique plus générale, traitant de l'histoire de toute l'Europe occidentale, puisque aussi bien on trouve dans les archives de Vienne des documents sur toute cette histoire; enfin il a été décidé qu'on accueillera non seulement des travaux sur l'histoire proprement dite, mais sur l'histoire de la civilisation, de la littérature, des beaux-arts, musique, philosophie, politique, etc. — G. VON BELOW. Les relations de l'historiographie allemande avec la romantique et la philosophie de Hegel (l'influence de la romantique sur Savigny, Eichhorn, Grimm, Ranke a été considérable; celle de la philosophie de Hegel est moins apparente; à suivre). — Harold STEINACKER. Nécessités historiques d'une politique allemande (discours prononcé le 19 janvier 1921 à l'inauguration de l'Université d'Innsbruck; célèbre l'unité allemande et termine par ce jeu de mots: « Das Reich muss uns doch bleiben »). — Otto CARTELLIERI. Le « pas de la dame Sauvage » à la cour de Charles le Téméraire de Bourgogne (tournoi tenu à Gand par Claude de Vaudrey en 1469, n. st.; le récit contemporain d'Olivier de la Marche a été publié par B. Prost, Paris, 1878). — Alfred STEIN. Wit von Dörring au service de l'Autriche (fin 1859 et début de 1860, d'après des lettres trouvées dans les Archives de la cour et de l'État). — Arnold WINKLER. La correspondance de l'archiduc Jean avec la chancellerie d'État à propos de la question du Sunderland (série de lettres de 1846). — Auguste FOURNIER. La politique européenne, de 1812 au premier traité de Paris (ces pages devaient servir de chapitre préliminaire à un volume sur le congrès de Vienne et ont été écrites peu de temps avant la mort de Fourrier). — Alexandre CARTELLIERI. L'Allemagne et la France en 1912, par une enquête du *Figaro* en Allemagne (d'après le livre de Georges Bourdon; on en tire cette conclusion qu'à cette date, après Agadir, personne en Allemagne ne songeait à la guerre). — Julius SZEKFÜ. L'historiographie hongroise et les archives de Vienne (ce qui a été tiré de ces archives pour l'histoire de Hongrie depuis 1848, où parut le premier volume de l'œuvre de Paul von Jászays; le rôle de l'Institut historique hongrois créé à Vienne dans

l'été de 1920). — Friedrich SCHNEIDER. Tedeschi lurchi ou tedeschī lurchī? (dans un vers de l'*Enfer* de Dante, XVII, 21, Dante traite-t-il les Allemands de *lurchi*, c'est-à-dire de goulus, ou s'agit-il d'amphibies allemands, *tedeschī* étant une épithète et non un nom propre? La question reste ouverte).

## BELGIQUE.

19. — **Analecta Bollandiana.** Tome XXXIX, fasc. 1-2 (avril 1921). — Le R. P. François Van Ortry (décédé le 20 septembre 1917; il était le doyen de la Société des Bollandistes; sa vie et ses œuvres). — H. DELEHAYE. Martyr et confesseur (sens et emploi de ces expressions dans les textes de la primitive Église; le mot μάρτυς désigne tout d'abord le Christ, le « martyr par excellence », puis ceux qui ont été les témoins attitrés de la vie et de la résurrection de Jésus, les apôtres; puis ceux qui, à l'imitation parfaite du Christ, sont morts pour leur foi. Le confesseur est celui qui déclare sa foi, mais dont la vie a été épargnée). — Paul PEETERS. Les traductions orientales du mot martyr; note complémentaire à l'article précédent (sens du mot en copte, en syriaque, en arabe, en arménien, dans la langue géorgienne). — In. Un miracle des saints Serge et Théodore et la Vie de saint Basile, dans Fauste de Byzance (Fauste a utilisé deux sources différentes qui ont brodé des variantes sur un même thème légendaire, s'appliquant dans l'une à la mort de Valens, dans l'autre à celle de Julien; le texte grec qu'il a mis à contribution est à la fois une des sources de la Vie de Basile actuellement connue et le prototype de tous les récits merveilleux qui ont pullulé sur le cadavre de Julien l'Apostat). — M. COENS. Vita sancti Hilarii Auciacensis, confessoris in Cenomannorum finibus (il s'agit de Saint-Hilaire d'Oizé, Sarthe, cant. de Pontvallain; étude sur les sources de cette Vie, qui nous a été conservée dans un ms. de la Bodléienne et qui est une falsification du XII<sup>e</sup> siècle. Publie le texte et indique les sources où l'auteur a puisé). — H. QUENTIN, O. S. B. La liste des martyrs de Lyon de l'an 177 (nouvelle tentative pour reconstituer cette liste qui doit être fixée au nombre de quarante-huit). — Robert LECHAT. Lettres de Jean de Tagliacozzo sur le siège de Belgrade et la mort de saint Jean de Capistran (1456). = C.-rendus : *Edm. Bishop. Liturgica historica* (important). — Pourrat. La spiritualité chrétienne. Des origines de l'Église au moyen âge (bonne mise au point). — Jos. Schrijnen. Essays en studien in vergelijkende Godsdienstgeschiedenis (intéressant recueil d'articles sur l'hagiographie et le folklore). — J.-B. Rossi. Inscriptiones christianaes urbis Romae septimo saeculo antiquiores; édit. J. Gatti. Voluminis I supplementum; fasc. 1 (supplément, compléments et rectifications). — Magistretti et Monneret de Villard. Liber notitiae sanctorum Mediolani (belle édition de l'ouvrage, qui fut compilé vers le milieu du XIII<sup>e</sup> siècle par Geoffroi de Bussero, chanoine

de Rovello, diocèse de Milan). — *C.-J. Cadoux*. The early christian attitude to war (utile recueil de textes). — *J. P. Waltzing*. Tertullien; apologétique (excellente édition). — *Oriens christianus* (nouv. série, t. II-VII, 1912-1918). — *O. R. Vassal-Philippss*. The work of s. Optatus, bishop of Milevis against the Donatists (bonne édition). — *J. Herwegen*. Der heilige Benedikt (portrait d'une belle tenue littéraire). — *Guise*. Saint Sigisbert, roi d'Austrasie, 630-656 (agréable amplification). — *R. Aigrain*. Sainte Radegonde, 520-587 (intéressant). — *W. Peitz*. Martin I und Maximus Confessor (bon travail critique sur le conflit des monothélites en 645-668). — *E. Caspar*. Studien zum Register Gregors VII (excellente étude qui contient des observations neuves sur le fonctionnement de la chancellerie pontificale). — *Rotha M. Clay*. The hermits and anachorites of England (très intéressant). — *Ch. Singer*. Studies in the history and method of science (recueil d'articles intéressants pour l'histoire de la philosophie et de la médecine). — Divers travaux sur sainte Hildegarde de Bingen (par Erich Wassmann, Johannes May, Hélène Riesch, Louis Baillet, Jos. Gmelch). — *Enrique Vacas Galindo*. San Raimundo de Peñafort, fundator de la orden de la Merced (élimine impitoyablement de nombreux actes faux qui troublent les origines de l'ordre de la Merci). Plusieurs autres ouvrages sur le même sujet de F. D. Gazulla, R. Serratos, Michel Éven, P. W. Pérez). — *Little, James et Bannister*. Collectanea franciscana. — *P. Sabatier*. Franciscan essays (à signaler surtout l'étude du P. Robinson sur sainte Claire). — Diverses études sur Engelbert de Cologne. — *Jos. Kuczynski*. Le bienheureux Guala de Bergame, O. P., évêque de Brescia, paciaire et légat pontifical, † 1244 (jette un peu plus de lumière sur l'histoire de l'inquisition). — *J. B. Herman*. La pédagogie des Jésuites au XVI<sup>e</sup> siècle; ses sources, ses caractéristiques (important).

## GRANDE-BRETAGNE.

**20. — Bulletin of the John Rylands library, Manchester.** Les quatre premiers volumes de cette publication ne nous sont pas parvenus, nous commençons donc avec le tome V, nos 1-2 (août 1918-mars 1919). — *J. Rendel Harris*. L'origine et la signification du culte de la pomme (note plusieurs faits de folklore en Angleterre où le pommier est manifestement le centre d'un culte, analogue au culte du chêne. Le pommier est parfois personnifié sous la forme d'un oiseau, notamment du roitelet, puis d'un jeune garçon ou d'une jeune fille, enfin chez les Grecs ils prirent la forme d'Apollon, d'Hébé, de Ganymède, associé lui-même au roi des oiseaux, qui est l'aigle). — *C. H. Herford*. Influence de la mythologie scandinave sur la poésie anglaise. — *J. Rendel Harris*. Trois lettres de John Eliot et un acte de connaissance pour le « Mayflower » (lettres adressées à J. Hanmer, de Barnstaple, par John Eliot,

l'apôtre des Indiens dans l'Amérique du Nord. L'acte de connaissance énumère les marchandises chargées en 1653 sur le fameux vaisseau de 1620 à l'adresse d'Eliot). — Alex. SOUTER. Liste des abréviations relevées dans le ms. lat. n° 15 de la bibliothèque John Ryland (ce ms. provient de l'abbaye de Murbach en Alsace; c'est un des plus anciens mss. connus des œuvres de saint Cyprien en minuscule latine). — Alph. MINGANA. Une nouvelle liste des rois persans (de la dynastie des Sassanides, composée en l'an 561). — Liste méthodique des récentes acquisitions de la bibliothèque John Ryland (dressée d'après le système décimal; il s'agit des livres imprimés). — N°s 3-4 (avril-novembre 1919). J. Rendel HARRIS. Fragments métriques au livre III des Macchabées (l'auteur de ce troisième livre connaissait la littérature tragique des Grecs; il paraît s'être inspiré de drames tels que la chute de Troie, le tyran Phalaris, le Prométhée enchainé, Hécube. En tout cas, certains passages des tragiques grecs permettent de corriger sûrement le texte hébreu). — T. F. TOUT. Faussaires et falsifications au moyen âge (cf. *Rev. histor.*, t. CXXXIII, p. 348). — F. A. BRUTON. L'histoire de Peterloo (récit très circonstancié d'une manifestation qui eut lieu à Manchester, le 16 août 1819, en faveur de la réforme électorale; elle fut dispersée par une intervention maladroite de la « yeomanry » et une charge meurtrière des hussards. Elle fit de cinq à six cents victimes). — Alph. MINGANA. Exposé de la doctrine chrétienne au IV<sup>e</sup> siècle, d'après Théodore de Mopsueste (traduction en anglais d'un texte syriaque qui provient certainement de l'Église nestorienne; le texte syriaque lui-même est une traduction du grec et nous livre la pensée même du savant théologien). — G. Elliot SMITH. Dragons et dieux de la pluie. — N° 5 (décembre 1919-juillet 1920). C. H. HERFORD. Gabriele d'Annunzio. — F. J. POWICKE. Richard Baxter et son livre « Saints' everlasting rest » (ce livre, qui est le chef-d'œuvre de Baxter, parut en 1650; il avait été écrit quatre ou cinq ans plus tôt, en pleine guerre civile, à une époque où Baxter, malade et condamné par ses médecins, croyait n'avoir plus que quelques semaines à vivre. Il était jeune encore, étant né en novembre 1615. Les circonstances d'où sortit le livre en expliquent le ton mélancolique. Histoire du livre, qui n'eut pas moins de douze éditions avant la mort de l'auteur en 1691). — J. Rendel HARRIS. Le pivot sous forme humaine. — W. E. CRAM. Nouveaux mss. coptes acquis par la bibliothèque John Ryland. — Tome VI, n°s 1-2 (janvier 1921). La bibliothèque John Ryland (son histoire depuis son ouverture en 1900; ses catalogues; publications entreprises sous son patronage, etc.). — T. F. TOUT. La captivité et la mort d'Édouard de Carnarvon (cf. *Rev. histor.*, t. CXXXV, p. 281). — B. P. GRENFELL. Situation actuelle de la papyrologie. — J. Rendel HARRIS. Celse et Aristide (à propos de la découverte, parmi les papyrus d'Oxyrhyncos, d'un fragment de l'« Apologie d'Aristide »; de nouvelles découvertes permettent d'affirmer que cette « Apologie » est la source où a puisé Celse pour sa

« Vraie parole ». On sait par ailleurs que l' « Apologie » a passé tout entière dans le roman de Barlaam et Joasaph, œuvre de saint Jean de Damas écrite au monastère de Saint-Saba). — Alph. MINGANA. Résumé des travaux récents sur les odes de Salomon. — Robert FAWTIER. Les mss. latins acquis par la bibliothèque John Ryland en 1908-1920. — Guthrie VINE. Notes sur le Catalogue général des livres imprimés de la bibliothèque John Ryland et sur la manière de s'en servir.

21. — *The english historical Review*. 1921, juillet. — J. H. ROUND. La date des plus anciens « Pipe rolls » (pour les dater exactement, il faut se rappeler que l'année financière commençait à la Saint-Michel, tandis que la chancellerie datait les actes royaux par l'année du règne. Ainsi la première année de Richard I<sup>e</sup> commence le 3 septembre 1189; le rôle de la Pipe pour cette année a été rédigé à la Saint-Michel suivante, c'est-à-dire le 29 septembre de cette même année et non en 1190. Le rôle de la deuxième année doit être daté de 1190, aussitôt après la Saint-Michel. L'oubli de cette règle a causé nombre de menues erreurs dans la chronologie de ce règne). — Ch. H. HASKINS. Le traité « De arte venandi cum avibus » rédigé par l'empereur Frédéric II (étude critique sur les manuscrits de cette œuvre composée par l'empereur Frédéric, avec des additions par son fils Manfred, et sur les sources utilisées. Important pour les origines de l'art de la fauconnerie, pour lequel l'empereur professait une affection particulière : « Nos semper dileximus et exercuimus »). — E. R. ADAIR et Miss P. M. GREIR EVANS. Brefs d'assistance, 1668-1700 (ce sont des brefs par lesquels le roi commandait à ses conseillers ou autres fonctionnaires d'assister au Parlement. Ils ont été transcrits sur ce qu'on appelle les « Pawns » du Parlement, qui forment aujourd'hui au P. Record Office quatre liasses de pièces sur parchemin soit isolées, soit en rouleaux. Ils nous font connaître par le menu détail la manière dont on procédait pour convoquer ces personnes). — Miss Lillian M. PENSON. Londres et les Indes occidentales au XVIII<sup>e</sup> siècle (les intérêts anglais dans les Indes occidentales étaient représentés surtout par les planteurs qui résidaient pour la plupart à Londres même et avaient partie liée avec les marchands de la cité. Cette alliance pesa fortement plus d'une fois sur la politique intérieure pendant la seconde moitié du siècle). — H. Idris BELL. Liste des bulles et brefs de la papauté qui sont conservés en original au département des mss. du Musée britannique; 1<sup>re</sup> partie (d'Urbain II à Sixte IV). — H. E. SALTER. Les débuts de l'Université de Cambridge (il y avait déjà un chancelier de l'Université en 1226). — Miss G. R. COLE-BAKER. Une écriture imitée (mentionne un ms. contenant le texte de constitutions pour l'ordre de saint Dominique en 1260; ce ms. a été continué au XIV<sup>e</sup> siècle entre 1358 et 1363 par une main qui s'est efforcée de reproduire l'écriture du XIII<sup>e</sup> siècle). — Preserved SMITH. Anglais résidant à Wittenberg au XVI<sup>e</sup> siècle. =

C.-rendus : *Vicomte Du Motey*. Origines de la Normandie et du duché d'Alençon, de l'an 850 à l'an 1085 (cette monographie n'est en réalité qu'une histoire de Bellême et d'autres possessions de la maison de Talvas. M. Davis y relève des fautes de critique et des lacunes assez graves). — *R. Poupardin*. Recueil des actes des rois de Provence, 855-928 (excellent). — *E. Bull*. Leding. Militær-og finansforfatning i Norge i ældre tid (bonne étude sur l'organisation militaire et financière de la Norvège au moyen âge. Le mot « leding » désigne le service dû au roi en cas d'expédition militaire et surtout navale). — *Giuseppe Zucchetti*. Il chronicon di Benedetto, monaco di S. Andrea del Soratte, e il Libellus de imperatoria potestate in urbe Roma (deux éditions remarquables). — *R. H. Gretton*. The Burford records; a study in minor town government (très bonne monographie). — *F. M. Stenton*. Documents illustrative of the social and economic history of the Danelaw (excellent). — *Fr. Pelster*. S. J. Kritische Studien zum Leben und zu den Schriften Alberts des Grossen (utile chronologie de la vie et des écrits du célèbre théologien). — *G. H. Orpen*. Ireland under the Normans, 1216-1333 (travail excellent, mais trop limité : l'auteur expose à merveille les querelles de clans; il n'a pas écrit une Histoire d'Irlande). — *E. B. Fitzmaurice et A. G. Little*. Materials for the history of the franciscan province of Ireland, 1230-1450 (bon). — *D. Seymour*. The Puritans in Ireland, 1647-1661 (excellent). — *Mss. of the earl of Egmont*. Diary of viscount Percival, first earl of Egmont. I : 1730-1733 (instructif). — *W. L. Mathieson*. England in transition, 1789-1832 (bon). — *William Wood*. Select british documents of the Canadian war of 1812; vol. I (très instructif). — *Christian C. Lange*. Histoire de l'internationalisme; vol. I (important). — *Ch. U. Clark*. Collectanea hispanica (excellente étude sur la paléographie espagnole).

## CHRONIQUE.

---

**France.** — L'Académie des inscriptions et belles-lettres a décerné le prix Thorlet (prix d'encouragement pour des œuvres sociales ou d'érudition s'occupant d'histoire ou d'art, en particulier de peinture) à M. Léon DOREZ pour l'ensemble de ses travaux.

— Le samedi 5 novembre, à dix heures et demie, a eu lieu en l'hôtel Thiers, place Saint-Georges, à Paris, l'inauguration de la plaque commémorative de l'hôpital qui y fut ouvert en septembre 1914 par les soins et aux dépens de l'Institut de France, et qui fut fermé après l'armistice, en octobre 1918, après avoir hospitalisé 993 grands blessés, dont 43 succombèrent à leurs blessures. Parmi l'assistance, on remarquait M<sup>me</sup> Frédéric Masson, M<sup>me</sup> Miret, infirmière-major, chevalier de la Légion d'honneur, et un groupe d'anciennes infirmières de l'hôpital, MM. Imbart de La Tour, président de l'Institut, Frédéric Masson, secrétaire perpétuel de l'Académie française, Mgr Baudrillart, MM. Bémont, Bigourdan, Cagnat, Châtelain, Clermont-Ganneau, Cuq, Dehérain, Giraud, Hanoteaux, Laudet, Omont, etc.

M. Imbart de La Tour, en un langage élevé, rendit hommage à l'œuvre accomplie à l'hôpital pendant la guerre et à ceux qui en furent les artisans. Après lui, M. Frédéric Masson, qui, du premier au dernier jour, fut l'administrateur infatigable de l'hôpital, en retraca l'historique en même temps qu'il dressa le bilan des services rendus par cet organisme privé et purement civil.

Il fut ensuite procédé à une visite de la bibliothèque Thiers et de l'exposition de documents émanant de Thiers ou l'intéressant. Cette exposition, préparée avec beaucoup de goût et qui fait grand honneur au bibliothécaire, M. Henri Malo, comprenait notamment une grande variété de portraits, des estampes représentant l'hôtel Thiers, les phases de sa démolition pendant la Commune et de sa reconstruction, des caricatures, la belle série des cachets de Thiers, sa dernière plume d'oie, des diplômes, des volumes annotés par lui, des lettres autographes, un carnet sur lequel il prenait des notes au cours de ses visites dans les laboratoires de chimie, etc... On admira les belles pièces exposées dans la vitrine dite de la Libération du territoire, où figurent les clefs de Belfort, et les belles reliures des éditions rares composant la bibliothèque de M<sup>le</sup> Dosne. Puis on parcourut les différentes salles de la bibliothèque, toutes en belle lumière, et où les travailleurs trouvent le recueillement nécessaire à leurs travaux, en même temps qu'une remarquable documentation historique pour tout

ce qui concerne l'histoire de France, en particulier, depuis la mort de Louis XV jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Cette bibliothèque spéciale comporte environ 40,000 volumes catalogués et s'augmente tous les jours d'acquisitions et de dons. Bien que de fondation récente — elle fut ouverte en novembre 1913 et ensuite transformée en hôpital — elle est susceptible de rendre dès à présent les plus grands services aux historiens qui s'occupent de l'histoire moderne et contemporaine.

— *L'historique de la Grande Guerre.* — Le ministre de la Guerre communique la note suivante :

« A plusieurs reprises, il a été demandé que le ministère de la Guerre commence la publication des documents officiels se rapportant aux opérations de la guerre 1914-1918. Le service historique de l'état-major de l'armée (transformation de l'ancienne section historique, réorganisée et augmentée) est chargé de cette publication.

« Le but est de donner au public, le plus rapidement possible, par un travail scientifiquement conçu et exécuté, une relation exposant : 1<sup>o</sup> dans ses grandes conceptions, la doctrine de la guerre par le haut commandement français; 2<sup>o</sup> dans leurs grandes lignes, le développement des opérations.

« Avant de pouvoir établir cette relation, il fallait : d'une part, procéder à un classement méthodique d'archives de toute nature, très volumineuses, se rapportant à près de cinq années d'opérations et représentant le contenu de près de 60,000 cartons ; d'autre part, dépouiller, analyser ces archives et en extraire la documentation de base répondant au but exposé ci-dessus.

« Le travail, commencé depuis 1919, se poursuit aussi activement que possible. Pour accélérer le travail, le temps de la guerre a été divisé en un certain nombre de périodes chronologiques et l'étude de chaque période confiée à une section distincte.

« L'ordre dans lequel les diverses sections feront paraître leurs publications respectives ne pourra être, d'une manière absolue, l'ordre chronologique. D'autre part, les crédits élevés qu'exige la publication d'une œuvre aussi importante obligent à l'échelonner, au point de vue budgétaire, sur une période de plusieurs années; d'autre part, pour chacune des diverses périodes considérées, il faut se livrer à un travail de recherches et de contrôle plus ou moins long, qui ne permet pas d'achever en même temps le travail pour toutes les sections.

« Il y a lieu cependant de penser que dès l'année 1922, et si les crédits nécessaires demandés au Parlement sont votés, pourront paraître les volumes traitant du début des opérations de 1914. Ils seront suivis par un certain nombre d'autres, dans lesquels seront successivement traités : la préparation et l'attente de la bataille dans l'hiver 1917-1918; la bataille défensive et la bataille offensive de 1918; les offensives de 1915 en Artois et en Champagne; la deuxième bataille de la Marne; les préliminaires de la bataille de Verdun; l'expédition des Dardanelles et les débuts de celle de Salonique, etc.

« Enfin, en même temps que les premiers volumes publiés, paraîtra un ordre de bataille concernant les grands commandements et les grandes unités jusqu'à la division incluse. On y trouvera, sous forme de tableaux, la composition détaillée de toutes les grandes unités de l'armée française et leur historique sommaire, depuis la mobilisation (ou leur création) jusqu'à la conclusion de l'armistice. »

— Avec leur 24<sup>e</sup> numéro (juillet 1921, in-8°, 128 p.), les *Archives de la Grande Guerre* (Paris, Ernest Chiron) prennent un caractère nouveau. Ce périodique (sous-titre : *Revue internationale de documentation contemporaine*) devient l'organe de la Société de l'histoire de la guerre. Le numéro de juillet est consacré à la Haute-Silésie. Il est luxueusement illustré (illustrations fournies par les Bibliothèque et Musée de la guerre, que dirige avec tant d'activité M. Camille Bloch). Parmi ces illustrations, on notera : 1<sup>o</sup> sur le titre, une carte ethnographique de la Haute-Silésie, publiée en 1914 dans l'ouvrage allemand de Weber, *Die Polen in Oberschlesien*, qui démontre à l'évidence la prépondérance des Polonais (presque partout plus de 75 %) à l'est de l'Oder (moins dans la fraction orientale du cercle de Ratibor et dans quelques grandes villes, mais plus dans la partie des cercles de Kosel et d'Oppeln située sur la rive gauche de l'Oder); 2<sup>o</sup> une carte des résultats du plébiscite par communes qui, malgré les progrès de la germanisation électorale et l'influence des centres urbains, donne encore l'impression d'un pays dont la superficie (est et sud-est) est aux deux tiers polonaise. Parmi les articles, les historiens retiendront surtout celui de M. Émile Bourgeois, *les Populations de Haute-Silésie* (p. 10-25). Une excellente bibliographie de la question, p. 113-127, est établie par le service de documentation des Bibliothèque et Musée de la guerre, en particulier par M. G. Calmette. Souhaitons donc heureuse vie à cet utile et intéressant recueil.

H. HR.

— Grâce à l'initiative de quelques personnes pleines d'excellentes intentions à l'égard de la marine française — et il va sans dire que son quasi-historiographe officiel M. Ch. de La Roncière doit être rangé parmi celles-ci — vient de se reconstituer l'Académie de marine, formée à Brest, en 1752, sous les auspices du secrétaire d'État à la Marine, Rouillé. M. H. Morand, dans un curieux article du *Journal des Débats*, du 19 octobre 1921, a retracé la carrière de cette Académie, qui a servi d'une façon indéniable le développement des études hydrographiques au XVIII<sup>e</sup> siècle. La nouvelle Académie, sans négliger les sciences exactes, si utiles à la marine, a fait une part très large à d'autres disciplines, et particulièrement à l'histoire navale, et elle comptera six sections, dont une historique. Il sera bon que, dans cette direction, elle ne heurte pas les initiatives d'autres institutions, telles que l'École supérieure de la marine ou le Service historique, mais que, dédaignant les formules d'ordinaire timides des corps académiques et soucieuse de maintenir en elle une véritable jeunesse

intellectuelle par un recrutement approprié, elle sache, le cas échéant, entamer les enquêtes et procéder aux révisions qui, seules, pourront être utiles à une organisation comme la marine française, tour à tour attachée à une antique ornière ou s'éprenant soudainement de théories nouvelles. Nous ne doutons pas que ce rôle modérateur ou moteur, selon le cas, ne puisse être tenu par l'Académie de marine. — G. BN.

**Grande-Bretagne.** — Des spécialistes avaient été chargés en Angleterre d'élaborer une histoire médicale de la Grande Guerre. Cette histoire est maintenant prête à être publiée; elle embrasse les questions médicales, chirurgicales et d'hygiène. D'autre part, le « Royal College of Surgeons » d'Angleterre a reçu une somme de 7,500 l. st. pour organiser un musée pathologique de la guerre, qui comprendra des spécimens orthopédiques et rhinoplastiques.

— La librairie Watts (Londres) a publié une grosse compilation qui rendra des services, sous le titre : *A biographical dictionary of modern Rationalists*, par Joseph MAC CABE (45 sh.).

— La Délégation irlandaise (Sinn-feiners) a fait traduire en français, par J. GROS, et répandre à un grand nombre d'exemplaires le *Rapport de la Commission envoyée en Irlande par le parti travailiste anglais* (Paris, rue Scribe, n° 2, 39 p.). M. Lloyd George en avait interdit la publication en Angleterre.

— Un fascicule, publié par la *Historical Association* (leaflet n° 20, mai 1921), contient *A brief bibliography of Scottish history* (in-8°, 12 p.).

**Italie.** — La librairie Ostinelli di Cesare Nani et Cie (Come) se propose de publier une série d'ouvrages d'érudition sous le titre général : « *Auxilia ad res italicas, medii aevi exquirendas in usum scholarum instructa et collecta.* » Elle est mise pour ainsi dire sous l'invocation des grands noms disparus de l'érudition italienne : Cipolla, Crivellucci, d'Ancona, Villari, etc. Le premier volume, qui vient de paraître, est celui de Luigi Schiapparelli : *La scrittura italiana nell'età romana*, recueil de notes paléographiques auquel est joint en appendice un index des publications relatives à la paléographie latine (1 vol. in-16 de XII-212 p.; prix : 20 l.). Du même, une *Raccolta di documenti latini*; fasc. 1 (allant du II<sup>e</sup> siècle avant Jésus-Christ au VII<sup>e</sup> siècle après), est sous presse..

— Le *Corriere della Sera* du 16 octobre 1921 a donné un résumé intéressant des publications officielles de l' « Ufficio storico della marina italiana » consacrées à l'activité de la marine italienne pendant la guerre mondiale.

— On signale l'apparition d'une nouvelle revue d'histoire et de littérature religieuses, intitulée *Alle fonti delle religioni*, sous la direction de M. G. Tucci (Rome, 3, via Cimarosa; 25 l. par an.)

## INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

---

### HISTOIRE GÉNÉRALE.

- Abensour (Léon).* Histoire générale du féminisme, 118.  
*Almagià (Roberto).* La geografia, 129.  
*Barnes (Henry Elmer).* The past and future of history, 268.  
*Bellucci.* Folklore di guerra, 120.  
 — I chiodi nell' etnografia antica e contemporanea, 121.  
*Berr (Henri).* L'histoire traditionnelle et la synthèse historique, 117.  
*Brandt (Samuel).* Voir *Traube (Ludwig)*.  
*Dunois (Amédée).* Adressa inaugurale de l'Association internationale des travailleurs, 268.  
*Grazese.* Trésor des livres rares et précieux; nouv. édit., 273.  
*Kern (Fritz).* Gottesgnadentum und Widerstandsrecht im früheren Mittelalter, 247.  
*Mac Cabe (Joseph).* A biographical dictionary of modern Rationalists, 308.  
*Michels (R.).* La teoria di Marx della miseria crescente, 118.  
*Schrader (F.).* Atlas universel de géographie, 119.  
*Scott (James Brown).* The declaration of London, febr. 1919, 270.  
 — Proceedings of the Hague peace conferences, 270.  
 — Travaux de la cour permanente d'arbitrage de La Haye, 270.  
*Shotwell (James T.).* Carnegie endowment for international peace. Report on the economic and social history of the world war, 269.  
*Traube (Ludwig).* Vorlesungen und Abhandlungen. T. III : Kleine Schriften; publ. par *Samuel Brandt*, 239.  
*Ward (Sir Adolphus).* Collected papers. Historical, t. I et II, 266.  
*Worms (René).* La sociologie, sa nature, son contenu, ses attaches, 268.

### HISTOIRE DE LA GUERRE.

- Archives de la Grande Guerre, 307.  
 Battles nomenclature committee, 120.  
*Célarie (Henriette).* Le martyre de Lille, 273.

- Cornet (Lucien).* Histoire de la guerre, t. V, 273.  
*Deschamps (Gaston).* La Somme dévastée, 119.  
*Ducornet (Abel).* Les derniers jours de Longwy, 270.  
*Jean-Bernard.* Histoire générale et anecdotique de la guerre de 1914, fasc. 41-44, 273.  
*Koch (Th. W.).* Les livres à la guerre, 121.  
*Lansing (Robert).* The peace negotiations, 119.  
*Le Goffic (Charles).* La Marne en feu, 119.  
*Motte (Georges).* Les vingt mille de Radinghem, 271.  
*Riou (Gaston).* La ciudad doliente. Diario de un soldado raso, 121.

### HISTOIRE RELIGIEUSE.

- Alle fonti delle religioni, 308.  
*Batiffol (Mgr Pierre).* Le catholicisme de saint Augustin, 105.  
*Benoit XII, 1334-1342.* Lettres closes, patentes et curiales se rapportant à la France; publ. par *Georges Dau-mat*, 79.  
*Besse (dom).* Abbayes et prieurés de l'ancienne France. T. VIII : province ecclésiastique de Tours, 236.  
*Bliemetzrieder (Franz P.).* Anselms von Laon systematische Sentenzen, 239.  
*Boyer (abbé Charles).* Christianisme et néo-platonisme dans la formation de saint Augustin, 105.  
*Cohen (R.).* Knights of Malta, 1523-1798, 281.  
*Dau-mat (Georges).* Voir Benoit XII.  
*Delehaye (Hippolyte).* Saint Martin et Sulpice Sévère, 236.  
*Dictionnaire d'archéologie chrétienne et de liturgie*, fasc. 41-43, 265.  
*Dictionnaire de théologie catholique*, fasc. 50-52, 266.  
*Dictionnaire d'histoire et de géographie ecclésiastiques*, fasc. 14, 265.  
*Encyclopædia of religion and ethics*; dirigée par *Hastings (James)*, 99, 100.  
*Gasquet (cardinal).* Voir *Teresa (Saint)*.  
*Gaudenzzi (A.).* Il costituto di Costantino, 128.

- Golubovitch (P.-G.).* O. F. M. Biblioteca bio-bibliografica della Terra santa e dell' Oriente francescano. T. III : 1300-1332, 106.
- Goyau (G.).* Les étapes d'une gloire religieuse : sainte Jeanne d'Arc, 83.
- Guignebert (Charles).* Le christianisme antique, 106.
- Guise (abbé).* Saint Sigisbert, roi d'Austrasie, 630-656, 230.
- Hastings (James).* Voir Encyclopædia of religion and ethics.
- Jean XXII, 1316-1334. Lettres communes, analysées d'après les registres dits d'Avignon et du Vatican; publ. par l'abbé G. Mollat, 79.
- Krusch (Bruno).* Arbeonis, episcopi Frisingensis, vita sanctorum Haimbrammi et Corbiniani, 226.
- et *Levison (W.).* Passiones vitaeque sanctorum avii merovingici, 223.
- La Salle de Rochemaire (duc de).* Gilbert (Silvestre II); le savant, le « faiseur de rois », le pontife, 231.
- Levison (W.).* Voir *Krusch (B.).*
- Mollat (abbé G.).* Voir Jean XXII.
- Pocquet du Haut-Jusé.* Les statuts synodaux d'Alain de la Rue, évêque de Saint-Brieuc, 1421, 77.
- Sainte-Marie Perrin (E.).* La belle vie de sainte Colette de Corbie, 1381-1447, 86.
- Teresa (Saint). Letters;* publ. par le cardinal Gasquet, t. II, 274.
- Valois (Noë).* Jacques Duèse, pape sous le nom de Jean XXII, 80.
- Warenghiens (Camille de).* Un prélat du XIII<sup>e</sup> siècle : Michel de Warenghiens, évêque de Tournai de 1284 à 1291, 238.
- HISTOIRE DE L'ANTIQUITÉ.
- Babalon (Ernest).* Les monnaies grecques, 273.
- Baynes (Norman H.).* The year's work in classical studies, 274.
- Davies-Pryce (T.).* Voir *Oswald (Félix).*
- Hatzfeld (Jean).* Les trafiquants italiens dans l'Orient hellénique, 103.
- Oswald (Félix) et Davies-Pryce (T.).* An introduction to the study of terra sigillata, 102.
- Pais (E.).* Fasti triumphales populi romani, 245.
- Sandis (Sir John Edwin).* History of classical scholarship, 3<sup>e</sup> édit., 274.
- Scheit (V.).* Recueil de lois assyriennes, 242.
- HISTOIRE DE L'AMÉRIQUE DU SUD.
- Anglo-South american handbook for 1921,* 122.
- Figarola-Caneda (Domingo).* Voir *Saco (José Antonio).*
- Saco (José Antonio).* Documentos para su vida; anotados por Domingo Figarola-Caneda.
- HISTOIRE D'ALLEMAGNE.
- Gaburi (Francesco).* Guglielmo II, 122.
- HISTOIRE DE BELGIQUE.
- Pirenne (H.).* Histoire de Belgique, t. V, 111.
- HISTOIRE DE DANEMARK.
- Friis (Aage).* Ophævelsen af Pragfriens artikler 5, 274.
- HISTOIRE D'ESPAGNE.
- Goodenough (Lady).* Voir *Muntaner. Muntaner. The chronicle of Muntañer;* publ. par *Lady Goodenough*, 283.
- HISTOIRE DES ÉTATS-UNIS.
- Crowell (J. Franklin).* Government war contracts, 116.
- Krafft (H. F.).* Sea power and American destiny, 123.
- Manual of the public benefactions of Andrew Carnegie, 270.
- Ruffini (Francesco).* Il presidente Wilson, 122.
- HISTOIRE DE FRANCE.
- André-Michel (Robert).* Mélanges d'histoire et d'archéologie, 79.
- Bion (Emmanuel).* L'art de nommer les nouveau-nés français, 278.
- Bloch (Marc).* Rois et serfs, 234.
- Boyé (Pierre).* Le roi Stanislas et le culte du Sacré-Cœur; l'autel de la cathédrale de Toul, 128.
- Britsch (Amédée).* Le maréchal Lyautey, 276.
- Brunel (Clovis).* Opuscules provençaux du XV<sup>e</sup> siècle sur la confession, 77.
- Champion (Pierre).* Procès de condamnation de Jeanne d'Arc, 82.
- Chénon (Émile).* Les jours de Berry au Parlement de Paris de 1325 à 1328, 235.
- Cherfils (Christian).* Bonaparte et l'Islam d'après les documents français et arabes, 99.
- Chronique des règnes de Jean II et de Charles V, t. III et IV; publ. par R. Delachenal, 70.
- Cinquanteenaire de l'armée de la Loire

- et de la victoire de Coulmiers, 9 nov. 1870. Vie du commandant Teissier, 1834-1917, 277.
- Cohen (Gustave)*. Ecrivains français en Hollande dans la première moitié du xv<sup>e</sup> siècle, 256.
- Mystères et moralités du ms. 617 de Chantilly, 78.
- Commune de Paris*. Actes et documents. Épisodes de la semaine sanglante, 158.
- Conon de Béthune*. Chansons; publ. par Axel Wallensköld, 240.
- Coste (P.)*. Voir *Vincent de Paul (saint)*.
- Daudet (Ernest)*. Souvenirs de mon temps, I : 1857-1861, 154.
- David (Charles Wendell)*. Robert Curthose, duke of Normandy, 233.
- Delachenal (R.)*. Voir Chronique des règnes de Jean II et de Charles V.
- Delahache (Georges)*. Les débuts de l'administration française en Alsace et en Lorraine, 278.
- Dépêches des ambassadeurs milanais en France sous Louis XI et François Sforza; publ. par Bernard de Mandrot, t. I-III, 71.
- Depoin (J.)*. Recueil de chartes et documents de Saint-Martin-des-Champs, monastère parisien, t. III, 229.
- Dumas (Auguste)*. Encore la question « Fidèles ou vassaux? », 232.
- Du Motey (vicomte)*. Origines de la Normandie et du duché d'Alençon, 850-1085, 233.
- Enlart (Camille)*. Manuel d'archéologie française. I. Architecture religieuse, 2<sup>e</sup> édit., 241.
- Français (les)* à la recherche d'une Société des Nations, 118.
- France-Maroc, 95.
- Génestal (R.)*. Le « Privilegium fori » en France, du décret de Gratien à la fin du xiv<sup>e</sup> siècle, 238.
- Gide (Charles)*. Les institutions en vue de la transformation ou l'abolition du salariat, 124.
- Gillet (Louis)*. Un grand maître du xvii<sup>e</sup> siècle : Watteau, 125.
- Grandes Chroniques de France; publ. par Jules Viard, t. I, 228.
- Halphen (Louis)*. Etudes critiques sur l'histoire de Charlemagne, 230.
- Hanotaux (Gabriel)*. Jeanne d'Arc, 83.
- Jaurgain (Jean de)*. Deux comtes de Comminges au xv<sup>e</sup> siècle : Jean de Lescun, bâtard d'Armagnac, et Odet d'Aydie, seigneur de Lescun, 89.
- Jeanroy (A.) et Långfors (A.)*. Chansons satiriques et bachiennes du xiii<sup>e</sup> siècle, 240.
- Labande (L.-H.)*. Avignon au xv<sup>e</sup> s. Légation de Charles de Bourbon et du cardinal Julien de La Rovère, 80.
- Lahure (abbé A.)*. Notre-Dame de La Valroy, abbaye royale de Cisterciens, 1147-1789, 238.
- Långfors (H.)*. Voir *Langlois (Ernest)*.
- Langlois (Ernest)*. Le couronnement de Louis ; chanson de geste du xii<sup>e</sup> siècle, 240.
- Lardé (Georges)*. Le tribunal du clerc dans l'empire romain et la Gaule franque, 237.
- Lefebvre (Charles)*. La famille en France dans le droit et dans les mœurs, 124.
- Lemonnier (Henry)*. Le collège Mazarin et le palais de l'Institut, 275.
- Mandrot (Bernard de)*. Voir Dépêches des ambassadeurs milanais.
- May (Gaston)*. Introduction à la science du droit, 124.
- Meillon (Alphonse)*. Histoire de la vallée de Cauterets. T. I : le cartulaire de l'abbaye de Saint-Savin en Lavedan, 229.
- Monuments et Mémoires publiés par l'Académie des inscriptions et belles-lettres (fondation Piot), n° 43, 267.
- Pange (comte Maurice de)*. Les Lorrains et la France au moyen âge, 85.
- Petit (Joseph)*. Le registre des causes civiles de l'officialité épiscopale de Paris, 1384-1387, 76.
- Poupartin (René)*. Recueil des actes des rois de Provence, 855-918, 227.
- Régné (Jean)*. Histoire du Vivarais, t. II, 126.
- Reinach (Joseph)*. Francia, 123.
- Saint-Jours (B.)*. Le littoral gascon, 253.
- Soulé (M.-L.)*. Vie de Jean Jaurès, 277.
- Stein (Henri)*. Charles de France, frère de Louis XI, 87.
- Tournier (abbé)*. Les seigneuries d'Héricourt et du Châtelot, 127.
- Uzureau (F.)*. Andegaviana, 2<sup>e</sup> série, 276.
- Viard (Jules)*. Voir Grandes Chroniques de France.
- Vincent de Paul (saint)*. Correspondance, t. I-IV; publ. par P. Coste, 260.
- Wallensköld (Axel)*. Voir *Conon de Béthune*.
- Walter (J.)*. Catalogue général de la bibliothèque municipale de Sélestat, I, 1, 128.

## HISTOIRE DE GRANDE-BRETAGNE.

A brief bibliography of scottish history, 308.

- Billson (Charles James).** Mediaval  
Leicester, 282.
- Butler (Sir Geoffroy).** Guide to an  
exhibition of historical authorities  
illustrative of british history, com-  
piled from the mss. of Corpus  
Christi College Cambridge, 280.
- Documents relative to Sinn Fein mo-  
vement, 120.
- Gould (James Thayer).** Sources of  
english history 1603-1689, in the  
University of Minnesota library,  
280.
- Greenwood (Alice Drayton).** History  
of the people of England, t. I, 279.
- Gros (J.).** Rapport de la Commission  
envoyée en Irlande par le parti  
travailliste anglais, 308.
- Hall (Hubert).** A repertory of british  
archives. I. England, 279.
- Jenkinson (Wilberforce).** The royal  
and bishops' palaces in old London,  
284.
- Lazzari (Alfonso).** Le prime nozze  
di Maria Stuart, 283.
- Maxwell (Constantia).** The founda-  
tions of modern Ireland, 1<sup>re</sup> partie,  
281.
- Morgan (R. B.).** Readings in english  
social history from contemporary  
literature, t. I et II, 279.
- Pollen (P.).** S. J. King Henry VIII  
and St Thomas Becket, 282.
- Prentoul (Henri).** De l'origine de la  
formule « Dei gratia » dans les  
chartes de Henri II, 281.
- Roberts (P. E.).** A historical geogra-  
phy of the British dependencies.  
VII : India, 2<sup>e</sup> partie, 284.
- Roberts (S. C.).** A history of the  
Cambridge University Press, 1521-  
1921, 283.
- Steel (colonel J. P.).** Feet of fines,  
Cumberland, 283.
- Wallis (John Eyre Winstanley).** En-  
glish regnal years and titles, 281.

## HISTOIRE DE L'ISLAM.

- Abenbéder.** Manuel d'algèbre; texte  
arabe et trad. par José A. Sánchez  
Pérez, 100.
- Abenhamaz de Córdoba.** Traité de  
morale pratique; texte arabe et  
trad. par M. Asín, 100.
- Abentonius de Alcira.** Introduction  
à l'art de la logique; trad. par  
M. Asín, 100.
- Abusali de Denia.** Rectificación de la  
mente; texte et traduction par  
C. Angel Palencia, 100.
- Alarcón.** Voir *Ibn-el-Abbâr*.
- Archives berbères, 95.
- Arin (Félix).** Voir *Goldziher (Ignatz)*.
- Asín (Miguel).** Abenmasarra y su  
escuela, 100.

- Asín (Miguel).** Voir *Abenhamaz*,  
*Abentonius de Alcira*, *Ribera (J.)*.
- Averroës.** Traité de métaphysique;  
texte arabe et trad. par *Quirós Ro-  
dríguez*, 100.
- Bel (A.).** Voir *Ibn-el-Abbâr*.
- Ben-Cheneb.** Voir *Ibn-el-Abbâr*.
- Caetani (Leone).** Studi di storia orien-  
tale, t. III, 95.
- Catalogue des livres de la bibliothè-  
que de la mosquée d'El Qarouiyine  
à Fez, 97.
- De Boer (T. J.).** Muslim, 100.
- Dinet (E.) et Sliman ben Ibrahim.**  
Vie de Mohammed, prophète d'Al-  
lah, 98.
- Goldziher (Ignatz).** Le dogme et la  
loi de l'islam; trad. par F. Arin,  
100.
- Hartmann.** Zur Geschichte des Islam  
in China, 100.
- Huart (Clément).** Histoire des Arabes,  
98.
- Ibn-el-Abbâr.** Takmila-t-essila (Dic-  
tionnaire biographique des savants  
d'Espagne). Supplément par *Alarcón* et G. Palencia; préface, publ.  
par A. Bel et Ben-Cheneb, 97.
- Miller (William).** The Turkish resto-  
ration im Greece, 1718-1797, 281.
- Miscelánea de estudios y textos ara-  
bes, 96.
- Montet (Édouard).** Études orientales  
et religieuses, 95.
- L'Islam, 96.
- Nallino (Carlo Alfonso).** Notes on  
the nature of the Caliphate in gene-  
ral and on the alleged ottoman  
caliphate, 99.
- Neue Orient (der), 95.
- Nöldeke (Theodor).** Geschichte des  
Qorans; refondue par F. Schwally,  
98.
- Palencia (C. Angel).** Voir *Abusali de  
Denia*, 100.
- (G.), Voir *Ibn-el-Abbâr*.
- Pérez (José A. Sanchez).** Voir *Aben-  
béder*.
- Querouil-Archinard.** L'autre France :  
Tunisie, Algérie, Maroc, 96.
- Ribera (J.) et Asín (Miguel).** Manu-  
scritos árabes y aljamiados, 100.
- Rodriguez (Quirós).** Voir *Averroës*.
- Samné (D'r G.).** La Syrie, 99.
- Schwally (F.).** Voir *Nöldeke (Th.)*.
- Sliman ben Ibrahim.** Voir *Dinet*  
(E.).
- Studien zur semitischen Philologie  
und Religionsgeschichte Julius Well-  
hausen zum 70sten Geburtstag ge-  
widmet, 96.

## HISTOIRE D'ITALIE.

- Levi (Cesare).** Il teatro, 129.

*Pasqui (Ubaldo)*. Documenti per la storia d'Arezzo 1180-1337, 129.

Profilii bibliografici dell' Italia che scrive, 129.

*Schiaparelli (Luigi)*. La scrittura italiana nell' età romana, 308.

#### HISTOIRE DU JAPON.

*Anesaki (Masaharu)*. Quelques pages de l'histoire religieuse du Japon, 129.

*Iwasaki (Uichi)*. The working forces in Japanese politics, 1867-1920, 129.

*Rivetta (P. S.)*. Storia del Giappone, 129.

#### HISTOIRE DE RUSSIE.

Official history, naval and military, of the Russo-Japanese war, t. III, 131.

*Zagorsky (Simon)*. La république des Soviets. Bilan économique, 132.

#### HISTOIRE DE LA MUSIQUE.

*Combarieu (J.)*. Histoire de la musique, t. III, 114.

---

## TABLE DES MATIÈRES.

### ARTICLES DE FOND.

|   | Pages |
|---|-------|
| BATIFFOL (Louis). Richelieu et la question de l'Alsace . . . . .  | 161   |
| HOMO (Léon). Les priviléges administratifs du Sénat romain<br>sous l'Empire et leur disparition graduelle au cours<br>du III <sup>e</sup> siècle; <i>suite et fin</i> . . . . . | 1     |

### MÉLANGES ET DOCUMENTS.

|   |       |
|---|-------|
| BLANCHET (Adrien), de l'Institut. Les journées de juillet et<br>août 1789 à Strasbourg . . . . .                          | 57    |
| VIVIER (Robert). La grande ordonnance de février 1351; les<br>mesures anticorporatives et la liberté du travail . . . . . | 201 ✓ |
| WALDNER (E.). Lettre de Charles Marchand, abbé de<br>Munster en Alsace, à un frère (1662) . . . . .                       | 53    |
| Commandant WEIL. Saint-Jean de Latran. La chapelle de<br>sainte Pétronille et les priviléges de la France . . . . .       | 214   |

### BULLETIN HISTORIQUE.

|   |     |
|---|-----|
| <b>Histoire de France</b> : Le moyen âge jusqu'aux Valois,<br>par Louis HALPHEN . . . . . | 224 |
| — Fin du moyen âge, par Ch. PETIT-  | 70  |
| DUTAILLIS . . . . .   | 94  |
| <b>Histoire de l'Islam</b> , par E. MONTET. . . . .                                       | 94  |

### COMPTES-RENDUS CRITIQUES.

|  |     |
|--|-----|
| BATIFFOL (Mgr Pierre). Le catholicisme de saint Augustin<br>(P. Alfaric) . . . . .   | 108 |
| BOYER (Charles). Christianisme et néo-platonisme dans la<br>formation de saint Augustin ( <i>Id.</i> ) . . . . .                         | 108 |
| COHEN (Gustave). Écrivains français en Hollande dans la<br>première moitié du XVII <sup>e</sup> siècle (F. Baldensper-<br>ger) . . . . . | 256 |
| COMBARIEU (J.). Histoire de la musique, t. III (Louis Hal-<br>phen) . . . . .  | 114 |
| [SUPPLÉMENT AU NUMÉRO DE NOVEMBRE-DÉCEMBRE 1921.]  |     |

TABLE DES MATIÈRES.

315

Pages

|   |     |
|---|-----|
| Correspondance de saint Vincent de Paul; publ. par P. COSTE (abbé A. Degert) . . . . .                                | 260 |
| CROWELL (J. Franklin). Government war contracts (R. Guyot) . . . . .  | 116 |
| GOLUBOVICH (P. G.). Biblioteca bio-bibliografica della Terra Santa e dell' Oriente francescano (L. Bréhier) . . . . . | 108 |
| GUIGNEBERT (Charles). Le christianisme antique (P. Alfaric) . . . . .   | 106 |
| HATZFELD (Jean). Les trafiquants italiens dans l'Orient hellénique (L. Bréhier) . . . . .                             | 103 |
| KERN (Fritz). Gottesgnadentum und Widerstandsrecht im früheren Mittelalter (Marc Bloch) . . . . .                     | 247 |
| OSWALD (Félix) et DAVIES-PRYCE (T.). An introduction to the study of terra sigillata (Ch. Lécrivain) . . . . .        | 102 |
| PAIS (E.). Fasti triumphales populi romani (E. Cavaignac) .   | 245 |
| PIRENNE (Henri). Histoire de Belgique, t. V (H. Vander Linden) . . . . .  | 111 |
| SAINT-JOURS (B.). Le littoral gascon (Ch. Bémont) . . . . .   | 253 |
| SCHEIL (V.), de l'Institut. Recueil de lois assyriennes (G. Contenau) . . . . .                                       | 242 |

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES : Allemagne (p. 122), Amérique du Sud (p. 122), Danemark (p. 274), États-Unis (p. 122, 274), France (p. 123, 275), Grande-Bretagne (p. 279), Japon (p. 129), Pays-Bas (p. 131), Russie (p. 132), Histoire de l'antiquité (p. 273), Histoire de la guerre (p. 119, 270), Histoire générale (p. 117, 264).

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES.

AUTRICHE.

*Historische Blätter* (p. 299).

BELGIQUE.

*Analecta Bollandiana* (p. 300).

FRANCE.

Académie des inscriptions et belles-lettres (p. 150, 298); Académie des sciences morales et politiques (p. 150); Annales du Midi (p. 150); Annales révolutionnaires (p. 134, 285); Bibliothèque de l'École des chartes (p. 285); Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme français (p. 134); Bulletin hispanique

(p. 286); Comité des travaux historiques et scientifiques (p. 287); le Correspondant (p. 139, 291); Études; revue fondée par des Pères de la Compagnie de Jésus (p. 144, 292); la Grande Revue (p. 144, 294); Journal des savants (p. 287); Mercure de France (p. 142, 294); Polybiblion (p. 288); la Révolution française (p. 135, 289); Revue archéologique (p. 135); Revue critique d'histoire et de littérature (p. 136, 290); la Revue de France (p. 143, 295); Revue de l'histoire des colonies françaises (p. 137); Revue de Paris (p. 146, 296); Revue des Deux Mondes (p. 148, 297); Revue des études anciennes (p. 138); Revue des études historiques (p. 139); Revue d'histoire de l'Église de France (p. 291); Revue historique de Bordeaux (p. 151).

## GRANDE-BRETAGNE.

Bulletin of the John Rylands library, Manchester (p. 301); The english historical Review (p. 303).

## ITALIE.

Archivio storico lombardo (p. 151); Bullettino dell' istituto storico italiano (p. 152).

CHRONIQUE : Allemagne (p. 155), Danemark (p. 155), États-Unis (p. 155), France (p. 153, 305), Grande-Bretagne (p. 156, 308), Grèce (p. 159), Italie (p. 159, 308), Palestine (p. 160).

|                                 |     |
|---------------------------------|-----|
| ERRATUM . . . . .               | 160 |
| INDEX BIBLIOGRAPHIQUE . . . . . | 309 |

*Le gérant : R. LISBONNE.*

## **CHEMINS DE FER DE PARIS A LYON ET A LA MEDITERRANEE**

---

Pour faciliter aux voyageurs à destination ou en provenance d'Algérie la traversée de Marseille, la Compagnie des Chemins de fer Paris-Lyon-Méditerranée et la Compagnie Générale Transatlantique ont mis récemment en service une correspondance par autobus entre la gare de Marseille-Saint-Charles et le quai de la Joliette (quai d'embarquement de la Compagnie Générale Transatlantique) fonctionnant à l'arrivée et au départ de chaque paquebot.

Le prix de transport de la gare au quai d'embarquement ou vice versa est de 4 francs par personne. Les voyageurs peuvent emporter avec eux dans l'autobus quelques menus bagages à main.

---

## **CHEMINS DE FER DE L'ETAT**

---

### **Relations Franco-Anglaises**

Le taux du change entre l'Angleterre et la France a fait augmenter dans des proportions si considérables le prix des voyages entre Paris et Londres que le voyageur doit, plus que jamais, se soucier de choisir, parmi les divers itinéraires reliant les deux capitales, la voie la plus économique.

C'est ce qui explique la faveur avec laquelle le public a vu rétablir, dernièrement, les deux services rapides quotidiens de jour et de nuit Paris-Londres et *vice versa*, par Dieppe et Newhaven.

Cette voie, de beaucoup la plus courte entre Paris et Londres, offre, conjointement avec la voie du Havre à Southampton, l'appreciable avantage sur toutes les autres lignes d'une différence de prix allant de 12 fr. 20 à 26 fr. 05, par billet simple, et de 23 fr. 40 à 54 fr. 55 par billet d'aller et retour.

A cette économie sérieuse vient s'ajouter le bénéfice d'un agréable confort, non seulement dans les trains français et anglais (voitures à couloir, wagon-restaurant, couchettes, voitures Pullmann, etc.), mais encore sur les luxueux et puissants paquebots à turbines (couchettes réservées, cabines particulières, postes de T. S. F. ouverts à la correspondance privée, etc.). De plus, l'avantage de la rapidité a également son intérêt (service de jour Paris-Londres en 8 h. 15 dont 2 h. 45 seulement de traversée).

Aussi la ligne Paris-Londres *via* Dieppe-Newhaven, avec ses départs journaliers (dimanches et fêtes compris) de Paris-Saint-Lazare à 10 heures et 20 h. 20, est-elle de plus en plus appréciée et utilisée.

# CHÉMINS DE FER DU NORD

## LES FORÊTS DE CHANTILLY ET DE COMPIÈGNE EN AUTO-MAILS

### Deux circuits au départ de Chantilly

### Deux circuits au départ de Compiègne

Tous les jeudis et dimanches, depuis le 29 mai, le Chemin de fer du Nord organise deux circuits automobiles dans chacune des forêts de Chantilly et de Compiègne.

**Circuits au départ de Chantilly.** — *Circuit A* : (en matinée et en soirée) Chantilly, Senlis, Etangs de Commelle, Chantilly. — *Circuit B* : Chantilly, Etangs de Commelle, Mortefontaine, Ermenonville, Chaalis, Senlis, Chantilly.

**Circuits au départ de Compiègne.** — *Circuit C* : (en matinée et en soirée) Compiègne, Saint-Jean-aux-Bois, Pierrefonds, Vieux-Moulin, Rethondes (emplacement où fut signé l'armistice), Compiègne. — *Circuit D* : Compiègne, Saint-Jean-aux-Bois, Pierrefonds, Vieux-Moulin, Rethondes (emplacement où fut signé l'armistice), Tracy-le-Mont, Tracy-le-Val, Carlepont, Pont-l'Évêque, Noyon et sa cathédrale.

Prix des circuits au départ de Paris (trajets en chemin de fer et en auto-mail compris).

|            | 1 <sup>re</sup> classe. | 2 <sup>e</sup> classe. | 3 <sup>e</sup> classe. |
|------------|-------------------------|------------------------|------------------------|
| Circuit A. | 27.45                   | 23.5                   | 20.                    |
| Circuit B. | 36.65                   | 32.5                   | 29.20                  |
| Circuit C. | 44.85                   | 36.95                  | 30.15                  |
| Circuit D. | 68.90                   | 59.30                  | 51.30                  |

Les billets doivent être pris à l'avance. Ils sont délivrés à la Gare du Nord (salle des pas-perdus de la gare de Ceinture), 3, rue des Italiens, 11, rue Scribe, 16, place Vendôme et dans les principales agences de voyages. Consulter la notice spéciale.

## CHEMINS DE FER D'ORLÉANS

### Nouvelles facilités pour la livraison à domicile des bagages dans Paris

Les voyageurs désireux de faire livrer leurs bagages à domicile dans Paris sont invités dans leur intérêt, et en vue de faciliter la remise rapide desdits bagages, à le faire connaître dès la gare de départ.

A l'arrivée, ils présentent leur bulletin à un bureau spécial installé dans la salle des bagages des gares du quai d'Orsay ou d'Austerlitz en remettant leur commande de livraison et, le cas échéant, leurs clefs, s'ils ne veulent point assister eux-mêmes à la visite de l'octroi.

Ils peuvent ainsi gagner ensuite leur domicile débarrassés de tout souci.

Pour plus amples renseignements et notamment pour les tarifs consulter les prospectus spéciaux et les affiches apposées dans les gares.

## CHEMINS DE FER DU MIDI ET D'ORLÉANS

### RELATIONS DIRECTES ENTRE PARIS-QUAI D'ORSAY ET BARCELONE

Billets directs simples et d'aller et retour (1<sup>re</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> classes)

*Enregistrement direct des bagages. — Voitures directes. — Wagons-Lits. — Wagons-Restaurant.*

#### 1<sup>o</sup> PAR LIMOGES-TOULOUSE-NARBONNE

##### ALLER

**Express.** — *Départ* : Paris-Quai d'Orsay, 21 h. (Wagons-Lits de Paris à Port-Bou, toutes classes). — *Arrivée* : Barcelone, 19 h. 30 (voitures de luxe sur les parcours espagnols). — *Arrivée* : Barcelone 23 h. (toutes classes).

**Express.** — *Départ* : Paris-Quai d'Orsay, 9 h. 52 (Wagons-Restaurant de Paris à Toulouse). — *Arrivée* : Barcelone, 10 h. 35 (toutes classes).

##### RETOUR

**Express.** — *Départ* : Barcelone, 5 h. (toutes classes). — *Départ* : Barcelone, 9 h. 4 (voitures de luxe sur les parcours espagnols). — *Arrivée* : Paris-Quai d'Orsay, 9 h. 37 (Wagons-Lits de Cerbère à Paris, toutes classes).

#### 2<sup>o</sup> PAR TOURS-BORDEAUX-NARBONNE

##### ALLER

**Express.** — *Départ* : Paris-Quai d'Orsay, 8 h. 25 (Wagon-Restaurant de Paris à Bordeaux). — *Arrivée* : Barcelone, 10 h. 35 (toutes classes).

##### RETOUR

**Express.** — *Départ* : Barcelone, 14 h. 23 (Wagon-Restaurant de Bordeaux à Tours). — *Arrivée* : Paris-Quai d'Orsay, 18 h. 25 (toutes classes).

# COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE DE PARIS

Capital : 200 millions de francs entièrement versés.

Siège social : 14, rue BERGERE. — Succursale : 2, place de l'OPÉRA, Paris.

**OPÉRATIONS DU COMPTOIR :** Bons à échéance fixe, Escamptes et Recouvrements, Escampte de chèques, Achat et Vente de Monnaies étrangères, Lettres de Crédit, Ordres de Bourse, Avances sur Titres, Chèques, Traites, Envois de Fonds en Province et à l'Etranger, Souscriptions, Garde de Titres, Garantie contre les Risques de remboursement au pair, Paiement de coupons, etc.

**AGENCES :** 44 Bureaux de quartiers dans Paris. — 17 Bureaux de Banlieue. — 223 Agences en Province. — 11 Agences dans les Colonies et Pays de protectorat. — 13 Agences à l'Etranger.

**LOCATION DE COFFRES-FORTS :** Le Comptoir tient un service de coffres-forts à la disposition du public : 14, rue Bergere ; 2, place de l'Opéra ; 147, boulevard Saint-Germain ; 49, avenue des Champs-Elysées ; 35, avenue Mac-Mahon ; 12, boulevard Raspail, et dans les principales Agences de France. — Une clef spéciale unique est remise à chaque locataire. — La combinaison est faite et changée par le locataire à son gré. — Le locataire peut seul ouvrir son coffre.

**BONS À ÉCHÉANCES FIXES.** Intérêts payés sur les sommes déposées : De 6 à 11-m. 1/2, 1 1/2 0/0 ; De 1 à 2 ans, 2 0/0. — Au delà de 2 ans et jusqu'à 4 ans, 3 0/0. Les Bons, délivrés par le Comptoir NATIONAL aux taux d'intérêts ci-dessus, sont à ordre ou au porteur, au choix du Déposant. Les intérêts sont représentés par des Bons d'intérêts également à ordre ou au porteur, payables semestriellement ou annuellement suivant les convenances du Déposant. Les Bons de capital et d'intérêts

peuvent être endossés et sont par conséquent négociables.

**VILLES D'EAUX, STATIONS ESTIVALES ET HIVERNALES.** Le Comptoir NATIONAL a des agences dans les principales Villes d'Eaux : Aix-en-Provence, Aix-les-Bains, Antibes, Bagnères-de-Luchon, Bagnoles-de-l'Orne, Bayonne, Biarritz, Boulogne-sur-Mer, Bourboule (La), Brest, Calais, Cannes, Châtel-Guyon, Cherbourg, Compiègne, Dax, Deauville, Dieppe, Dunkerque, Enghien, Fontainebleau, Havre (Le), Hyères, Menton, Mont-Dore (Le), Nice, Pau, Rochelle (La), Saint-Germain-en-Laye, Saint-Malo, Saint-Nazaire, Toulon, Trouville, Vichy, Tunis, Monte-Carlo, Saint-Sébastien, Alexandrie, Le Caire (Egypte), etc. Ces agences traitent toutes les opérations comme le siège social et les autres agences, de sorte que les Etrangers, les Touristes, les Baigneurs peuvent continuer à s'occuper d'affaires pendant leur villégiature.

**LETTERS DE CRÉDIT POUR VOYAGES.** Le Comptoir NATIONAL d'ESCOMPTE délivre des *Lettres de Crédit* circulaires payables dans le monde entier auprès de ses agences et correspondants ; ces Lettres de Crédit sont accompagnées d'un carnet d'identité et d'indications et offrent aux voyageurs les plus grandes commodités en même temps qu'une sécurité incontestable.

**SALONS DES ACCRÉDITÉS,** Succursale, 2, place de l'Opéra.

Installation spéciale pour voyageurs. Émission et paiement de lettres de crédit. Bureau de change. Bureau de poste. Réception et réexpédition des lettres.

## BIBLIOTHÈQUE DE PHILOSOPHIE CONTEMPORAINE

### ÉTUDES DE MORALE POSITIVE

TOME PREMIER

PAR GUSTAVE BELOT

Inspecteur général de l'Instruction publique

1 vol. in-8°. Deuxième édition, revue et augmentée . . . . . 15 fr. net

TOME SECOND (sous presse)

### L'ÉCRITURE ET LE CARACTÈRE

PAR CRÉPIEUX-JAMIN

1 vol. in-8°. Septième édition . . . . . 20 fr. net

### PRÉCIS DE SOCIOLOGIE

PAR G. PALANTE

1 vol. in-16. Sixième édition . . . . . 7 fr. net

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

## REVUE BLEUE

FONDÉE EN 1863

Parait les 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> Samedis du mois

DIRECTEUR : PAUL GAULTIER

Rédigée par l'élite du monde politique et littéraire, également soucieuse d'information objective et critique, et d'exposition claire, à la portée de tous, la **REVUE BLEUE** suit toutes les grandes questions contemporaines dans un esprit de haute indépendance.

*Les meilleures nouvelles françaises et étrangères.*

Revue de l'intellectuel et de la famille; l'organe le plus commode pour se tenir au courant de la vie politique, sociale, littéraire, artistique.

TARIF DES ABONNEMENTS :

|                    | à la REVUE BLEUE |                  | à la REVUE SCIENTIFIQUE et à la REVUE BLEUE<br>(RÉUNIES) |                |                    |                |
|--------------------|------------------|------------------|--|----------------|--------------------|----------------|
|                    | (SEULE)          | Six mois. Un an. | France . . . . .   | 40 fr. 74 fr.  | Étranger . . . . . | 55 fr. 100 fr. |
| France . . . . .   |                  | 23 fr. 40 fr.    | France . . . . .   | 40 fr. 74 fr.  |                    |                |
| Étranger . . . . . |                  | 30 fr. 55 fr.    | Étranger . . . . .                                       | 55 fr. 100 fr. |                    |                |

PARIS, 286, boulevard Saint-Germain, VII<sup>e</sup>. — (Tél. Fleurus 02-29)

LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN

Viennent de paraître :

BIBLIOTHÈQUE D'HISTOIRE CONTEMPORAINE

### LA CRISE DU SOCIALISME MONDIAL

DE LA II<sup>e</sup> A LA III<sup>e</sup> INTERNATIONALE

PAR  
PAUL LOUIS

1 vol. in-16 . . . . . 8 fr. net

### L'IRLANDE DANS LA CRISE UNIVERSELLE

(1914-1920)

PAR  
YANN M. GOBLET (LOUIS TRÉGUZI)

1 fort vol. in-8° . . . . . 20 fr. net

### LES LEÇONS DE L'HISTOIRE

PAR  
ÉDOUARD DRIAULT

1 vol. in-16 . . . . . 8 fr. net

### LA CONFÉRENCE DE LA PAIX

PARIS-VERSAILLES

JANVIER-JUIN 1919

PAR  
PIERRE ALBIN

1 vol. in-4° . . . . . 60 fr. net

Nogent-le-Rotrou, imprimerie DAUPELEY-GOUVERNEUR.

ation  
suit

cou-

FOR

n m  
i fr.  
0 fr.

net

et

at